

**SOUVENIRS**

DE

**GUERRE**

|  |
| --- |
| COLLECTION DE MÉMOIRES ET DOCUMENTS  POUR SERVIR À  l’histoire de la guerre mondiale |
|  |

ERICH LUDENDORFF

PREMIER QUARTIER-MA1TRE GÉNÉRAL DES ARMÉES ALLEMANDES

SOUVENIRS

DE

GUERRE

Avec 46 cartes

PRÉFACE DU GÉNÉRAL BUAT

TOME II

PAYOT & Cie, PARIS

106, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1920 Tous droits réservés.

Contents

[PREMIER QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL 5](#_Toc360553102)

[I 5](#_Toc360553103)

[II 12](#_Toc360553104)

[III 21](#_Toc360553105)

[IV 32](#_Toc360553106)

[V 37](#_Toc360553107)

[VI 44](#_Toc360553108)

[VII 51](#_Toc360553109)

[VIII 63](#_Toc360553110)

[IX 71](#_Toc360553111)

[LA BATAILLE DES FLANDRES ET L’EFFONDREMENT DE LA RUSSIE EN ÉTÉ ET EN AUTOMNE 1917 78](#_Toc360553112)

[I 78](#_Toc360553113)

[II 89](#_Toc360553114)

[III 95](#_Toc360553115)

[IV 106](#_Toc360553116)

[V 109](#_Toc360553117)

[VII 120](#_Toc360553118)

[VIII 130](#_Toc360553119)

[IX 138](#_Toc360553120)

[LA PRÉPARATION DE L’OFFENSIVE DE 1918 142](#_Toc360553121)

[A L’OUEST 142](#_Toc360553122)

[I 142](#_Toc360553123)

[II 149](#_Toc360553124)

[III 155](#_Toc360553125)

[IV 161](#_Toc360553126)

[V 165](#_Toc360553127)

[VI 170](#_Toc360553128)

[VII 177](#_Toc360553129)

[VIII 187](#_Toc360553130)

[L’OFFENSIVE DE 1918, A L’OUEST 193](#_Toc360553131)

[I 193](#_Toc360553132)

[II 199](#_Toc360553133)

[III 214](#_Toc360553134)

[IV 222](#_Toc360553135)

[V 235](#_Toc360553136)

[VI 248](#_Toc360553137)

[VII 261](#_Toc360553138)

[VIII 268](#_Toc360553139)

[LES DERNIERS COMBATS DE L’ÉTÉ ET DE L’AUTOMNE 1918 286](#_Toc360553140)

[I 286](#_Toc360553141)

[II 295](#_Toc360553142)

[III 310](#_Toc360553143)

[IV 316](#_Toc360553144)

[V 328](#_Toc360553145)

[VI 332](#_Toc360553146)

[VII 340](#_Toc360553147)

[VIII 344](#_Toc360553148)

[IX 349](#_Toc360553149)

[X 356](#_Toc360553150)

[XI 365](#_Toc360553151)

[ÉPILOGUE 373](#_Toc360553152)

# PREMIER QUARTIER-MAÎTRE GÉNÉRAL

du 29 août 1916 au 26 oct*o*bre 1918

*(suite)*

### I

Quelle que fût l’activité déployée par l’ennemi sur le théâtre d’opérations oriental, il était évident que ce serait dans l’Ouest que nous aurions à soutenir, en 1917, les combats défensifs les plus durs. Sur le front oriental, l’organisation du commandement avait, été simplifiée ; nous n’avions plus à exiger du commandement supérieur austro-hongrois la collaboration immédiate qui s’était imposée pendant la campagne contre la Roumanie. C’est sur le front occidental que devait maintenant se transporter la D. S. A. ; je proposai d’établir notre nouveau Q. G. à Spa ou à Kreuznach : Spa fut écarté ; Kreuznach offrait l’avantage de se trouver sur le trajet de nombreuses lignes téléphoniques et télégraphiques se dirigeant vers le front. Les hôtels et les pensions de famille de l’endroit assuraient de bons logements ; on donna l’ordre de faire à Kreuznach, Munster-am-Stein et Bingen les préparatifs nécessaires pour recevoir le G. Q. G. dont l’installation fut prévue pour la seconde quinzaine de février. Provisoirement, nous devions continuer à envisager l’hypothèse d’un retour à Pless.

L’État-Major austro-hongrois se transporta à Bade, près de Vienne.

C’est le 1er février 1917 que commença la campagne de nos croiseurs sous-marins ; il apparut bientôt que nous n’aurions pas à prendre des mesures de précaution spéciales contre la

Hollande et le Danemark. Les E. M. et les troupes prévus à cet effet se trouvèrent disponibles pour le front occidental.

Sur ce front, il fallait s’attendre à une continuation de l’attaque anglaise de la Somme ; peut-être allait-on la voir s’étendre vers le Nord.

Une attaque française entre Roye et Noyon pouvait la compléter ; mais une offensive de l’armée française, rappelant celle de l’automne 1915, sur le front Soissons, Reims, Argonne, était plus vraisemblable. Ses avantages, au point de vue stratégique, étaient évidents : l’Entente exercerait par là, dans des conditions particulièrement favorables, une pression sur les deux flancs de la poche que formait notre front dans les lignes ennemies.

Il était d’ailleurs impossible de préciser les points du front sur lesquels serait dirigée l’attaque française principale ; il fallait compter avec la possibilité d’une attaque secondaire sur Roye. Quelques renseignements attiraient aussi l’attention sur le front de Lorraine et du Sundgau, où l’organisation de nos positions n’avait pas fait de progrès sensibles. Dans ce dernier secteur, nous n’étions pas tranquilles ; à chaque instant une opération locale pouvait s’y produire et l’envoi de renforts dans la région se heurtait à de grosses difficultés.

On parlait aussi de Verdun ; une attaque française y était toujours possible. Finalement on reparla d’une extension de l’attaque anglaise vers le Nord. En résumé, sur tout le front, nous devions nous préparer à une résistance acharnée ; la situation était fort obscure.

Sur le front de l’Isonzo, les combats allaient se poursuivre ; aucun doute ne pouvait subsister à ce sujet, Trieste restant l’objectif de l’Italie. En Macédoine et sur le Vardar, des attaques étaient certaines ; de même, pour ce qui concerne la Turquie, soit en Palestine, soit à Bagdad.

Sur le théâtre oriental, je m’attendais maintenant à voir une autre attaque se produire, au sud, contre les armées austro-hongroises ; à la fin de janvier, une attaque soudaine des Russes, en direction de Mitau, nous avait effrayés ; nos réserves, rassemblées rapidement, nous permirent de l’arrêter.

Il n’était pas encore possible de préciser la date à laquelle se produirait la grande attaque. Sur le front oriental, elle ne pouvait pas se déclencher avant avril ; en 1916, la grande offensive russe du printemps avait débuté en mars, elle avait été sérieusement contrariée par le mauvais temps et Pétât du terrain. On pouvait s’attendre à ne pas les voir répéter leur tentative à pareille époque ; d’autant plus qu’il était possible que l’Entente attendît également une saison favorable pour déclencher son attaque sur le front occidental. Mais la situation sur la Somme était si tendue que nous devions envisager l’hypothèse d’une attaque plus précoce.

La situation générale nous imposait d’obliger l’ennemi à retarder aussi longtemps que possible l’attaque qu’il projetait sur le front occidental, afin de laisser à la guerre sous-marine le temps de produire son effet. Plaidaient également dans ce sens des considérations tactiques et la pénurie des approvisionnements.

Nous allions en même temps, par un raccourcissement du front, obtenir un meilleur groupement de nos forces et nous constituer des réserves plus considérables.

En Belgique et en France, nous opposions 154 divisions à 190 divisions ennemies et une partie de ces dernières avaient des effectifs supérieurs aux nôtres ; une telle disproportion de forces, étant donnée l’étendue du front, nous créait une situation particulièrement défavorable. Il fallait en outre chercher à soustraire, le plus longtemps possible, certaines parties du front aux grosses attaques ennemies, en mettant l’adversaire dans l’impossibilité d’effectuer, dans ces secteurs, des mouvements de troupes importants. Enfin, cette manœuvre devait nous permettre d’occuper des positions qui conviendraient à des divisions affaiblies et fatiguées par le combat.

Ce sont ces considérations (auxquelles il faut ajouter celle du commencement de la guerre sous-marine), qui nous décidèrent à abandonner la poche que constituait notre front dans les lignes ennemies, et à nous replier sur la position Siegfried ; cette position devait être prête au début de mars. Nous procédâmes également à l’exécution du plan des destructions projetées

sur une bande de terrain s’*é*tendant en avant de la nouvelle position sur une largeur de 15 kilomètres.

Le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht avait élaboré les travaux d’évacuation et de destruction, sous le terme convenu d’« Albérich », et les avait répartis sur cinq semaines. Nous pouvions, au cas où une attaque ennemie le rendrait nécessaire, les interrompre à tout moment et commencer la manœuvre de repli. Le principal était d’éviter la bataille. Il fallait en outre sauver tout *l*e matériel qui n’était pas incorporé au sol et les matières premières nécessaires à la guerre, détruire les voies de communication, les localités et les puits, et ceci pour empêcher l’ennemi d’aborder très vite la nouvelle position avec des forces importantes. Il fut défendu d’empoisonner les sources.

Ce repli constituait une très grave décision. Il constituait un aveu de faiblesse qui devait avoir pour effet d’exalter le moral de l’adversaire, en déprimant le nôtre ; mais les nécessités militaires imposaient cette solution. L’heure de l’exécution sonna. Nous n’avions cessé, le général von Kuhl et moi, d’être en rapport sur cette question. Le général feld-maréchal et Sa Majesté approuvèrent les projets d’opérations et, le 4 février, l’ordre fut donné d’exécuter l’« Albérich » ; le 9 devant être le premier jour du programme*.* Le mouvement de retraite devait commencer le 16 mars, mais une pression de l’ennemi pouvait à chaque instant avancer cette date ; nous aurions alors perdu beaucoup de matériel et l’effet des destructions sur la marche des opérations eût été compromis.

En même temps, le lieutenant-colonel Nicolaï était chargé de tromper l’ennemi sur notre manœuvre en lui faisant parvenir un certain nombre de renseignements. Lui et le colonel von Haeften devaient agir sur notre presse et la presse neutre, pour éviter de laisser percer nos intentions. Je me chargeai personnellement de mettre le chancelier au courant des opérations projetées.

Les travaux « Albérich » furent exécutés conformément au programme. Le succès fut complet. Des territoires évacués, nous enlevâmes de nombreux trésors artistiques pour les mettre à l’abri, en pays occupé, conformément aux prescriptions de la profondément regrettable d’avoir à détruire les bie*n*s des habitants, mais c’était in*é*vitable. La populati*o*n fut, en grande partie, repliée vers l’Est ; une faible partie seulement fut rassemblée dans quelques localités, par exemple à Noyon., Ham, Nesle et laissée sur place avec des vivres pour plusieurs jours. Il fallait éviter de procurer à l’adversaire un accroissement de ses forces, par un apport d’hommes aptes au service militaire ou au travail ; mais il était désirable de lui renvoyer le plus grand nombre possible de bouches à nourrir.

Sur le front anglais de la Somme, l’activité de combat n’avait jamais complètement cessé. Au début de mars, se multiplièrent les signes d’une reprise de la lutte au nord de la Somme. Au sud de Roye, les intentions offensives des Français s’accentuaient de plus en plus. Je n’examine pas la question de savoir si ces deux ensembles de mesures furent provoqués par nos opérations.

Ce fut pour les nerfs des commandants de secteur une dure épreuve que de maintenir, malgré tout, la date primitivement fixée pour le commencement du mouvement. D’ailleurs, ce ne fut pas possible partout et, vers le 11, au nord, vers le 13 au sud, il fallut procéder à des reculs partiels du front, pour se dérober à l’attaque ennemie dont la certitude s’accentuait de plus en plus.

Le grand mouvement de repli commença conformément à nos plans le 16 mars et fut exécuté d’un seul mouvement effectué par bonds successifs.

La D. S. A. tenait, d’une manière générale, à éviter le combat et voulait donner aux troupes le temps d’organiser la position Siegfried, avant que l’ennemi l’atteignît avec des forces supérieures. Certains recteurs furent tenus par des divisions prises parmi les réserves ; les autres par les divisions mêmes qui venaient d’exécuter le mouvement de repli. Toutefois, au sud de Saint-Quentin, il avait été décidé qu’une attaque serait prononcée contre les troupes françaises dès qu’elles auraient franchi la Somme et le canal Crozat ; cette attaque conduite avec mollesse n’obtint pas de résultats appréciables. Avec le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht, nous avions examiné au G. Q. G. la possibilité d’une contre-attaque sur tout le front de la position Siegfried. Il nous paraissait opportun de compenser par un gros succès tactique, l’aveu de faiblesse que constituait notre repli. Nos effectifs et l’état des troupes rendaient impossible, sur un terrain impraticable, l’entrée en action de forces suffisantes pour nous assurer un réel succès. La D. S. A. dut, bon gré mal gré, renoncer à une contre-attaque de grand style.

Pendant le repli, les troupes de l’Entente suivirent de très près. Pour elles, ce mouvement représentait un gros succès ; mais nous avions travaillé la presse avec tant d’adresse, que cette opinion ne put pas se répandre. En fait, il n’y avait là pour l’Entente, aucun succès d’ordre militaire ; nos informations, judicieusement semées, avaient empêché les armées ennemies de gêner nos travaux d’évacuation et de destruction. L’opération, dans son ensemble, constitue, pour les chefs et pour la troupe, un brillant exploit ; elle témoigne de la conscience et de la prévoyance de l’État-Major allemand.

Ce raccourcissement de notre front le rendit plus solide et plus sûr ; les projets de l’adversaire furent contrariés. Les directions d’attaque, qu’ils avaient choisies ne convenaient plus et le terrain évacué par nous ne lui offrait aucune ressource. Il fallait, pour l’utiliser, le remettre complètement en état et la préparation d’une attaque y nécessitait de très gros travaux. Aussi l’ennemi ne se présenta-t-il devant notre nouveau front qu’avec des effectifs relativement faibles. Nous pûmes alors, de notre côté, diminuer la densité des troupes et retirer des divisions. Le résultat cherché par l’opération « Aibérich » et l’occupation de la position Siegfried était complètement atteint. Son heureuse influence se fit longtemps sentir et nous retirâmes de notre repli des bénéfices très appréciables. Nous aurions désiré trouver beaucoup de positions semblables à la position « Siegfried » avec abris bétonnés. Notre mission, en 1918, eût été bien facilitée. Mais la main-d’œuvre faisait défaut ; d’ailleurs, l’entrée en action des tanks, franchissant les obstacles les plus larges, diminua beaucoup la valeur de ces positions.

Nos destructions et l’évacuation des populations devaient fatalement nous attirer, de la part de l’Entente, des accusations de barbarie et nous exposer à tout l’arsenal de sa propagande.

C’était son droit. Mais nous n’avions fait qu’appliquer les lois de la guerre, sans aller aussi loin que les belligérants pendant, la guerre de Sécession. En 1914, pendant la retraite de Pologne, nous avions épargné le pays, estimant suffisantes, en raison de la distance, les destructions des voies ferrées. Ici, les distances étant considérablement réduites, il fallait atteindre plus durement le pays. En Pologne nous pouvions laisser tranquillement les habitants chez eux ; en France, des considérations d’humanité et de légitime défense nous faisaient un devoir d’évacuer les populations. Pouvions-nous les laisser périr dans les localités détruites ? Toutes nos mesures furent inspirées des seules nécessités de la guerre. Pour le reste, l’humanité fut constamment notre principe directeur ; notre prestige nous interdisait d’augmenter les malheurs des autres par une dureté injustifiée et des mesures malveillantes. Ce fut notre règle de conduite constante. Seules des considérations de sécurité militaire, et en particulier la lutte contre l’espionnage, nous portèrent à prendre des mesures de rigueur.

### II

Une des conséquences de notre mouvement de repli devait être, à mon avis, fin mars, un déplacement vers le nord du front de l’attaque anglaise. Il était difficile de prévoir sur quel point elle se produirait ; une attaque semblait imminente dans la région d’Arras.

Vers le milieu de février 1917, en Champagne, sur le théâtre des combats de septembre 1915, nous avions réussi une action locale destinée à améliorer notre position. Parmi les prises, se trouvait un ordre de la 2me division d’infanterie, en date du 20 janvier, qui annonçait clairement une grande attaque française sur l’Aisne, pour le mois d’avril. C’était une indication extrêmement importante, qui nous permit de ne prêter qu’une oreille distraite aux nouvelles relatives à des attaques en Lorraine et dans le Sundgau,

Les ressources en main-d’œuvre de l’Entente lui avaient permis d’organiser, non seulement à Verdun, mais aussi sur une grande partie, du front, des secteurs d’attaque complètement équipés (voies de communication et dépôts de munitions). Elle pouvait, par conséquent, prendre l’offensive, dans un délai très court, sur différentes parties du front, sans trahir ses intentions par des travaux importants. L’interprétation des photographies des organisations et travaux ennemis, ainsi que leur vérification permanente à l’aide de nouvelles vues prises par nos avions ne donnaient que des indications très générales sur les intentions ennemies.

Le front français entre Vailly-sur-l’Aisne et l’Argonne était particulièrement bien organisé, si bien que les travaux préparatoires à l’attaque n’y étaient pas nécessaires. En 1918, au cours de notre offensive, nous pûmes nous rendre compte des travaux effectués au sud du Chemin des Dames ; leur construction semble remonter à 1915-1916 ; peut-être l’armée française voulait-elle attaquer dans ce secteur en 1916, et en fut-elle empêchée par l’offensive allemande sur Verdun.

Sur le théâtre occidental, notre situation s’était améliorée ; mais le souvenir des combats de la Somme et de Verdun agissait encore sur les esprits, en augmentant la tension naturelle qui est inhérente à toute défensive et qui soumet les nerfs à une dure épreuve.

L’organisation du commandement avait été améliorée :

Le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht comprenait les 4e, 6e, lre et 2e Armées entre la Manche et la Fère ;

Le groupe du Kronprinz allemand (7e, 3e et 5e Armées) lui succédait et s’étendait jusqu’à l’Orne, à l’est de Verdun.

Venait ensuite le groupe du général-feldmaréchal, duc Albert de Würtemberg, qui avait passé la 4e Armée au général Sixt von Arnim, détachement d’armée C. A. B. Son chef d’état-major était le général Krafft von Dellmensingen. L’organisation d^ ce groupe d’armées avait sensiblement amélioré la situation sur le front d’Alsace-Lorraine.

Le raccourcissement du front réalisé entre Arras et Laon permettait d’y libérer l’État-major de la lre Armée. On l’intercala dans le groupe d’armées du Kronprinz allemand, des deux

côtés de Reims, entre les 7e et 3e Armées. C’est une opération considérable que de relever et de déplacer un État-Major d’armée, surtout à cause des modifications qu’elle entraîne dans l’organisation du service des Étapes de l’armée. On ne peut pas, sans risquer des à-coups sérieux, y procéder trop vite. J’espérais que l’État-Major d’armée pourrait s’installer avec son Q. G., à Rethel, avant que l’attaque française sur le groupe d’armées du Kronprinz allemand commençât.

Grâce au repli « Albérich », les troupes avaient eu deux mois de plus pour se refaire et s’instruire ; on avait ainsi récupéré des effectifs importants, mais, dans le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht, il y avait encore des divisions fatiguées.

L’instruction des troupes fut améliorée. Les formations récentes étaient déjà en partie installées dans des secteurs calmes ; les autres étaient sur le point d’y entrer. Des divisions retirées de Roumanie venaient d’arriver en Belgique. De plus la D. S. A., avait échangé des divisions fatiguées sur le front occidental, contre des divisions fraîches du front oriental, malgré l’affaiblissement qui en résultait pour ce dernier.

On poussa la construction des positions. La main-d’œuvre rendue disponible par suite de l’occupation de la position Siegfried fut répartie derrière les fronts où des attaques étaient probables ; il fallait y compléter, au plus vite, le système des positions de repli. La situation de nos approvisionnements de guerre s’était améliorée ; grâce à une consommation restreinte, pendant plusieurs mois, nos stocks de munitions étaient abondants. Ils nous procuraient une sérieuse marge de sécurité, à la condition que les combats sur les deux fronts ne durassent pas trop longtemps. Le programme Hindenburg se réalisait peu à peu ; le ravitaillement ultérieur en munitions était assuré.

Le calme régnait sur le front italien. En Macédoine, en février et en mars, nous avions repoussé avec de grosses pertes pour l’ennemi les attaques près de Monastir et dans la boucle de la Cerna.

Sur le théâtre des opérations, en Turquie d’Asie, le retour de la bonne saison avait provoqué la reprise des opérations.

Leurs préparatifs terminés, les Anglais étaient passés à l’attaque. Grâce à l’action du colonel von Kress, ils furent repoussés en Palestine.

En Mésopotamie, il apparut très vite que l’armée turque de l’Irak n’était plus capable de résister. Kut-el-Amara tomba le 25 février ; dès le 11 mars, les Anglais occupaient Bagdad ; c’était pour la Turquie une lourde perte. Elle se trouvait maintenant dans l’obligation d’évacuer la région sur la frontière Persique. À la suite de ces événements, Enver pria le G. Q. G. allemand de mettre à sa disposition un État-Major de groupe d’armées avec un corps allemand de secours pour reprendre Bagdad. Cette intervention nécessitait plusieurs mois de préparatifs, les organisations d’étapes devant être prêtes avant l’arrivée des troupes. L’achèvement du tunnel d’Amanus, avec voie normale, en janvier 1917, et l’ouverture prévue pour l’automne du trafic par voie étroite du tunnel du Taurus améliorèrent les communications en Asie Mineure. L’intervention réclamée par Enver apparut comme réalisable. Nous pouvions peut-être, avec un petit nombre de bataillons allemands, ramener au combat des forces turques importantes et obliger les Anglais à un plus grand déploiement de forces dans l’Irak. Le G. Q. G. acquiesça, plutôt à contre-cœur, il est vrai, au désir d’Enver, qui obtint aussi la désignation du général von Falkenhayn au commandement du groupe d’armées. Le Ministère de la Guerre commença à organiser le petit corps expéditionnaire d’Asie. Dans l’Est, la situation s’était profondément modifiée. En mars, une révolution, provoquée par l’Entente, renversa le Tsar. Le pouvoir passa aux mains d’un gouvernement où l’élément socialiste était très fortement représenté. On ne voit pas très bien les raisons qui poussèrent l’Entente à favoriser la Révolution russe. Se crut-elle en présence d’un mouvement populaire qu’elle ne pouvait éviter et auquel elle voulut s’associer ? Ou bien fallait-il se débarrasser du Tsar que la crainte de bouleversements intérieurs avait rendu pacifiste ? Y eut-il encore d’autres raisons ? Une chose est certaine, c’est que l’Entente croyait retirer de la Révolution des avantages d’ordre militaire ; tout au moins, voulait-elle sauver ce qui pouvait

être sauvé. Aussi, elle n’hésita point à agir. On sacrifia le Tsar qui avait provoqué la déclaration de guerre pour satisfaire à l’Entente. Cette action révèle la puissance illimitée d’une volonté qui ne recule devant rien, lorsqu’il s’agit de remporter la victoire. Elle aurait agi de même, si Stürmer, en 1916, avait été réellement partisan de la paix.

La Révolution jeta sur la situation en Russie un jour éclatant ; pour qu’elle ait pu se produire, il fallait que le peuple et l’armée fussent en pleine décomposition. Là, comme chez nous, l’armée se composait d’une partie du peuple, ou plutôt l’armée et le peuple ne faisaient qu’un. J’avais bien souvent rêvé la réalisation de cette Révolution, qui devait alléger nos charges militaires ; continuelle chimère ! Aujourd’hui, elle se produisait à l’improviste. Je me sentais soulagé d’un poids très lourd. Je ne pouvais pas supposer qu’elle pût devenir le tombeau de notre force.

Il n’était pas possible de définir jusqu’à quel point une détente allait se produire dans l’Est. Il fallait compter encore sur des attaques ; néanmoins, la Révolution entraînait fatalement une diminution de la valeur militaire russe, affaiblissait l’Entente et soulageait considérablement notre lourde tâche. Le G. Q. G. put réaliser, sans délai, une économie importante de troupes et de munitions ; il put aussi entreprendre, sur une plus grande échelle, l’échange des divisions.

Il fallut organiser une propagande destinée à semer dans l’armée russe, sans aucun retard, les germes d’une campagne pacifiste.

La Révolution russe avait été un de ces événements qu’un chef d’armée ne peut faire entrer sûrement en ligne de compte, mais, aujourd’hui, c’était une réalité dont je devais tenir compte dans mes calculs.

Notre situation d’ensemble s’était considérablement améliorée ; je pouvais maintenant regarder avec confiance du côté de l’Ouest.

La guerre sous-marine donnait de bons résultats ; les espoirs de l’amirauté étaient dépassés. La diminution du tonnage et les pertes en marchandises coulées devaient produire leur effet.

L’*Économie* du 7 septembre 1918 appelle le printemps de 1917 l’époque la plus critique et la plus mortelle que l’A*n*g*l*eterre ait traversée depuis l*e* comme*n*ceme*n*t de la guerre. L’Entente fut obligée d’employer à la guerre sur mer des hommes et du matériel qu’elle utilisait, jusqu’à ce jour, pour la guerre sur terre, phénomène qui s’accentua de plus en plus.

Le 5 avril 1917, les États-Unis proclamèrent l’état de guerre entre eux et l’Allemagne. La débâcle de la Russie, nos succès dans la guerre sous-marine, le désir de renforcer la lutte contre cette dernière furent les principaux facteurs de cette décision. Déjà, le 3 février, l’Amérique avait rompu les relations diplomatiques. Était-il possible d’arriver, entre ces deux dates, à un accord, sans toucher aux principes fondamentaux de notre guerre sous-marine ? J’en doute. La tentative du Ministère des Affaires étrangères, pour établir un accord militaire entre l’Allemagne et le Mexique, a soulevé contre nous l’opinion américaine ; malgré mes avertissements, ce ministère utilisait un code secret, déjà ancien et facile à déchiffrer.

Peu après la déclaration de guerre de l’Amérique, le monde entier se levait contre nous ; quelques États seulement, en particulier le Chili et l’Argentine, conservèrent leur neutralité, malgré la pression dont ils furent l’objet.

À l’exception de la Bulgarie, les autres États de la Quadruple alliance se déclarèrent en état de guerre avec l’Amérique. Le représentant des États-Unis continua à résider à Sofia. Malgré mon insistance, le gouvernement s’abstint de réclamer son départ au gouvernement bulgare. Cette négligence devait avoir les plus graves conséquences.

L’entrée en guerre des États-Unis aux côtés de nos ennemis ne me surprit point. J’avais compté sur elle, même en dehors de toute aggravation de la guerre sous-marine, dans l’hypothèse du succès de nos armes. Au printemps de 1915, un correspondant américain, sur le front Est, s’était déjà exprimé dans ce sens, et ce n’était pas là seulement une opinion personnelle.

En temps de paix, l’Amérique ne connaissait pas l’Allemagne, ses liens de parenté avec l’Angleterre la portaient à la voir, et avec elle, tous les événements d’Europe, à travers les lunettes que forgeait la propagande de l’Entente. La population d’origine allemande n’avait qu’une influence réduite. Essayer d’exploiter ce facteur, comme nous le fîmes pendant un certain temps, en dressant nos frères contre leur nouvelle patrie, fut un jeu peu habile, dont les résultats furent déplorables.

Quant à l’attitude des Irlandais d’Amérique, je n’y ai jamais vu clair ; mais il est certain que les États-Unis restaient impassibles en présence de l’oppression dont est victime ce malheureux pays.

Déjà, à l’automne 1914, la réponse de Wilson à la lettre où l’Empereur faisait appel aux sentiments de justice de l’Amérique, à propos des atrocités belges, donnait beaucoup à réfléchir.

De plus en plus, leurs intérêts économiques poussaient les États-Unis aux côtés de l’Entente. L’Angleterre leur avait cédé sa situation de puissance financière prépondérante. Lourde était leur créance sur les peuples de l’Entente ; leur défaite eût entraîné pour eux une catastrophe financière.

L’attitude des États-Unis, dans la question des fournitures de munitions, ne laissait aucun doute sur leur conception unilatérale de la neutralité : les actes contraires au droit des gens, les monstruosités que l’Angleterre commettait sur mer, n’étaient possibles que par le consentement de l’Amérique. Dans une conversation au ministère des Affaires étrangères, quelques années avant la guerre, on m’avait déclaré que l’Amérique ne consentirait jamais à de telles mesures. Nous comptions absolument sur une faculté illimitée d’importation par la Hollande.

En fait, le gouvernement américain protesta contre l’arbitraire des Anglais dans leur conduite de la guerre sur mer.

La note de protestation des États-Unis du 30 mars 1915 était faite sur un ton sévère. Elle constatait que le soi-disant blocus « anglais était une négation presque absolue des droits souverains des nations qui vivent actuellement en paix », et terminait en indiquant que « vis-à-vis des ennemis actuels de la Grande-Bretagne, tolérer la conduite anglaise serait prendre une attitude contraire à la neutralité, et incompatible avec les obligations solennelles qui incombent au gouvernement des États-Unis dans les circonstances actuelles ». Cette déclaration était nette ; une seconde note américaine du 5 novembre 1915 insiste encore sur le fait que le soi-disant blocus, du 11 mars de cette année, doit être qualifié d’illégal, inefficace et, par suite, irrégulier. Les deux réclamations furent nettement repoussées par l’Angleterre. Le gouvernement des États-Unis céda, toléra. De son propre aveu, il a donc eu, presque pendant deux ans, vis-à-vis de l’Allemagne, une attitude contraire à la neutralité.

L’ambassadeur comte Bernstorff juge ces faits de la manière suivante, dans un mémoire adressé au gouvernement et au peuple américain. (*Times* du 13 avril 1915) :

« Si le peuple américain veut observer la vraie neutralité, il lui faut mettre un terme à une exportation en masses, exclusive et unilatérale, ou, tout au moins, se servir de ce commerce d’exportation comme d’un moyen de contrainte, pour maintenir un commerce légal avec l’Allemagne, surtout en ce qui concerne les vivres. »

Entre favoriser et prendre ouvertement parti, il n’y a qu’un pas.

Je ne reproduirai que deux opinions :

L’ancien ambassadeur américain à Londres, Choate, mort il y a peu de temps, écrivait le 7 avril 1917 au comte Grey :

« Comme vous le savez, j’ai pensé, dès le début, que nous pourrions, en attendant mieux, servir la cause des Alliés en restant neutres, et en fournissant le plus possible d’armes et de munitions et aussi, je puis heureusement le dire, quelques hommes ; mais que- néanmoins notre devoir serait d’aider à une heureuse conclusion de la guerre, par l’écrasement complet du militarisme prussien et la victoire de la civilisation, si nous pouvions le faire, par notre intervention directe, avec toute notre puissance et nos inépuisables ressources. L’heure a maintenant sonné. »

L’amiral américain Sims s’exprimait ainsi, le 3 juin 1917, à Londres :

« Quand, en 1910, la flotte américaine visita l’Angleterre, je fis un discours bref, mais peut-être peu diplomatique. J’y exprimais mon opinion qui est devenue aujourd’hui une réalité. Je disais alors que si jamais le jour venait où l’existence de l’empire anglais serait sérieusement menacée, l’Angleterre pourrait compter sur tous les navires, sur tous les dollars et sur tout le sang de l’autre côté de l’Atlantique. »

L’entretien suivant, qu’une personne de confiance eut avec un consul général américain et qui est tout à fait en accord avec les déclarations précédentes, est particulièrement caractéristique de l’état d’esprit des cercles officiels américains.

Quand on lui demanda si, vraiment, l’affaire du Lusitania avait conduit l’Amérique à la guerre, le consul général répondit :

« Non, ce ne fut que l’allumette qui mit le feu à la paille ; cela a fortement servi à la propagande. Nous aurions dû, sans cela, trouver d’autres raisons évidentes d’entrer dans le conflit ; si nous ne nous étions pas alliés avec l’Entente, nous ne serions jamais devenus, après la guerre, ce que nous comptons devenir, et ce que nous deviendrons : le numéro 1. »

À cette question : Quel sera le rôle de l’Amérique, comme numéro 1?, il répondit :

« L’Allemagne, avant la guerre, était, sans nul doute, le pays le plus laborieux d’Europe. Nous (l’Amérique) et l’Angleterre voyions à quelle hauteur l’Allemagne s’élevait ; nous sentions qu’elle serait devenue dans quelques décades la plus grande puissance, et qu’elle aurait fait la loi (dictated) non seulement à l’Europe, mais au Monde. Cela devenait un danger, et nous (l’Amérique) l’avons reconnu. C’est pour cette raison que nous nous en sommes mêlés, et nous croyons avoir vu clair. Nous sommes persuadés que notre peuple sera le maître, après la guerre. Nous mènerons non seulement l’Allemagne, mais toute l’Europe. Les nations attendront beaucoup de nous, la paix surtout ; et elles l’auront, mais à nos conditions et à nos prix.

— L’Amérique imposera-t-elle sa volonté à ses alliés ?

— Oui, nous le ferons ! Mais ils auront de meilleures conditions que les autres pays (puissances centrales) de même que nous (l’Amérique) obtiendrons d’eux (des alliés) de meilleures conditions. Il n’y a là qu’une affaire. La guerre n’a jamais été autre chose. »

Pour ce qui concerne la position de l’Amérique après la guerre, le consul général américain s’est trompé, uniquement, au reste, parce que la Révolution a désarmé l’Allemagne, et donné, par suite, la suprématie mondiale à l’Angleterre. Il a manqué, aux États-Unis, un partenaire en Europe.

Quoi qu’il en soit, la guerre ne fut en aucun cas une affaire pour l’Allemagne. Elle nous fut imposée. Il y allait de notre avenir économique, et de notre liberté ; c’était une question de vie ou de mort.

Je laisse de côté la question de savoir dans quelle mesure les opinions que j’ai présentées s’accordent avec celles du président Wilson et d’une grande partie de la population américaine. En tout cas, elles étaient fort répandues. Sous le prétexte de la guerre sous-marine, l’Amérique entra en guerre contre nous, à une époque critique pour l’Entente. Sans la guerre sous-marine, l’Amérique eût-elle pris cette décision assez tôt pour nous empêcher de vaincre en 1918 ? Quelle eût été, à cette date, et sans la guerre sous-marine, la situation sur terre ? C’est ce qu’on ne peut établir avec certitude :

En fait, on ne pouvait aucunement prévoir, le 9 janvier 1917, une débâcle de la Russie et personne ne l’a jamais fait entrer dans ses calculs. Nous comptions que la guerre sous-marine amènerait une décision en notre faveur, au plus tard avant l’entrée en jeu des nouvelles formations américaines ; sans guerre sous-marine, la Quadruplice devait s’effondrer en 1917.

L’histoire de cette année suivit un tout autre cours : le front ouest se maintint ; la guerre sous-marine n’apporta aucune décision ; mais la Russie s’effondra. Nous eûmes, sur le front est, une situation qui tenait le milieu entre la paix et la guerre. Une possibilité alors se présenta, à laquelle personne ne pouvait penser ayant l’automne de 1917 : tenter d’obtenir la décision sur terre, en 1918, par une offensive qui devait être victorieuse, si la guerre sous-marine diminuait le tonnage, dans des proportions suffisantes pour ralentir le transport des nouvelles formations américaines, ou si seulement elle arrivait à frapper, de temps en temps, les transports ennemis. On devait s’y attendre, d’après les données de l’Amirauté.

### III

Au G. Q. G., on s’attendait à voir se produire, au milieu du mois d’avril, la grande offensive de l’Entente, en France, sur l’Isonzo et en Macédoine. De Kreuznach où nous nous étions transportés fin février, j’étais allé fréquemment visiter le front occidental et j’avais conféré sur la situation avec les commandants des groupes d’armées et d’armée, et aussi les généraux commandant les corps d’armée dans les secteurs les plus menacés.

Les groupes d’armées du Kronprinz Rupprecht et du Kronprinz allemand furent renforcés, en divisions, artillerie, et munitions ; on leur envoya aussi tout ce dont ils avaient besoin pour une défensive victorieuse. Je fis de mon mieux pour satisfaire toutes les demandes.

La 6e Armée désirait rectifier son front par une attaque locale, près de Souchez, entre Lens et Arras, et la préparait pour le début d’avril. Le 4 avril, j’eus la certitude qu’une grande attaque anglaise était imminente aux environs d’Arras. On renonça à l’opération de Souchez. Je priai le groupe d’armées de ramener ses réserves sur le champ de bataille, à travers la 6e Armée. La dernière attaque, à Verdun, en octobre et décembre nous avait réappris cette vieille vérité, que les réserves ont leur place, tout près du champ de bataille. En conséquence, la « bataille défensive » prévoyait, sur les fronts attaqués, la présence, sur de nombreux points, et en seconde vague, de divisions d’intervention qui devaient s’opposer à la pénétration de l’ennemi dans les lignes avancées et le rejeter.

Les divisions des deuxième et troisième vagues furent bien avancées par la 6e Armée, mais, le 8, elles n’étaient pas encore assez rapprochées. Le 9, après une préparation d’artillerie, d’assez courte durée, mais extraordinairement violente, une attaque puissante, précédée de tanks, atteignit l’armée sur les deux rives de la Scarpe. Quelques-unes de nos divisions de première ligne furent culbutées. Les divisions voisines, en s’accrochant, subirent de fortes pertes. L’ennemi réussit, aux premières heures de la matinée, à pénétrer dans notre position d’artillerie, et à conquérir les hauteurs qui commandaient le terrain, bien loin vers l’Est. Les divisions d’intervention n’étaient pas là pour rejeter l’ennemi. On n’avait pu en amener qu’une partie, en camions. La situation était extrêmement critique, et pouvait devenir dangereuse, pour l’ensemble, au cas où l’ennemi poursuivrait son action.

Mais les Anglais se contentèrent de leur grand succès et, tout au moins, le 9 avril, ne continuèrent point leur attaque.

Je fêtais, ce jour-là, mon anniversaire à Kreuznach. J’avais vu venir l’attaque avec confiance ; et maintenant j’étais profondément abattu. Était-ce là le résultat de tous les soucis et de toutes les peines du dernier semestre. Les principes de la « bataille défensive » étaient-ils devenus faux ? Si oui, que fallait-il faire ? Je ne pouvais encore examiner, en détail, les événements de la bataille.

Je fis venir des officiers qui avaient participé à la bataille, en première ligne ; à les entendre, j’eus l’impression, confirmée par des conversations téléphoniques, que les principes posés par le G. Q. G. étaient justes. Mais c’est un art du commandement que de savoir les appliquer correctement ; en outre, une division qui passait pour bonne avait cédé.

La bataille d’Arras, du 9 avril, constituait un mauvais début pour les combats décisifs de l’année.

Le 10 avril et les jours suivants furent des jours critiques. On ne réussit pas, sans efforts, à boucher une brèche de 12 à 15 kilomètres de large, sur 6 kilomètres et plus de profondeur. C’est une grosse dépense, qui vient s’ajouter aux pertes considérables en hommes, canons, munitions, qu’entraîne une pareille pénétration de l’ennemi. C’est l’affaire du G. Q. G., sans doute, de veiller aux réserves. Mais la situation militaire, et les troupes dont nous disposions, ne nous permettaient pas d’avoir, derrière chaque division défaillante, une division prête à la remplacer. Une journée -comme celle du 9 avril bouleversait tous les calculs.

Des jours allaient se passer avant qu’un nouveau front pût se constituer et se consolider. Eussions-nous eu, en définitive, les troupes nécessaires, la fin de la crise dépendait essentiellement, comme toujours, en pareil cas, de l’ennemi : allait-il continuer d’attaquer, après sa première victoire, et nous rendre plus difficile, par de nouveaux succès, la formation d’un nouveau front ? L’affaiblissement que nous venions de subir ne rendait que trop facile un succès de l’ennemi.

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img2.JPG |
| Croquis n° 2. — Bataille de printemps près d’Arras en 1917. |

À partir du 10, les Anglais attaquèrent, dans la brèche, en grandes forces ; mais, finalement, dans un style plutôt médiocre, ils étendirent leur attaque des deux côtés, surtout au sud, jusqu’à Bullecourt. Le 11, ils enlèvent Monchy pendant que, dans la nuit du 12, nous évacuions les hauteurs de Vimy. Le 23 et le 28 avril, ainsi que le 3 mai, furent aussi des jours de grands combats. Entre temps, on se battit, par endroits, avec acharnement. Les combats continuèrent ; nous fîmes quelques petites contre-attaques réussies ; et aussi, par contre, çà et là, nous perdîmes un peu de terrain.

Le commandant en chef de la 6e Armée, colonel-général de Falkenhausen, à qui on avait adjoint, comme chef d’État-Major, le colonel von Lossberg, organisa puissamment la défense de la nouvelle ligne, avec l’appui du groupe d’armées et du G. Q*.* G. On n’eut plus à envisager, comme on avait fa*i*t un mom*e*nt, à la 6e Armée, un nouveau recul du front de combat, dans la position Wotan, dont la construction n’était pas terminée.

La bataille d’Arras battit son plein dans la seconde quinzaine d’avril, exigeant des réserves et du matériel en grande quantité, quand, le 16 avril, les Français commencèrent une offensive de grande envergure, sur l’Aisne et en Champagne.

Les buts stratégiques importants de l’offensive anglaise me sont restés inconnus. Je crois, malgré l’étroitesse du front d’attaque, qu’on s’y était proposé une grande percée, et non point seulement une bataille d’usure ou de diversion ; il est encore possible que l’armée anglaise, pour qui la bataille de la Somme n’était point terminée, ait voulu faire là une attaque secondaire, pendant que l’armée française obtiendrait la décision.

Le général Nivelle avait un grand but stratégique : arriver, dès les premiers jours, à percer le front allemand, entre Vailly et Reims. Une attaque, qui suivrait aussitôt, à l’est de Reims, jusqu’à la Suippe, devait agrandir la brèche, et ébranler notre front sur une étendue de 70 kilomètres environ. Le centre de la décision pour l’armée française était en face du groupe d’armées du Kronprinz allemand.

La pression qui s’exerçait d’Arras, vers l’Est, sur Douai et la percée des deux côtés de Reims, par Rethel, en direction de Mézières, devaient envelopper la position Siegfried dont de nombreux aviateurs avaient repéré la construction. L’Entente voulait ébranler tout notre front, jusqu’à la mer.

Les préparatifs de défense avaient été faits par le groupe du Kronprinz allemand, et par les 7e et 3e Armées avec un soin extraordinaire ; le Kronprinz et son chef d’État-Major, le colonel comte Schulenburg, firent preuve d’une activité infatigable. Le chef d’État-Major de la 7e Armée était le général von Boehn, un des meilleurs généraux de l’armée allemande, un officier de vieille souche prussienne, un entraîneur d’hommes et d’une énergie inébranlable. Son chef d’État-Major le colonel

Reinhardt, homme prudent, complétait par le fini de son travail l’œuvre de son commandant d’armée. Le général von Einem, commandant la 3e Armée, s’est fait connaître comme ministre de la Guerre ; c’est un officier aux idées ingénieuses et aux vues profondes, connaissant l’armée et la psychologie de la troupe. Son chef d’État-Major, le colonel, depuis général, von Oldershausen, d’une activité inlassable et d’une grande puissance de travail, était, lui aussi, le digne complément de son commandant d’armée. Un peu plus tard, la 3e Armée partit pour la bataille. Dans la première quinzaine d’avril, la lre Armée, commandée par le général Fritz von Below, prit la direction. On adjoignit à celui-ci le lieutenant-colonel von Klüber. Il avait, dans la bataille de la Somme, acquis une grande expérience et possédait, comme son général, un sens tactique particulièrement aiguisé ; il fut, plus tard, assassiné, à Halle, par les spartakistes, dans l’exercice de ses fonctions.

Tout d’abord, la troupe ne voulait pas croire à une offensive ; elle ne remarquait aucun préparatif. Ce n’est que peu à peu qu’on eut le sentiment que de durs combats étaient imminents.

Après une préparation d’artillerie qui dura plusieurs jours, les Français attaquèrent le 16 avril, au matin, entre Vailly et le fort de Brimont, au nord-ouest de Reims. Au Chemin des Dames, ils pénétrèrent, sur plusieurs points, dans nos positions, et nous forcèrent à ramener, avec de grosses pertes, nos troupes du saillant de Vailly sur la ligne de hauteur du Chemin des Dames. Plus à l’Est, nos troupes restèrent solidement accrochées à la croupe, qui, au Nord, descend à pic sur la vallée de l’Ailette ; entre le Mont Hiver et l’Aisne, les Français s’avancèrent avec des tanks, jusqu’à Juvincourt ; mais leur progression fut enrayée par une division d’intervention. Immédiatement à l’Est de l’Aisne, les troupes conservèrent leurs positions. Au delà du fort de Brimont, l’ennemi réussit à faire une incursion ; l’entrée en action d’une division d’intervention rétablit la situation.

Les 17 et 18 avril, l’ennemi renouvela son assaut, mais il ne put remporter aucun succès.

Entre temps, les attaques en Champagne avaient également commencé ; elles étaient dirigées contre le massif de Moron-villiers. Une division céda. Nous perdîmes ces hauteurs qui constituaient des positions de tout premier ordre.

Quand les Français voulurent descendre les pentes nord, ils tombèrent sous le feu de notre artillerie et durent se fixer au sol. Nos divisions d’intervention furent malheureusement engagées trop précipitamment comme je Fai établi par des conversations avec les commandants des régiments d’une division ; aussi la reprise du massif, le 19, échoua. C’était une perte sensible, car ces hauteurs donnaient des vues très étendues vers le nord ; il fallut nous résigner à cette perte.

Le point culminant de la bataille d’avril était dépassé.

Dans ces combats, l’infanterie française avait attaqué en formations serrées, et subi des pertes extraordinairement fortes.

Le général Nivelle chercha encore une fois, au début de mai, à arracher la victoire aussi bien sur l’Aisne qu’en Champagne. Notre front s’était remis en ordre et fortement organisé, si bien que sur les deux emplacements de la double et formidable bataille, la nouvelle attaque échoua avec les plus lourdes pertes.

Le 7 mai se livrèrent encore, sur tout le front, de durs combats ; puis, sur l’Aisne, l’attaque s’éteignit ; de même, à partir du 9, en Champagne, mais, sur ce point, elle devait reprendre, et avec violence, le 20 mai.

L’offensive française avait été brisée avec des pertes sanglantes. Bien que la France la célébrât comme une victoire, l’opinion publique fut abattue. Le ministre de la Guerre avoua, en juillet, que l’attaque avait échoué avec des pertes telles qu’il n’était plus possible d’en supporter d’équivalentes. Elles avaient été si grandes que le moral de l’armée commença à en souffrir et qu’il se produisit des mutineries, dont nous ne recevions d’ailleurs que de faibles échos ; c’est seulement plus tard que nous vîmes clair.

Le haut commandement français subit aussi une modification. Le général Nivelle fut remplacé par le général Pétain. Tous deux s’étaient fait connaître à Verdun ; le général Pétain, par la défensive du printemps et de l’été 1916 ; le général Nivelle, par ses attaques d’octobre à décembre. Ce qui avait réussi à Verdun devait, au printemps 1917, conduire l’armée française à la victoire finale.

Cette victoire, grâce à notre tactique défensive et à la fermeté du groupe d’armées du Kronprinz allemand, s’était transformée en une défaite de l’armée française. Nous avions, au prix d’efforts extrêmes, remporté un grand succès, et nous nous étions montrés supérieurs à l’ennemi au point de vue de l’instruction militaire.

Notre consommation en troupes et en munitions avait été extraordinairement élevée. Nous ne pouvions prévoir quelles suites auraient les combats et quels efforts nous aurions encore à fournir. L’absence de toute attaque russe, au printemps 1917, fit que, malgré toute la gravité de la situation sur notre front occidental, il n’y eut point, dans la situation générale, de crise comme celle que nous avions traversée en septembre 1916. J’étais l’ennemi de toutes les considérations oiseuses, mais je ne pouvais m’empêcher de réfléchir à ce qui serait arrivé, au cas où la Russie aurait attaqué, en avril-mai, et remporté quelques petits succès. Nous aurions eu, alors, comme à l’automne 1916, à soutenir une lutte extrêmement dure. Nos ressources en munitions auraient diminué de façon dangereuse. À la réflexion, et si je transporte en avril,-mai les succès remportés par les Russes en juillet, je ne vois pas comment le Haut commandement aurait pu rester maître de la situation. En avril et mai 1917, en dépit de notre victoire sur l’Aisne et en Champagne, c’est la révolution russe seule qui nous a sauvés.

L’offensive russe vint plus tard, en juillet, deux ou trois mois après le commencement de l’offensive franco-anglaise ; l’action des Alliés n’était pas concertée, comme à l’automne 1916 ; chacune marchait pour son compte et nous pûmes, en agissant sur la ligne intérieure, repousser et battre séparément les adversaires isolés.

Sur le front italien, il y eut de violents combats en mai. La 10e bataille de l’Isonzo se termina encore sans résultat pour l’armée italienne.

En Macédoine, une offensive ennemie de grande envergure s’écroula devant les lignes bulgares. La guerre sous-marine avait eu de bons effets, pendant les mois d’avril et, mai, et soulagé notre front occidental.

### IV

Après leur grand échec d’avril et mai et la disparition de la Russie, l’Angleterre et la France se virent en face d’une nouvelle situation. Elles décidèrent une seconde grande offensive, pour obtenir la victoire en 1917. En même temps, elles voulaient s’assurer en tout cas le succès final pour 1918. Elles placèrent le centre de leur attaque vers Ypres, pour s’emparer de notre base sous-marine en Flandre. Le transport des nouvelles formations des États-Unis en France pour l’année 1918 devait être assuré par la lutte contre nos sous-marins.

Provisoirement, l’armée française resta inactive afin de se relever de la défaite qu’elle venait de subir. Elle n’entreprit, plus tard, que des actions locales, quoique d’assez grand style. Le gros des armées anglaise et belge, soutenu par les Français, se prépara à l’offensive dans les Flandres. On devait aussi attaquer sur l’Isonzo, en Macédoine et en Palestine.

Dans l’été 1917, je n’avais naturellement pas, des intentions et des mesures que l’ennemi commençait à mettre à exécution, une idée aussi claire que celle que j’acquis en juillet et août.

On eut l’impression, dans la seconde quinzaine de mai, qu’il se produisait un ralentissement dans l’offensive française ; cette passivité de l’armée française se prolongea. J’avais toutefois à compter avec une reprise, possible à tout moment, de ses attaques, sur l’un ou l’autre point. L’armée anglaise poursuivit, pendant la seconde quinzaine de mai, les combats sur le précédent champ de bataille, à l’est d’Arras ; elle ne nous attaquait pas avec la vigueur qu’elle avait déployée sur la Somme, mais elle nous usait.

Au début de juin, on remarqua une augmentation de l’activité ennemie devant le saillant de Wytschaete, que faisait notre ligne, au sud d’Ypres. C’est la prise de ce saillant qui a véritablement inauguré la bataille des Flandres, en juin. Tant qu’il fut aux mains des Allemands, chaque attaque anglaise, près d’Ypres et au nord, se trouvait, au sud, prise de flanc. La situation tactique des troupes allemandes dans l’arc de Wytschaete n’était point favorable. Nous songions à l’abandonner, et à occuper la position sur la corde de l’arc. Mais l’armée croyait pouvoir tenir. Une attaque repoussée de l’ennemi est un avantage pour le défenseur, à cause des pertes infiniment lourdes qu’elle coûte à l’adversaire ; aussi, le groupe d’armées et le G. Q. G. étaient d’avis de maintenir l’occupation de la boucle. Nous aurions réussi à garder la position, si les Anglais n’avaient pas entrepris d’énormes travaux de mines, et n’avaient ainsi frayé un chemin à l’attaque qu’ils firent avec des masses serrées d’infanteries, et une formidable artillerie. Grâce à ces explosions de mines, l’ennemi réussit, le 7 juin, à pénétrer dans nos lignes.

Les hauteurs de Wytschaete et de Messines avaient été, les années précédentes, le théâtre d’une guerre de mines très active. Depuis longtemps cette activité de mines avait cessé, des deux côtés ; le calme s’était fait et on n’entendait plus, aux postes d’écoute, le travail de l’ennemi. Les mines devaient donc être chargées depuis longtemps. L’effet moral des explosions fut extrêmement grand ; nos troupes cédèrent, en plusieurs points, à l’assaut de l’infanterie ennemie. Un feu puissant d’artillerie, battant l’arc de Wytschaete, empêcha d’en gager nos réserves avec des chances de succès et de rétablir la situation. La position de la corde de l’arc fut occupée, avec notre assentiment. Je m’opposai à un recul plus étendu. Le 7 juin nous a coûté cher. Le succès de l’ennemi nous avait forcés à engager beaucoup de monde. Là encore, il fallut plusieurs jours pour consolider le front. L’armée anglaise ne continua pas ses attaques ; elle n’avait, visiblement, que l’intention d’améliorer ses positions de départ, en vue de la grande offensive des Flandres.

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img3.JPG |
| Croquis n° 5. — Combats dans l’arc de Wytschaete en 1917. |

Tout d’abord, les combats reprirent sur le vieux champ de bataille d’Arras ; les Anglais attaquèrent aussi entre la Bassée et Lens. C’étaient là des combats d’usure, pour détourner notre attention d’Ypres.

Le commandement de la 6e Armée avait subi un changement. Le colonel-général baron von Falkenhausen avait été nommé gouverneur de Belgique, en remplacement du colonel-général baron von Bissing, décédé. C’était une personnalité éminente et nous lui accordâmes notre pleine confiance dans sa nouvelle situation. La 6e Armée passa sous les ordres de von Below, qui transmit le commandement, en Macédoine, au général von Scholtz, lequel, en dernier lieu, commandait une armée sur le front est.

L’issue de la bataille d’Aisne-Champagne avait laissé la 7e et la lre Armée dans des lignes franchement défavorables, surtout au Chemin des Dames. L’abandon de la ligne des crêtes eût été un succès pour les Français, et eût fortement déprimé les troupes qui les avaient tenues si vaillamment. Le groupe d’armées du Kronprinz allemand et la 7e Armée voulaient, par une suite d’actions de détail, rectifier leurs positions, et obtenir une ligne de front qui constituât une position durable ; telle était aussi l’intention du G. Q. G. De nombreux combats, préparés avec une grande circonspection par les divers États-Majors, et habilement exécutés par les troupes, créèrent un front plus favorable, et relevèrent l’esprit de la troupe.

Le général von Gallwitz, commandant la 5e Armée, voulut, pour les mêmes motifs, tenter sur la rive ouest de la Meuse une amélioration locale de sa position ; on la tenait pour fort importante. Le groupe du Kronprinz allemand fit des propositions et le G. Q. G. acquiesça ; les attaques des 18 et 19 juin réussirent, mais, là comme ailleurs, il nous apparut que gagner du terrain était plus aisé que de le conserver.

Dans chaque attaque locale, du genre de celle qu’exécutèrent la 7e puis la 5e Armée, il était tenu compte des contre-attaques possibles de l’ennemi. Les munitions et les forces nécessaires pour repousser ces contre-attaques étaient prévues, dans les calculs que le G. Q. G. se faisait présenter.

Nous voulions nous garder de tout plan aux limites imprécises. Malgré tout, les contre-attaques ennemies ne réussissaient que trop souvent. Devant Verdun, les Français nous arrachèrent à nouveau la plus grande partie de notre gain. Je fus heureux lorsq*u*e les combats furent terminés, mais je regrettais d’avoir autorisé l’attaque à Verdun. Tout comme au temps où j’étais chef d’État-Major dans l’Est, je restais l’ennemi de la méthode qui consiste à « batailler de tous les côtés » : les gains n’y compensent pas les pertes.

Devant la 4e Armée, les Anglais occupaient depuis 1914 une étroite tête de pont, tout près de la côte, sur la rive est de l’Yser. L’endroit était resté un point faible pour le corps d’infanterie de marine. La 4e Armée, dont dépendait ce corps, reçut l’autorisation de s’emparer de cette tête de pont. L’attaque eut lieu le 10 juillet ; l’assaut, vigoureusement mené, réussit ; l’Yser empêcha toute contre-attaque de l’ennemi.

En dépit de durs combats dans la boucle de Wytschaete, dans la première quinzaine de juin, et d’autres combats sur le front anglais, l’activité fut assez faible, sur le théâtre occidental du milieu de mai jusqu’en juillet, pour qu’une partie de nos troupes pût reprendre des forces, et que nous pussions constituer des réserves. L’armée de l’Ouest était bien prête quand la situation, à l’Est, devint critique.

### V

Ce que nous avions prévu avec certitude se réalisait ; la révolution russe affaiblissait la valeur combative de l’armée. L’idée de paix semblait gagner du terrain en Russie. Toutefois, les sentiments du nouveau gouvernement russe, du peuple russe et de l’armée à cet égard n’étaient pas unanimes. Le ministre des Affaires étrangères, Milioukow, demandait la continuation de la guerre et la modification de la carte de l’Europe, aux dépens de la Quadruplice ; d’autres ministres parlaient d’une paix sans annexions ni contributions et du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. Tous voulaient le maintien de l’Alliance avec les puissances de l’Entente. Ils s’opposeraient systématiquement, nous devions y compter, à tout courant pacifiste en Russie. Nous n’avions pas la moindre raison de croire à un relâchement de leur volonté de nous anéantir.

Par endroits, les troupes russes nous faisaient des avances ; nous laissions faire, avec plaisir ; sur d’autres points du front, une certaine activité de combats persistait ; nous évitions d’y répondre.

La situation générale, aux mois d’avril et de mai et jusqu’en juin, n’était point de nature à nous faire déployer une sérieuse activité sur le front de l’Est ; d’ailleurs, le gouvernement craignait qu’une attaque de notre part ne retardât la débâcle de la Russie. Au début d’avril, en pleine période de fraternisation, le groupe Linsingen fit une attaque locale contre une tête de pont qui restait aux Russes depuis les combats de 1916, sur le Stochod, au nord-est de Kowel. L’entreprise, en soi, était sans importance, mais le nombre des prisonniers russes fut si élevé que j’en fus moi-même étonné. Le chancelier me pria de faire le moins de bruit possible autour de ce succès. J’accédai à son désir, bien qu’à contre-cœur. Les troupes qui avaient mené l’attaque ne méritaient point cette réserve. Dans la presse, nos explications embarrassées à propos du combat du Stochod parurent étranges à beaucoup de gens. Je compris cette impression, mais je crus de mon devoir de céder au désir du Chancelier, pour ne point troubler des espoirs de paix qui existaient réellement. Le G. Q. G. interdit, par la suite, toute autre opération.

En mai, Kerinsky passe au premier plan et nous voyons grandir le danger d’une consolidation de l’armée russe. L’Angleterre, la France, l’Amérique n’épargnaient aucun effort pour atteindre ce but ; en face de cette situation, nous eûmes au G. Q. G. de fréquentes discussions. Une attaque rapide, sur le front est, avec les divisions dont le commandant en chef de l’Est pouvait disposer, renforcées de quelques divisions de l’Ouest, ne valait-elle pas mieux que l’expectative ? C’était le moment, disait-on, de frapper l’armée russe, alors que sa valeur combative était amoindrie. Je n’y consentis point, malgré l’amélioration de la situation à l’Ouest. Je ne voulais rien faire qui pût seulement paraître ébranler une réelle possibilité de paix. Cette manière d’agir se justifiait aussi au point de vue militaire, car toute révolution dissout et détruit la valeur combative d’une armée. Cependant l’attaque russe, en Galicie, le 1er juillet, me donna à réfléchir sur la justesse de cette opinion. C’en était fini avec la désagréable période d’expectative, à l’Est. Le Haut Commandement n’avait plus de réserve à s’imposer ; il avait retrouvé sa pleine liberté d’action.

L’offensive russe avait été conçue dans le grand style. Les attaques devaient se faire à la tête de pont de Riga, à Duna-bourg, aux lacs Narotch, à Smorgon et au Sud, dans toute la Galicie orientale, de la voie ferrée Tarnopol-Zhorow-Lemberg, jusqu’aux Carpathes. C’est au sud que se trouvait le centre des opérations.

Les intentions offensives de l’ennemi n’étaient plus, à la fin de juin, un secret pour le commandant en chef de l’Est ; de nombreux déserteurs l’en avaient averti. Il prit toutes les mesures de défense pour mener la contre-offensive qu’il désirait, il avait besoin que l’Ouest lui envoyât des renforts. La situation, sur ce front, était assez calme, mais il fallait compter avec la continuation des combats. Quoi qu’il en fût, le G. Q. G. devait exploiter la situation à l’Est, telle qu’elle se présentait. Pour parer à tout événement, et régler le compte définitif avec les Russes, afin d’avoir les mains libres d’un autre côté, l’Ouest mit 6 divisions à la disposition du front oriental. Nous ne pouvions, pour le moment, faire plus. Les officiers qui commandaient à l’Ouest ne cédaient leurs divisions, pour l’Est, qu’à contrecœur. Ils ne pouvaient pas se rendre compte de la grandeur du but !

L’endroit le plus favorable pour une offensive à l’Est était, avec un passage de la Duna, en avant de Riga, la ligne Zborow-dépression du Sereth, en Galicie orientale. On pouvait essayer d’y envelopper les parties de l’armée russe qui étaient au sud. C’était l’idée du commandant en chef de l’Est. Le G. Q. G. donna son assentiment. Comment l’attaque se ferait-elle ? Quel en serait le résultat ? Serait-ce une véritable « opération »,

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img4.JPG |
| Croquis n° 6. — Combats en Galicie orientale en été 1917. |

comme je l’espérais dans mon for intérieur, ou une simple contre-attaque tactique ? Comment les troupes russes, et surtout les troupes austro-hongroises se battraient-elles ? Autant de questions dont j’attendais la réponse avec une vive impatience.

L’offensive russe en Galicie orientale se fit avec une grande dépense de munitions, et en masses compactes ; contre les troupes austro-hongroises elle eut du succès ; elle échoua contre les Allemands et les Turcs. Le 1er juillet, entre Zborow et Brjezany, de fortes masses russes pénétrèrent dans le front austro-hongrois. Les troupes austro-hongroises passèrent en masses à l’ennemi. Le commandant en chef de l’Est dut, le 2 juillet, envoyer des réserves considérables pour contenir le choc. Les autres attaques russes s’effondrèrent. L’attaque contre l’armée du Sud commença le 4. La lutte, chaude, dura plusieurs jours et se termina par un succès défensif complet de l’armée du général comte von Bothmer, dont les troupes étaient presque uniquement allemandes.

Au sud du Dniester, les 6 et 7 juillet, l’offensive russe contre la 3e Armée austro-hongroise avait un plein succès. Les troupes austro-hongroises cédèrent ; une division allemande, fraîchement débarquée, essaya d’arrêter la retraite, mais fut entraînée dans le recul. Les Russes arrivèrent jusqu’à la Lomnitsa, et occupèrent Kalusch. La situation était critique pour le commandant en chef de l’Est. Il avait rassemblé ses réserves, pour la contre-attaque projetée entre Zborow et le Séreth, en direction de Tarnopol ; c’est aussi vers ce point que roulaient les divisions, venant de l’ouest. De même que l’année précédente il nous avait fallu soutenir le front de l’archiduc Charles, avant d’entreprendre la marche contre la Roumanie, cette fois encore, le commandant en chef de l’Est dut renforcer les troupes austro-hongroises, et en particulier la 3e Armée, avant de se préparer à la contre-attaque. Il a eu le mérite, qu’il faut reconnaître bien haut, d’avoir su, en dépit des oscillations de la situation au sud du Dniester, et en dépit des violentes attaques qui commençaient alors au nord, passer à l’attaque au nord de Zborow, et mener l’opération avec la plus grande énergie.

À Kalusch, la chance nous favorisa. L’armée russe avait déjà trop perdu de son esprit offensif, et n’avait pu passer la Lomnitsa. Les premières troupes allemandes, arrivant là, réussirent, grâce à l’énergie du major Baron von dem Busche, de mon État-Major, à maintenir la situation. Le 15 juillet, elles réussissaient à gagner du terrain. La crise était donc surmontée.,

De toutes les attaques dirigées contre l’ancien front du commandant en chef de l’Est, celle du 21 juillet, au sud de Smorgon, à Krewo, fut particulièrement violente ; les Russes y enfoncèrent une division de Landwehr qui y tenait un très large front et qui se défendit vaillamment. La situation apparut, pendant quelques jours, très grave, jusqu’à ce que des réserves et notre feu d’artillerie aient pu rétablir la situation. Les Russes évacuèrent nos tranchées, ce n’étaient plus les Russes d’autrefois.

Entre temps, les troupes de contre-attaque avaient achevé leur concentration entre Zborow et le Sereth ; malheureusement le temps était très mauvais et il fallut retarder l’attaque de 2 ou 3 jours, jusqu’au 19 juillet. C’était le jour où l’on discutait, au Reichstag, la résolution de paix. Le succès de l’attaque fut brillant ; sur une largeur de 4 kilomètres, on avança de 15 kilomètres en profondeur. Le moral de toute l’armée fut relevé. Au Reichstag, on dit que la victoire des armées allemandes était destinée à agir sur l’opinion.

Le lendemain, l’attaque, en direction de Tarnopol, fut continuée ; Tarnopol tomba le 25 ; le front russe, au sud de la ligne de chemin de fer Zborow-Tarnopol, commença à être évacué devant nos positions. La contre-attaque tactique devenait une opération de grand style. La décomposition du front russe s’accentuait de plus en plus vers le sud. L’armée du sud, les 3e et 7e Armées austro-hongroises, fortement, mêlées de troupes allemandes, entrèrent en action. Le front est, jusqu’en Bukovine, se mit en mouvement. L’armée russe reculait en désordre ; la Révolution Pavait complètement dissociée.

Les 2 et 3 août, nous avions, après des combats incessants, atteint le Zbrutch et pris Czernowitz et Kimpolung. L’exploitation de la contre-attaque du 19 juillet était terminée. Un moment j’espérai encore une avance des 3e et 7e Armées austro-hongroises, en Moldavie ; mais la capacité offensive des troupes austro-hongroises était trop faible, et celle des seules troupes allemandes ne suffisait pas. Les communications avec l’arrière étaient d’ailleurs si difficiles, que l’approvisionnement régulier de l’armée ne put se faire avant l’établissement de voies ferrées. On se mit au travail avec une main-d’œuvre considérable, mais les destructions étaient si complètes que des semaines se passèrent avant qu’on pût penser à continuer les opérations au sud du Dniester.

Les troupes allemandes, de même qu’à l’automne de l’année précédente, s’étaient conduites d’une façon remarquable pendant la guerre de mouvement ; elles se sentaient comme libérées de la lourde contrainte de la guerre de positions. L’armée austro-hongroise avait décelé, malgré tous les soins qu’on y avait apportés, un fléchissement de son esprit offensif ; et cela nous effrayait au plus haut point.

Sur le Zbrutsch, le combat reprit encore çà et là pendant quelques jours ; au sud de Czernowitz, le groupe de l’archiduc Joseph, qui avait pris le commandement en Hongrie à la place de l’empereur Charles, poursuivait l’avance à l’Est ; l’opération était terminée, bien que des combats eussent commencé sur le front roumain.

Là, le 24 juillet, dans les montagnes, entre Foscani et la frontière, les Russo-Roumains avaient déclenché une action de diversion. Elle toucha un point faible du front et obtint un succès local.

Notre avance, au nord des Carpathes, — en aval du Dniester et vers la Moldavie, par la Bukovine, — fit naître l’idée de reprendre les opérations contre les troupes roumaines, et d’attaquer sur le Sereth inférieur, pendant que les troupes austro-hongroises continuaient leur marche en avant, par Czernowitz et le sud. Cela nous amena à transporter le corps alpin en Roumanie au mois de juillet, et à affaiblir encore d’autant le front ouest. Les discussions au sujet de cette offensive n’étaient point encore terminées quand l’attaque russo-roumaine se produisit : le groupe Mackensen dut alors prendre une direction d’attaque nord, sur la rive ouest du Sereth et la partie sud du groupe de l’archiduc Joseph, via Otzna, en partant du col de Oitoz. Les combats commencèrent dans la première quinzaine d’août et se prolongèrent pendant toute la seconde quinzaine. Ils se terminèrent tous les deux par des succès locaux et forcèrent l’ennemi à abandonner son gain de terrain du 31 juillet.

L’armée roumaine, avec le concours de la France, s’était à ce point consolidée qu’il nous parut impossible d’obtenir un succès stratégique, tant que l’offensive en Bukovine n’aurait pas repris son cours. Provisoirement, ce n’était pas possible. On arrêta les offensives des groupes de Mackensen et de l’archiduc Joseph. Les Roumains se mirent à attaquer sans succès ; peu à peu, l’activité de combat s’assoupit.

La grande offensive de l’Entente, qui, au début de Pété 1917, devait nous écraser, était donc terminée ; la révolution russe avait empêché d’en faire une action concertée et unique. La Russie s’était écroulée au moment de l’offensive anglo -franco-italienne ; et quand la Russie attaqua à son tour, le front de l’Ouest était déjà affaibli. Ici, nous avions réussi à tenir, en dépit de revers sérieux ; à l’Est, nous pouvions enregistrer un gain considérable ; la débâcle militaire de la Russie était affichée aux yeux de tous.

Six mois de guerre sous-marine s’étaient écoulés. Elle avait eu, numériquement, un rendement supérieur à nos prévisions ; mais, en définitive, le succès restait inférieur à ces prévisions ; cependant, j’avais encore l’espoir que les calculs de l’Amirauté se réaliseraient à bref délai. Mais je commençai à m’inquiéter de savoir si réellement on construisait autant de sous-marins qu’il était possible de le faire. Il fallait tout mettre en œuvre pour accroître le rendement de la guerre sous-marine. Au reste, le G. Q. G. n’était pas en mesure de distraire un grand nombre d’ouvriers spécialistes du service de l’armée pour les passer à l’Amirauté, ou de limiter au profit de celle-ci le programme Hindenburg.

### VI

Nous avions réussi, par un travail acharné et par notre décision, grâce aussi à la révolution russe, à détendre la situation militaire. L’absence d’une volonté arrêtée, en Allemagne et en Autriche-Hongrie, jointe à la pression qu’exerçaient le bouleversement russe et les difficultés économiques, enfin, l’influence grandissante de la propagande ennemie, firent se développer, dans nos pays, des conditions qui diminuèrent sans cesse la valeur combative des États-Alliés et qui menacèrent de compromettre nos succès militaires. L’espoir que nourrissaient les peuples de l’Entente d’un effondrement moral de leurs ennemis ne fit, dès lors, que grandir. La paix devait en être rendue infiniment plus difficile, et la fin de la guerre retardée.

Le chancelier von Bethmann et le comte Czernin se trouvaient sous l’influence de la révolution russe ; tous deux craignaient pour leur pays le même sort. Ils songeaient sans cesse à cette menace ou à des possibilités de paix, malheureusement très éloignées. Et cependant leur devoir n’était-il pas de faire résolument la guerre, tant que la paix n’était pas conclue ? Ne devaient-ils pas songer uniquement à stimuler l’énergie nationale, par une activité créatrice, tout comme le Haut Commandement avait réussi à stimuler l’énergie combative de l’armée, dans une âpre lutte avec un formidable ennemi. Leur politique n’était faite que de concessions perpétuelles à l’intérieur. Ils renonçaient à conduire le peuple ; suivant toujours la même idée, ils ne voyaient pas le mal qu’ils faisaient à la force nationale, cette force qu’ils auraient dû concentrer tout entière vers l’extérieur. Ces deux hommes, que le destin avait placés à la tête de leurs peuples dans les temps les plus graves, n’étaient point les fortes natures que l’époque exigeait. Certes, il y avait de durs combats à mener à l’intérieur ; ceci n’est pas douteux. La tâche du comte Czernin était extrêmement lourde, au milieu de sa macédoine de peuples. La tâche de M. de Bethmann était plus simple ; les principes directeurs de sa politique devaient s’inspirer des caractères propres de cette guerre et de notre situation spéciale, en face d’un adversaire animé du désir de nous anéantir. Au lieu de caresser toujours la pensée d’une paix de conciliation, impossible à réaliser pratiquement, il lui fallait faire de son peuple un bloc, lui indiquer un but, lui en montrer la grandeur, et satisfaire aux demandes de l’armée. Il fallait montrer sans cesse au peuple allemand pourquoi il se battait, et lui révéler le fond des pensées de l’ennemi. La majorité l’eût suivi, comme en 1914. Il y a toujours des gens à qui l’on ne peut rien apprendre. Pouvait-on vraiment se faire illusion sur la pensée et les buts de nos ennemis, quand on connaissait toute leur histoire, leur manière de penser, après leur réponse à notre proposition de paix du 12 décembre, et à la note de Wilson du 18 décembre ? Pouvait-on méconnaître que le relâchement de l’esprit guerrier du pays paralyserait la conduite de la guerre ? La décision prise au sujet de la guerre sous-marine et notre recul sur la position Siegfried avaient fait comprendre à tous, même aux civils, et d’une manière frappante, la gravité de la situation, telle que la jugeait le Haut Commandement. Le gouvernement aurait dû voir clairement que, seule, une conduite énergique et réaliste pouvait nous sauver.

Dans les premiers jours d’avril 1917, l’Empereur reçut à Hombourg la visite de l’Empereur Charles. Le comte Czernin et le général von Arz faisaient partie de sa suite ; le chancelier, le général feld-maréchal et moi avions reçu l’ordre de nous rendre à Hombourg.

M. de Bethmann et le comte Czernin s’étaient déjà vus auparavant ; le 27 mars, ces deux messieurs avaient conclu un arrangement, consigné dans le Document de Vienne du même jour. Il comprend un programme minimum des conditions de paix, qui repose sur le statu quo ante, et un programme pour le cas d’une issue heureuse de la guerre, qui coïncidait avec les idées que j’avais soutenues. Il n’y était question d’aucune renonciation, dans quelque sens que ce fût.

Cet important document ne fut porté à la connaissance des secrétaires d’État et du G. Q. G. que le 5 février 1918.

Pendant qu’à Hombourg les souverains et les hommes d’État discutaient, nous y tenions conseil, le g*é*néral von Arz, le feld-maréchal et moi. Nous avions occupé la position Siegfried et nous voyions venir les grandes offensives d’avril. Je pensais alors que l’attaque anglaise était imminente. Le résultat de la guerre sous-mar*i*ne, en mars, avait été bon. Le ministère de l’Intérieur commençait à apprécier hautement ses effets. L’importance de l’Amérique était estimée à sa juste valeur. À notre avis, la situation était sérieuse, mais elle autorisait la confiance ; nous espérions repousser bientôt les attaques de l’Entente et nous devions, au reste, attendre le résultat de la guerre sous-marine, et le développement de la situation en Russie.

Le général von Arz avait les mêmes espoirs pour le front austro-hongrois ; mais il ajoutait que, par suite du manque de matières premières et de la fatigue des troupes, l’armée austro-hongroise ne pourrait combattre que jusqu’à l’hiver. Il ne régnait aucun doute sur la nécessité de continuer pour le moment la guerre avec toute l’énergie possible. Nous ne pouvions prévoir dans quelles conditions nous nous trouverions à l’entrée de l’hiver.

Vers midi, il y eut conférence entre le chancelier, le comte Czernin, le général feld-maréchal, le général von Arz et moi. Le chancelier me demanda, avant d’entrer en séance, si je croyais venu le moment d’une démarche pacifique. Je ne pus que lui répondre que nous étions à la veille d’un grand effort de l’Entente et que je ne pensais pas que, du point de vue militaire, le moment fût bien choisi. On ne discuta pas davantage la question, pas même à propos de la révolution russe. Le comte Czernin nous proposa, pour obtenir une paix rapide, de donner l’Alsace-Lorraine à la France. L’Autriche-Hongrie réunirait la Galicie à la Pologne et proposerait le rattachement de la Pologne à l’Allemagne. À ce moment, on interrompit notre entretien avec les deux hommes d’État ; il avait duré environ dix minutes. L’Empereur les avait fait appeler. C’est ainsi que se termina, pour moi, la partie officielle de la rencontre des deux empereurs. Dans l’après-midi, je fus reçu par l’Empereur Charles.

Après déjeuner, le comte Czernin m’exposa ses vues, dans une conversat*i*on privée. Il donna tout d’abord comme base à son désir de paix la situation intérieure de la double monarchie. Je n’avais aucune raison de dissimuler ma façon de penser. J’étais, moi aussi, fils de mon pays, et j’avais le droit de dire ce que je pensais : je répondis au comte Czernin qu’il n’avait, qu’à mener plus fermement les peuples de la double monarchie, et à relever leur moral. Il me répondit que c’était impossible. J’en vins alors à ses propositions. Son projet polonais me semblait fort incertain : quelle position adopterait la Pologne ? Quel en serait l’effet sur nos provinces de l’Est ? J’étais d’autant plus surpris de ce plan, que la politique polonaise des Austro-Hongrois à Varsovie manquait tout à fait de bonne foi à l’égard des intérêts allemands. Dans ce projet polonais, rien n’était clair ; par contre, la cession de l’Alsace-Lorraine à la France était pour nous une affaire bien réglée ; à mon avis, il ne pouvait en être question tant que nous n’étions pas battus. Chaque peuple est étroit*e*ment associé à son honneur. L’Alsace-Lorraine est une terre allemande ; et c’est pour nous une question d’honneur que de la revendiquer à outrance ; là-dessus, tous les partis, jusqu’aux socialistes indépendants, ont toujours été d’accord. Tout gouvernement, et même le G. Q. G., qui aurait méconnu ce fait, eût été balayé, et avec raison, par l’indignation nationale. Certes, notre situation était grave, mais n*o*us étions encore capables de grands efforts : nous n’avions qu’à vouloir. La cession de l’Alsace-Lorraine était un aveu évident de notre faiblesse : elle eût été jugée comme telle, même par des esprits non prévenus. Rien alors ne la justifiait. Nous pouvions être sûrs que l’Entente ne verrait autre chose, dans ces projets, qu’un piège, ou qu’un aveu de notre défaite militaire ; ce qui eût accru considérablement ses exigences.

Le comte Czernin, quand je lui demandai si vraiment l’Entente se contenterait de la cession de l’Alsace-Lorraine, ne put me répondre avec précision.

Le comte Czernin s’exprima en des termes extrêmement graves sur la situation intérieure de l’Allemagne. Il devait avoir de très bons correspondants. Et notre entretien prit fin.

Le comte Czernin ne reparla jamais de séparer la Galicie des autres États de la Monarchie. Il poursuivit encore un moment l’idée de faire rentrer la Roumanie dans la sphère d’influence de l’Autriche-Hongrie ; l’Est, la Pologne y comprise, dans celle de l’Allemagne. C’étaient là des pensées claires et de grande envergure, auquelles le G. Q. G. ne pouvait qu’acquiescer. Elles furent consignées dans les accords de Kreuznach, des 17 et 18 mai.

Mais, peu après, le comte Czernin présenta avec beaucoup de zèle et de talent la solution austro-polonaise, et dévoila ainsi la véritable pensée de l’Autriche-Hongrie. La renonciation de l’Autriche-Hongrie à la Pologne aurait exercé un effet déprimant sur l’opinion publique dans la monarchie. Le prestige du jeune empereur était aussi en question. Il était clair que l’intention du comte Czernin était de nous mettre au pied du mur aussi bien en Pologne qu’en Roumanie.

La solution austro-polonaise était pleine de dangers pour là Prusse et l’Allemagne. Le général feld-maréchal et moi craignions qu’elle ne signifiât la fin de l’alliance, et un danger immédiat pour nos provinces orientales. Les Polonais continueraient à réclamer des territoires allemands et, les Polonais de Prusse, à travailler de concert avec eux. Le gouvernement de Vienne serait forcé de se faire l’avocat de leurs désirs. Tant qu’une Pologne isolée serait seule à appuyer ces désirs, l’Allemagne pourrait s’en arranger ; mais si une Autriche slave les soutenait, le tout prendrait soudain une autre tournure : l’Allemagne serait menacée sérieusement dans ses intérêts vitaux, le conflit serait certain entre les deux États, et l’Allemagne se trouverait dans une situation politique et militaire extrêmement difficile. La province de Silésie serait enveloppée et nos communications avec la Prusse orientale, la Lithuanie et la Courlande menacées. L’annexion de ces deux territoires n’était alors nullement une extravagance. Je ne me représentais pas clairement non plus comment l’Allemagne s’arrangerait en matière économique de la solution austro-polonaise, qui devait nous créer les plus grandes difficultés en Pologne même, et nous couper du marché russe. Nous savions déjà, par expérience, quelles difficultés l’Autriche-Hongrie, comme pays de transit, causait à notre commerce avec les Balkans. Nous devions encore dans la suite discuter fréquemment sur ce point, et le jugement du gouvernement allemand subit des variations bien curieuses.

La question de la conclusion rapide de la paix était constamment mise sur le tapis par l’Autriche-Hongrie. Dans une lettre que, vers le milieu d’avril, l’Empereur Charles adressait à Sa Majesté, il était question de la paix, même au prix de gros sacrifices éventuels. Les dangers d’une Révolution internationale y étaient décrits dans le détail, de façon à justifier la nécessité pressante d’une pareille paix. L’Empereur confia au chancelier le soin de répondre à cette lettre et à d’autres analogues. Le général feld-maréchal et moi avions à donner, là-dessus, notre avis motivé, du point de vue militaire ; le chef de l’Amirauté devait en faire autant pour la guerre navale. Nous disions ce que nous croyions de notre devoir de dire ; c’était au chancelier à tirer parti de nos avis ; dans le cas présent, ses conceptions étaient d’accord avec les nôtres et avec celles du chef de l’Amirauté.

Dans sa réponse du début de mai, le chancelier partait de cette idée que, vu les grands espoirs que l’Entente nourrissait alors d’un succès décisif de son offensive et d’un réveil de la Russie, des dispositions pacifiques trop fortement soulignées étaient vouées à l’insuccès ; elles feraient croire à l’épuisement définitif des Puissances Centrales et ne pourraient que raviver les forces de l’Entente. Pour le moment, nous ne pouvions acheter la Paix qu’en nous soumettant à la volonté de nos ennemis ; mais le peuple ne comprendrait ni ne tolérerait une telle paix.

La situation en Russie s’était, jusque-là, développée à notre avantage ; le désir de paix grandissait toujours. Notre premier devoir était de suivre attentivement et de favoriser le processus d’évolution et de dissolution, en Russie, et d’accueillir les prochains sondages russes de manière à les transformer en véritables négociations de paix. Peut-être celles-ci seraient-elles le prélude d’une paix générale.

De cette façon la lettre de l’Empereur Charles recevait une réponse officielle.

Le comte Czernin intervint encore fréquemment pour la paix. Il continua de préconiser des cessions de territoires allemands à la France ; mais il ne put jamais dire si l’Entente inclinait à la paix ou s’il existait un chemin quelconque qui nous y menât. S’il l’eût trouvé, le comte Czernin nous l’eût certainement fait connaître.

Dans son discours du 11 décembre 1918, il a fait de longues déclarations sur les questions de guerre et de paix. Cela uniquement pour montrer qu’il avait vu venir notre débâcle. Les pessimistes sont toujours des gens habiles ; le malheur une fois venu, on s’étonne de leur sagesse. La foule les encense et se couvre elle-même de fleurs ; la foule a toujours prévu le malheur. S’il n’arrive pas, les pessimistes et la foule sont tout de même contents, leur part est toujours belle. Les hommes d’action ont un rôle plus difficile. Leur seule justification, c’est le succès. Sans doute la foule les acclame, alors ; que ce succès vienne à manquer, ou que le malheur arrive, et la même foule lapide les hommes d’action. Les pessimistes et la foule ne se demandent pas ce qu’ils ont fait ni ce qu’ont fait les hommes d’action, pour écarter le malheur ; on ne saurait attendre cette réflexion de la masse incapable d’aucun jugement. Mais je suis surpris que le comte Czernin suive cette voie. S’est-il rendu compte, et a-t-il rendu compte au monde de ce qu’il a réellement fait, dans la situation telle qu’il la trouva, pour ne pas perdre la guerre et pour préserver son pays et celui de ses alliés du malheur et de la honte ?

Par malheur, le comte Czernin a négligé de nous faire connaître plus tôt les faits que j’ai connus, pour la première fois, par son discours. Il dit, notamment :

« Il y eut, à différentes reprises, des prises de contact entre nos représentants et ceux de l’Entente ; mais elles n’ont jamais conduit à l’exposé de conditions concrètes. Nous eûmes, assez souvent, l’impression que nous pouvions conclure une paix séparée, sans l’Allemagne ; mais jamais on ne nous fit part des conditions concrètes auxquelles l’Allemagne pouvait, de son côté, conclure la paix. Et d’abord, on ne nous a jamais déclaré que l’Allemagne conserverait son territoire d’avant la guerre...

Le fait que l’Entente ne voulut jamais déclarer qu’elle consentait à parler avec une Allemagne qui n’avait aucune pensée de conquête, et que l’Entente répétait qu’elle voulait anéantir l’Allemagne, nous força à faire une guerre défensive, pour l’Allemagne, et accrut infiniment les difficultés de notre rôle à Berlin. »

De telles paroles, dites plus tôt, eussent fait taire chez nous tout le bruit fait autour d’une paix de conciliation, et stimulé les volontés pour le salut de la Patrie.

Le comte Czernin s’est tu. Il a, de ce fait, endossé une énorme responsabilité. Ou bien s’est-il expliqué, sur ce point, avec le chancelier, qui aurait alors négligé d’en informer le pays ? Le peuple allemand a le droit de connaître la vérité.

Non seulement à Berlin, comme le pense le comte Czernin, mais aussi à Vienne, l’homme d’État manquait, qui eût été à la hauteur de sa tâche et, d’accord avec les chefs, eût arraché la victoire à l’ennemi.

Les hommes d’État dirigeants ne crurent point à la victoire ; ils ne trouvèrent pas le chemin de la paix, et restèrent pourtant en fonctions !

### VII

Dans l’intérêt de la poursuite de la guerre, et aussi de la conclusion de la paix, j’ai profondément déploré, comme toutes les autres manifestations de faiblesse, les événements qui se sont passés en Allemagne au printemps et pendant l’été de 1917 ; je peux dire, rétrospectivement, que notre décadence morale commença véritablement avec le début de la Révolution en Russie ; le gouvernement était dominé, d’une part, par l’inquiétude de voir se produire de semblables événements ; d’autre part, par le sentiment de son incapacité à relever l’énergie des masses populaires et à retremper leur volonté qui fléchissait pour d’innombrables raisons. Sans doute, l’incertitude de notre situation militaire et, plus tard, l’absence dans la guerre sous-marine d’un succès dont d’autres autorités avaient malheureusement affirmé la certitude rendaient plus difficile le relèvement de notre force morale. Il ne faut pas méconnaître que notre moral en souffrit. Mais, en définitive, notre situation militaire dans l’été de 1917, par suite de la chute de la Russie, était meilleure que celle de l’Entente. Nous pouvions, à bon droit, espérer. Mais d’autres causes contribuèrent à nous déprimer. Il manquait au gouvernement la force de résolution qui écarte les abus d’une main ferme. En outre, le Reichstag n’avait pas de volonté ; sans doute il s’occupait souvent avec un dévouement sincère de notre avenir, mais il s’efforçait surtout, pour des raisons purement égoïstes, de s’assurer le pouvoir.

Le 7 avril parut un décret de Sa Majesté, touchant la question électorale en Prusse. Je n’appris la démarche qu’après sa publication. Jamais l’Empereur, non plus que le chancelier von Bethmann ne m’ont parlé des affaires intérieures. Je n’avais d’ailleurs pas à rechercher d’entretien sur ce sujet, et la politique intérieure m’était étrangère.

Le rapport entre le décret sur la réforme électorale et la révolution russe était trop évident. C’est cela qui était grave. Si un changement dans le droit de vote était nécessaire — et l’on ne peut en douter —, il eût dû être consenti d’un geste large, avant la guerre, au plus tard en août 1914, comme un acte de libre décision d’un gouvernement fort. Maintenant le gouvernement plaçait ainsi le trône au centre de la discussion politique, au lieu de le tenir à l’écart des disputes de partis. Cette démarche ne fit plaisir — en dehors de quelques milieux restreints — qu’à l’ennemi, qui dut en reconnaître la cause avec satisfaction. Le gouvernement, à chaque démarche qu’il faisait, aurait dû se demander quel en serait l’effet, non seulement chez nous, mais encore sur l’opinion des peuples ennemis. Pendant la guerre, les questions intérieures auraient dû être conduites et dominées par cette pensée. Quand les questions de politique intérieure passent au premier plan, la valeur combative d’un peuple commence à décliner ; c’est ce que devrait se dire tout homme d’État. Le décret du 7 avril, puis celui du 11 juillet, révélaient notre point faible à l’ennemi et témoignaient de notre crainte de la révolution, « II n’y a pas de fumée sans feu », devait conclure l’adversaire. Et l’incendie peut éclater. La conclusion de l’ennemi ne pouvait être que tenir et attiser le feu jusqu’à ce que son but, la révolution en Allemagne, et la destruction de l’Allemagne, fût atteint.

L’effet du décret d’avril fut à peu près le même à l’intérieur qu’à l’extérieur. Les fauteurs de troubles devinèrent les craintes du gouvernement et devinrent plus exigeants. Les grèves de la seconde quinzaine d’avril furent leur réponse ; c’était un écho de la révolution russe et qui témoignait d’une effroyable indifférence à l’égard des hommes qui, sur le front, soutenaient de durs combats. Les grèves montraient aussi à quel point les ouvriers échappaient à leurs anciens chefs. Le décret n’eut point l’effet calmant que se promettait le gouvernement ; on avait laissé passer le bon moment et le gouvernement n’avait ni l’énergie suffisante ni le talent nécessaire pour faire une véritable réforme.

Le droit de vote en Prusse n’intéressait guère le peuple ; seuls quelques journaux et milieux politiques s’en occupaient activement. Malheureusement, il fournit l’occasion d’agrandir les lézardes intérieures et de renforcer le travail d’agitation souterraine ; dans l’armée, la question n’eut aucun écho ; la marine, plus proche du pays, et grâce à son inaction, a dû s’en inquiéter davantage. Je ne pensais qu’avec inquiétude à des luttes électorales pendant la guerre. Elles n’auraient fait qu’affaiblir encore notre énergie. Je considérais aussi les élections comme une injustice envers les soldats du front qui, selon les conceptions justes qu’on avait alors, ne pouvaient y prendre part. Je fus mêlé, par les partisans et les adversaires du droit de vote, à la lutte des partis, bien que je n’eusse jamais pris position dans la question. Je m’exprimai souvent dans ce sens, avec des ministres. Personnellement, j’espérais une solution du droit de vote, basée sur la représentation professionnelle, comme Bismarck en avait eu l’idée. Cette solution aurait peut-être donné une force nouvelle à notre vie publique, stérile et stagnante ; à ce moment-là nous n’étions pas encore capables de telles idées. Le mot vague actuellement adopté : « incorporation des conseils d’ouvriers dans la Constitution », fait penser, à nouveau, à une représentation nationale sous la forme corporative, tout au moins dans une Chambre élue au premier degré. Il est inconcevable qu’une classe puisse avoir tous les droits constitutionnels et que les autres doivent s’en aller les mains vides.

D’autres indices annonçaient le fléchissement de notre volonté de vaincre qui, pourtant, le 27 février encore — c’est-à-dire avant qu’éclatât la révolution russe, — s’était si magnifiquement affirmée au Reichstag. Le peuple allemand, méconnaissant complètement la volonté d’anéantissement qui animait l’ennemi, pensait de plus en plus à une paix de conciliation ; cette idée avait été accueillie avidement par ceux qui voyaient dans la victoire un danger pour leurs aspirations politiques. En mai et juin eurent lieu de nombreux voyages, favorisés par le gouvernement, de parlementaires, à Stockholm, en Autriche-Hongrie et en Suisse, en vue de prétendues ouvertures de paix. C’était tomber dans les pièges tendus par l’Entente. J’étais opposé à ces voyages, de même que le général commandant en chef dans les Marches. L’Empereur se prononça pour les voyages. L’État-Major général à Berlin dut établir les passeports. Le comte Czernin envoya également les chefs socialistes austro-hongrois à Stockholm. De là, on devait, en s’appuyant sur la révolution russe, lancer un appel aux masses ouvrières des États ennemis, pour leur faire proclamer et mener à bien la « réconciliation de l’humanité ». Ces efforts ne témoignaient pas d’une grande connaissance des hommes et ne tenaient aucun compte de la psychologie des peuples amis et ennemis ; mais ils poursuivaient des buts nettement révolutionnaires. Ces démarches n’eurent aucun effet sur les adversaires ; par contre, chez nous, et en Autriche-Hongrie, la volonté de combattre s’en trouva encore diminuée. On perdit la confiance dans sa propre force. De plus en plus, le gouvernement laissa échapper la direction des affaires de l’État et, ce qui était encore pis, au profit non pas du peuple tout entier, mais de certains groupes qui, à en juger d’après leur passé, ne savaient que critiquer et non pas créer.

L’Entente se trouvait fort bien de ces réunions et de ces parlotes, dans le camp ennemi, sur une paix de conciliation. Tout cela l’éclairait sur nos pensées. Par une juste connaissance de la psychologie populaire, l’Entente n’avait pas autorisé le voyage des chefs socialistes et ne se sentait liée par rien. Elle poursuivait de tout autres buts. Le président du Conseil, Ribot, exprima si clairement, dans l’été 1917, cette idée que la France voulait anéantir l’Allemagne, qu’on ne pouvait plus s’y méprendre, à moins de le faire exprès. Aucun homme, ayant quelque sens des réalités, ne pouvait douter que tous les beaux mots à effet n’étaient pour l’Entente que des enseignes, en vue d’attraper les masses et donner à la force l’apparence du droit. Le gouvernement, le Reichstag, la plus grande partie du peuple prirent cela pour argent comptant. Au Reichstag, pour la première fois depuis la guerre, les députés social-démocrates menacèrent ouvertement de faire la révolution. La « paix d’Ilotes », dont le chancelier parlait à la D. S. A., cette paix qui devait venir, si nous cédions avant que l’ennemi manifestât des désirs de paix, était déjà en marche.

Le G. Q. G. voyait, avec une anxiété croissante, devant la ferme attitude des gouvernements ennemis, le relâchement de l’esprit public, surtout à Berlin ; il insistait sur l’influence déprimante que ce fléchissement exerçait dans le peuple et à l’armée. Le général feld-maréchal avait déjà, maintes fois, représenté à Sa Majesté que le G. Q. G. n’était pas soutenu par le chancelier. Plus souvent encore nous avions fait appel au chancelier lui-même pour qu’il renforçât la volonté de vaincre du pays.

Le 19 juin 1917, le général feld-maréchal von Hindenburg lui écrivit pour le mettre en garde contre l’idée que la guerre serait finie avant l’automne.

« Ces dangers (de la guerre sous-marine) sont sûrement reconnus par les plus clairvoyants de nos ennemis. S’ils veulent néanmoins continuer la guerre, c’est qu’ils comptent que l’Allemagne et ses alliés s’effondreront avant eux. Ils comptent, peut-être, amener la catastrophe par une victoire sur terre, mais ils l’attendent plutôt de la situation économique, et des événements de politique intérieure, c’est-à-dire des difficultés d’alimentation et du manque de matières premières, de la désunion, du mécontentement général et de la victoire de la fraction radicale du parti social-démocrate allemand. Ils se fondent sur le fléchissement de notre résistance intérieure, sur l’accroissement des tendances internationalistes, sur notre situation alimentaire et sur notre désir de paix que beaucoup de gens ont proclamé trop haut.

« Un relèvement de notre force intérieure convaincra, au plus vite, nos adversaires de l’inutilité de prolonger la guerre jusqu’au moment où leurs propres forces vitales seraient touchées. Par contre, toute plainte sur des espoirs déçus, toute expression d’épuisement et tout désir de paix chez nous ou chez nos alliés, toute parole sur la soi-disant impossibilité de supporter une autre campagne d’hiver, auront pour effet certain de prolonger la guerre. »    ^

La réponse du chancelier, le 25 juin, laissait percer un abattement inaccoutumé ; le chancelier pensait autrement que nous, il ne trouvait aucune issue à la situation ; il avait encore moins la force d’agir. Il craignait cette « paix d’ilotes », mais parlait de paix de conciliation, qui n’était possible, il le voyait bien, que si l’Angleterre était disposée à la conclure ; et il doutait de pouvoir y amener Lloyd George.

Toutefois, son opinion sur la situation intérieure devint bientôt plus confiante, comme nous pûmes le constater par un télégramme qu’il adressa le 5 juillet à l’Empereur.

Sur ces entrefaites, le général feld-maréchal avait écrit le 27 juin à l’Empereur :

« Notre plus grande inquiétude est actuellement l’affaissement de l’esprit public. Il faut le relever, sinon la guerre est perdue. Nos alliés ont également besoin qu’on les soutienne, si nous ne voulons pas qu’ils nous abandonnent. Il s’agit de résoudre, à l’intérieur, les questions économiques qui sont les plus délicates et les plus importantes pour l’avenir. La question se pose de savoir si le chancelier est capable de les résoudre — et il faut les résoudre, sinon nous sommes perdus. »

Cette diminution de notre esprit combatif trouva son expression à la séance de la commission principale du Reichstag, le 6 juillet. Erzberger fit un discours qui nous surprit complètement ; il prétendit que la guerre sous-marine n’avait aucune chance de succès, et contesta la possibilité de gagner la guerre : l’opinion du Reichstag en fut complètement désemparée. Le chancelier s’était laissé aller, semble-t-il, à propos de son surprenant changement d’opinion, le 5 juillet, à une illusion. Il était facile de voir où nous allions, où nous étions déjà arrivés. Si cela continuait, si rien ne venait relever et renforcer le moral du peuple, la défaite était inévitable.

Le ministre de la guerre partageait nos vues, quant à l’effet fâcheux des événements de Berlin sur notre situation militaire et tenait pour nécessaire un rapport du général feld-maréchal à Sa Majesté l’Empereur. Le général feld-maréchal von Hindenburg et moi nous rendîmes encore à Berlin, le 6 au soir. L’Empereur considérait les événements de Berlin comme une affaire purement intérieure et ne regardant pas les militaires qui, d’ailleurs, avaient un représentant, en la personne du ministre de la guerre. Notre présence à Berlin, le 7, n’eut de résultat en aucun sens. Nous repartîmes, le soir, pour Kreuznach.

Mais la situation à Berlin s’aggravait. Le 8 juillet, le chancelier, bien qu’il connût alors exactement la volonté qui animait l’ennemi de nous anéantir, donne son assentiment à la résolution de paix dont les partis de la majorité avaient fait le projet, et leur fait entrevoir, en même temps, l’application du système électoral du Reichstag, aux élections à la Chambre des Députés en Prusse. Ces deux mesures devaient fortifier la volonté de l’adversaire d’une façon incalculable. Le 10 après-midi, le chancelier se crut obligé d’offrir sa démission ; mais elle fut refusée, le 11 au matin,

À Kreuznach, nous avions cru, un moment, que le prince de Bülow prendrait la succession. La situation se compliqua encore, quand le gouvernement austro-hongrois prit soudain parti pour le chancelier von Bethmann et contre le prince de Bülow.

L’Empereur s’était décidé à maintenir le chancelier von Bethmann : le Kronprinz, arrivé à Berlin, avait accepté cette solution. Après tout ce qui s’était passé, je ne pouvais plus considérer le chancelier comme l’homme propre à remplir la tâche que la guerre imposait, à tendre le ressort moral du peuple allemand et à le conduire à la victoire. Plus je considérais la situation depuis mon entrée en fonctions, et plus je me persuadais que le Haut Commandement avait besoin, pour vaincre sur le champ de bataille, de la collaboration du chef du gouvernement à l’intérieur. Nous ne l’avions point trouvée dans le pays ; le sentiment national avait diminué. Il manquait au gouvernement ce don de façonner les cœurs et l’idée qui empoigne l’âme populaire et lui fait donner toute sa force. En 1914, l’amour de la patrie et l’esprit de sacrifice, la confiance en notre force nous enflammaient. Il fallait aujourd’hui rendre au peuple allemand l’impulsion qui le fit passer sur les peines et les misères de plusieurs années, sur les amertumes et les désillusions, qui lui donnât à nouveau le feu sacré, le remplît d’énergie et de confiance, et le mît en état de faire sentir, avec une vigueur nouvelle, la force de ses armes à ses ennemis. Le chancelier n’estimait pas à leur valeur ces impondérables. Et le peuple allemand devait continuer à souffrir.

Le chancelier avait laissé passer le refus de notre offre de paix par l’ennemi, sans montrer au peuple que la volonté de l’ennemi empêchait la conclusion d’une paix équitable, et que c’était une « paix d’Ilotes », comme il le croyait, et selon sa propre expression, qui nous attendait. Il n’avait pas su remplir le peuple d’une nouvelle résolution ; il ne l’avait pas appelé à la lutte pour la vie et l’honneur, contre un ennemi opiniâtre et acharné à notre perte ; bien plus, doutant lui-même de notre victoire, il laissa se répandre le bruit d’une paix de conciliation qu’on ne pouvait attendre, qui nous énervait et qui donnait des atouts à l’ennemi.

Aux actes de l’Angleterre, contraires au droit des gens, à son blocus d’extermination et qui s’attaquait à notre chair et à notre sang, il n’opposa jamais de protestation indignée ; il ne remplit pas les cœurs d’une haine forte et virile ; jamais il ne dirigea la sainte colère du peuple contre un ennemi inhumain ; au contraire, et le mécontentement que faisait naître la situation du pays, et dont la cause était le blocus lui-même, se retourna vers l’intérieur, aggrava l’effet du blocus et dévora la vie de la nation.

On ne permit jamais que les traitements inhumains infligés à nos prisonniers — la chair de notre chair — éveillassent un sentiment qui se tournât contre l’extérieur (il ne fallait naturellement pas s’en prendre aux prisonniers qui étaient entre nos mains) ; au contraire, toute expression d’indignation était comprimée, et les caractères s’aigrissaient.

Le chancelier ne prit pas la défense de son impérial maître, quand Wilson, au moment de l’entrée en guerre des États-Unis, essaya d’opposer entre eux le peuple, l’Empereur et les princes. Le Reichstag protesta, mais le chancelier se tut. Il n’appela pas le peuple à défendre l’idée monarchique, qui, à cette époqu*e* comme aujourd’hui, était fortement enracinée aux cœurs de millions d’Allemands. Bien plus, il ne prit aucune mesure contre les manœuvres destinées à saper le principe impérial et le pr*e*stige de la patrie allemande.

Au reste, il manquait à la direction politique la main ferme qui eût gouverné avec énergie. La masse du peuple ne se contentait pas encore de paroles sonores ; elle voulait avoir la conviction qu’elle ne se trouverait pas en présence d’un régime de privilèges exorbitants, que tout se passerait en toute justice et en toute équité ; elle voulait aussi la paix, mais jamais une paix telle que nous l’avons, et telle que nous aurions pu l’avoir à cette époque. Le gouvernement ma*n*quait de cette volont*é* de vaincre, de la foi en la force allemande qui s’était, pendant trois ans, si brillamment manifestée, et qui maintenant en arrivait à chanceler, uniquement par manque de direction. Ainsi l’armée ne reçut pas ce dont elle avait besoin pour vaincre sur le champ de bataille. Je ne croyais plus que le chancelier actuel fût capable d’amener un changement. L’espoir que j’avais eu, à mon entrée au G. Q*.* G., de travailler pour la victoire, en plein accord avec le chancelier, était brisé. J’envoyai donc ma démission.

Les questions constitutionnelles qui étaient agitées en Prusse et en Allemagne n’avaient aucun rapport avec mon service. Personnellement, je trouvais regrettable le mur que le chancelier élevait entre le monarque et le peuple. L’Empereur n’apprit pas assez à connaître les hommes ; parfois, mais vainement, j’avais prié le chancelier von Bethmann de le mettre en rapport avec des hommes de premier plan. On pouvait mettre ainsi du liant dans les relations. Je trouvais qu’il n’était pas mauvais d’admettre quelques parlementaires dans le cabinet. J’espérais également que la patrie obtiendrait plus vite, par leur intermédiaire, ce dont elle avait un si pressant besoin.

Le général feld-maréchal adopta mon point de vue et envoya, en même temps, sa démission. Les démissions partirent le 12 au soir pour Berlin ; dans l’après-midi nous avions, au préalable, averti le général von Lyncker. En même temps nous arrivait un télégramme du ministre de la guerre qui, en raison de notre situation militaire, tenait pour nécessaire que le général feld-maréchal présentât, à nouveau, un rapport à Berlin : l’Empereur désirait également nous parler.

Entre temps, dans la matinée du 12, le Kronprinz avait eu un entretien avec les chefs de partis, au Reichstag ; le plus grand nombre s’étaient prononcés pour un changement immédiat de chancelier, ou avaient déclaré être indifférents à son maintien. Personne ne plaida sa cause.

Sur le rapport du Kronprinz, l’Empereur se résolut alors à accepter une nouvelle offre de démission du chancelier von Bethmann.

À notre arrivée à Berlin, le 13 au matin, l’Empereur avait déjà pris sa décision. J’espérais l’arrivée au pouvoir d’un homme capable de rassembler les forces du peuple allemand et de leur donner l’unité d’impulsion.

Le général feld-maréchal et moi étions prêts, dès le 7, lors de notre premier séjour à Berlin, à éclairer franchement, dans les bureaux de l’État-Major, les membres du Reichstag, sur la situation militaire. Je tenais à calmer les esprits. Cette explication n’eut lieu que le 13, après-midi. Avant la séance, le secrétaire d’État Helfferich, et le sous-secrétaire d’État Wahnschaffe, eurent avec moi une conversation très animée sur la possibilité de la résolution de paix.

La prolongation de notre défensive, pendant tout le premier semestre 1917, nos divers insuccès à Arras, dans le saillant de Wytschaete et en Galicie, où nous n’avions pas encore attaqué, l’absence d’un succès décisif dans la guerre sous-marine, la gravité de notre situation pour les matières premières et les vivres, tout cela avait provoqué de vives inquiétudes. Il fallait s’expliquer là-dessus. Tout l’univers était sous l’impression de la résolution de paix, préparée par le Reichstag, avec la collaboration, peut-être même à l’instigation du comte Czernin. C’est ainsi que prit naissance à Berlin l’idée absolument fausse que nous étions venus pour prendre part aux délibérations sur la résolution de paix. Du reste, les députés y revenaient sans cesse. Nous fîmes le résumé suivant de la situation : sur terre elle était sérieuse, mais assurée. Nous n’avions qu’à tenir puisque nos ennemis ne voulaient pas la paix. Le ravitaillement en munitions s’était amélioré ; les disponibilités en matières premières étaient suffisantes. Aucune mention ne fut faite des opérations imminentes en Galicie, à propos desquelles nous voulions garder le secret, et dont nous ne pouvions prévoir le cours. Nous avions confiance dans le succès de la guerre sous-marine, bien qu’elle n’eût pas encore obtenu les résultats décisifs que nous espérions. La possibilité du transport de l’armée américaine en France fut présentée selon les vues de l’Amirauté, c’est-à-dire qu’il fut admis que ce transport ne pouvait se concevoir que dans des proportions limitées. Au sujet de la résolution de paix, nous fûmes réservés ; elle ne répondait pas à nos vues, parce qu’elle pouvait nuire au moral des troupes et à la volonté de vaincre du pays ; qu’elle serait interprétée par l’ennemi comme un aveu de faiblesse et qu’elle aurait, par conséquent, un effet fâcheux pour nous. Nous en fîmes remarquer aussi les inconvénients du point de vue de la Bulgarie, qui avait des buts de guerre exorbitants. Je concluais : « Nous vaincrons, si le peuple reste résolument uni derrière l’armée. Les représentants du pays doivent nous aider. »

L’entrevue conserva le ton d’un entretien familier : le secrétaire d’État, Dr Helfferich, pria les députés de ne rien décider, provisoirement, quant à la résolution de paix. Il les invita, pour le lendemain et le surlendemain, au ministère de l’Intérieur, à une conférence ; le nouveau chancelier serait présent. Ces messieurs y consentirent ; cependant, le lendemain matin, la résolution de paix était déjà dans le *Vorwaaerts*. J’avais essayé de l’empêcher, et à l’instigation du sous-secrétaire d’État, Wahnschaffe, j’avais prié le député Südekum d’user, dans ce sens, de son influence au *Vorwaerts* ; mais il n’était plus possible d’empêcher la publication. La majorité du Reichstag s’était donc engagée. Toute autre discussion me parut oiseuse et sans intérêt.

Le Dr Michaëlis fut nommé chancelier. M. von Valentini, chef du Cabinet civil de l’Empereur, avait cité au général feld-maréchal quelques personnages parmi lesquels l’Empereur devait choisir. Le prince von Bülow, dont le général feld-maréchal avait appuyé la candidature auprès de l’Empereur, n’était pas sur la liste. Le comte Hertling s’était récusé et avait dit qu’il ne pouvait collaborer avec le Haut Commandement ; je n’en fus pas autrement surpris. La correspondance que j’avais entretenue avec lui, par l’intermédiaire du ministre de la guerre bavarois von Hellingrath, m’avait malheureusement convaincu qu’avec tout Munich, il avait sur le Haut Commandement les idées de la Wilhelmstrasse ; plus tard, le comte Hertling devint chancelier et, à son départ, il m’exprima sa satisfaction au sujet de sa collaboration avec le Haut Commandement.

Le général feld-maréchal dit à M. von Valentini qu’il désirait rendre visite à l’homme que nommerait Sa Majesté. J’étais étonné que les milieux compétents n’eussent pas sous la main un homme prêt à remplacer le chancelier, et que, dans une question si importante pour son sort, l’Allemagne vécût au jour le jour. La direction suivie par notre évolution intérieure n’avait pas favorisé la formation d’hommes d’État vraiment en relief. C’est un fait frappant que le corps des officiers, dont les membres semblent avoir le moins de liberté, a donné des hommes de résolution et de caractère, tandis que le corps des fonctionnaires est malheureusement loin d’avoir rien produit de pareil. Les hommes supérieurs se tenaient à l’écart et s’occupaient de leurs professions. Peut-être existait-il de telles personnalités au Reichstag ; mais l’état des partis les empêchait absolument de se distinguer. Nous étions pauvres en hommes. Notre système politique n’avait pas produit de cerveaux créateurs. Par sa stérilité il a porté contre lui-même un jugement de condamnation.

Le nouveau chancelier essaya de nous faire prendre part à des conversations parlementaires, au ministère de l’Intérieur, au sujet de la résolution de paix ; je le priai de n’en rien faire ; j’étais pénétré du sentiment que nous avions achevé notre tâche, la veille, et qu’en restant, nous risquions de nous engager dans le gâchis politique. Le chancelier insista. Nous voulions le soutenir autant que possible, au moment où il prenait un si lourd héritage, et nous décidâmes de répondre à son désir. Nous avions à cœur de montrer au Dr Michaëlis quelle valeur nous attachions à une collaboration confiante avec le gouvernement de l’Empire. Le général feld-maréchal et moi nous sommes souvent exprimés dans ce sens, par écrit, à l’égard du nouveau chancelier.

Le plus remarquable dans cette réunion, c’est que la nécessité de la résolution de paix y fut basée par les partis de majorité, sur l’état de l’esprit public ; c’est seulement ainsi, disaient-ils, qu’on pourrait amener la masse à tenir encore, au cas où la paix désirée ne viendrait pas. C’était là un triste tableau de l’opinion, et pire que celui auquel je m’attendais. En même temps, on sentait percer l’espoir d’une débâcle de l’ennemi. Les socialistes russes voulaient obliger les États de l’Entente à des renonciations ; pour le reste, aucun fait nouveau, dans la discussion. Le général feld-maréchal se prononça encore une fois, en sa qualité de plus ancien représentant du Haut Commandement, contre la résolution de paix. Je montrai seulement à ceux des majoritaires qui se trouvaient près de moi, que, dans la résolution, on ne tenait aucun compte de l’armée. Ces messieurs ajoutèrent, en conséquence, une phrase exprimant à l’armée la reconnaissance de la nation. Au moment de nous séparer, je priai le député Erzberger de s’opposer à la résolution. J’avais d’ailleurs l’impression que ma présence à la délibération n’était point nécessaire et que j’eusse mieux fait de ne point venir. Je l’ai dit plus tard, entre autres, au député Müller (Meiningen),

De la tribune du Reichstag, la résolution de paix fit son chemin dans le monde. Comme il était facile de le prévoir, elle n’eut aucun effet politique sur nos ennemis ; l’adversaire y vit un aveu de faiblesse. La Bulgarie et la Turquie commencèrent à douter de notre victoire. À l’intérieur, elle n’eut pas l’effet qu’en espéraient les promoteurs ; au lieu de tirer de l’attitude hostile de l’ennemi la juste conclusion, et de fortifier notre volonté, on se laissa aller de plus en plus, sans compter avec l’ennemi, à l’idée malheureuse d’une paix de conciliation qu’on disait pouvoir obtenir à tout moment. C’est par là que la résolution de paix devait être funeste. Du point de vue militaire, elle avait paru au Haut Commandement être une faute. Mais nous avions, le général feld-maréchal et moi, donné au chancelier l’autorisation de déclarer publiquement que nous approuvions son attitude à l’égard de la résolution de paix ; il voulait, dans l’intérêt même de la conduite des opérations, éviter un conflit avec la majorité du Reichstag. C’était prendre sur nos épaules la responsabilité de cette mesure ; mais nous aimions mieux cela que de provoquer des discordes à l’intérieur. Voilà où en était la situation intérieure de l’Allemagne ! Nous espérions que le nouveau chancelier l’améliorerait, à la longue, et nous estimions que, pour ces raisons, il fallait satisfaire à ses désirs.

J’avais été forcé, à Berlin, de reconnaître que le moral du pays empirait, je ne pouvais me croiser les bras et contempler le progrès de la décadence morale de notre peuple, avec ses effets sur notre énergie guerrière. Je renouvelai au nouveau chancelier la prière que j’avais déjà adressée à son prédécesseur, en décembre, l’année précédente : que le chancelier prît lui-même en mains, à l’aide d’un service dépendant de lui, la direction de la presse et de la propagande dans le pays. Il me promit de discuter ce projet à la fin d’août.

### VIII

L’état d’esprit du pays commandait impérieusement d’agir. Nous avions les meilleures chances de gagner la guerre. Mais la guerre n’était pas encore terminée, nous devions conserver nos gains. Bien des choses se passeraient encore. L’état des esprits dans le pays mettait tout en question. Même à l’armée, on pouvait reconnaître l’existence d’une agitation. Le 25 juillet, le quartier-maître général écrivait : « On a la certitude que le parti social-démocrate indépendant se livre, dans l’armée, à une agitation qui est, au plus haut degré, nuisible à la discipline. » Dès cette époque, l’observation était juste ; Ledebour, le chef des socialistes indépendants, l’a confirmée ; il a dit, à une réunion de conseils des soldats et des ouvriers, à propos des événements du 5 au 9 novembre 1918 :

« Ces quatre jours, jusqu’au 9 novembre, ont servi à Scheidemann et consorts à récolter le fruit de deux années, ou presque, du travail des indépendants. »

Un autre chef, Richard Müller, a donné cette indication :

« Les préparatifs de la révolution étaient déjà faits en juin 1916, bien qu’alors les buts ne fussent pas tout à fait aussi clairs. »

Le parti social-démocrate indépendant a méthodiquement, et depuis longtemps, préparé la révolution ; par malheur, la majorité au Reichstag, une partie du peuple et de la presse ont, souvent sans le savoir, aidé à ce travail.

En juillet 1917, j’avais cette opinion ferme que le Haut Commandement, dans les circonstances présentes, ne pouvait rester inactif jusqu’à la fin d’août. Il fallait aussitôt prendre des mesures propres à relever notre moral. Au reste, je savais bien que la tâche serait incomplète, tant que le gouvernement n’y mettrait pas énergiquement la main. La machine gouvernementale travaillait avec tant de lenteur et de confusion que je n’avais aucune garantie que le travail se ferait complètement, même sous un nouveau chancelier, le chancelier se fût-il, lui-même, mis à la tête de la propagande. Il ne lui était pas facile de créer ou de réaliser quelque chose de nouveau ; la plupart des services de l’empire étaient animés de l’esprit qui régnait naguère, au palais du chancelier ; ou, pour le moins, ils ne le combattaient pas, ce qui revient au même.

J’avais songé, depuis longtemps, à créer des cours de propagande pour l’armée, C’était une question de la plus haute actualité. D’après le projet que me présenta le lieutenant-colonel Nicolaï, le G. Q. G. créa l’enseignement patriotique dans l’armée : ce n’était qu’un faible contrepoids au travail acharne de la propagande de l’Entente chez elle.

L’importance de l’enseignement patriotique ou, comme on disait alors, de l’activité de propagande parmi les troupes, peut se résumer ainsi :

« L’armée allemande est, par l’esprit qui l’anime, supérieure à ses ennemis et constitue un ferme soutien pour ses alliés.

« Au début de la guerre la base en était l’enthousiasme et la discipline obtenue par le long entraînement du temps de paix. Les trois années de guerre ont déplacé et élargi cette base. Le désir, compréhensible, de retrouver le pays, la famille et le métier peut paralyser la résolution et émousser la volonté de tenir jusqu’à la victoire définitive.

« La longueur de la guerre a fait grandir sans cesse, pour le pays et pour l’année, les privations et les sacrifices. Plus ces fardeaux pèsent sur le moral de l’armée, et plus il est nécessaire de donner pour base à l’énergie combative des hommes la conviction, le sentiment du devoir, la volonté ferme et éclairée, « La tâche de l’enseignement patriotique dans l’armée est d’y veiller. »

Le 15 septembre 1917, j’écrivais :

« La volonté d’anéantissement qui règne dans le camp adverse et la nécessité de continuer la lutte sont moins claires pour les troupes employées aux services d’étapes, d’occupation et de l’intérieur que pour les troupes du front. Il faut donc accorder une attention spéciale au moral des troupes des étapes et soigner particulièrement chez elles l’enseignement patriotique. Dans les directives, on soulignera l’influence mutuelle de l’armée et du pays. Le peuple et l’armée sont inséparables au point de vue du moral et pour l’accomplissement des lâches patriotiques. On ne saurait donc accorder trop d’importance au relèvement des sentiments patriotiques de la population ; c’est l’affaire des autorités civiles, mais les autorités militaires, dans le pays, devront aussi s’y employer tout particulièrement. »

J’étendis sciemment l’enseignement patriotique au pays, tout en m’abstenant, par ailleurs, d’y exercer la moindre action. Mais je ne pouvais considérer de sang-froid cette décadence générale. Je pensais stimuler les activités ; mais je ne fus secondé aucunement par les autorités, quoique le Dr Michaëlis et le secrétaire d’État von Kühlmann reconnussent la nécessité de créer une organisation quelconque pour relever l’opinion. L’idée persistait qu’il fallait éviter tout ce qui pouvait exciter le sentiment national. Nous en étions déjà à considérer le développement du sentiment national comme un crime capital.

Le ministre de la guerre déclara consentir à confier l’enseignement patriotique aux commandants de régions. En été 1918, sur sa demande, on lui laissa prendre sur ces questions une influence prépondérante.

Dans le programme de cet enseignement, je plaçai en première ligne l’exposé des causes de la guerre, le développement économique de l’Allemagne, son importance et les conséquences d’une défaite, en particulier pour l’ouvrier allemand, la nécessité de continuer la lutte jusqu’à ce que la volonté d’anéantissement qui animait nos ennemis fût brisée, et que la sécurité de notre développement économique fût assurée.

Puis je proclamais notre espérance justifiée en la victoire finale, et la nécessité de la direction et de l’autorité d’une part, et de la subordination d’autre part.

« Le moi doit s’effacer devant le grand but commun. Les grèves compromettent la guerre et coûtent du sang aux troupes ; le vertige pacifiste, de même que le découragement, prolongent la guerre. L’unité à l’intérieur fortifie ; tout le reste affaiblit. »

Je posais comme but de guerre « la sécurité de notre avenir » et je concluais : « Le peuple et l’armée doivent suivre, unis et fermes, jusqu’à la conclusion de la paix, les chefs de l’empire. » Ces directives tenaient compte de la situation militaire du moment ; le courant même des funestes idées qui remplissaient le pays nous les avait dictées. Je croyais à la victoire finale et redoutais notre défaite. Je faisais tout pour montrer au peuple la gravité de la situation sans déprimer davantage le moral ; j’estimais très haut le facteur moral, et bien d’autres avec moi ; par malheur, ceux-là aussi pensaient de même qui ont sciemment ruiné le moral du peuple allemand, et par suite la discipline dans l’armée. Entre eux et nous, il y avait la grande masse de ceux qui ne comprenaient rien à l’âme du peuple, pas plus qu’à celle de l’ennemi.

À mon sens, le bureau de presse de la guerre devait sans cesse rappeler aux organes de propagande la nécessité de dépeindre les dangers d’une guerre malheureuse.

L’enseignement patriotique devait se tenir à l’écart de toute intrigue de parti : il devait s’astreindre à ne pas prendre position pour ou contre la résolution de paix, et s’abstenir de discuter les buts de guerre. Je ne tolérais point d’écarts à cette règle. Mais je ne trouvais rien à redire au fait que des supérieurs, au cas où les hommes leur poseraient, en toute confiance, des questions sur les buts de guerre, exprimassent à leurs subordonnés, sous une forme objective, leur opinion sur ces questions.

L’enseignement patriotique fut examiné en octobre par le Reichstag du point de vue étroit des partis politiques ; on n’en reconnut pas la vraie nature ; c’était de mauvais augure ; les principes de l’enseignement furent examinés soigneusement ; on n’y trouva rien à redire. J’étais anxieux de voir si le Reichstag exprimerait le désir de voir le gouvernement agir ou si celui-ci ne se sentirait pas lui-même poussé à le faire. Le Reichstag se contenta de critiquer ; il était loin de s’intéresser à un travail fécond. Le gouvernement fut heureux d’avoir évité un écueil apparent. Mais le peuple ne connut rien des dangers qui le menaçaient.

Il y avait pourtant encore des hommes en Allemagne qui connaissaient la véritable pensée de l’ennemi. Ils voulurent relever le moral du pays et fondèrent le « Parti de La Patrie » (Vaterlandspartei). Je n’ai eu aucun rapport avec ce parti, mais j’accueillis très favorablement son action, dans l’intérêt même de la conduite de la guerre ; je ne trouvais pas fâcheux qu’il allât un peu loin dans l’expression de ses buts de guerre. « Les orages de la bataille se chargent bien d’empêcher les arbres de s’élever jusqu’au ciel. »

Je commençais à espérer que nous pourrions faire quelque chose de bien, grâce au Parti de La Patrie***.*** Cet espoir fut de courte durée. Le Parti de La Patrie fut, lui aussi, entraîné sur le terrain de la politique intérieure ; nous ne faisions plus, au lieu de politique de guerre, que de la politique intérieure. L’élan du Parti de La Patrie fut ruiné par ses adversaires et par le gouvernement ; son nom n’était peut-être pas heureux et dans sa fondation bien des choses laissèrent à désirer. En cette affaire, le comte Hertling fut guidé non pas seulement par l’attitude des partis de majorité, mais encore, comme je le constatai avec effroi, par ses convictions les plus solides ; au lieu de gagner des alliés à la cause de la guerre, le gouvernement lui en enlevait, sans aucun profit. Il en était ainsi : Dieu abandonnait son peuple allemand parce que ce peuple s’abandonnait lui-même.

J’avais à cœur de me faire une opinion personnelle sur l’enseignement patriotique. Je fis faire, à Kreuznach, par l’officier de propagande de Sarrebrück, une conférence comme il en faisait devant le public. Le conférencier, lieutenant Schmètzer se mit à dépeindre d’une façon saisissante les conséquences, pour les ouvriers, d’une guerre malheureuse. Il montrait les ouvriers, sans travail et sans pain, devenus les esclaves du capitalisme international. Je ne peux dire qu’une chose, c’est notre émotion à nous tous qui l’écoutions. Je crus que cela intéresserait tout le monde, spécialement le secrétaire d’État aux Affaires étrangères et je fis répéter la conférence devant lui ; par malheur, les espoirs que je fondais sur tout cela ne se réalisèrent pas.

On ne pouvait attendre des officiers du front, particulièrement des jeunes commandants de compagnie, pris complètement par leur service quotidien, qu’ils comprissent toute l’importance de l’enseignement patriotique. Il fallait donc en confier la direction à des officiers qui avaient tâté le pouls au pays et à l’armée, et qui savaient pénétrer la pensée du soldat au front. À leur tour ils devaient s’adresser à des officiers, des sous-officiers et des hommes capables de les comprendre, et au besoin à des civils. L’enseignement était une tâche entièrement nouvelle ; il eut à surmonter dans l’armée même, la méfiance et bien des difficultés. Le choix délicat des officiers de propagande n’était pas facile. Beaucoup de temps devait se passer, avant que l’institution prît corps et vie.

Après la création de renseignements patriotiques, je continuai à rester en relations constantes avec les commandants d’armée, pour tout ce qui avait trait à l’esprit et à Popinion de l’armée : je ne négligeai aucune occasion de pénétrer l’âme des soldats. J’appris ainsi que les aumôniers de campagne remplissaient utilement et avec dévouement leurs si lourdes fonctions et qu’ils apportaient aux troupes dans les tranchées un grand soutien moral.

L’enseignement patriotique dans les différentes régions de corps d’armée se heurtait naturellement à des difficultés encore plus grandes qu’à l’armée. Des hommes de tous les partis apportaient leur contribution. Le gouvernement continuait à s’en désintéresser complètement.

Le soldat se préoccupait beaucoup de son avenir après la guerre. La situation économique du pays, l’égoïsme économique croissant et l’esprit de lucre rendaient cette préoccupation naturelle. Au temps où j’étais encore chef d’État-major dans l’Est, et où la situation intérieure n’était pas si grave, je m’étais efforcé d’expliquer aux soldats, dans les journaux d’armée, ce que le pays ferait pour les mutilés et les familles des soldats tués. Je me suis beaucoup occupé de ces questions et je voyais avec tristesse combien le sentiment de gratitude des gens de l’arrière envers les victimes de la guerre diminuait et combien peu d’égards on avait souvent pour la situation morale des mutilés : cette question intéressait le peuple allemand tout entier, elle ne devait point être exploitée par les partis politiques.

J’avais particulièrement à cœur de m’occuper de l’assistance aux soldats et aux familles des soldats tués. La meilleure manière de la préparer était de gagner la guerre, car seule, la victoire donnerait la base indispensable à cette assistance. Mais je voulais agir de façon plus personnelle. Une souscription pour les victimes de la guerre, en mai 1918, à laquelle je collaborai et qui porta mon nom, eut un succès éclatant. Elle fut organisée par une femme allemande enthousiaste, MUe Emma Tscheu-échner ; elle eut, dans ce grand travail, l’appui le plus actif du directeur Heinrich. La souscription Ludendorff rapporta plus de 150 millions : le résultat dépassait tout ce qu’on avait vu jusqu’alors ; pendant la révolution, la souscription prit le nom de « souscription nationale ». Les commissaires du peuple et le premier gouvernement de la République allemande n’ont-ils pas trouvé bon que mon nom restât attaché à cette institution de bienfaisance qui avait recueilli tant d’argent, à cause précisément de mon nom, et qui a rendu service à des milliers de mutilés ? Je laisse le soin de juger cet acte à l’humanité et aux victimes de la guerre, qui jouissent des bienfaits dus à la souscription Ludendorff, au cas où ils apprendraient mon nom.

Qu’est devenue cette fondation sous son autre désignation ? Je ne le sais pas exactement, mais je ne puis admettre qu’elle serve à payer les avances de l’Assistance publique ; elle n’était pas faite pour cela. Je voulais aider les victimes de la guerre. Je reçois un coup au cœur, quand je vois aujourd’hui des mutilés et des invalides mendier dans les rues. Voilà ce que l’on appelle la gratitude et la conscience nationales !

Je considérais comme un chapitre important de l’assistance aux victimes de la guerre la rééducation des amputés, dont nous faisions à nouveau des hommes heureux de vivre et de travailler, rendus à eux-mêmes et à la patrie. Je suivais, avec la sympathie la plus vive, tous les efforts faits dans ce sens, et la fabrication des membres artificiels.

Par assistance, il ne suffisait pas d’entendre l’aide aux victimes de la guerre et aux familles, il fallait aussi assurer aux soldats en bonne santé, désireux de travailler, une situation matérielle après la guerre. C’était un devoir de l’État et des gens de Panière envers cette classe d’hommes qui avaient tant fait pour eux. Il fallait donner aux soldats des habitations et de la terre à bon marché, avec un droit de propriété, à des conditions avantageuses et en excluant toute spéculation ; d’ailleurs tout ceci ne pouvait se faire que lentement, sans violenter l’ancien propriétaire et sans méconnaître ses droits. Les conclusions du réformateur agraire M. Damaschke, qui montrait la nécessité d’abaisser le prix des logements surtout pour la population ouvrière, et de la garantir contre l’exploitation, de même que son exposé historique, avaient fait sur moi une impression profonde. Ses communications sur la crise des logements après la guerre de 1870-71 me parurent extrêmement importantes. Le G. Q. G. s’adressa au chancelier et insista sur la grande importance de la question des logements, et demanda une loi d’empire sur le « bien de famille » et sur le « bien du soldat » ; il demanda aussi la fondation de caisses spéciales pour la construction de petites habitations et des mesures de protection contre la spéculation sur les terrains. Le G. Q. G. confia l’étude d’ensemble de la question de la repopulation au chef du service sanitaire de campagne, médecin-général von Scheirning ; lui et ses collaborateurs, surtout le médecin chef Dr Hochheimer, y apportèrent le plus grand dévouement. Leurs idées furent déposées dans un document qui fut envoyé au chancelier.

J’étais animé du désir d’élever, après la guerre, une génération contente et forte. Je voulais créer, dans les pays baltes, un grand territoire de colonisation pour les soldats et aussi pour les nombreux Allemands qu’il fallait s’attendre à voir revenir de Russie. Des régions vastes, inhabitées et incultes y offraient place à des colonies allemandes, sans mettre les habitants à l’étroit. L’Alsace-Lorraine aussi devait devenir un territoire de colonisation. Par là, cette vieille terre allemande retrouverait enfin son caractère allemand ; un vaste champ de travail, de la plus haute importance nationale, s’ouvrait. Le général Hahndorff se mit à étudier ces questions avec des vues très larges ; des sociétés de colonisation se formèrent ; les cercles les plus compétents de l’Allemagne se mirent à leur disposition. Les esprits se passionnèrent alors pour ces sociétés de colonisation. L’avenir devait prouver la justesse de cette idée ; l’une des premières mesures du gouvernement républicain fut de faire un projet de loi de colonisation qui s’inspire, dans ses grandes lignes, des projets de décrets que le G. Q. G. avait fait établir par le professeur Ludwig-Bernhard. En ce moment, d’ailleurs, l’extraordinaire hausse des prix et l’impossibilité de trouver des matériaux de construction s’opposent à sa réalisation. De même pour l’assistance de guerre, la révolution a mis de l’eau dans son vin, et pris au lieu de donner. L’argent a été gaspillé, le soldat méritant est parti les mains vides.

Nous nous occupions également des étudiants alors au service et des élèves des classes supérieures, dont l’avenir, au point de vue matériel, semblait de moins en moins assuré. Nous devions les aider pour le plus grand profit de la patrie. Le ministre prussien de l’Instruction et des Cultes, Dr Schmidt, y travailla avec ardeur.

### IX

La conduite de la guerre et les grandes questions qui s’y rattachent n’étaient point mes seules occupations à Kreuznach ; j’avais encore bien d’autres choses à faire, qui pouvaient paraître de peu d’importance, mais qui n’en étaient pas moins les parties d’un ensemble. La vie s’y déroulait comme dans les Q. G. précédents. Le feld-maréchal, d’autres officiers et moi, habitions une villa qui avait abrité l’Empereur Guillaume Ier, ce grand monarque, ce psychologue averti, sous le règne de qui se réalisa le rêve de l’unité allemande. Notre cabinet de travail était à l’Orangerie. Notre villa en était peu éloignée : mes allées et venues régulières donnaient à de nombreuses personnes l’occasion de me témoigner leur sympathie, soit en me saluant, soit en m’offrant des fleurs. En dehors de ces manifestations, je me suis toujours tenu à l’écart ; je connais trop les hommes.

Ma promenade journalière me conduisait à la roseraie, dans la ville haute, ou bien seulement jusqu’au parc de l’Orangerie, très rarement ailleurs. Au printemps 1918, ces belles roseraies et le jardin devant l’Orangerie furent détruits, en quelques heures, par une crue. Comme la révolution, en automne, passa sur l’Allemagne, le flot inonda Kreuznach au printemps. Ce que la ville avait construit péniblement, au cours de longues années, fut anéanti en un jour. Tout fut arraché ou s’écroula, avec une rapidité effrayante. Le nettoyage des jardins et des maisons, l’enlèvement de la boue et l’assèchement des mares commencèrent aussitôt, mais cela dura longtemps, très longtemps, et les traces de la crue restèrent partout. Était-ce un présage ?

Beaucoup d’invités arrivaient et partaient ; pour tous, en dépit de l’énorme travail qui pesait sur moi, il me fallait trouver un moment et quelques paroles. J’avais des entretiens indispensables avec les ministres de la guerre prussien ou bavarois, sur la manière de maintenir et de relever le moral de l’armée. Le moral du pays et la question des effectifs ne cessaient point d’être à l’ordre du jour. Nous traitions aussi de l’avenir de l’armée. Les idées de désarmement étaient en avance sur notre époque, tout comme l’idée d’une paix de conciliation. Un désarmement, avant que le système qui régit le monde eût été changé, me paraissait à moi, homme pratique, aussi impossible qu’aux gouvernements démocratiques d’Angleterre, de France et des États-Unis. Je pensais souvent aussi aux difficultés de l’alimentation, et à d’autres soucis du pays. En un mot, les bases mêmes de la conduite de la guerre étaient l’objet d’un examen, d’un travail et, autant qu’il était en mon pouvoir, d’un perfectionnement incessant ; ou bien je demandais au gouvernement de l’empire de s’occuper de telle ou telle question : avec quel triste résultat, — je l’ai montré, à propos de la question la plus importante, celle du moral du peuple allemand !

Dans le domaine de la politique militaire, j’avais à m’occuper surtout de la Dobroudja, du territoire du commandant en chef de l’Est et de l’Alsace-Lorraine.

En Dobroudja, la lutte des Bulgares contre l’administration allemande des étapes se poursuivait, avec toutes ses conséquences. En juin, le tsar vint à Kreuznach avec Radoslawow. Radoslawow mena lui-même l’attaque afin de faire passer le territoire d’étapes dans le ressort de l’administration bulgare, c’est-à-dire, comme il l’espérait alors, d’annexer la Dobroudja à la Bulgarie. On discuta encore une fois, longuement, cette question. J’amenai aussi sur le terrain de la discussion l’exploitation par l’Allemagne et pour le compte de la Quadruplice des riches gisements houillers de Serbie ; on fit des projets, mais tout en resta là. C’était une perte de temps, car le front réclamait toute mon activité intellectuelle. La contrainte que je m’imposais à moi-même, en ces occasions, était presque insupportable. Bien des gens auraient besoin d’une pareille maîtrise de soi. Dans le cas qui nous occupe, le G. Q. G. réussit à réfuter les attaques bulgares contre l’administration allemande des étapes, ou tout au moins à ajourner indéfiniment la question. Le gouvernement ne réussit pas alors à amener Radoslawow à faire partir de Sofia le représentant des États-Unis. Je suppose que, dans la suite, le gouvernement s’est, à nouveau et sérieusement, occupé de la question.

J’avais quitté le territoire du commandant en chef de l’Est en août 1916. L’administration que j’y avais créée ne tenait compte que des exigences militaires, elle faisait encore de bon travail en 1917. Mais il fallut, peu à peu, donner un caractère plus politique à son action.

Il était à prévoir que la proclamation du royaume de Pologne, le 5 novembre, aurait un effet déprimant sur les Lithuaniens et provoquerait, sur le territoire du commandant en chef de l’Est, une agitation en faveur d’une Grande-Pologne. Les directives qui prescrivaient la neutralité dans les questions nationales, et l’égalité des nationalités ne suffisaient plus. Sur ma demande, le secrétaire d’État von Jagow fit paraître, dans les journaux du territoire occupé, un manifeste afin d’apaiser les Lithuaniens. Cette déclaration coïncida avec la proclamation du royaume polonais. Le mouvement lithuanien, jusqu’alors venant exclusivement de Suisse, eut désormais cours dans le pays même, pendant que se développait, à côté, le mouvement grand-polonais, dont le but était l’annexion de la Lithuanie à la Pologne. Nous n’avions aucune raison de tolérer cette agitation. La Pologne avait bien montré, par son attitude à propos de la formation d’une armée, qu’elle voulait être uniquement le profiteur politique de la guerre. Nous devions penser exclusivement à notre propre avenir et aux dangers qui pouvaient nous venir du côté des Polonais. On fit savoir au commandant en chef de l’Est que, conformément à la politique suivie jusqu’alors, on ne désirait, sur son territoire, aucun renforcement des Polonais, aux dépens des autres nationalités.

Les Lithuaniens, engagèrent, eux-mêmes, la lutte contre les Polonais, en proclamant ouvertement leurs sentiments et leurs vœux. En mars 1917, ils firent parvenir une pétition au commandant en chef de l’Est. Celui-ci présenta alors, au G. Q. G., un mémoire sur la route à suivre par la politique allemande, dans les territoires d’administration. Ce mémoire fut transmis au chancelier, avec prière de prendre une décision sur la politique à suivre, dans le territoire du commandant de l’Est, dans les questions des nationalités. Le G. Q. G. disait à ce propos qu’il ne fallait absolument pas suivre une politique résolument polonaise, une Pologne qui enveloppait la Prusse orientale et occidentale étant incompatible avec la sécurité militaire de l’Allemagne. La domination allemande sur le territoire du commandant en chef à l’Est devait s’appuyer sur les Lithuaniens et les Blancs-Russes. En même temps, nous proposions un entretien sur les questions que j’avais à cœur de résoudre rapidement. Là, comme partout, je soutenais l’idée que le chancelier avait à établir les directives politiques ; seulement elles devaient être compatibles avec la sécurité militaire. L’application des instructions politiques était, dans le cas présent, la tâche du G. Q. G. et du commandant en chef de l’Est.

Le 5 avril eut lieu, à Bingen, la première conférence avec des représentants du chancelier, sous la présidence du quartier-maître général, général Hahndorff.

Le but final du général feld-maréchal et le mien était, pour la forme future à donner au pays placé sous l’administration du commandant en chef de l’Est, la constitution d’un duché de Courlande et d’une grande Principauté de Lithuanie, qui seraient à la fois, dans l’intérêt mutuel des deux parties, en relation étroite avec l’Allemagne, et en union personnelle avec Sa Majesté, soit comme roi de Prusse, soit comme empereur d’Allemagne. La Prusse-Allemagne y gagnait une assurance militaire contre de nouvelles attaques de la Russie, et en même temps des terres pour l’assistance à nos soldats, après la guerre.

Les frontières de la Courlande étaient données.

Il était difficile d’établir la notion de Lithuanie. La population lithuanienne, dans son ensemble, mais mêlée à de grands propriétaires polonais, habite au nord de la ligne Dunabourg-Vilna-Olita-Suwalki. Au sud, les Lithuaniens rayonnent sur le territoire blanc-russien, où les Polonais ont pénétré et qui est fortement polonisé. Vilna, Grodno, et les autres villes sont polonaises. Ce n’est qu’à Bialistok que commence la vraie Pologne. Les Juifs se trouvent dans toute la Lithuanie. Les Allemands habitent surtout sur la frontière de la Prusse orientale. Les Lithuaniens étaient, dans le ressort du commandant en chef de l’Est, au sud de la Courlande, en faible majorité et constituaient ainsi un contrepoids aux Polonais. Ils étaient menacés par ces derniers, tout comme nos districts frontières de l’Est, et par suite devenaient nos alliés naturels : nous devions absolument les renforcer et les attirer à nous. Mais le 5 avril, mes conclusions n’allèrent pas si loin. J’eus à cœur, plus tard, d’obtenir l’assentiment du chancelier à une politique résolument lithuanienne. La conférence ne donna encore aucun résultat.

Dès le 23 du même mois, il y eut une seconde conférence à Kreuznach. La Russie, après la Révolution, avait promis beaucoup aux Lithuaniens. Le chancelier reconnut alors également la nécessité d’avoir, à leur égard, une politique claire. Le 30 avril on parvint à une entente générale. Dans le ressort du commandant en chef de l’Est, les directives seraient les suivantes : il fallait avantager le germanisme, mais éviter, vis-à-vis de toute nationalité, Papparence d’une germanisation forcée, dont j’ai toujours été l’ennemi. J’ai toujours détesté ce mot : germaniser. Il fallait gagner les Lithuaniens par tous les moyens, et rapprocher d’eux les Blancs-Russes des territoires septentrionaux. On y renonçait dans les parties méridionales, en considération des Polonais,

On empêcherait la propagande polonaise, mais sans se mettre en contradiction évidente avec la politique du gouverneur général de Varsovie.

Ces directives ne fixaient pas encore le gouvernement d’Empire, mais ouvraient la voie à une politique claire envers les Lithuaniens. D’accord avec le gouvernement, le commandant en chef de l’Est publia, le 30 mai, l’autorisation de former un

Conseil privé lithuanien, où les Lithuaniens avaient la majorité, et où les autres nationalités seraient représentées par des membres uniques. Ce conseil était conçu comme organe du pays et devait transmettre à l’administration les vœux des Lithuaniens.

La situation générale nous poussait de plus en plus à énoncer avec clarté nos buts, dans le territoire occupé de l’Est. Les grands mots de paix sans annexion, et de droit de libre détermination, que la propagande ennemie mettait en circulation, étaient propres à amener de la question lithuanienne une solution opposée aux intérêts allemands. Elle laissait aux Polonais la possibilité de prendre le dessus dans les territoires où ils ne l’avaient point encore.

Le 21 juillet, le G. Q. G. proposa au ministère des Affaires étrangères, — le Dr Michaëlis, chancelier de l’Empire, venait d’être élevé à sa haute fonction, — de suivre en Courlande et Lithuanie une politique nationale, mais en Lithuanie une politique résolument lithuanienne. Nous tâchions ainsi à réaliser nos idées sur la Courlande et la Lithuanie. On devait instituer, dans ces deux pays, des « conseils du pays ».

Le 25 juillet, le secrétaire d’État Zimmermann déclara qu’il était d’accord avec la démarche projetée, quant au temps et à la forme. Le succès que nous venions d’obtenir en Galicie orientale avait encore éclairci la situation. Le secrétaire d’État déconseillait seulement, « étant donné l’impossibilité de prévoir l’avenir, de nous fixer — d’une manière évidente pour l’extérieur, ou même intérieurement — sur le but défini de l’union personnelle ». Il déclarait aussi « qu’il ne voulait aucunement par là rejeter cotte conception ». C’était l’affaire du gouvernement de choisir l’époque où il reconnaîtrait publiquement cette politique ; il me suffisait d’avoir obtenu l’assentiment du ministre des Affaires étrangères à une politique nette. Je lui exprimai ; satisfaction de voir le G. Q. G. s’entendre avec lui, sur la politique à suivre dans le ressort du commandant en chef de l’Est. Celui-ci reçut, au début d’août, des instructions conformes, en vue de la formation des « conseils du pays ».

J’espérai qu’avec un peu de fermeté et de constance, nous atteindrions notre but. Les Lithuaniens pouvaient, par le moyen de cette solution, obtenir justice mieux que par une union avec la Pologne ou avec la Russie. Les Lithuaniens de jugement sain avaient reconnu clairement qu’ils ne pourraient maintenir leur nationalité qu’avec l’aide de l’Allemagne. Par exemple, le clergé nous avait en grande considération et il était bien disposé envers nous, grâce au retour, voulu par nous, de l’évêque de Kovno. La démocratie lithuanienne croyait à la puissance du grand mot du « droit à disposer d’eux-mêmes » des petites nations, bien que ce droit ne pût être équitablement appliqué au mélange de peuples qui composait la Lithuanie. Captive des théories politiques, elle ne voyait pas le danger polonais, qui menace véritablement le pays.

La troisième question qui m’occupait, en été 1917, était celle d’Alsace-Lorraine. Le G. Q. G. ne pouvait naturellement l’examiner que du point de vue auquel il devait se placer, le point de vue militaire. Les impressions que j’avais éprouvées comme commandant de brigade à Strasbourg, et les multiples et tristes expériences de cette guerre, ne me laissaient point de doute sur le caractère hybride de la situation de l’Alsace-Lorraine, en tant que terre d’Empire ; cette situation ne répondait pas aux intérêts des habitants. Le Reichstag s’immisçait un peu trop dans son gouvernement. On y faisait une politique obscure et plutôt faible, qui ne pouvait contenter personne. Je voulais l’annexion de l’Alsace-Lorraine à la Prusse, ce qui ne signifiait nullement la « prussification » de ses habitants. La Prusse s’est incorporé la province rhénane ; la population a gardé sa physionomie spéciale et s’est puissamment développée ; pourquoi donc l’Alsace-Lorraine ne suivrait-elle pas la même voie, pour le plus grand bonheur de ses habitants qui sont intimement liés à l’Allemagne par la race et par l’intérêt économique ? On pouvait aussi imaginer d’autres solutions. En tout cas, l’unité du commandement devait être complètement assurée pour tout ce qui concernait les troupes de la frontière, la défense de cette dernière et les chemins de fer. On ne pouvait l’obtenir que difficilement en dehors de la solution prussienne, si on examinait à fond tous les détails de la question ».

Je me suis, en partant du point de vue militaire, prononcé contre l’autonomie qui était, de beaucoup, la solution la moins heureuse. Quelle que fût la solution choisie, la condition fondamentale à remplir par elle était de s’opposer à l’influence française injustifiée et de consolider l’influence allemande ; pour cela il nous fallait, à mon avis, germaniser le clergé et les fonctionnaires. Le clergé se recrutait toujours dans des institutions françaises ; de même que quelques communautés de sœurs et d’institutrices ! C’était un scandale ! L’Allemagne ne pouvait-elle aussi bien recruter des prêtres, des sœurs et des institutrices ? Il fallait aussi l’esprit allemand dans le corps des fonctionnaires. On n’avait pas besoin d’y envoyer les trop fameux « Allemands d’au-delà de l’Elbe » qui ont fait infiniment pour la grandeur de l’Allemagne, mais dont la raideur était sans doute déplacée en Alsace-Lorraine. Les pays du Rhin et l’Allemagne du Sud pouvaient fournir un personnel suffisant.

Enfin, la propriété française en Alsace-Lorraine devait passer aux mains des Allemands ; c’est le droit de la guerre, proclamé par l’Entente. De cette manière on aurait également trouvé des terres pour les soldats allemands devenus colons.

La lutte contre la propriété privée a été une des monstruosités de cette guerre. En 1870-71, des Allemands avaient été expulsés de France. Cela parut alors une violation du droit des gens. Mais la France n’avait pas touché à la propriété privée de ces Allemands. Au début de la présente guerre, l’Angleterre s’était mise très vite à liquider les firmes allemandes et avait ainsi clairement montré les raisons qui l’avaient fait entrer en guerre. Elle voulait écarter, dans tout l’univers, la gênante concurrence allemande. Les autres États de l’Entente suivirent le mot d’ordre anglais. Les listes noires eurent le même but ; elles devaient aussi aggraver le blocus. Elles atteignirent très gravement les neutres... qui se sont tus. La guerre des peuples prenait des formes de plus en plus monstrueuses.

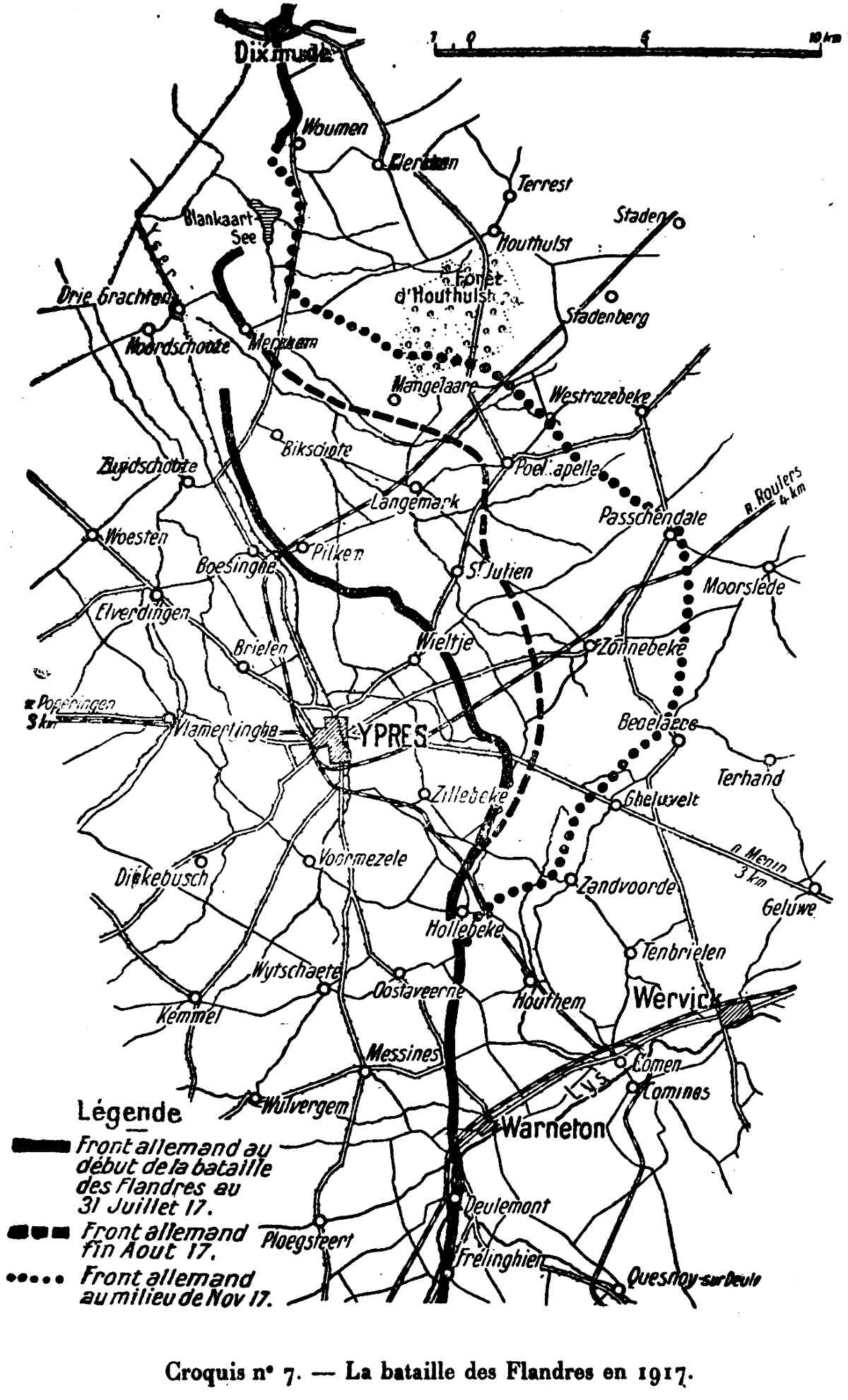
Il me semblait nécessaire qu’un parfait accord régnât, sur l’avenir de l’Alsace-Lorraine, entre les autorités suprêmes, civiles et militaires. Le général feld-maréchal duc Albrocht de Wurtemberg qui détenait, depuis février 1917, l’autorité militaire en Alsace-Lorraine, avait besoin d’instructions claires. Je m’adressai au gouvernement et proposai une conférence. Elle eut lieu, mais la clarté n’en sortit point.

# LA BATAILLE DES FLANDRES ET L’EFFONDREMENT DE LA RUSSIE EN ÉTÉ ET EN AUTOMNE 1917

### I

Après le prélude du 7 juin, dans la boucle de Wytschaete, la bataille des Flandres commença le 31 juillet, après une préparation d’artillerie de plusieurs jours : avec elle commençait la deuxième grande action stratégique de l’Entente en 1917 ; lutte pour la victoire finale et pour notre base sous-marine des Flandres. Les combats s’étendirent à de grandes parties du front ouest, aux fronts italien et macédonien, plus tard jusqu’en Palestine.

Les batailles sur le front Ouest furent dures et nous causèrent des pertes telles que l’armée allemande n’en avait point encore subi ; néanmoins, le G. Q. G. ne pouvait renforcer les troupes de l’Ouest avec celles de l’Est. Il fallait en finir à l’Est. Pour cela, nous devions y rester assez forts. Nous avions à battre la Russie et la Roumanie, afin de tenter la décision à l’Ouest, en 1918, par une offensive dirigée contre la France, et appuyée sur l’action de la guerre sous-marine, au cas où celle-ci n’aurait pas encore eu, à elle seule, l’effet souhaité. La situation militaire exigeait que je prisse sur moi une lourde tâche : si lourde que j’en étais moi-même ébranlé. Je devais le faire, car les dangers pouvaient, en 1918, devenir trop grands. Il était naturel que le G. Q. G. n’enlevât pas du front de l’Ouest un seul homme qui ne fût pas absolument indispensable ailleurs. Le Kronprinz allemand me répétait souvent que je ne devais



pas tendre, outre mesure, la situation à l’Ouest. Je savais bien ce que faisait le Haut Commandement, en prévision de 1918, lorsqu’il exposait les troupes d***e*** l’Ouest à cette formidable épreuve ; je voyais venir le danger, d’autant plus que la guerre sous-marine ne produisait pas encore son effet. Au reste, je n’étais pas de ces gens qui cèdent devant le danger ; j’étais là pour le surmonter et pour mettre tout en œuvre afin d’éviter à notre patrie un grand malheur.

À l’Est, il nous fallait continuer à marteler la Russie et lui porter de nouveaux coups, pour faire s’écrouler ce colosse. Déjà, pendant les opérations de Galicie ori***e***ntale, j’avais, par téléphone, demandé au colonel Hoffmann son avis sur le passage de la Duna, en amont de Riga. Bien entendu, il lui fallait des troupes qui, pour le moment, se battaient encore en Galicie. Le colonel était tout feu, tout flamme. Le commandant en chef de l’Est prit immédiatement les premières dispositions préparatoires. Dans ***l***es premiers jours d’août, quand nous vîmes clairement qu’il fallait arrêter la marche en Galicie orientale et en Bukovine, et que nous ne pourrions penser à reprendre l’offensive qu’après la réparation des voies ferrées, le commandant en chef de l’Est reçut l’ordre d’exécuter le passage de la Duna. Je croyais alors que l’opération aurait lieu vers le 20 août, et j’espérais pouvoir bientôt avoir, sur ce point, des troupes disponibles. Au milieu et à la fin de septembre, une fois rétablies les voies ferrées au sud du Dniester, je pensais être assez avancé pour pouvoir commencer les opérations en Bukovine, et, par le Séreth, en Moldavie. À cet effet, les troupes de Riga devaient être ramenées vers le sud.

Tous les jours, du 31 juillet jusqu’aux derniers jours de septembre, furent des jours d’une extrême tension. Le 31 juillet, dans les Flandres, les Anglais, appuyés sur leur gauche parquelques divisions françaises, avaient attaqué sur quelque 25 kilomètres de largeur. Ils avaient, à cet effet, engagé des niasses d’artillerie et de munitions, comme on en avait rarement vu, jusqu’alors, même à l’Ouest. L’ennemi avait pénétré sur tout le front, en bien des endroits, avec des tanks. Des divisions de cavalerie étaient prêtes pour la poursuite. La 4e armée, dont l***e*** chef d’État-Major était maintenant le colonel von Lossberg, réussit, par l’envoi de divisions d’intervention, à arrêter les progrès de l’ennemi, et à les l***o***caliser. Le résultat fut, pour nous, une perte de terrain de 2 à 4 kilomètres en profondeur, des pertes élevées en prisonniers et en matériel, ainsi qu’une forte consommation de nos réserves.

En août, le combat s’alluma en de nombreux points du front. Le 10, l’Entente attaqua, à nouveau, dans les Flandres ; le 31 juillet avait dû lui coûter de lourdes pertes. Nous eûmes un succès le **10** août ; mais le 16, nous fûmes sérieusement touchés ; les Anglais dépassèrent Poelcapelle, et c’est seulement au prix de tous nos efforts qu’ils furent rejetés sur une petit***e*** étendue. Les jours suivants, l’activité de combat se maintint, quoique un peu diminuée. Le 22, il y eut, à nouveau, un jour de durs combats. Le 25 août, se termina la deuxième partie de la bataille des Flandres. Elle nous a coûté très cher.

Plus au Sud, le 15 août, plusieurs divisions anglaises pénétrèrent dans notre position au nord de Lens, et nous enlevèrent une hauteur importante.

Le 9, sur le vieux champ de bataille d’Arras, des deux côtés de la Scarpe, une attaque ennemie avait échoué.

À la fin d’août, au nord de Saint-Quentin, les Français attaquèrent, en vain, la position Siegfried. Il n’arriva rien de sérieux.

D’autres attaques secondaires des Français eurent lieu sur les hauteurs du chemin des Dames.

L’attaque principale des Français se porta sur Verdun les 20 et 21 août. L’offensive ne fut pas une surprise pour la 5e armée. Certaines portions de terrain, ***c***omme la côte de Talou, avaient été évacuées à temps, suivant des ordres et des dispositions datant de plusieurs semaines. L’assaut — mené sans l***e***s tanks — pénétra profondément dans nos positions. Sur la rive gauche, tout près de la Meuse, une division avait cédé ; sur la rive droite, le combat n’avait pas non plus été heureux, et cependant, là comme en Flandre, on avait fait tout le possible pour éviter un échec. Les 21 et 26 août furent des jours de succès pour l’ennemi, de pertes pour nous. L’armée française était à nouveau capable de prendre l’offensive. Elle avait rapidement surmonté la récente crise. Les hommes d’État de Paris posèrent, précisément en ces jours, des conditions de paix qui ne répondaient pas à la situation militaire de l’Entente.

Les grosses pertes simultanées de ces journées d’août, en Flandre, et à Verdun, pesaient lourdement sur les troupes du front ouest : on se voyait, jusqu’à un certain degré, désarmé,

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img6.JPG |

*io Km*

Croquis n° 8. — Combats devant Verdun en *a*oût 1917.

en dépit des constructions en béton, en face de ***l***a puissance ***é***norme du feu d’artillerie de l’ennemi. La troupe ne montrait pas partout, dans la défense, la fermeté que les commandants de secteur et moi-même avions escomptée. L’ennemi avait su s’adapter à notre tactique des divisions d’intervention. Les attaques avec buts éloignés, comme en avait entrepris le général Nivelle, à la bataille d’Aisne-Champagne, ne se produisaient plus ; l’ennemi était prêt à recevoir nos contre-attaques ; sa méthode était maintenant d’une certaine retenue dans l’exploitation des succès, ce qui, naturellement, n’était pas pour nous déplaire.

J’étais extrêmement préoccupé. Les événements à l’Ouest, semblaient devoir empêcher la réalisation de nos autres plans. L’usure de nos forces était devenue très inquiétante et avait dépassé toutes les prévisions. Il fallait toujours remettre l’attaque sur la Duna.

Le G, Q. G. pouvait-il prendre la responsabilité de maintenir tant de divisions à l’Est ? Non seulement le Kronprinz allemand, mais certains chefs, au jugement réfléchi, secouaient la tête. Mais je me répétais, parce que je connaissais nos ennemis, que dans cette guerre, il ne pouvait être question que de la victoire ou de la défaite ; qu’en présence de la volonté d’anéantissement de l’ennemi, il ne pouvait y avoir de moyen terme. J’étais persuadé que l’Ouest tiendrait encore, même si le destin lui réservait une épreuve encore plus forte. Mais un de ces cas se présenta, où la science humaine est impuissante.

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 9. — La bataille de l’Isonzo en août et septembre 1917- |

Le G. Q. G. ne renonça pas à l’attaque sur la Duna ; la proximité de Pétersbourg lui faisait escompter un succès particulièrement grand, bien qu’il n’eût pas l’intention de prétendre beaucoup. Ce succès ne devait, du point de vue purement stratégique, nous apporter qu’une ample rectification de nos lignes et une économie de troupes.

Nous considérions l’offensive en Moldavie comme la deuxième action décisive. Mais cette opération, toujours reculée à cause des difficultés de construction des voies, ne fut jamais exécutée. Sur le front de l’Isonzo, à la fin d’août, la 11e bataille de l’Isonzo avait commencé, sur un front de 70 kilomètres, par un succès italien. La lutte se poursuivit, avec acharnement, au début de septembre. Ce fut, de nouveau, un succès italien. Les armées austro-hongroises avaient bien résisté, mais leurs pertes, sur le Carso, avaient été si élevées, leur moral si ébranlé que les cercles politiques et militaires compétents, en Autriche-Hongrie, eurent la conviction que les troupes austro-hongroises ne pourraient continuer la lutte et supporter une deuxième bataille de l’Isonzo. Il fallait, à l’armée austro-hongroise du front italien, l’appui des troupes allemandes. Nous ne pouvions donc attaquer en Moldavie. Mais l’envoi de divisions allemandes en Italie, pour s’y établir simplement sur la défensive, n’était pas une mesure qui répondît à la gravité de notre situation. Le G. Q. G. devait essayer d’y faire une offensive, peut-être d’en venir à une guerre de mouvement, afin d’obtenir une amélioration de la situation militaire générale.

L’abandon de l’opération de Moldavie m’a été pénible. Elle me paraissait avoir plus d’importance qu’une opération en Italie. Étant donnée la situation en Russie, cette offensive pouvait exercer une action décisive sur la fin de la guerre, à l’Est. On ne pouvait alors prévoir que ce but pourrait être atteint, sans grand effort militaire, par le fait de la débâcle du peuple et de l’armée russes. L’offensive contre l’Italie pouvait être efficace, sans doute, et soulager immédiatement le front ouest, on ne pouvait savoir si l’effet de cette offensive, joint à la crise du charbon, en Italie, amènerait une crise intérieure dans ce pays. D’une manière générale, on restait sceptique à cet égard.

Les divergences dépréciation du succès éventuel empêchèrent point de décider, au milieu de septembre, l’offensive contre l’Italie ; il fallait empêcher l’effondrement de l’Autriche-Hongrie. Il n’y avait plus qu’à examiner comment nous pourrions frapper la Russie, après le coup de Riga, afin de hâter sa décomposition ; le mot de Moltke : « la stratégie est un système d’expédients » reste éternellement vrai.

Je fus assailli, de tous côtés, entre les mois d’août et de septembre. Berlin me prit beaucoup de temps. Au cours d’un voyage à l’Ouest, j’eus un accident de chemin de fer. Un train tamponna et renversa le wagon où j’étais assis à dîner avec mes officiers. Il y eut un court moment de frayeur. Je fus fortement touché de la mort de mon fils aîné, ou plutôt du fils aîné de ma femme ; je n’ai pas eu d’enfants. J’aimais beaucoup ce fils ainsi que ses sœurs. Je venais de le voir à Lille, en bonne santé et tout brûlant d’enthousiasme pour son métier et sa patrie. Il fut abattu dans un combat aérien, au-dessus de la Manche. Ce n’est que quelques semaines plus tard que nous retrouvâmes son cadavre, échoué sur la côte de Hollande.

Après la grande tension vint le repos : en Flandre, au milieu d’août ; à Verdun et en Italie, au début et au milieu de septembre. Personne ne savait combien de temps cela durerait.

Sur le front de Macédoine, l’Entente avait violemment attaqué en divers points, du 30 août au 10 septembre, sans remporter de succès. Les combats locaux dans les montagnes, à l’ouest du lac d’Ochrida, avaient de l’importance au point de vue de la conduite générale de la guerre en tant qu’ils forçaient les Bulgares à allonger leur front.

En Roumanie, on se battait entre le Sereth et la montagne de la frontière. Par ailleurs, il ne régnait sur tout le front de l’Est, jusqu’à Riga, qu’une médiocre activité de combats. Une offensive allemande, locale, à Czernowitz, n’eut d’autre but qu’une amélioration de notre position, qui s’imposait de façon pressante.

Le front entre les Carpathes et Tarnopol fut alors éclairci afin de gagner des réserves en vue d’autres opérations.

Le 1er septembre eut lieu le passage de la Duna près d’Uexkull, au sud-est de Riga, en face d’une forte position ennemie. Soutenu par le Haut Commandement, la 8e Armée, le général von Hutier, et son chef d’État-Major, général von Sauberzweig, avaient préparé l’entreprise dans le plus petit détail. Le passage réussit. Les Russes avaient évacué, à temps, la tête de pont sur la rive gauche et ne montrèrent — à quelques exceptions près —

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n°10. — Riga en 1917. |

qu’une faible résistance. Je respirai enfin quand le coup eut été porté. La 8e Armée fut très vite arrêtée. Elle commença aussitôt, devant sa ligne avancée, à construire des positions sur la ligne de la plus courte distance entre la Duna et le golfe de Riga. Deux divisions partirent de suite vers l’Ouest pour relever d’autres divisions destinées à l’Italie, où le front Est devait envoyer de grandes forces. Malgré notre projet de frapper un coup contre l’Italie, et en dépit de la situation tendue à l’Ouest, où les combats pouvaient se rallumer à chaque instant, le commandant en chef de l’Est garda un certain excédent de forces, pour tenir encore les Russes en haleine. Ce ne fut là qu’une faible compensation à l’opération de Moldavie ; mais cela valait toujours mieux que rien. Une critique rétrospective peut me reprocher d’avoir dispersé nos forces. Tout ne va pas toujours à la guerre comme d’après un thème de manœuvre — et j’atteignis mon but.

### II

Le point faible de l’offensive austro-hongroise, dans le Tyrol, en 1916, avait été, outre le médiocre esprit offensif des troupes austro-hongroises, le fait qu’elle fut conduite avec des forces trop faibles pour l’emplacement choisi, et que l’armée austro-hongroise de l’Isonzo n’entra pas simultanément en action. Il était séduisant, du point de vue militaire, de reprendre les idées et les possibilités de 1916 ; mais, en septembre 1917, je devais partir de ce fait que les armées austro-hongroises étaient, pour le moment, très fatiguées, et que l’Allemagne ne pouvait fournir que 6 ou 8 divisions. Avec ces forces, une offensive par le Tyrol était une absurdité. Ces forces ne pouvaient avoir d’effet que si elles atteignaient un point où l’adversaire était particulièrement faible, et où il n’attendait point d’attaque. Il fallait d’abord rendre possible, par le choix du lieu, une exploitation stratégique de l’offensive, comme en Galicie orientale ; le reste devait être laissé à une préparation soignée et à la décision par les armes.

Une partie du front favorable à l’offensive s’offrait entre Flitsch et Canale. Certes, le terrain semblait lui préparer des difficultés presque insurmontables. Les communications sur le front austro-hongrois étaient aussi mauvaises qu’on peut l’imaginer. Mais là, les Italiens n’attendaient point d’offensive et ils étaient assez faibles. Si nous réussissions, par surprise, à franchir les montagnes au nord de Cividale, et à marcher sur Udine, le front italien de l’Isonzo vacillait. Nous pouvions en venir à la guerre de mouvement. Le plus bouillant champion de cette idée était le lieutenant-colonel Wetzell. Il fallait d’abord que le G. Q. G. s’assurât qu’une attaque y était réellement possible, et, dans l’affirmative, qu’il en recherchât les moyens d’exécution. Le général Krafft von Delmensingen, alors chef d’État-Major du groupe du duc Albrecht, reçut avec le major baron von Willisen (le général von Arz donna son autorisation), la mission d’entreprendre des reconnaissances du terrain à cet endroit. Le résultat fut qu’il parut possible d’exécuter l’opération ; la base des décisions ultérieures du G. Q. G. était ainsi assurée. Je me donnai tout entier à cette grande tâche nouvelle.

Le général von Krafft et le major von Willisen avaient, en outre, proposé des mesures excellentes pour l’équipement des troupes. Le G. Q. G. se mit en relations immédiates avec le Q. G. de l’armée austro-hongroise ; celle-ci devait fournir, avant tout, des convois de bêtes de somme, et de l’artillerie de montagne pour les formations allemandes. Le manque d’artillerie de montagne dans l’armée allemande s’est fait souvent sentir, de façon bien gênante, avant et pendant la guerre. On créa de ces formations, mais elles ne suffisaient naturellement pas pour cette campagne. L’Autriche-Hongrie était tout à fait en état de nous aider ; nous n’avions pas besoin de toujours tout créer par nous-mêmes.

Le choix des troupes était d’une importance particulière. Il fallait, en premier lieu, prendre celles qui, comme le corps alpin, avaient acquis l’expérience de la guerre de montagnes, dans les Carpathes, et qui possédaient l’équipement convenable. C’étaient les 117e et 200e D. I. Elles étaient alors en Bukovine et devaient y être rendues disponibles, par une extension du front des troupes austro-hongroises qui se trouvaient sur ce point.

Le G. Q. G. prenait volontiers, pour les actions sur les autres théâtres de la guerre, des divisions qui n’avaient combattu, jusque-là, que dans l’Ouest, ou qui avaient durement souffert. L’importance du front Ouest, et le petit nombre de troupes qu’il avait à fournir, ne permirent que de satisfaire médiocrement au désir des nombreuses unités qui auraient voulu, une fois au moins, se battre et attaquer, elles aussi, sur un autre front. Le choix tomba alors sur les 5e, 12e, et 20e (Wurtemberg) D. I., et sur quelques bataillons de chasseurs qui furent, plus tard, rattachés à la D. I. de chasseurs. On rendit ainsi disponible, contre l’Italie, 6 ou 7 D. I., dont 2 prises à l’Ouest et remplacées par les 2 D. I. de Riga.

L’Est devait encore rendre disponibles 2 D. I. qui, quand la situation le permettrait, seraient transportées en Italie ou à l’Ouest.

Aux divisions désignées pour l’offensive, s’ajoutèrent des formations d’artillerie, de génie, de lance-mines, d’aviateurs, aérostiers, et de liaisons, des convois de camions, du train d’équipages, des installations d’étapes de toute sorte, en un mot tout ce qu’il faut à une armée. Les troupes reçurent, dans les limites du possible, l’équipement de montagne, par l’intermédiaire des intendants généraux ou des ministres de la guerre. L’entraînement à la guerre de montagnes commença aussitôt. Pour l’artillerie, il fallait des instructions spéciales pour le tir en montagne.

Il fut entendu, avec le général von Arz, que les troupes allemandes, renforcées par des Austro-Hongrois, formeraient la 14e Armée, sous le commandement du général Otto von Below, jusque-là commandant en chef de la 6e Armée. Le général von Krafft devenait son chef d’État-Major, le major baron von Willisen passa comme plus ancien officier d’État-Major au Q. G. de la 14e Armée.

Le général von Below fut remplacé à la 6e armée par le général von Quast, un chef résolu, aux idées nettes ; le général von Krafft fut remplacé, dans le groupe du duc Albrecht, par le colonel Heye, chef d’État-Major très méritant du général von Woyrsch, depuis de longues années.

Les préparatifs de l’opération contre l’Italie avaient rendu nécessaires des rapports très actifs avec le G. Q. G. austro-hongrois, à Baden. Le général von Waldstattën était assez fréquemment à Kreuznach. Il était certain d’avance que l’armée allemande aurait à porter le coup principal, dont dépendait le succès. Pour ces raisons, on la concentra sur remplacement décisif, des deux côtés de Tolmino ; les chasseurs allemands allèrent dans le bassin de Flitsch.

L’empereur Charles voulut diriger les opérations avec le G. Q. G. austro-hongrois. J’avais assuré au Haut Commandement allemand une influence suffisante grâce aux préparatifs, au choix du commandant d’armée allemand et aux communications téléphoniques.

Par malheur, on voyait bien que l’opération ne pourrait commencer qu’après la mi-octobre.

Les entreprises sur le front Est suivirent leur cours en septembre. La tête de pont de Jacobstadt était, dès le 21 septembre, enlevée dans un assaut énergique et bien préparé. Une attaque analogue devait suivre sur les îles Oesel, Moon et Dago. Il y fallait une D. I. et une brigade cycliste qui furent, provisoirement, transportées des côtes de Flandre au front Est. L’entreprise était préparée depuis le milieu de septembre, en union étroite avec l’Amirauté. À la fin du mois, il y avait à Libau, tout prêt à entrer en action, une flotte, des transports, et un corps de débarquement. Le régime défavorable des vents retarda l’exécution du débarquement là aussi, jusqu’à la mi-octobre.

La remise de l’opération contre l’Italie et de l’entreprise contre les îles jusqu’à la fin et le milieu d’octobre devait nous valoir une formidable épreuve.

Après une période de profond repos à l’Ouest, et qui déjà faisait naître, dans certains milieux, l’espoir que la bataille des Flandres était finie, le 20 septembre, il y eut un nouvel et violent assaut contre nos lignes. Le troisième acte sanglant de la bataille était commencé. Le centre de l’attaque était dans la direction Paschendaele-Gheluvelt. Les Anglais s’efforçaient visiblement de prendre les hauteurs qui se trouvent entre Ypres-Roulers-Menin, et qui assurent, des deux côtés, une vue étendue. Les hauteurs étaient aussi pour nous d’une extraordinaire importance ; elles nous fournissaient des postes d’observation terrestres et une certaine protection contre les vues de l’ennemi.

L’offensive du 20 fut encore un succès pour l’ennemi. Cela prouva la supériorité de l’offensive par rapport à la défensive. Cette force ne résidait point dans les tanks ennemis ; ils étaient gênants, mais furent mis hors de combat. La puissance de l’offensive résida dans l’artillerie ennemie, et dans le fait que la nôtre n’atteignit pas suffisamment l’infanterie ennemie, au moment du rassemblement, ni surtout au moment de l’assaut.

Une nouvelle attaque anglaise, le 22, fut repoussée. Mais le 26, la 4e Armée eut à soutenir un grand combat particulièrement sévère, avec ses coûteuses conséquences. Si l’on pouvait encore supporter la perte du terrain, la dépense en vies humaines n’en était que plus lourde. Nous étions à nouveau, sur le front Ouest, engagés dans une grande bataille ; et nous devions nous attendre à la continuation des attaques sur d’autres points du front.

Octobre vint et, avec lui, un des mois les plus durs de la guerre. Le Monde — et il commençait tout près de moi, dans mon entourage — voyait Tarnopol, Czernowitz, Riga, puis Oesel, Udine, le Tagliamento et la Piave. Il ne voyait pas les inquiétudes de mon cœur ; il ne voyait pas ma compassion intime et profonde pour les souffrances de nos troupes à l’Ouest. Mon intelligence était à l’Est et en Italie ; mon cœur était à l’Ouest ; la volonté devait mettre d’accord le cœur et l’intelligence. Depuis longtemps toute joie m’était refusée.

Les combats de la troisième bataille des Flandres mirent en relief dans leur exécution une méthode analogue à celle de la seconde bataille et des combats devant Verdun : l’ennemi limitait la profondeur de la brèche, pour se dérober à nos contre-attaques qu’il écrasait ensuite, sous le feu en masses de l’artillerie. Après chaque attaque, je discutais les enseignements tactiques avec le général von Kuhl, et le colonel von Lossberg, tantôt au front, tantôt par téléphone. À cette époque, je partis pour les Flandres, afin d’y traiter des mêmes questions avec des officiers qui avaient pris part aux combats. Il fallait, dans un sens quelconque, réformer notre tactique défensive. Nous avions tous ce sentiment ; mais il était infiniment difficile de trouver la bonne solution. Nous ne pouvions que tâtonner prudemment. Les propositions que me faisaient les gens sur place s’inspiraient plutôt de notre ancienne tactique. Elles consistaient, au reste, à renforcer légèrement nos lignes avancées et à renoncer aux contre-attaques par des divisions d’intervention ; celles-ci devaient être remplacées par des contre-attaques locales. Une division de seconde vague, amenée tout près du front, avant le début de l’attaque ennemie et répartie sur un large front, devait mener les contre-attaques. Pendant que la ligne avancée s’épaississait encore pour devenir plus vigoureuse, le champ de bataille s’approfondissait davantage. Au fond, cette méthode revenait, pour le Haut-Commandement, à disposer derrière chaque division de première ligne une deuxième division, c’est-à-dire provoquait une consommation de forces comme on n’en avait pas encore vu. Que par l’emploi d’une seconde division, derrière presque chaque division de première ligne, la sûreté de la défensive s’accroisse, une simple opération d’arithmétique le montre ; mais une opération du même genre montre aussi que cette méthode oblige à éclaircir tous les autres fronts, plus que nous ne l’avions fait jusqu’ici. Je voulus voir ce que je pouvais faire. J’acquiesçai à ces modifications tactiques, bien que dans mon État-Major on fît des objections à cet abandon de la « bataille défensive ». Je croyais devoir donner l’avantage aux avis basés sur les expériences du front.

Un autre enseignement tactique, partout mis en lumière, était l’importance de l’observation terrestre pour l’artillerie. Ce n’est que de cette manière qu’on pouvait atteindre et anéantir l’infanterie ennemie pendant l’attaque et principalement à son entrée dans nos lignes, et concentrer rapidement le feu en masses, sur les points décisifs du champ de bataille.

À propos des tanks, on ne s’affolait pas ; on n’y voyait pas un danger spécial. Je parlai exprès d’une « terreur des tanks » ; cette expression fut rejetée par les officiers du front qui étaient présents.

Il va de soi que la 4e Armée avait reçu, au préalable, outre des munitions, des aviateurs et des armes de toutes espèces en quantités très abondantes. Aussi le colonel von Lossberg, toujours très exigeant, était-il content de son groupe d’armées, et de moi. Les officiers de l’Ouest jugeaient, avec une anxiété croissante, les opérations de l’Est et en Italie.

Au début d’octobre, le combat d’artillerie reprit. Le 2 et le 3, il y eut de très fortes batailles d’artillerie. Le 4, au matin, commença le combat d’infanterie. Il fut extrêmement violent ; nous en restâmes maîtres, à nouveau, au prix d’une dépense considérable de forces. Il apparaissait que le renforcement des premières lignes, décidé lors de mon dernier séjour, en septembre, n’était pas le bon remède. Je suivis alors mon idée, sans plus poser de questions à personne, et je recommandai à la 4e Armée de préparer une zone avancée de combat, c’est-à-dire une mince bande de terrain, entre la ligne avancée ennemie et la ligne que devait tenir la troupe par une défense mobile. L’ennemi devrait, en attaquant, traverser cette zone avancée. Notre artillerie avait le temps de le prendre sous son feu, avant qu’il atteignît notre ligne principale de résistance. La grande difficulté consistait dans l’évacuation de la garnison qui occupait la zone avancée, au moment de l’attaque, et dans le report du feu d’artillerie sur notre propre ligne. La notion de « zone avancée » a, plus tard, reçu différentes acceptions. Les idées se sont brouillées fort souvent. Le principe était clair et simple. La 4e Armée mit à exécution mon projet d’établissement d’une zone avancée, d’abord avec une certaine timidité, peu à peu elle le fit avec conviction.

En outre, je fis des efforts constants en vue d’obtenir l’emploi en masses de l’artillerie, et la très forte concentration des feux.

Le 9 et le 12 octobre, il y eut de nouveau de durs combats. Le front tint mieux que le 4, quoiqu’en certains endroits l’ennemi y fît de fortes brèches. L’usure des forces, aux jours de grande bataille, dans les Flandres, fut extraordinairement élevée. On commençait à avoir juste assez de troupes à l’Ouest. Les deux divisions rendues disponibles à l’Est, et déjà en route pour l’Italie, changèrent de direction et vinrent en Flandre, L’entreprise contre Oesel avait commencé, mais l’offensive en Italie ne pouvait commencer avant le 22 octobre. La température la fit encore remettre au 24. C’est pendant ces jours que la crise atteignit son maximum.

### III

Le 2 octobre commença le 5e acte du drame empoignant des Flandres. Des masses formidables de munitions, telles que l’esprit humain n’en a jamais imaginé avant la guerre, furent prodiguées contre des corps humains qui, perdus dans les entonnoirs remplis de vase, avaient la plus grande peine à vivre ; l’horreur du champ d’entonnoirs de Verdun fut dépassée. Ce n’était plus une vie, c’était une souffrance indicible. Roulant dans ce gigantesque bourbier, l’adversaire se rapprochait lentement, mais constamment et en masses profondes. Il s’effondrait souvent dans notre zone avancée, sous la grêle de nos munitions ; alors, l’homme isolé dans le champ d’entonnoirs respirait. Puis la masse se rapprochait. Les fusils et les mitrailleuses étaient couverts de boue. On se battait homme contre homme... et la masse n’avait que trop souvent la victoire.

Ce que le soldat allemand a fait, vécu et souffert dans les Flandres lui sera pour tous les temps un monument de bronze, élevé par lui-même en territoire ennemi.

Les pertes de l’ennemi étaient lourdes également. Quand nous occupâmes le champ de bataille, au printemps 1918, nous eûmes le spectacle horrible de nombreux cadavres sans sépulture. Leur nombre s’élevait à des milliers. Deux tiers étaient des ennemis, un tiers, des Allemands qui avaient trouvé, ici, la mort des héros.

Mais il faut le dire : certaines unités ne supportaient plus, comme autrefois, l’effet démoralisant de la bataille défensive.

Le 26 et le 30 octobre, puis le 6 et le 10 novembre furent des jours de combat extrêmement durs. L’ennemi se jeta comme un taureau sauvage contre le mur de fer qui le tenait éloigné de notre base sous-marine. Il tourna sa fureur contre la forêt d’Houthult, puis sur Poelcapelle, Paschendaele, Gheluwelt et Zandvoorde ; il parvint, en bien des endroits, à bossuer la ligne. Il semblait qu’il voulût abattre le mur dans sa course ; mais le mur tenait, si sa base tremblait un peu. Les impressions que j’avais sans cesse étaient " extrêmement graves. Tactiquement, mes idées se trouvaient justifiées ; la zone avancée était bonne ; l’efficacité de notre artillerie s’était notablement accrue. Derrière chaque division de combat, il y en avait presque partout une autre, en vague d’arrière. En troisième ligne, il y avait encore des réserves. Nous savions que l’ennemi faisait de grandes dépenses de forces. Mais nous savions aussi qu’il était extraordinairement fort et que sa volonté — ce qui avait une importance égale — ne l’était pas moins. Lloyd George voulait la victoire. Il avait l’Angleterre dans sa main. Il y avait une seule chose que nous ignorions : combien de temps durerait encore la bataille ? L’ennemi aussi se fatiguerait bien un jour !

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 11. — La bataille du saillant de Laffaux le 22 octobre. |

Les Français avaient attaqué en même temps. Ils avaient recherché, à cet effet, un coude favorable du front, au S.-O. de Laon, et que l’on appelait le saillant de Laffaux. Vers le milieu d’octobre, on y reconnut, chez l’adversaire, l’intention d’attaquer ; l’armée prit toutes ses dispositions défensives ; on lui amena tout ce qui, à son avis, était nécessaire pour la défense. Elle voulait, malgré mon conseil, et dans l’attente d’un succès certain, tenir ce saillant ; et elle prit toutes les mesures avec un soin qui ne se ralentit jamais. Malgré tout, le G. Q. G. aurait dû ordonner l’évacuation de Parc.

L’assaut ennemi du 22 octobre réussit. Une division succomba sous l’effet extrêmement fort du bombardement par obus à gaz et céda à l’assaut ennemi. L’ennemi avança sur Chavignon et fit une étroite, mais profonde brèche dans Parc, ce qui nous obligea à ordonner l’évacuation de l’arc et le repli du front, derrière le canal de l’Oise à l’Aisne. Les pertes avaient été fort douloureuses ; quelques divisions avaient été taillées en pièces.

Le repli de notre ligne de défense nous contraignit à évacuer les hauteurs du Chemin des Dames. L’ordre fut donné et, après qu’on eût emmené le matériel, exécuté méthodiquement, dans la nuit du 1er au 2 novembre. En soi, il était indifférent d’être au nord ou au sud de l’Ailette ; mais après nos combats de tout l’été pour ce Chemin des Dames, j’eus beaucoup de peine à donner l’ordre de l’abandonner. Mais nous aurions eu des pertes continuelles à vouloir nous y maintenir.

Le 23 octobre, l’ennemi avait obtenu d’autres succès, en avançant vers le canal, mais dans la suite, toutes ses attaques, les tentatives d’enveloppement par le nord, et d’extension au sud, furent repoussées.

Ici, comme à Verdun, en août, les Français, soutenus par des masses extraordinaires d’artillerie, s’étaient vigoureusement battus.

Pendant qu’à l’Ouest les dures batailles d’octobre saignaient à blanc les armées qui y prenaient part, dans l’Est, l’expédition contre Oesel s’était heureusement terminée. La campagne contre l’Italie avait commencé. Nos troupes y couraient de victoire en victoire.

|  |
| --- |
| À l’Ouest, la crise issue de la bataille des Flandres, du saillant de Laffaux et des actions consécutives, se calmait. Nous nous attendions à la continuation des attaques dans les Flandres et sur le front français, quand, le 20 novembre, l’affaire de Cambrai vint nous surprendre. La position Siegfried n’était que faiblement occupée. Les combats, plus au nord, principalement les forts rassemblements de troupes en Flandre, avaient amené le groupe du Kronprinz Rupprceht avec l’assentiment du G. Q. G., à étendre de plus en plus le front des divisions — divisions hors de combat ou divisions de landwehr qui |
|  |

C*ro*q*ui*s *n°* 12. — Cambrai, en 1917

À l’Ouest, la crise issue de la bataille des Flandres, du saillant de Laffaux et des actions consécutives, se calmait. Nous nous attendions à la continuation des attaques dans les Flandres et sur le front français, quand, le 20 novembre, l’affaire de Cambrai vint nous surprendre. La position Siegfried n’était que faiblement occupée. Les combats, plus au nord, principalement les forts rassemblements de troupes en Flandre, avaient amené le groupe du Kronprinz Rupprceht avec l’assentiment du G. Q. G., à étendre de plus en plus le front des divisions — divisions hors de combat ou divisions de landwehr qui occupaient la position Siegfried. Il s’ensuivit un sérieux péril



|  |
| --- |
|  |
| *s’me* d’Italie e*n* 1917- |

que nous nous efforçâmes aussitôt de conjurer. L’échange de divisions fatiguées de l’Ouest, contre des divisions fraîches de l’Est, avait — vu la situation à l’Est — déjà commencé. La 107e D. I. qui quittait l’Est, au milieu de novembre, était désignée pour la région de Cambrai. Elle commençait d’arriver quand le choc ennemi se produisit.

À la faveur de l’obscurité et des grands bois de la région d’Havrincourt, les Anglais avaient rassemblé, quelques nuits durant, d’importantes escadrilles de tanks, et des D. Cav. entre les routes conduisant de Bapaume et de Péronne à Cambrai ; le 20, de grand matin, ils passèrent à l’attaque, après une courte, mais violente préparation d’artillerie. Les tanks franchirent les obstacles et les tranchées, et ouvrirent ainsi le chemin à l’infanterie qui suivait, ainsi qu’aux divisions de cavalerie. Dans une conversation que j’eus, vers 8 heures du matin, avec le chef d’État-Major de la 2e Armée, celui-ci m’annonça l’irruption ennemie dans nos lignes. Je mis aussitôt en route dans la direction de Cambrai quelques divisions qui se trouvaient au repos, et encore plus ou moins fatiguées, derrière le groupe du Kronprinz allemand. Je priai le groupe du Kronprinz Rupprecht d’envoyer, de son côté, des forces vers la région nord de Cambrai. Le général von Kuhl était parti, en auto, pour la 4e Armée, avant d’avoir été touché par la nouvelle de la bataille où se trouvait engagée la 2e Armée. La mise en marche des divisions de ce groupe en fut retardée. De l’ordre donné à une troupe de s’embarquer, à son arrivée sur le champ de bataille, il y a loin. Il faut d’abord qu’elle gagne les gares d’embarquement, et que, là, on prépare des trains. Sur les voies, les trains ne peuvent se suivre qu’à des intervalles déterminés ; il faut ensuite le temps du trajet. Il s’écoulait ainsi 2 ou 3 jours et plus, avant qu’une division, avec ses trente trains, atteignît le point fixé ; il était rare qu’on fît plus vite.

Le premier train de renforts ne pouvait arriver à Cambrai avant le 21, au matin. On n’aurait les forces suffisantes, pour supposer à l’offensive ennemie, que le 23. On souffrait de plus en plus du manque de camions pour le transport des troupes.

Je ne vis clair dans la grandeur de la brèche que vers midi, J’en conçus une grande inquiétude. Tout ce que l’on pouvait faire était en cours d’exécution. Il n’y avait plus qu’à laisser le destin suivre son cours.

Le chef de l’armée anglaise n’exploita pas son grand succès initial ; autrement, nous n’aurions jamais pu limiter la brèche ; s’il l’avait exploité, qu’aurait-on pensé de la campagne d’Italie ? Telle était la guerre que nous avions à mener contre l’univers. En fait, le 22 après-midi, et le 23, l’offensive ennemie était contenue sur la ligne Mœuvres-Bourlon-Fontaine-Noyelles-Masnières. Même les troupes qui s’étaient laissées, le premier jour, culbuter par les tanks, se battaient bien ; de même que la 107e D. I. arrivée tout récemment de l’Est. C’est à son intervention que nous avons dû de pouvoir limiter rapidement la brèche de l’ennemi. Je formai aussitôt le projet de prendre de flanc, si possible, l’offensive anglaise. Théoriquement, on conçoit facilement une telle résolution ; pratiquement, l’exécution en était, à l’Ouest, infiniment difficile. Le rassemblement et la préparation des troupes pour l’attaque, l’apport d’énormes quantités de munitions, demandaient du temps. En outre, la défensive provoque une usure sérieuse.

Les armées anglaise et française n’entreprirent ailleurs aucune grande affaire. Dans l’enfoncement produit par le choc, et après de violents combats, l’attaque arriva au point mort, sans exiger de nous un trop grand déploiement de forces. Le 29 novembre, au soir, le commandant en chef de la 2e Armée, général von der Marwitz, avait rassemblé des forces suffisantes pour la contre-attaque. Le centre de cette dernière devait se trouver à la partie sud du champ de bataille, dans la direction d’attaque Banteux-Gouzeaucourt, pendant qu’au nord on ferait une attaque secondaire, de l’Ouest de Bourlon vers le sud. Cette fois, ce fut aux Anglais d’être surpris. Notre contre-attaque du 30 novembre, bien appuyée par l’artillerie, fut un succès ; non pas tout à fait le succès que j’espérais, mais c’était enfin, sur le front de l’Ouest, une victoire offensive. Le plan, soigneusement mûri, du chef d’État-Major de la 2e Armée, lieutenant-colonel Stapff, et l’énergie du commandant en chef, avaient porté leurs fruits. Le succès était d’autant plus remarquable qu’il avait été obtenu, pour la plus grande part, avec des troupes à demi hors de combat, qui n’avaient pas été formées spécialement pour l’attaque. Un seul fait était grave : le succès n’avait pas pris l’ampleur possible, parce qu’une bonne division, au lieu de poursuivre le combat, s’était laissé arrêter par un dépôt de vivres ennemis.

Les Anglais amenèrent des réserves pour une contre-offensive, et se mirent à attaquer. La bataille dura jusqu’au 5 décembre. Nous y avons regagné, en général, le terrain perdu ; sur quelques points, nous avons marqué une avance. Nous avions remporté une victoire complète sur une portion très importante de l’armée anglaise. C’était une bonne conclusion de la lutte extrêmement dure de 1917. Elle nous avait donné des points d’appui précieux pour une offensive à l’Ouest, au cas où nous devrions en venir là, en 1918.

Les Anglais et les Français n’attaquèrent plus en France. La seconde action stratégique de 1917 avait été un autre insuccès pour eux. Il leur fallut même se résoudre à envoyer des divisions en Italie, au secours de leur allié battu. C’était enfin, à l’Ouest, le calme dont nous avions un si pressant besoin dans notre épuisement.

### IV

L’offensive contre l’Italie, à Tolmino, commença le 24 octobre.

Le groupe de Flitsch, sous le commandement du général austro-hongrois von Krauss, et la 14e Armée allemande devaient se rendre maîtres du massif montagneux qui longe la rive droite de Pïsonzo de Flitseh à Canale, et dont le Matajur (1.643 m.)3 au sud-ouest de Karfreit représente le plus haut sommet. Pendant que toutes les divisions escaladaient la montagne, la 12e D. I. avec le général Lequis devait, en partant de Tolmino, pousser sur Karfreit, et tourner le Matajur, dans la direction de Gividale, par la route de la vallée.

Le groupe d’armées de Boroevie, du Carso, devait se joindre, en prenant une direction est-ouest, au mouvement en avant de la 14e Armée.

La marche d’approche de la 14e Armée avait été très difficile. Elle n’avait à sa disposition, dans la montagne, que deux routes, très étroites par endroits, sur lesquelles la marche n’était possible que dans un sens. Il fallait, là aussi, tout le soin et toute l’attention des officiers de l’État-Major allemand, pour que les mouvements se fissent sans à-coups, et qu’ils fussent terminés à l’heure dite. Tout d’abord on envoya, sous la faible protection de quelques bataillons austro-hongrois, les formations d’artillerie et de lance-mines et de grandes quantités de munitions. Les D. I. ne furent amenées qu’en dernier lieu.

La concentration dura des jours et fut divulguée aux Italiens. Les attaques acharnées de l’ennemi à l’Ouest, pendant la deuxième quinzaine d’octobre, étaient en rapports étroits avec nos projets sur l’Italie. Il fallait exploiter notre affaiblissement à l’Ouest. Au point de vue tactique, Cadorna ne semble avoir pris aucune mesure. Peut-être ne croyait-il pas au succès de l’offensive.

Après une préparation de quelques heures par l’artillerie et les lance-mines, avec obus brisants et à gaz, l’escalade des montagnes commença le 24, dans la matinée, pendant que la 12e D. I. poussait de l’avant dans la vallée, avec la plus grande énergie, pour atteindre et dépasser Karfreit. Dès le 25, la ligne des hauteurs décisives était entre nos mains, et le Matajur était pris de plusieurs côtés.

Dès le 27, nous avions encore gagné du terrain dans la montagne, vers le cours supérieur du Tagliamento ; Cividale était occupé. Le front italien du nord, à la frontière de Carniole, et le front de l’Isonzo commençaient à vaciller. Malheureusement, le groupe Boroevic ne poursuivit pas assez énergiquement, si bien qu’un trop grand nombre d’Italiens réussit à s’enfuir.

Le général von Below reçut l’instruction, pendant que son aile droite restait dans la montagne, de pousser ferme avec son aile gauche par Udine, sur Codroïpo et plus au sud, pour atteindre l’ennemi de façon décisive en deçà du Tagliamento. Le 30  novembre, 30.000 Italiens furent ainsi faits prisonniers, à l’Est du Tagliamento et, le 1er décembre, nous avions atteint ce fleuve, sur tout son cours, en aval de Tolmezzo.

Le 30 novembre fut donc une bonne journée : en France, victoire de Cambrai ; en Italie, le succès que je viens de décrire.

J’avais déjà prié, en novembre, le général von Arz de renforcer le groupe d’armées de Conrad, dans le Tyrol, avec des fractions du groupe Boroevic, et de faire, dans cette région, une vigoureuse offensive, soit en aval de la Brenta, soit dans la région Asiago-Arsiero. Le général Boroevic, maintenant que l’opération avait réussi, était trop fort ; le général Conrad, trop faible. Le général von Arz acquiesça. Mais les voies ferrées étaient dans un état trop misérable, et ne pouvaient suffire à un déplacement de troupes sérieux.

Le Tagliamento fut franchi le 6, et, le 11, nous atteignions la Piave, en aval de Montello. D’autres troupes poussaient, dans la montagne, vers Feltre ; ce que voyant, l’armée italienne quitta précipitamment les montagnes et repassa la Piave, au-delà de Bellune. L’aile droite de la 14e Armée se tourna alors, par Feltre, contre les massifs montagneux entre la renta et la Piave, pour s’ouvrir par la force la descente dans la plaine ; d’ailleurs ce fleuve, par suite de la forte crue, nous arrêta. Au-delà de la Piave, les Italiens se remettaient en ordre. Les premières troupes franco-anglaises arrivaient à leurs côtés.

Là, comme en Bukovine et en Galicie orientale, au mois d’août, il fallait d’abord réparer les voies ferrées à l’arrière de l’armée avant de pouvoir penser à continuer les mouvements en plaine. Le temps en montagne devenait défavorable ; les combats fatiguaient beaucoup les troupes ; elles gagnèrent encore du terrain, mais ne purent mettre la main sur la crête montagneuse décisive : le mont Grappa. L’élan de l’offensive, commencée sur l’Isonzo, avait trouvé ici son point mort. Un nouvel apport de forces aurait provoqué une nouvelle avance. Le général von Conrad ne possédait ni les moyens d’artillerie nécessaires ni les troupes de choc d’infanteries. Son mouvement en avant, qui commença le 4 décembre, par conséquent beaucoup trop tard pour une grande opération, s’arrêta rapidement. Une division allemande que le G. Q. G. eût volontiers envoyée du front Ouest dans le Trentin ne put être cédée en novembre. Quand nous le fîmes, plus tard, elle n’arriva plus à temps. Ici encore, les voies ferrées étaient trop mauvaises.

Au début de décembre, j’eus l’impression, à la suite d’une conversation avec le général von Krafft, qu’il n’y avait plus rien à attendre d’une continuation de l’offensive sur la Piave. Nous proposâmes alors au général von Arz de donner l’ordre de suspendre l’opération et de préparer le transport des troupes allemandes vers l’Ouest.

L’opération contre l’Italie avait atteint tout ce qu’on en pouvait espérer. L’armée italienne était battue à fond et avait besoin de l’appui de ses alliés. L’armée austro-hongroise, ainsi que le front Ouest, étaient soulagés. L’Autriche-Hongrie et son armée avaient reçu un nouvel élan. Comme la Russie concluait alors l’armistice, la double monarchie parut pouvoir supporter une continuation de la guerre. Le G. Q. G. n’entendit plus dire comme auparavant, que maintenant, c’est-à-dire au début de l’hiver, l’armée austro-hongroise allait abandonner la partie. Au reste, cette campagne avait confirmé sa médiocre valeur ; elle avait un besoin pressant de repos pour se consolider et s’entraîner. Elle se sentit réconfortée par ce succès.

Le commandement allemand et les troupes allemandes s’étaient acquis une nouvelle gloire et avaient prouvé, à nouveau, leur supériorité dans la guerre de mouvement. On y remarquait pourtant des faiblesses inhérentes à de jeunes troupes.

### V

Sur le théâtre des opérations, en Macédoine, après une recrudescence d’activité, en septembre, il y eut de nouveau un calme assez grand qui allait provisoirement se maintenir. Le général von Scholtz s’efforçait inlassablement d’entraîner et de fortifier pour le combat les troupes bulgares. Toutes les autorités militaires allemandes, en Macédoine, travaillaient dans le même sens. Le G. Q. G. bulgare continua, à l’avenir, à ne point prêter attention à ces questions si importantes.

Entre temps, l’Entente ne s’était pas relâchée dans ses efforts en vue de mettre à son service l’armée royale grecque. Le roi Constantin était détrôné ; son fils Alexandre lui avait succédé. Venizelos gouvernait. L’armée grecque était mobilisée. Mais l’instruction des troupes n’avançait que lentement.

En Palestine et en Mésopotamie, la situation des Turcs continuait à empirer.

L’entreprise contre Bagdad était envisagée pour l’automne 1917 ou le printemps 1918. Les préparatifs étaient commencés. Mais ils ne progressaient point, bien que les transports eussent été améliorés par la mise en service du tunnel. Le trafic restait mauvais et irrégulier. Les autorités militaires locales croyaient pouvoir surmonter toutes les difficultés avec l’appui que leur prêtait le G. Q. G. ; elles ont trop fait confiance aux Turcs.

La condition stratégique fondamentale pour l’entreprise contre Bagdad était que le front de Palestine ne fléchît point. J’ai toujours attiré l’attention d’Enver sur ce point et l’ai souvent prié de renforcer ce front, et de s’occuper, entre autres, d’améliorer les conditions de transport en Syrie. Le G. Q. G. soutint Enver du mieux qu’il put ; mais ce qu’il envoyait, à peine suffisant, était de plus très mal utilisé par les Turcs.

Le colonel von Kress était à la tête de ceux qui cherchaient à améliorer la situation des armées turques, en Palestine. Comme je l’ai reconnu plus tard, il voyait les inquiétudes et les souffrances du Q. G. de Palestine mieux que les gens de Constantinople. Ceux-ci se faisaient de la situation une image trop favorable et la transmettaient telle quelle au G. Q. G.

À Constantinople, on se faisait, peu à peu, à l’idée de défendre mieux la Palestine. On voulait alors résoudre la question dans le sens d’une attaque. L’opération contre Bagdad fut mise de côté, sans plus ; à sa place, on envisageait une offensive en Palestine. L’État-Major du groupe d’armées de von Falkenhayn y fut transporté.

Le colonel von Kress doutait de la possibilité d’une offensive eu égard aux communications, et à l’état des troupes, turques, Il avait raison. Au lieu des Turcs, ce furent les Anglais qui attaquèrent. Le colonel, après l’échec de leur offensive sur

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 14. — Palestine. |

Gaza, en mars, avait essayé de gêner leurs communications d’arrière, dans la presqu’île du Sinaï, par des raids et par l’aviation. Il réussit bien, une fois, à détruire la canalisation d’eau, mais il ne put y faire de dégâts sérieux, non plus qu’à la voie ferrée.

À la fin d’août, de fortes masses de cavalerie anglaise avancèrent sur Berzeba pour y envelopper l’aile gauche du front de Gaza, et pour se rapprocher des approvisionnements en eau de Jérusalem. L’entreprise échoua, de même que les efforts correspondants des 2 et 18 octobre. C’est seulement le 2 novembre que les Anglais réussirent à prendre Berzeba. Simultanément ils attaquèrent Gaza avec le concours de la flotte. L’armée turque dut reculer et s’arrêter pour couvrir Jérusalem sur la ligne Jaffa-Hebron-Mer Morte. L’armée anglaise suivit lentement. Le 17, elle prit Jaffa, et déploya de grandes forces, en direction de Jérusalem. Les Turcs n’y soutinrent pas le combat jusqu’à la décision, mais se retirèrent sur une position au sud de Nabulus, entre la mer et le Jourdain. Le 9 décembre, les troupes anglaises occupèrent Jérusalem. L’armée turque avait subi de fortes pertes. On ne pouvait plus compter que sur une faible résistance de sa part. Le corps allemand d’Asie arrivait, petit à petit, sur le front de Palestine. Il rendit un peu de mordant à nos alliés.

La défaite des Turcs eut une grande influence sur l’attitude des Arabes, qui se tournaient de plus en plus vers les Anglais

L’Angleterre, en Mésopotamie, après l’occupation de Bagdad, fit remonter sa domination le long du Tigre et de l’Euphrate. En octobre, elle occupait Ramadieh et Samara. En novembre, elle gagnait encore du terrain vers Mossoul. Sur les deux fronts, en Palestine, aussi bien qu’en Mésopotamie, la force combative des Turcs avait considérablement baissé. On sentait que la situation ne pourrait y être maintenue que par un nouvel apport de forces.

Sur le front russo-turc, l’activité était complètement arrêtée, Enver, suivant mon désir, voulait renforcer la Mésopotamie avec de troupes de ce front. Mais je n’ai jamais pu nettement établir si des troupes y furent réellement envoyées.

Sur le front roumain, les combats continuèrent encore en septembre, sans donner de résultats, puis s’éteignirent.

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 15. — Dagô-Oesel en 1917. |

Sur le front de l’Est, c’était le calme. À l’est de Riga, dès, la mi-octobre nous ramenions nos avant-postes sur la position de résistance. Sur l’immense front, des relations étroites s’établirent de tranchée à tranchée. Nous cherchions toujours à fortifier les tendances pacifiques de l’armée russe.

Le 11 octobre, la flotte partit de Libau, pour l’entreprise contre les îles qui sont placées en avant du golfe de Riga. L’objectif était Pétersbourg, et comme beaucoup d’hommes n’ont pas la notion d’espace ni de temps, notre expédition devait y jeter un trouble profond. J’étais satisfait de ce que la flotte trouvât là une occasion de s’employer. Une longue période de repos y avait provoqué des incidents qui jetèrent une lumière inquiétante sur l’agitation du parti social-démocrate indépendant dans certaines unités de la marine, et sur l’état d’âme du peuple allemand ; les aspirations d’une faible partie du peuple avaient trouvé un appui dans la marine ; les milieux où elle vivait, et le contact permanent avec le pays avaient favorisé la diffusion des idées révolutionnaires. La désignation parmi la flotte de haute mer de nombreux ingénieurs et d’officiers de carrière, souvent les plus capables et d’âge mûr, pour la guerre sous-marine, avait nui à la discipline. Une nouvelle opération de guerre devait relever et renforcer le moral de la marine.

À l’Amirauté incomba le soin de préparer les transports et la protection de la flotte de transports, ainsi que le débarquement ; plus tard, elle devait collaborer, de la mer, aux opérations et maintenir les communications du corps de débarquement avec Libau.

Le corps de débarquement — 42e D. I. et la brigade cycliste, — était sous les ordres du général von Kathen ; son chef d’État-Major était le colonel von Tschischwitz. Le commandement était ainsi en fort bonnes mains.

Comme lieu de débarquement, on avait reconnu et choisi la baie de Tagga à l’extrémité nord-ouest de Pile Oesel.

Pendant que la flotte, après avoir mis hors de combat les batteries de la presqu’île de Sworbe, — à la pointe sud d’Oesel, pénétrait dans le golfe de Riga et avançait vers le Moonsund, des torpilleurs faisaient le tour de Pile par le nord. Ils devaient prendre sous leur feu la longue digue qui réunit Oesel à Moon

et couper aux troupes ennemies la retraite sur Oesel. Puis ils devaient avancer dans le Moonsund, par le Nord. L’Amirauté espérait y forcer à livrer bataille les unités de la flotte ennemie qui s’y trouvaient ou les couper de leurs bases. Les mouvements des troupes débarquées dans Oesel avaient pour but de mettre vivement la main sur la digue, d’occuper toute Pile, et de cette façon de tomber sur les derrières des défenseurs de la presqu’île Sworbe.

Tous ces projets se réalisèrent ; seule une petite partie de la garnison put s’enfuir par la digue. Le 16, Oesel était en notre possession ; Moon, le 18. Peu après, Dagoe tombait entre nos mains. La marine avait l’occasion d’agir contre des forces navales ennemies par là, la lutte, à l’Est, était provisoirement terminée.

Dans quelle mesure nos dernières attaques ont-elles accéléré la marche des événements en Russie ? je ne le sais pas ; mais c’est un fait que la débâcle de l’armée russe, en automne, alla de pair avec l’arrivée au pouvoir des bolchevistes. L’officier perdit sa situation privilégiée ; on lui retira toute autorité. Il ne devait pas être au-dessus de l’homme de troupe ; bientôt il se trouva encore plus bas et n’eut plus aucune espèce de droit. La privation de tous leurs droits pour les officiers fut généralement approuvée en Russie. Là aussi, il y avait des gens à courte vue qui ne voyaient pas que c’est sur l’autorité que repose la force de l’armée et l’ordre dans le monde, et qu’on atteint l’ordre social dès que l’on ébranle l’autorité de l’officier. L’hetman Skoropadski m’a raconté n’avoir jamais su comment le corps d’armée qu’il commandait à la guerre lui avait échappé des mains. Ce fut l’affaire d’un instant. Ce simple récit fit sur moi une profonde impression.

Dans l’armée, la révolution russe ne s’en tint pas à la privation de tous droits pour l’officier. Elle mit, à la place de l’autorité du commandement, le conseil des soldats, et alla plus loin. Elle prit leurs armes à tous les soldats non prolétaires et créa la garde rouge. Sur le terrain purement politique, elle agissait de même. Le « bourgeois » ne valait rien ; le prolétariat et le conseil ouvrier prolétaire étaient tout. Le monde des prolétaires, ouvriers et soldats, devait maintenant, par leurs conseils, gouverner le monde et créer un nouvel ordre de choses. Tout ce qui existait auparavant fut cruellement détruit, toute culture fut anéantie. On devait limiter la propriété, et tuer le goût du travail. La femme devenait une propriété collective. Les bas instincts s’accusaient de plus en plus. Il s’établit une dictature sanglante de quelques hommes qui s’appuyaient sur des troupes dévouées dont ils flattaient toutes les passions, fussent-ils même des mercenaires chinois. Le pays, soumis à cette dictature, allait à l’abîme. Cela n’avait aucune importance pour les gens au pouvoir.

On vit alors ce phénomène étrange : ceux-là qui n’avaient pas cessé de protester contre la guerre et contre la violence ne respectaient pas le droit de la majorité ; ils commirent plus de violences qu’aucun gouvernement n’en commît jamais ; ils appelèrent à la lutte et firent la guerre non pas contre l’ennemi extérieur, mais contre tout ce qui existait jusqu’alors. Ils ne voulaient entendre aucune raison, et n’avaient pas une parole de conciliation à l’égard de ceux qui pensaient autrement qu’eux.

Bientôt tous ceux-là mêmes qui n’avaient pas cessé d’ébranler l’autorité dans l’armée et dans le peuple reconnurent le danger auquel ils avaient exposé le pays tout entier avec eux. Mais on n’assista pas, en Russie, à l’armement de tous les partis anti-bolcheviques ; ils ne parvinrent pas à faire taire leurs aspirations particulières, et à réaliser l’union devenue si nécessaire pour la renaissance du pays

Les classes bourgeoises et paysannes se voyaient désarmées en face de leurs oppresseurs et succombaient à la dissolution anarchique. Quand retrouveront-elles leur force vitale ? qui le sait ? On n’en aperçoit aucune possibilité, et le simple espoir serait une dangereuse illusion. Peut-être que ces paysans et ces bourgeois de Russie, de même que bien des gens chez nous, en Allemagne, au printemps de 1919, regardaient avec une indifférence fataliste le bolchevisme comme l’inéluctable destin d’où le salut sortirait tout seul. Il ne sert de rien de considérer le mal sans agir ; c’est là une attitude peu virile ; elle a coûté cher à la Russie ; seule une action énergique et habile, l’estimation juste de l’ennemi, de ses forces et de ses faiblesses, et aussi de vastes réformes économiques, tel qu’il s’en serait accompli de toute façon, après la guerre, sont des remèdes au mal bolchevique.

En Russie, à partir d’octobre 1917, le bolchevisme s’installa de plus en plus solidement au pouvoir.

Je ne doutais point que la débâcle de l’armée russe et du peuple russe ne constituât un danger extraordinaire pour l’Allemagne et l’Autriche-Hongrie. Mon inquiétude ne faisait que grandir, quand je pensais à la faiblesse de notre gouvernement, et du gouvernement austro-hongrois. Notre gouvernement, en envoyant Lénine en Russie, avait pris sur lui une grande responsabilité ! Le voyage était justifié du point de vue militaire ; il fallait que la Russie succombât. Mais notre gouvernement devait prendre garde que l’Allemagne ne succombât pas à son tour.

Les événements de Russie ne me donnèrent pas de plaisir sans mélange. Ils ont allégé, d’une façon décisive, notre situation militaire ; mais il restait encore bien des dangers.

Déjà, au cours de l’été, j’avais fait un projet de conditions d’armistice avec la Russie. Elles étaient inspirées du désir d’arriver à une entente avec elle, car nous avions besoin de la paix à l’Est pour la conduite de la guerre.

L’idée fondamentale de l’armistice était l’arrêt des hostilités sur les lignes alors tenues par les adversaires. Je ne demandais aucune évacuation de territoires ni reddition d’armes. Les conditions ne contenaient rien qui pût rendre difficiles l’armistice et la paix à venir. Le projet fut soumis au gouvernement d’empire et aux G. Q. G. alliés, et obtint leur assentiment. Quelques petites modifications n’y changèrent rien. II fut entendu avec le gouvernement d’empire que des négociations d’armistice, si elles se faisaient de front à front, seraient menées par le Haut Commandement, à qui se joindrait un représentant du chancelier. Celui-ci consentit également à prendre, dans la délégation de la paix, un représentant du G. Q. G. qui serait naturellement subordonné au plénipotentiaire du chancelier, et non pas placé sur le même rang.

J’avais tout préparé pour le cas où la Russie viendrait nous proposer un armistice. En novembre, sous l’influence du bolchevisme, la dissociation de l’armée russe avait fait de tels progrès que le G. Q. G. put songer sérieusement à affaiblir le front Est et à renforcer les troupes de l’Ouest. Nous avions alors environ 80 divisions à l’Est, soit un tiers du total de nos forces. J’exigeai alors des troupes austro-hongroises qu’elles tinssent les positions sur des fronts toujours plus étendus. Nous nous concertâmes avec le G. Q. G***.*** austro-hongrois et le commandant en chef de l’Est, sur la manière de rendre disponible la plus grande quantité possible des troupes allemandes qui étaient sur les fronts de Transylvanie, de Bukovine et de Galicie orientale. Le général von Arz déclara consentir à transporter les troupes austro-hongroises de l’Italie vers l’Est***.*** Naturellement c’étaient là des mesures en vue d’un avenir lointain. Mais le mauvais état des voies ferrées, leur encombrement dans les pays occupés et chez nous, nous obligeaient à en commencer de suite l’application, si nous voulions qu’elles fussent terminées au printemps prochain, qui serait pour nous une période décisive. La situation, en Russie, ne permettait pourtant pas encore qu’on prît des mesures trop radicales.

Dès la fin de novembre, les trains de troupes roulèrent, sans arrêt, de l’Est vers l’Ouest. Il ne s’agissait plus, pour l’Ouest, d’un échange de divisions hors de combat contre des divisions fraîches, mais d’un renforcement numérique véritable.

On poussa l’entraînement de toutes les troupes de l’Est, conformément aux méthodes du théâtre de l’Ouest ; on agit de même en Roumanie.

L’idée d’attaquer en France en 1918 préoccupait, dès novembre, bien des chefs de l’Ouest, et moi-même en premier lieu. J’attendais avec la plus vive impatience le jour où le gouvernement russe nous demanderait un armistice. Sur le front, il y eut, en novembre, sur plusieurs points des trêves locales. Les unités qui pactisaient avec nous devenaient de plus en plus importantes ; déjà des armées russes proposaient, séparément, d’arrêter les hostilités. Les négociations de paix, tentées à Dunabourg, échouèrent. On dénonça, çà et là, des tractations d’armistice. Le tableau était confus ; c’était déjà la paix, mais encore la guerre.

Le 26 novembre le commandant en chef russe, le commissaire du peuple Krylenko, demanda par sans-fil si le G. Q. G. allemand était prêt à conclure un armistice. Nous répondîmes affirmativement. Le 2 décembre, les négociateurs russes franchirent les lignes allemandes. Les négociations commencèrent immédiatement à Brest-Litowsk, où le commandant en chef de l’Est avait encore son Q. G. En même temps, les quatre puissances alliées envoyèrent leurs délégations. Le 7 décembre, on conclut une suspension d’armes de dix jours. Le général Hoffmann mena très adroitement ces négociations et sut empêcher les digressions des représentants bolchevistes. On ne parla que de l’armistice. Les représentants russes retournèrent provisoirement à Saint-Pétersbourg avec le projet d’armistice pour y prendre de nouvelles instructions. Le 15, l’armistice était signé. Il devait commencer, à l’échéance de la suspension d’armes, le 15 décembre à midi et durer jusqu’au 14 janvier 1918 à midi. S’il n’était pas dénoncé dans un délai de sept jours, il était prolongé tacitement.

Le projet initial n’avait été l’objet d’aucun changement fondamental. Le front russe ne subissait aucune modification ; on ne créait pas encore de zone de démarcation. Les lignes de démarcation étaient les réseaux de fils de fer. Même, sur le désir des Russes, on permit des communications de front à front, en certains points de passage. L’intention de faire de la propagande, chez nous, était claire. Le commandant en chef de l’Est était persuadé qu’il pouvait rendre vaines ces tentatives par des mesures appropriées. Nous n’acceptâmes cette condition, posée par les Russes, que pour arriver à conclure. Le traité valait officiellement pour tout le front russe. Mais le pouvoir du gouvernement des conseils n’allait pas aussi loin. Il fallut donc, sur les fronts de Roumanie et d’Asie-Mineure, entrer en pourparlers séparés, sur les mêmes bases. Ils menèrent au même résultat. L’armistice de Focsani fut conclu le 9 décembre. Il est utile de comparer nos conditions avec celles que la volonté d’anéantissement de l’Entente imposa aux puissances de la Quadruplice.

Après trois ans d’une lutte formidable, c’était la trêve des armes, sur tout le front. Les exploits des chefs allemands et de leurs troupes, au cours de cette longue période de luttes contre un ennemi très supérieur en nombre, resteront une page de gloire ineffaçable dans l’histoire de la patrie et du soldat allemand qui s’est battu, ici, et qui a donné son sang.

Le but militaire vers lequel j’avais, au cours du deuxième semestre de l’année, tendu à l’extrême les forces de tous et les miennes propres était atteint. Le front Ouest avait tenu, l’armée italienne était battue, et les armées austro-hongroises, en Italie, étaient animées d’un esprit nouveau. Le front macédonien tenait bon. À l’Est, les négociations d’armistice étaient terminées ; la voie de la paix était libre pour les diplomates. Les négociations de paix devaient commencer vers Noël, à Brest-Litovsk. Nous avions des chances de terminer la guerre victorieusement.

En Asie-Mineure seulement, tout ne s’était pas bien passé ; mais les grands événements d’Europe rejetaient l’Asie-Mineure à l’arrière-plan.

Les troupes et les chefs qui avaient combattu à l’Ouest pouvaient se dire avec fierté que leurs exploits avaient fourni la base de ce résultat formidable. C’est parce que l’Ouest avait tenu que nous avions gagné la partie en Italie et dans l’Est. Là encore, le soldat allemand avait été un héros.

Comme l’année précédente, la collaboration du G. Q. G. allemand avec les alliés avait obtenu de grands résultats.

L’Entente était sous l’impression de ce bouleversement de la situation militaire. Elle espérait encore en l’Amérique. L’opinion en France était, malgré tout, restée incertaine depuis la bataille de l’Aisne-Champagne. En novembre, Clemenceau devint président du conseil. C’était l’homme le plus énergique de France. Il avait vécu l’année 1870-1871, et était, depuis lors, un des plus fougueux représentants de l’idée de revanche. Clemenceau savait exactement ce qu’il voulait. Il fit la guerre, comprima toute agitation pacifiste et consolida le moral de son pays. L’action qu’il entreprit contre Caillaux montra clairement ce que nous avions à attendre de lui. Lui aussi ne songeait qu’à la victoire et, comme Lloyd George, il eut tout le pays derrière lui. La conduite de la guerre, chez les ennemis, gagna énormément en énergie. De même, en Amérique, la volonté de faire la guerre s’accentuait de plus en plus. Le gouvernement y réprimait aussi, avec la plus grande vigueur, toute idée de paix. L’Italie, sous les fortes mains de Clemenceau et de Lloyd George, surmonta l’impression, au début pénible, de sa défaite. Dans les États démocratiques ennemis, le pouvoir gouvernemental avait de plus en plus pris le caractère de la dictature.

### VII

La résolution de paix du Reichstag poussa le Vatican à une démarche de paix. Vers la mi-août parut la note de paix du Pape, — du 1er de ce mois, — adressée aux chefs des États belligérants.

La note se plaçait tout à fait sur le terrain d’une paix sans annexions ni contributions ; elle exigeait beaucoup de nous, tandis que l’Entente s’en tirait à très bon compte. L’opinion publique allemande prit, à cette occasion, la même position qu’en juillet à propos de la résolution du Reichstag. La presse de droite la repoussa, celle des partis de la majorité l’accueillit avec bienveillance, invita l’ennemi à réfléchir et à se placer également sur le terrain de la note de paix. La presse de l’Entente la rejeta, très nettement, et s’en tint là. L’attitude des gouvernements répondit à celle de l’opinion dans chaque pays.

Le chancelier Dr Michaëlis nous lut, à Kreuznach, son projet de réponse. Je ne me promettais rien de bon de cette tentative de paix. La réponse n’était pas en accord avec mes vues. Mais je fis taire mes objections, et ne présentai que quelques contre-propositions sans importance. En face de ces tentatives toutes théoriques, en vue de la paix, je ne pouvais que garder l’expectative, si désagréables que me fussent, dans l’intérêt d’une conduite énergique de la guerre, ces continuelles discussions sur la paix. Quand je regarde en arrière, je regrette de ne m’être pas élevé, de toute ma force, contre cette manie. La paix, que je désirais moi-même, c’était à la diplomatie de la conclure. Mais qu’on en parlât sans cesse au peuple, tandis que l’adversaire restait ferme dans sa volonté de nous anéantir, cela ne pouvait mener à rien de bon. L’Entente, dans toute cette affaire, fut d’une clairvoyance exemplaire.

Notre réponse, comme celle de l’Autriche-Hongrie, était conciliante et, sur de nombreux points, elle éludait, diplomatiquement, les questions. L’allusion à la résolution de paix du Reichstag, qui y avait été introduite sur le désir des sept députés au Reichstag qui collaborèrent à la rédaction de la réponse, précisait notre attitude.

L’Entente répondit par un refus ou, tout au moins, d’une façon vague. La démarche du Pape n’eut aucun succès. C’était toujours la vieille chanson. Le peuple allemand voulait honnêtement la paix, mais l’Entente la repoussait. Elle faisait toujours retentir les grands mots de « paix de conciliation et de réconciliation », dans sa propagande discrète, et pourtant si pénétrante, chez nous et chez les neutres ; mais quand il lui fallait s’expliquer publiquement, elle se dérobait ; elle ne suivait encore et toujours qu’une idée : l’anéantissement de l’Allemagne.

La démarche du Pape ne pouvait avoir de succès. Il est curieux de voir aujourd’hui comment le Pape est tenu à l’écart des négociations de Versailles. L’Entente ne lui sait pas gré de sa note pour la paix.

Au moment de son entrée en fonction, j’avais fait savoir au Dr Michaëlis que M. Hugo Stinnes était en relations avec l’ambassadeur japonais, à Stockholm, et qu’il était plein d’espoir. Il allait partir et avait l’intention de voir cet ambassadeur. Le chancelier reçut alors M. Stinnes. Je n’ai pas suivi l’affaire.

À la fin d’août ou au commencement de septembre, le bruit se répandit soudain qu’une occasion se présentait d’entrer en conversation avec l’Entente. Le chancelier et M. von Kühlmann, devenu secrétaire d’État aux Affaires étrangères, lors du changement de chancelier, en parlaient mystérieusement. J’avais appris par le colonel von Haeften que la nouvelle était venu*e* d’un pays neutre, à la suite d’un discours prononcé, le 27 juillet, par l’ancien Premier anglais, Mr. Asquith, bientôt suivi d*e* déclarations de Lloyd George, que l’Angleterre attendait de nous une déclaration sur la Belgique. Le chancelier me dit alors que l’initiative de conversations év*e*ntuelles était venu*e* d’Angleterre. Naturellement, je m’en réjouis : si l’Angleterre devenait pacifiste, les chances de paix étaient meilleures que lors des occasions précédentes, où nous étions seuls à nous avancer. Par cette raison, mon jugement était plus favorabl*e* qu’auparavant à la question de la paix.

L’entretien sur la paix mena à diverses discussions avec le chancelier sur là question belge.

Le rattachement économique de la Belgique à l’empir*e* allemand était notre but. Nous tenions compte de ce fait que des rapports économiques étroits existaient, dès le temps d*e* paix, entre l’Allemagne et la Belgique. Le gouvernement croyait avoir ainsi une base pour engager la conversation avec l’Angleterre. Je m’attendais à ce que le secrétaire d’État von Kühlmann fît, au Reichstag, à la fin de septembre, une déclaration officielle, dans ce sens, sur la Belgique. Le 20 septembre, le colonel von Haeften eut, avec lui, une conversation assez longue. Le secrétaire d’État eut une attitude hostile, et dit : « Qui vous dit donc que j’ai l’intention de vendre mon cheval belge ? C’est moi qui décide là-dessus. Pour le moment, ce cheval-là n’est pas à vendre. » Dans son discours du 9 octobre il ne parla pas de la Belgiqu*e*, mais, à propos de l’Alsace-Lorraine et de l’intégrité du territoire de l’Empire, il dit, au milieu d’une tempête d’applaudissements du Reichstag : « Tant qu’un poing allemand pourra tenir un fusil, l’intégrité du territoire de l’Empire, tel que nous l’avons reçu de nos pères, en glorieux héritage, ne pourra être l’objet de négociations, ni de concessions. »

Nous n’avions pas fait un pas vers l’Angleterre.

Il ne fut plus question de perspectives de paix. Le G.Q.G. ne reçut, à ses questions, aucune réponse précise du secrétaire d’État von Kühlmann. J’étais déçu, et je regrettais d’y avoir cru un moment. C’est seulement pour cette raison que j’avais prié le chancelier de renoncer à un grand discours qu’il voulait prononcer, à la fin de septembre, car il me semblait qu’il aurait pu diminuer les possibilités de paix. Il eût mieux valu que le chancelier parlât. Eût-il réussi dans son dessein, qui était de rallier le peuple et le Reichstag ? Cela me paraît douteux, d’après ses rapports avec certains partis politiques. Il s’opposait à leur ascension au pouvoir, et avait l’attitude d’un étranger vis-à-vis du Reichstag lui-même.

J’attendais également le résultat des tentatives du représentant des Affaires étrangères à Bruxelles, M. von der Lancken, pour entrer en relations avec des hommes d’État français. M. von der Lancken alla bien en Suisse, mais la personne de France ne vint pas.

Par hasard, j’entendis dire encore que le secrétaire d’État von Kühlmann était en relations avec l’ambassadeur espagnol, à Bruxelles, au sujet de la paix.

Telles sont les possibilités de paix dont j’ai eu connaissance en 1917. J’ai appris, par les journaux, après mon départ, la soi-disant proposition du président Wilson que M. Jaffé, de Munich, transmit au ministère des Affaires étrangères.

À la suite de ces mystérieux bruits de paix, il y eut à Berlin, le 11 septembre, un conseil de la couronne. Je tenais pour mon devoir, et il était dans mes fonctions, de dire encore une fois clairement ce dont l’Allemagne, d’après l’expérience de cette guerre, avait besoin pour assurer son avenir ; voici le résumé que je fis, à cette occasion, et dans d’autres circonstances, à l’automne de 1917 : « Notre situation intérieure est, d’après les données des départements compétents, difficile en ce qui concerne le fourrage et le charbon. Pour le charbon, la faute en est surtout aux négligences de ces mois derniers. Notre situation financière est terriblement tendue. L’action de la majorité du Reichstag a rendu peu réjouissante la situation intérieure. La question des ouvriers et des effectifs est devenue plus aiguë. Mais je crois que ces difficultés intérieures doivent être surmontées par la direction ferme du présent gouvernement. C’est possible. »

Par suite de la chute de la Russie, je voyais notre situation militaire meilleure que celle de l’Entente, et je disais :

« Néanmoins, je suis d’avis qu’il faut s’efforcer d’avoir la paix, avant le début de l’hiver, si elle nous apporte le nécessaire, ce dont nous avons besoin pour assurer notre développement économique, et si la paix nous met dans une situation militaire et économique qui nous permette d’envisager avec calme une nouvelle guerre défensive. »

Dans mes considérations sur les nécessités militaires et économiques auxquelles il fallait s’efforcer de satisfaire, je prenais comme point de départ notre frontière d’avant la guerre et l’expérience de la guerre elle-même. Une guerre de trois ans n’a été possible que parce que l’Allemagne était riche en charbon, qu’elle avait assez de fer et de vivres, en y joignant un apport suffisant, en fer, des pays neutres et occupés, et un apport de vivres tel qu’il nous permît, malgré le blocus ennemi, et au prix des plus grandes restrictions, de continuer à vivre.

C’est parce que, d’une guerre qui nous fut imposée, nous avons fait une guerre offensive et que nous nous sommes étendus à l’Est et à l’Ouest, que nous avons pu conserver l’existence ; nous aurions été sûrement perdus si nous étions restés sur nos frontières.

La défaite était inévitable si l’ennemi avait tenu longtemps en son pouvoir un territoire allemand. Nous pouvions être affamés, notre industrie de guerre paralysée. L’importance du fer, du charbon et des vivres pour faire la guerre était connue avant la guerre. Mais l’importance décisive du charbon et du fer n’a été révélée au monde, et de la manière la plus frappante, que par la longueur de cette guerre. Avant la guerre, on avait reconnu le danger auquel était exposé le bassin houiller de la Haute-Silésie. À l’époque du refus du crédit d’un milliard, on renonça aux mesures de défense qui avaient été envisagées pour ce territoire. Nos richesses, à l’Ouest, semblaient suffisamment protégées par notre dispositif militaire.

Aussi défavorable que notre situation stratégique au centre de l’Europe, était la situation de la plupart de nos gisements de houille et de fer, sur les frontières du pays. Pour tout autre pays, la situatio*n* était meilleure. En Haute-Silésie, la houille et le fer étaient tout contre la frontière russe. À l’Ouest, la situation du bassin minier de Lorraine, et du district houiller de Saarbrück, n’était pas différente. La région industrielle de Westphalie et du Bas-Rhin était sans protection, en face de la Belgique. Les champs de lignite de l’Allemagne centrale n’avaient qu’une importance secondaire.

Les armes de destruction avaient été perfectionnées pendant la guerre. Les canons avaient acquis une portée considérablement plus grande, et le champ d’action des aviateurs s’était étendu. D’un autre côté, leur emploi était lié à des conditions fondamentales. Chaque coup lancé par un grand canon n’arrêtait pas les exploitations qui se trouvaient à sa portée. Nous l’avons constaté au printemps de 1918, lors du bombardement des mines de charbon françaises, et dans d’autres occasions. Les avions sont dans la dépendance des conditions atmosphériques, sinon nous aurions bombardé Londres plus souvent. Malgré ces réserves, je devais faire entrer en ligne de compte les nouveaux engins de guerre, pour toute guerre à venir. En outre, je prenais comme bases les mêmes frontières et la même situation politique qu’en 1914.

On devait s’attendre à ce que l’ennemi, au plus tard après la mobilisation, attaquât des centres de notre industrie de guerre, en employant de grandes masses de munitions et d’avions. La concentration de puissantes formations d’aviation à la frontière, et un bon dispositif de défense contre les avions pouvaient opposer une certaine défense aux attaques aériennes de l’ennemi ; mais ils ne pouvaient empêcher l’attaque ni exclure l’effet des bombes. De même, il n’y avait guère de moyens de défense contre l’action des canons à longue portée de l’ennemi. Les masses ennemies suivraient cette attaque brusquée. On ne pouvait prévoir le cours des opérations. Mais on pouvait supposer que l’effet certain, sur notre industrie de guerre, serait au moins une diminut*i*on très forte et décisive dans l’ensemble de la production, et qu’une forte proportion de la classe ouvrière allemande en souffrirait gravement. Je pouvais dire sans pessim*i*sme que la situation pouvait se développer de telle manière que la guerre fût perdue dès les premiers jours. Nous serions tués comme un lièvre au gîte.

Il était impossible de tirer de la situation toutes les conclusions d’ordre militaire : par exemple, à l’Ouest, essayer d’obtenir une forte rectification de notre frontière vers la France. Il fallait se contenter d’assurer l’indispensable. Dans le bassin houiller de Silésie et dans le bassin minier de Lorraine, une petite zone de protection de quelques kilomètres devait suffire pour dérober notre propriété à l’influence immédiate de la lutte. La présence du charbon et du minerai dans ces zones de protection, aussi bien sur le territoire polonais qu’à Briey, n’a pas joué un rôle décisif dans mon désir de créer des zones. Il était certain que ces mesures ne suffisaient pas et qu’il fallait les compléter par une protection militaire considérable en temps de paix. La sécurité de ces deux sources d’énergie restait toujours insuffisante ; d’où la nécessité d’une protection assurée de notre territoire industriel wesphalo-rhénan. Toute son importance, pour l’économie de guerre et de paix, m’était apparue alors que je commandais un régiment à Düsseldorf, et surtout depuis que j’étais premier quartier-maître général. La conclusion ne pouvait être que celle-ci : il ne faut pas que la Belgique devienne le lieu de passage des armées ennemies. Je tenais la neutralité de ce pays pour une fiction sur laquelle on ne devait pas compter pratiquement. Elle devait former une communauté d’intérêts économiques avec l’Allemagne, à laquelle la liaient tant de relations de politique commerciale. Elle devait rester un État particulier et autonome, où les Flamands auraient aussi leurs droits. La violence faite à cet antique rameau de la race germanique est une des monstruosités de l’histoire de l’humanité. Un certain droit d’occupation allemande, en Belgique, pendant les premières années, me paraissait nécessaire. La Meuse, à Liège, ne devait être abandonnée, si jamais on s’y décidait, qu’une fois réalisée l’annexion économique de la Belgique à l’Allemagne, et quand la Belgique, dans son propre intérêt, se tiendrait aux côtés de l’Allemagne.

Je n’étais pas partisan de l’idée des points d’appui, pour la marine allemande, sur la côte de Flandre- L’idée n’avait pas été creusée à fond, et, militairement, elle était obscure. Voici ce que j’écrivais à ce sujet : « Nous ne pourrions être sûrs de la protection de la région industrielle westphalo-rhénane, surtout lorsque le tunnel Douvres-Calais aura été construit, que si nous occupions militairement toute la Belgique, et si nous étions sur la côte de Flandre. Tout cela, nous ne pouvons l’obtenir en ce moment. On se demande si nous devons continuer la guerre, en vue d’atteindre ce but. Ce serait, à mon avis, le cas si les Anglais gardaient une bande de territoire (Calais) en France, s’ils ne le font pas, la possession de la côte de Flandre ne doit pas être une raison pour prolonger la guerre au-delà de l’hiver. »

On avait souvent, en ma présence, déclaré que l’Angleterre resterait à Calais. C’est pourquoi j’y fis allusion dans mon mémoire.

J’attachais de l’importance à un rapprochement plus intime du Luxembourg et de l’Empire.

Par des arrangements de cette sorte, à notre frontière occidentale, nous obtenions, pour la situation militaire et économique de l’Allemagne, tout ce que son avenir exigeait.

À l’Est, les frontières de l’Allemagne, sur toute leur étendue, étaient les plus défavorables qu’on pût imaginer, et non pas seulement à cause de la situation du bassin houiller de Haute-Silésie. La campagne de 1914 avait amplement montré combien il était difficile de tenir les provinces à l’Est de la Vistule. La province de Prusse Orientale, qui fut touchée si durement par la guerre, avait mérité une plus grande sécurité, par la constitution d’une zone de protection.

L’arc saillant que dessinait la Pologne, très loin vers l’Ouest, au cœur de la Prusse, entraînait de grands désavantages militaires pour la défense de la patrie. Toute l’acuité de ce danger était apparue à l’automne de 1914, quand le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch porta sur ce point son grand effort contre la frontière prussienne. Il semblait impossible de compenser absolument les désavantages par un gain de territoire. Par contre, c’était une nécessité stratégique que d’élargir vers le sud l’étranglement Dantzig-Thorn, et de constituer une zone de protection du bassin houiller de Haute-Silésie.

L’état de nos frontières n’était pas meilleur du fait de l’annexion désirée de la Courlande et de la Lithuanie. Si l’on obtenait les zones de protection à la frontière sud du pays, à l’est de la Vistule, et l’élargissement au sud de Thorn, on pourrait, en complétant le réseau de voies ferrées, compenser bien des désavantages. La Courlande et la Lithuanie devaient nous assurer de saines possibilités d’approvisionnement, au cas où, dans une guerre ultérieure, nous en serions encore réduits à nos propres forces.

En fixant ainsi cette nouvelle frontière de l’Est, nous obtenions, ici aussi, ce qui semblait nécessaire à la sécurité militaire et économique de l’Allemagne. Mais la condition préalable était que la solution austro-polonaise ne se réalisât pas, et que la Pologne cherchât à se lier, économiquement, avec l’Allemagne, ou de nouveau avec la Russie.

Mes espérances allaient même un peu plus loin. Les populations de la Courlande et de la Lithuanie devaient fournir à l’Allemagne de nouvelles forces en hommes. J’éprouvais, à chaque jour de cette guerre, que les hommes sont une force. C’est dans ses masses d’hommes que l’Entente puisait une grande supériorité. La population de ces territoires pouvait, sous la protection de l’Empire allemand, conserver sa nationalité. L’accroissement de population polonaise, dans les zones de protection, était fâcheux ; mais et grave inconvénient ne pouvait tenir devant la nécessité militaire. L’activité colonisatrice allemande, qu’on espérait organiser d’une manière grandiose, et la concentration des émigrants allemands dans les vastes territoires de l’Est, comme le chancelier l’avait tentée dès 1915, pour certaines régions frontières, pouvaient à l’avenir nous amener un accroissement d’hommes.

Je songeais, pour assurer la situation économique de l’Allemagne dans le monde après la guerre, à obtenir des avantages commerciaux en Roumanie et dans les Balkans, et surtout au retour de nos colonies, ou à leur concentration en un empire colonial compact.

Je rejetais une union économique de l’Europe centrale. Elle ne me semblait pas réalisable, car elle impliquait une trop forte suprématie de l’Allemagne. Je n’ai jamais sérieusement compté sur des contributions de guerre.

Je posais ces buts, militairement indispensables, avec l’idée que nous ne pouvions être sûrs d’y atteindre. Si mes exigences n’obtenaient pas satisfaction, elles n’en devenaient pas inutiles ; leur non-réalisation était un désavantage, qu’il fallait prendre en compte, et que nous devions compenser par un accroissement, en temps de paix, des mesures de protection.

Je n’ai jamais défendu moi-même, devant l’opinion publique, ces idées ni ne me suis expliqué sur les conditions de paix. Sur la demande du chancelier, Dr Michaëlis, j’en parlai cependant avec quelques députés appartenant aux partis les plus divers.

Mes idées sur la paix n’ont jamais servi de base à des entretiens avec l’ennemi, puisque le gouvernement ne put en arriver là. Par la suite, dans les premières négociations de Brest, et à Bucarest, le gouvernement suivit ses propres voies qui s’écartaient des miennes.

Toutes les conversations du Haut Commandement avec le Chancelier, sur les buts de guerre, étaient d’ordre théorique. Chacun savait que seule la fin de la guerre aurait un effet décisif sur la paix, et qu’il fallait se décider suivant le cas.

Quand il y eut à fournir un travail pratique, comme pour la réponse à Wilson, du 29 janvier 1917 ; ou au sujet de l’attitude à prendre, vis-à-vis de la Russie au début de l’été ; ou envers l’Angleterre, en août et septembre ; enfin lors de l’armistice à l’Est, on agit conformément aux circonstances. Je ne voulais pas m’en tenir à un point de vue théorique.

Tant que l’ennemi conservait la volonté de nous anéantir, cette guerre ne pouvait se décider que par la victoire ou par la défaite. En tout cas, le gouvernement ne nous indiqua aucun autre moyen de terminer la guerre et d’obtenir la paix.

Ceux qui prétendent que, sous telles ou telles conditions, nous pouvions avoir la paix plus vite, font preuve d’une incroyable légèreté, et trompent à nouveau et sciemment le peuple allemand. L’Entente n’a jamais fait une proposition ; elle ne songeait point à nous donner la moindre chose ; elle ne se serait pas contentée du statu quo ante ; elle voulait uniquement prendre. Existe-t-il un seul Allemand qui ait proposé de sacrifier l’Alsace-Lorraine, la province de Posen, ou nos colonies ? Le chancelier von Bethmann parla incidemment, en 1916, de la cession ou de l’échange de quelques localités en Lorraine et dans le Sundgau.

Nous fallait-il offrir, comme gage de paix, un plébiscite dans nos propres provinces frontières ? Ces idées-là ne sont certes pas nées dans un cerveau allemand. Si nous voulions rendre encore plus défavorables nos possibilités de défense, et affaiblir encore notre force politique et économique, nous n’avions qu’à nous abandonner à ces idées. C’est quelque chose d’analogue que nous voyons aujourd’hui.

La guerre avait été commencée ; nous devions forcer la décision favorable par les armes, ou prendre sur nous une défaite que nos forces nous permettaient d’éviter. Si l’Allemagne pouvait s’en rendre compte, au moins aujourd’hui, alors qu’on a vu clairement que tous les grands mots de l’Entente, le droit des nations à disposer d’elles-mêmes, la renonciation aux contributions et aux annexions, le désarmement, la liberté des mers, ne sont et resteront toujours que de vaines chimères !

Toute vie humaine est, sous une forme réduite, un combat ; à l’intérieur des États les partis luttent entre eux pour obtenir le pouvoir ; de même les peuples dans l’univers, et il en sera toujours ainsi. C’est une loi de la nature. L’éducation et une morale plus élevée peuvent tempérer la lutte pour le pouvoir et la violence des moyens ; mais elles ne l’excluront jamais, car ce serait aller contre la nature de l’homme, et finalement contre la Nature elle-même. La Nature, c’est le combat ! Si le fort et le bon ne sont pas vainqueurs, alors ce qu’il y a de bas dans la nature humaine l’emporte, jusqu’à ce que d’autres forces se dressent et le combattent pour empocher tout ce qu’il y a de noble de succomber. Mais ce qu’il y a de noble ne peut vivre qu’avec le concours de la force.

### VIII

La situation intérieure de l’Allemagne continuait à se développer de façon malheureuse. Au Reichstag, la lutte que les partis menaient contre le gouvernement pour s’emparer du pouvoir prenait des formes toujours plus aiguës. Elle montrait nue et sans voiles, la nature du parlementarisme représenté par des politiciens de profession et déguisé sous de grands mots. Le chancelier Dr Michaëlis s’y opposait comme auparavant et tomba bientôt victime de son activité. Il dépensait ses forces dans cette lutte, et ne trouvait pas le temps de travailler pour la guerre.

Dans la réponsedes États-Unis à la note du Pape, Wilson avait de nouveau essayé de s’immiscer dans les affaires intérieures de l’Allemagne pour séparer le peuple et le gouvernement, ce qui souleva la protestation du Reichstag. Mais, là non plus, nous ne trouvâmes la force de répudier ces manœuvres avec une sainte indignation.

Les incidents de la Marine, au printemps de 1917, montrèrent clairement l’influence exercée par l’esprit révolutionnaire. Il s’agissait de nous contraindre à la paix par une grève de la flotte. Cet état de choses ne fut pas apprécié comme il méritait de l’être ; ce grave avertissement resta sans effet.

L’attitude du gouvernement manquait d’énergie. Elle trahissait l’insécurité d’un pouvoir gouvernemental qui se sent faible. Évidemment, le chancelier reconnaissait le danger que le parti social-démocrate indépendant faisait courir à la conduite de la guerre. Mais il n’empêchait pas l’action révolutionnaire de ce parti. Sa presse, dont on avait prouvé l’influence néfaste, pouvait encore répandre des idées dissolvantes.

Le Reichstag ne faisait preuve d’aucune compréhension des devoirs que lui imposait l’état de guerre ; des députés connus protégeaient les représentants du peuple qui avaient trempé dans les incidents de la marine, qui aspiraient à la révolution, et sapaient la discipline. Le peuple allemand ne fut pas assez instruit de l’énorme gravité de ces faits.

Dans la marine, la manière dont on traita la question causa un dommage incalculable ; même à l’armée, on discuta les incidents de la marine. Leur règlement fit une impression profonde.

Le moral du peuple allemand, après le sursaut passager de juillet, était rapidement retombé à un niveau inquiétant. On commençait à apercevoir l’esprit qui devait désarmer le peuple allemand en 1918 et en 1919. Notre proposition de prendre la direction de la presse et de la propagande intérieure ne reçut pas, malgré la révolution russe et les incidents de la marine, l’application qui convenait à la gravité de la situation.

Après une conférence avec le ministre de la guerre, il apparut au G. Q. G. qu’il était grand temps de créer un organe qui combattit les entreprises faites en vue de renverser l’ordre établi. Des propositions dans ce sens allèrent à Berlin et furent l’objet de négociations avec les autorités d’Empire. Encore une fois, on n’obtint rien. Le représentant du G. Q. G. proposa alors d’instituer cet organe auprès des commandants de région. Tout le monde approuva. L’activité de cet organe devait se borner à constater les faits ; mais son champ de travail toucha vite à la haute politique ; c’est un fait caractéristique que le gouvernement se soit refusé à prendre — conformément à la proposition que j’avais faite et que je croyais bonne, — la direction de ces organes. Il ne restait plus au G. Q. G. qu’à s’occuper d’une tâche qui né lui revenait pas.

Les abus de toutes sortes dans notre organisation économique de guerre étaient de plus en plus visibles, et contribuaient à l’aigrissement général.

Notre situation économique avait empiré. Les matières premières nécessaires à la vie de la nation manquaient de plus en plus.

Nous avions réussi à nous tirer d’affaire pour les vivres, mais au prix de quelles difficultés ! Dans l’hiver 1916-1917, on n’avait pas pu transporter de pomme de terre. Il fallut recourir aux choux-navets, beaucoup de gens ont alors eu faim. Au printemps et à l’été, l’approvisionnement était à nouveau meilleur. Mais on n’y avait réussi qu’avec le secours du blé et du maïs roumains. Il fallut encore, par des battages précoces, assurer la jonction entre les deux récoltes. Nous vivions alors sur nos avances.

Il y avait fort peu de fourrage pour les chevaux ; mais le pâturage qui commença de bonne heure nous aida beaucoup. La récolte d’avoine était mal venue ; le foin n’était pas abondant. On prévoyait que la situation pour le fourrage deviendrait encore plus difficile.

L’approvisionnement en charbon paraissait plus assuré qu’à l’hiver 1916-1917. Les transports de combustible domestique étaient assez satisfaisants.

Les réserves d’huiles étaient extraordinairement faibles ; la production roumaine avait besoin d’être stimulée. À la campagne, on prévoyait, à nouveau, de sombres soirées d’hiver.

La vision de l’avenir était extrêmement grave au moment du départ du chancelier Dr Michaëlis. J’espérais que la chute de la Russie, dont je ne doutais plus, relèverait les esprits. Il y avait vraiment de quoi, si l’on y joignait nos brillants succès en Italie et l’héroïsme de nos troupes sur le front de l’Ouest, relever les courages et compenser la déception provoquée par l’absence d’un succès complet de nos sous-marins. Au même moment, les peuples de l’Entente n’avaient rien de tel à montrer. Ils n’avaient eu que des insuccès ; mais ils avaient, eux et leurs gouvernements, une volonté arrêtée ; ils étaient animés d’un puissant sentiment national qui les portait à suivre les grands hommes qui les conduisaient énergiquement. Les éléments d’opposition n’y arrivaient pas à se faire entendre. Pour son malheur, l’Allemagne avait pris, en politique, la route la plus opposée. Le Reichstag était rebelle à une direction ferme ; les éléments d’opposition gagnaient du terrain dans le peuple. La direction politique du chancelier était sans effet. Ainsi, la situation à l’intérieur des États belligérants se développait de plus en plus à notre désavantage. L’espoir de l’ennemi en notre débâcle intérieure compensait ses déceptions militaires. Nous ne pouvions avoir de telles idées sur nos adversaires les plus forts : il en résultait, bien que notre situation militaire fût bonne, une différence profonde dans la foi en la victoire des peuples qui luttaient les uns contre les autres.

À la fin d’octobre, le comte von Hertling succéda au Dr Michaëlis. C’était le premier chancelier nommé par la couronne d’accord avec le Reichstag. Voilà où en était arrivé le déplacement des forces en faveur du Parlement ; cela se fit sentir encore par la nomination de divers « ministres ». Depuis cette époque, la majorité du Reichstag a eu sa part de responsabilité, plus encore qu’auparavant, dans le sort du peuple allemand.

Le G. Q. G. apprit la nomination quand tout était déjà arrêté. Entre temps, le comte von Hertling s’était fait une meilleure opinion de nous. Je ne le connaissais pas. Nous attendions de lui qu’il exécutât les tâches qu’avait à remplir le gouvernement pour la conduite de la guerre : conduite énergique à l’intérieur ; relèvement de notre moral, et liquidation du projet déjà présenté au Dr Michaëlis sur les effectifs ; enfin développement de la propagande contre l’ennemi.

Je me mis en relation, à propos de la nécessité de renforcer l’armée, avec le ministre de la Guerre et le chef de l’Office de la guerre : c’était depuis longtemps déjà le général Scheuch ; mais je ne les trouvai point décidés à agir. Évidemment, ces deux messieurs étaient sous l’influence d’une situation intérieure qui les gênait et qu’ils ne savaient pas maîtriser.

J’en revenais toujours à la question que j’avais soulevée dans mes projets d’automne 1916 : utiliser réellement toutes les forces du peuple allemand, en vue de la victoire. Il était trop évident que la loi sur le service auxiliaire n’atteignait pas son but, et même qu’elle avait un effet nuisible. Elle ne mettait pas assez le travail de chacun à la disposition de la patrie, et ne rendait pas à l’armée le nombre de « sursitaires » qui lui était nécessaire. La question du rapprochement des patrons et des ouvriers — qui avait une importance incalculable pour la vie économique et pour l’ordre social, dans la période de transition qui suivrait la guerre — n’avait fait aucun progrès.

Sur le désir du général Scheuch, le général feld-maréchal et moi reçûmes les représentants des syndicats libres, puis, plus tard, ceux des syndicats chrétiens et des associations d’employés. Nous avons fortement insisté auprès de ces messieurs sur la nécessité de maintenir et d’élever le moral du pays ; sinon, il était absolument certain que le moral de l’armée en souffrirait. Il n’entrait pas dans nos fonctions de nous occuper de la loi sur le service auxiliaire. Ces messieurs promirent de nous aider à relever le moral et se déclarèrent contre les grèves ; à ma grande satisfaction, ils avaient le sentiment de leur lourde responsabilité. Ils me remirent une série de vœux particuliers qui avaient trait à la situation des ouvriers dans le pays ; ils ne m’intéressaient pas directement, mais je m’en occupai beaucoup ; ils furent transmis aux organes compétents, avec prière de mettre fin aux abus. J’espère avoir, dans l’entretien avec ces messieurs, montré clairement le rapport intime qui unissait l’armée et le pays, et qu’ils ont reconnu la grande valeur que j’attribuais à la situation intérieure dans la conduite de la guerre, fis furent nos hôtes au déjeuner et durent se convaincre que nous accordions de la considération à des hommes qui pensaient autrement que nous, et que nous désirions leur collaboration pour le bien de la patrie. L’insipide bavardage sur nos relations avec la « grande industrie » qui aurait eu, auprès de nous, ses grandes et petites entrées, s’est depuis lors à peu près tu. Nos conceptions étaient tout autres. Nous nous sentions les guides du peuple en armes, et non pas seulement d’une partie de notre peuple alors encore en état de porter les armes. Sur ce point encore nous étions opposés, bien que cette opposition ne fût pas absolue, au gouvernement qui, sciemment et expressément, ne s’appuyait que sur la partie du peuple d’opinion plus ou moins radicale ou démocratique, représentée par la majorité de gauche du Reichstag, tandis que l’autre était laissée de côté. La promulgation, en faveur de la gauche, de certaines lois qui rendirent les grèves plus aisées, et laissèrent sans protection l’ouvrier volontaire pour le travail ; l’octroi du droit de coalition et de la liberté d’association à la jeunesse que ces facilités dépravèrent au lieu de l’éduquer ; d’autre part, les ordonnances pénales édictées, en même temps, contre la droite, montrent clairement aujourd’hui quelle était la voie suivie par le gouvernement.

Je parlai avec le ministre de la Guerre des regrettables événements qui se passaient dans le pays, et fis remarquer, entre autres, qu’on ne surveillait pas assez la presse. Nous parlâmes aussi de l’état des troupes d’occupation. L’entraînement et la discipline des troupes y laissaient à désirer ; on négligeait le salut militaire ; la plupart du temps, on ne le pratiquait pas. Sans doute, les troupes d’occupation rencontraient de grandes difficultés dans leur travail. On manquait, là aussi, d’officiers compétents. L’armée du front ne pouvait, certes, céder des officiers aptes à faire la guerre, mais on avait partout, sous la main, une quantité d’officiers mutilés qui avaient conservé leur ancienne force de volonté. Mais c’est précisément cette volonté qui les poussait à quitter le service ; et ils y étaient très fréquemment obligés par les très maigres soldes qu’on leur donnait à l’arrière. Ici encore, il fallait faire grand, si l’on voulait amener un changement. Enfin, la situation dans les unités de l’intérieur amena le ministre de la Guerre à renforcer autant que possible les dépôts de recrues de l’armée en campagne, afin d’enlever plus vite, au pays, les réserves et les mettre en contact avec le front pour en faire des soldats aguerris. La classe 1899 fut transportée dans les dépôts de campagne pendant l’hiver 1917-1918.

J’avais, à nouveau, fait mon compte, en vue de m’assurer des effectifs pour la continuation de la guerre. Je tenais la question des effectifs pour si importante que le peuple devait, en fin de compte, participer à sa solution. C’est seulement ainsi qu’elle pourrait être résolue ; c’est seulement ainsi que le peuple pouvait voir clair et décider de son propre sort. À la date du 10 septembre 1917, le G. Q. G. avait fait des représentations sérieuses, à ce sujet, au chancelier. Le général feld-maréchal avait écrit :

« Les réserves de l’armée en campagne sont actuellement insuffisantes ; en particulier on manque, d’une manière inquiétante, dans toutes les armes, de réserves entraînées...

« Si on ne réussit point à créer la réserve nécessaire à l’armée, l’issue de la guerre est mise en question ! »

En dehors du relèvement de la volonté guerrière et de la propagande, nous pensions que, pour obtenir des réserves, il fallait améliorer la loi sur le service auxiliaire, élever le rendement du travail des ouvriers, récupérer dans l’industrie, au plus tard au printemps 1918, le plus grand nombre possible de gens aptes à la guerre, enfin allonger le temps de service militaire. La note concluait :

« Je tiens de mon devoir de déclarer ceci : la situation va devenir critique si nous n’agissons énergiquement et immédiatement. Si nous agissons dans ce sens, l’armée mènera la guerre à bonne fin.

« Une énorme responsabilité pèse donc sur tous les services responsables de la solution de ces questions. En particulier, on ne doit laisser au Reichstag, aux syndicats, etc., aucun doute sur le fait qu’une hésitation ou un refus les chargeraient de la plus lourde des fautes.

« Il est inutile d’insister sur la nécessité d’une action rapide, après tant de mois passés dans l’inaction. »

Mais cet écrit ne devait avoir aucune suite. Je n’ai jamais su si le Reichstag en avait eu connaissance.

Après avoir fait la connaissance du comte von Hertling, je dus me convaincre que cet homme n’était pas non plus un chancelier de guerre, et prendre mes dispositions. Le comte von Hertling s’était placé sur le terrain de la majorité du Reichstag, dont il était issu, en quelque sorte, et avait accepté le programme de la paix de conciliation. Il le dit clair et net dans son premier grand discours, sans trouver un écho quelconque dans l’Entente. Il se disait « le chancelier de la réconciliation ». Je crois que l’époque n’était pas encore mûre pour la réconciliation. Nous avions besoin d’un chancelier qui se donnât entièrement aux taches de sa haute fonction, qui agit énergiquement et vigoureusement, et qui renseignât le peuple sur les dangers qu’il courait. Mais tout cela était en contradiction avec la nature du comte von Hertling. Il était habile dans ses rapports avec les partis du Reichstag, mais il leur cédait même sur les points où la conduite de la guerre exigeait une autre attitude. Le comte von Hertling accepta ses hautes fonctions avec des intentions loyales ; mais l’époque exigeait une personnalité vigoureuse. Le fardeau du travail était trop lourd pour son âge avancé et pour ses infirmités. Devais-je le dire, encore une fois, à Sa Majesté ? Qui devait être chancelier, puisque l’Empereur s’était prononcé contre le prince Bülow et le grand-amiral von Tirpitz ? Quel était l’homme capable de monter et de combattre sur la brèche, l’homme qui ferait l’union dans le pays et conduirait le peuple par la force convaincante de ses desseins ? Bien des gens m’avaient proposé de devenir chancelier. L’intention était bonne ; mais cette idée n’en était pas moins une erreur. Le travail que j’avais à faire était énorme ; pour conduire la guerre mondiale, il me fallait être maître de l’instrument de guerre. Cela exigeait déjà une puissance de travail extraordinaire. On ne pouvait songer à me faire prendre, en outre, la direction d’une machine gouvernementale qui travaillait si pesamment et absorbait un homme tout entier. Lloyd George et Clemenceau pouvaient être dictateurs ; ils n’avaient pas à s’occuper des détails de la conduite de la guerre. L’Allemagne avait besoin d’un dictateur, mais qui fut à Berlin et non au G. Q. G. Ce dictateur devait être un homme qui connût et dominât la situation du pays. Peut-être Berlin eût-il suivi un tel homme. Je ne pouvais me charger de cette nouvelle tâche. Je le vis clairement, au cours du combat intérieur qui se livra en moi. Ce n’est pas la crainte des responsabilités qui m’a retenu, mais je reconnaissais clairement que la force d’un homme ne suffit pas, dans cette guerre universelle des peuples, pour conduire à la fois et le peuple dans le pays et l’armée sur le front et affronter toutes les résistances et toutes les oppositions que je rencontrais de toutes parts, en ma qualité de représentant du militarisme honni. Les circonstances étaient tout autres que dans les guerres précédentes. Les comparaisons qu’on fit, devant moi, à cette occasion, ne pouvaient se soutenir ; les époques et les circonstances ne pouvaient se comparer. Frédéric le Grand était un monarque et possédait l’autorité de droit divin ; Napoléon, au moins dans le début de son éblouissante ascension, savait toute la France derrière lui. Dans les deux cas, incontestablement, le pouvoir appartenait à un seul homme.

Je n’avais pas autre chose à faire, outre ma tâche formidable sur le front, qu’à continuer la lutte avec le gouvernement, pour obtenir ce dont l’armée avait besoin pour la dernière et définitive victoire. Je me rendais compte de la difficulté de la tâche, mais j’espérais que la chute de la Russie rendrait possible la solution heureuse. C’est en cela que consistait la différence avec la situation en juillet 1917, au moment du départ du premier chancelier.

### IX

Au premier rang des questions politiques, en dehors des questions de paix, il y avait la question austro-polonaise. Le comte Czernin avait réussi à gagner à ses vues, d’abord Sa Majesté, puis le chancelier et le secrétaire d’État von Kühlmann. Aussitôt après l’arrivée au pouvoir du chancelier von Hertling ; il y eut, à ce sujet, à Berlin, un conseil de la couronne, où nous fûmes appelés, le général feld-maréchal et moi. Le comte von Hertling et le secrétaire d’État von Kühlmann étaient sujets bavarois ; le vice-chancelier von Payer était Wurtembergeois. Ils restaient étrangers à la situation des provinces prussiennes de l’Est, et se plaçaient sur le terrain de la solution austro-polonaise ; pour le moment, les autres ministres et secrétaires d’État se joignirent à eux. Nous nous exprimâmes sévèrement, le général feld-maréchal et moi, au sujet de cette solution. C’étaient des considérations militaires qui dictaient notre vote négatif. Les circonstances présentes, quoique sous une autre forme, renforcent singulièrement mes conclurions.

Nous fûmes mis en minorité, le général feld-maréchal et moi. L’Empereur nous ordonna d’examiner les conditions militaires qui rendraient acceptable, pour nous, la solution austro-polonaise.

Nous cherchâmes une issue, conformément à ces instructions. On ne pouvait la trouver que dans une large zone de protection tout le long de la frontière prussienne.

La situation dans le ressort du commandant en chef de l’Est avait, entre temps, par suite des instructions données en août, pris une tournure favorable en Courlande, mais peu réjouissante en Lithuanie.

Le major von Goesler avait réussi, en septembre, à constituer à Mitau un conseil du pays, d’après les instructions données en août par le commandant en chef de l’Est. Il n’eut qu’à faire revivre la vieille vie constitutionnelle de la Courlande. Les nobles étaient assez clairvoyants pour le suivre. Ils demandèrent aux Lettons de prendre part à la formation du conseil. Ceux-ci acceptèrent. Pour tous ceux qui ne voient le salut d’un pays que dans la destruction de tout ce qui existe, c’était offrir trop peu aux Lettons. Ce n’était d’ailleurs pas beaucoup. Mais il y avait place pour un développement continu ; on était arrivé à ce que les Lettons ne fussent point laissés de côté. Le « conseil du pays » de Mitau se réunit solennellement et pria Sa Majesté, dans une adresse, de protéger la Courlande et de prendre le titre de duc du pays. La réponse du gouvernement d’empire fut favorable, bien qu’elle se gardât de prendre nettement position.

En Lithuanie, les désirs mal définis de la démocratie du pays passaient de plus en plus au premier plan. À Vilna, le « conseil du pays » fut constitué en transformant le « conseil de confiance ». Il se montra incapable de travailler. La vie politique s’arrêta.

Le chancelier Dr Michaëlis avait, avant son départ, visité la Courlande et la Lithuanie et je m’attendais à ce qu’on mît la dernière main à l’ouvrage, à l’Est. Sur son invitation, je fis prévoir mon arrivée à Berlin pour les premiers jours de novembre. Son départ soudain ruina mes espoirs.

Au début de novembre, j’étais à Berlin. La séance prévue, au sujet du territoire du commandant en chef de l’Est, eut lieu le 4, mais sous la présidence du chancelier, comte von Hertling, qui venait d’entrer en fonctions. J’avais l’intention de fixer devant lui les bases des relations de la Courlande et de la Lithuanie avec l’Allemagne et d’obtenir son assentiment aux tractations passées avec l’ancien chancelier. En même temps,

je voulais renforcer par-là la position des administrateurs, afin qu’eux seuls eussent l’autorité décisive dans le pays, et non pas quelque député, ni même le chancelier ou le G. Q. G. Les directives de notre politique, dans le ressort du commandant en chef de l’Est, restaient : le rattachement de la Courlande et de la Lithuanie à l’Allemagne, et l’union personnelle avec la maison de Hohenzollern. Je tenais pour nécessaire, dans l’intérêt de notre avenir, que les deux « conseils du pays » fissent prochainement une déclaration. En Courlande, le principal travail était déjà fait ; il n’y avait plus que des formalités à remplir. Au contraire, à Vilna, il fallait encore surmonter des difficultés extraordinaires. Toutefois, on pouvait avoir un ferme espoir si le chef de l’administration y recevait des instructions claires, et si nous cessions d’avoir une attitude incertaine vis-à-vis de la Lithuanie. On préparerait alors dans ces deux pays les grandes lignes de la constitution intérieure, et de l’union militaire économique et politique avec l’Allemagne.

Je ne rencontrai aucune opposition à la séance. Ces messieurs de l’État-Major de l’Est, qui ne connaissaient pas comme moi Berlin, se réjouissaient de pouvoir enfin continuer leur travail. J’étais sceptique, et j’avais raison de l’être. La situation en Lithuanie resta trouble. Les démocrates lithuaniens commencèrent une violente campagne contre le chef de l’administration, le lieutenant-colonel prince von Isenburg. Les maux dont ils se plaignaient avaient, pour la plupart, leur origine dans la guerre elle-même et ne pouvaient nullement être imputés à l’administration. Mais la conviction était faite, et comme d’ordinaire, dans les luttes politiques, il ne fallait pas essayer de la corriger par des faits. Les démocrates de Vilna se firent écouter de nos partis de la majorité, et ceux-ci du ministère des Affaires étrangères. Les Lithuaniens s’habituèrent à ne plus voir dans l’administration militaire l’incarnation de l’autorité allemande, et ils reconnurent bientôt que certains députés, qui ne connaissaient pas le pays, avaient leur politique lithuanienne. Le gouvernement, qui veillait jalousement à ce que le G. Q. G. qui n’en avait pas l’envie — n’eut pas sa politique, laissait les députés faire à leur fantaisie. Sous leur influence, les Affaires étrangères continuèrent à traiter, à Berlin, la question lithuanienne, d’après les prétendus besoins de la situation politique intérieure, en Allemagne, et non pas d’après les besoins du pays lui-même. Ici encore, c’était donc la politique intérieure qui dictait au gouvernement son attitude dans la politique extérieure. On ne pouvait pas, de cette façon, établir une situation saine en Lithuanie. Chaque démarche de l’administrateur, dont, à Berlin, on sapait l’autorité, devait aboutir à un échec ; la conférence du 4 novembre fut, à ce sujet, ma dernière tentative pour mettre de l’ordre dans la confusion lithuanienne. Par la suite, je me contentai d’empêcher les dommages immédiats.

Le lieutenant-colonel prince von Isenburg se vit obligé de demander son congé après qu’il eut reconnu qu’on abandonnait les directives politiques qu’il tenait pour justes. J’ai regretté son départ.

Au milieu de décembre, le chancelier fit espérer aux Lithuaniens la reconnaissance de la Lithuanie comme un État libre et indépendant avec sa capitale à Vilna. Le nouvel État devait s’engager à signer certaines conventions avec l’empire allemand. La Lithuanie était ainsi en très bonne voie pour tomber aux mains des Polonais si l’on n’introduisait pas, dans les conventions, des conditions assurant l’influence de l’Allemagne. Mais l’attitude des Lithuaniens laissait peu d’espoir, sous ce rapport. Et cet espoir devait diminuer, à mesure que l’on cédait à leurs désirs imprécis. Les vœux de certains Lithuaniens et d’un député wurtembergeois influent allaient à un prince de la maison royale de Wurtemberg ; d’autre part, on semblait également donner de l’espoir à la famille royale de Saxe. Un prince, quel qu’il fût, aurait eu, à Vilna, la noblesse polonaise à sa cour, les officiers de l’armée lithuanienne eussent été polonais, de même que la majorité des fonctionnaires. Seule la Prusse-Allemagne pouvait conserver aux Lithuaniens leurs qualités propres, et fournir les fonctionnaires et les officiers que les Lithuaniens ne pouvaient recruter, de longtemps, en nombre suffisant. On ne fait pas des États viables et on n’assure pas l’existence des petites nations avec les seuls grands mots de la politique. Je faisais peu de cas de cette politique conçue en termes si vagues et si dangereuse pour l’avenir de l’Allemagne. Il était à remarquer aussi que les Polonais l’acceptaient avec calme. Ils pouvaient être contents.

Le G. Q. G. s’en tint au point de vue adopté naguère par le chancelier, d’une union étroite de la Lithuanie avec l’Allemagne, et d’une union personnelle avec la maison des Hohenzollern.

Dans une conférence qui eut lieu à Kreuznach, le 18 décembre, sous la présidence de Sa Majesté, à propos des conditions de paix à présenter à la Russie, on discuta encore, dans le détail, ces questions de l’Est. À ce propos, l’Empereur, sans que le chancelier ou le secrétaire d’État aux Affaires étrangères y fissent objection, acquiesça à l’idée des zones de protection à la frontière prusso-polonaise, ce que nous déclarions alors suffisant. Le chancelier accepta l’union personnelle de la Courlande et de la Lithuanie avec la Prusse ou avec l’Allemagne, sous réserve de l’approbation des princes de l’Empire. Sa Majesté se rangea à cette décision et insista encore sur la nécessité de laisser, à l’intérieur de ce cadre, les peuples étrangers développer leur caractère original. Cela voulait dire qu’en matière de politique ethnique, en Courlande et en Lithuanie, on s’en tiendrait aux résultats obtenus si l’on ne voulait pas qu’à l’avenir de nouveaux dangers ne vinssent menacer l’Empire allemand sur sa frontière de l’Est.

Pour l’Esthonie et la Livonie, Sa Majesté décida qu’on devait en proposer aux Russes l’évacuation, sans l’exiger, afin de permettre aux Lettons et aux Esthoniens de faire usage du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes.

Le secrétaire d’État von Kuhlmann avait ainsi les cartes nécessaires aux négociations imminentes de paix.

Entre temps, il y avait eu un changement dans l’administration du territoire du commandant en chef de l’Est. À sa tête, on nomma un général d’administration, le général comte von Waldersee et un haut fonctionnaire de l’administration, le sous-secrétaire d’État, baron von Falkenhausen. Son idée était de tenir le plus grand compte des besoins politiques du pays et de céder aux vœux du chancelier. Le général comte von Waldersee et le sous-secrétaire d’État von Falkenhausen ont exercé leurs fonctions avec prudence et habileté. Mais l’attitude indécise de Berlin les empêcha de faire aucun travail fécond.

La question d’Alsace-Lorraine suivit, avec le nouveau chancelier, un autre cours ; en effet le comte von Hertling était partisan d’un partage, l’Alsace allant à la Bavière, la Lorraine à la Prusse. Je ne me promettais rien de bon de tels projets, et je craignais encore que cette solution n’eût un mauvais effet sur l’opinion, surtout en Wurtemberg. Nous ne pouvions que prier le chancelier de faire le nécessaire pour nous fournir l’occasion de discuter à fond cette question. On n’en a plus jamais parlé. J’avais espéré qu’il saurait au moins employer l’influence dont il jouissait à Rome en sa qualité de chef, du parti du centre et d’ancien président du Conseil bavarois, pour résoudre dans un sens national et allemand la question religieuse dans la Terre d’Empire, mais il n’aboutit à rien.

# LA PRÉPARATION DE L’OFFENSIVE DE 1918

# A L’OUEST

### I

La situation militaire sur terre était devenue, par le fait de la mise hors de cause de la Russie, à la fin de 1917, bien plus favorable pour nous qu’on n’aurait pu jamais le supposer. Nous pouvions, comme en 1914 et 1915, penser à terminer la guerre par une offensive sur terre. Nous n’avions jamais en pareille supériorité de forces.

La guerre sous-marine n’avait pas encore rendu, du point de vue économique, ce que le chef de l’Amirauté en espérait, et ce que j’en espérais également, sur la foi du jugement des spécialistes. J’avais continué à m’occuper de la construction des sous-marins, bien que l’Amirauté assurât qu’on faisait tout le possible. Je reçus aussi des lettres de députés me disant qu’on pouvait construire davantage. Ces lettres me firent plaisir, car elles étaient une façon de reconnaître ma volonté de conduire la guerre avec toute l’énergie possible ; et d’un autre côté, elles me surprirent. Je n’avais pas du tout, réglementairement, à m’occuper de la construction des sous-marins. Ces messieurs m’avaient souvent fait le reproche de m’occuper de choses qui ne rentraient pas dans mes attributions. C’était d’ailleurs un fait typique : dès qu’il fallait dans le pays mener quelque chose à bien, on s’adressait à moi. Dans ce cas, je ne pouvais malheureusement qu’en parler, en insistant, avec les autorités compétentes de la marine. Le G. Q. G. avait depuis longtemps décidé qu’il fallait accéder immédiatement à toutes demandes nominatives de mise en sursis. Nous ne pouvions aller plus loin. Sur la liste des besoins en matières premières, la construction des sous-marins avait la première place. Tout ce qui avait trait à cette question était d’une importance prépondérante pour le G. Q. G. La question se posait ainsi : que donnera la guerre sous-marine au printemps de 1918 ? Même si les sous-marins ne réussissent pas à ébranler d’une manière décisive l’Angleterre, auront-ils suffisamment diminué le tonnage pour que l’Amérique ne puisse pas, à bref délai, amener en Europe ses nouvelles formations ? Les sous-marins seront-ils en état à la fois de lutter contre le tonnage ennemi et de frapper les transports de troupes américaines ?

Le député Erzberger, en juillet 1917, avait parlé avec moi de l’importance du tonnage mondial pour l’effet de la guerre sous-marine, et s’était exprimé, à ce sujet, au Reichstag. Certes le tonnage mondial a eu une grande influence sur les résultats de la guerre sous-marine, mais cette influence n’a pas été seule décisive. Par exemple, quand l’Angleterre dut rappeler, pour assurer ses relations avec l’Amérique, les navires qui faisaient le service entre l’Australie et l’Amérique, ils n’en manquèrent pas moins à cet endroit ; le blé australien, dont l’Angleterre avait besoin, resta en Australie et manqua au ravitaillement de l’Angleterre et des pays de l’Entente. Ce n’est pas, à mon avis, avec le mot de « tonnage mondial » qu’on peut répondre à la question de savoir pourquoi la guerre sous-marine n’a pas fait céder l’Entente et n’a pas amené la décision. L’accroissement de la production agricole de l’Angleterre a soulagé d’autant la vie économique anglaise et a ralenti l’effet de la guerre sous-marine. Je suis incapable de décider si les nouvelles constructions navales de l’Entente ont été plus considérables qu’on ne l’avait supposé au début, et si elles furent d’un grand secours à l’Entente. Ce qui fut d’une importance capitale, c’est que l’Entente avait eu, en deux ans de guerre, l’occasion de s’adapter, économiquement, à la guerre sous-marine, et de développer les moyens de défense militaires. « Mais la flotte... maîtrisa (avec le concours de l’Amérique !) le danger des sous-marins

et diminua considérablement leur action », écrit *l’Economist* du 7 septembre 1918. En temps de guerre, l’avenir est couvert d’un voile plus épais qu’en temps de paix, surtout pour des faits aussi complexes que ceux que nous avions à envisager à propos de la guerre sous-marine. L’ennemi, non plus, n’y a rien vu. On s’explique ainsi que l’Amirauté n’ait pu embrasser l’ensemble des faits. Les hommes responsables ont fait leur devoir ; ils ont travaillé et fait leurs calculs en toute conscience. Si la guerre sous-marine n’exerça pas une action décisive, avant octobre 1918, son rendement n’en pesa pas moins lourdement dans la balance. « Ce fut le plus grand danger qu’eût jamais connu l’Angleterre », écrit le *Morning Post* du 3 octobre 1918. Ce serait également une faute de sous-estimer l’effet énorme qu’elle eut sur toute la vie économique de l’Entente, et de ne pas faire entrer en ligne de compte le soulagement qu’elle apporta au front Ouest. L’histoire aura à faire la lumière sur ce point, et à étudier ce problème sous ses multiples faces. Les exploits de nos équipages de sous-marins restent, pour toujours, des actes d’un éclatant héroïsme, et dont la patrie et la marine peuvent être fières.

À la fin de 1917, je pouvais compter sur l’opinion de l’Amirauté qui restait pleine d’espoirs. Au reste, j’étais devenu plus sceptique, si bien que je dus faire intervenir, dans mes calculs, l’arrivée de nouvelles formations américaines, à partir du printemps de 1918. On ne pouvait prévoir quel en serait le nombre ; mais on pouvait admettre, comme une certitude, qu’elles ne compenseraient, pas, pour l’Entente, la perte qu’elle avait subie du fait de la disparition de la Russie ; au printemps, le rapport des forces serait plus favorable pour nous qu’il ne le serait dans la suite, au cours de l’été et de l’automne, à moins que nous n’eussions, d’ici là, remporté une grande victoire.

Le Haut Commandement se posait, à la fin de l’automne, la question décisive : pourrait-il exploiter les avantages de la situation, tel qu’ils existeraient au printemps, pour porter un grand cou l’à l’Ouest ; ou bien, devait-il, sans faire cette tentative, s’en tenir à une défense méthodique et n’exécuter que des attaques secondaires, en Italie ou en Macédoine ?

La Quadruplice ne tenait plus que par l’espoir en une victoire des armes allemandes.

L’armée austro-hongroise était fatiguée ; elle avait 1.800.000 hommes en captivité ; elle manquait de réserves. Sa valeur, au combat, était médiocre ; elle avait suffi contre l’Italie. Si la Russie disparaissait, ou pouvait espérer que l’armée saurait encore remplir sa tâche. Il était douteux qu’elle pût rendre des forces disponibles pour d’autres entreprises. On devait s’attendre à ce qu’en 1918, comme en 1917, le gouvernement austro-hongrois déclarât que l’armée, au-delà d’une certaine période, ne pouvait plus combattre. On pouvait considérer que l’Autriche-Hongrie était, en fait, au bout de ses forces militaires. Il était clair que sa vigueur politique n’y survivrait pas une heure. Seule l’armée donnait encore quelque consistance à la Double-Monarchie.

L’armée bulgare avait des réserves suffisantes ; cependant la Bulgarie se voyait forcée d’enrôler de nombreux éléments allogènes. Les troupes s’étaient passablement battues en 1917, leur moral s’était relevé. On avait mis de l’ordre dans les communications à l’arrière du front. L’influence de l’État-Major du groupe d’armées allemand et des autres autorités militaires allemandes avait grandi. Mais son action ne se faisait sentir que dans le domaine soumis à l’autorité allemande. L’État-Major allemand avait institué des écoles où l’on activait l’entraînement de toute l’armée. Grâce à son travail, il voyait venir, avec une certaine confiance, les prochains combats. J’eus de fréquents entretiens avec le général Gontschew et je le priai d’agir de son côté, afin de renforcer l’armée bulgare. S’appuyant sur les résultats de l’année précédente, il voyait la situation assurée ; seule la mobilisation de l’armée grecque lui donnait de l’inquiétude. Il ne cessait de réclamer du matériel allemand et des troupes allemandes ; mais c’était dans les devoirs de sa charge. Dans toutes ses paroles perçait nettement l’espoir d’une victoire sur le front allemand de l’Ouest.

La Bulgarie avait occupé tout ce qu’elle voulait garder dans la paix ; elle était assurée de son gain et ne pensait plus à la guerre ; elle ne voulait que jouir en paix de ce qu’elle avait gagné. Le peuple et l’armée étaient las de la guerre. Le gouvernement de Radoslawow perdait du terrain. Dans le pays, l’agitation commençait contre le gouvernement et la guerre ; le but était d’assurer le pouvoir à d’autres partis. Le danger grandissait de voir l’Entente gagner de l’influence. Ce danger était d’autant plus grand que le gouvernement permettait les excitations contre nous. Le mécontentement du pays, à notre égard, croissait encore parce que, pour des raisons de change, nous n’importions pas assez de tabac, beaucoup de Bulgares s’en trouvaient lésés. Le représentant des États-Unis, qui était encore à Sofia, exploitait ces sentiments d’une manière extrêmement habile, et faisait entrevoir aux Bulgares de gros gains en bons francs suisses. Peu de Bulgares résistaient à cette tentation. Ils se tournaient à nouveau vers l’Entente, qu’ils avaient toujours portée dans leurs cœurs.

Je ne pouvais, sur la Bulgarie, avoir qu’un avis : elle nous serait fidèle, tant que tout irait bien. Si les espérances de victoire diminuaient, si nous avions un insuccès, tout se passerait... comme cela s’est passé. Pourquoi en serait-il dans la vie des peuples autrement que dans la vie des hommes ? Je ne pouvais croire à la fermeté de l’armée bulgare qu’autant que je pouvais croire à la fidélité de la Bulgarie.

La Turquie était fidèle à l’alliance, mais à bout de forces ; il était indifférent que ce fût ou non par sa faute. Ses effectifs baissaient fortement ; son armée n’existait plus en partie que sur le papier. La Palestine devait être, pour les Anglais, une proie facile si on n’y renforçait pas les troupes. L’effondrement de la Turquie, qui entraînerait de grandes conséquences politiques, devait être évité, quand bien même la décision de la guerre ne dût pas tomber sur son territoire.

En Allemagne, le moral était, en apparence, meilleur que chez nos alliés ; mais il avait visiblement baissé ; de même l’esprit public avait empiré. Au reste, je me faisais une image trop favorable de l’énergie que je supposais encore dans la nation. J’espérais qu’on réglerait la question des effectifs.

L’armée avait victorieusement surmonté l’année 1917 ; mais il était apparu qu’on ne pouvait plus être certain de tenir le front à l’Ouest, par la défensive pure, étant donné l’énorme matériel de l’Entente. Même sur les points où les conditions tactiques étaient tout à fait normales, et plus favorables que dans les combats de Parc de Wytschaete, ou du saillant de Laffaux, nous avions cédé du terrain et subi de fortes pertes. Celles-ci étaient si élevées que nous ne pouvions en infliger de pareilles à l’ennemi, même par les attaques les mieux conduites. Les formidables moyens de l’ennemi avaient donné à ses attaques une supériorité considérable sur notre défensive. Nous devions nous en apercevoir davantage, à mesure que notre infanterie prenait l’allure d’une milice et qu’elle perdait, à la suite de blessures ou par la mort, les plus capables d’entre les officiers et les hommes, et que le relâchement de la discipline s’y faisait sentir.

Il fallait s’attendre aussi à ce que l’ennemi tirât enseignement des combats passés, et fît des attaques sur de larges fronts, — comme dans la double bataille de l’Aisne-Champagne, en avril 1917, — et en cherchant le succès par la surprise. Il pouvait le faire, grâce à l’emploi en masses d’un matériel écrasant. Ces offensives nous mettraient à une plus rude épreuve que les précédentes.

La troupe avait supporté, au prix des plus grandes souffrances, notre défensive prolongée. Il y avait déjà bien des embusqués. On les retrouvait aussitôt le combat fini. C’était devenu une règle que des divisions relevées de la bataille avec des effectifs d’une faiblesse désespérante se retrouvassent presque au complet quelques jours plus tard. La troupe ne montrait plus, dans la défensive, et aux prises avec les énormes moyens matériels de l’ennemi, son ancienne résistance. Elle pensait, avec épouvante, aux prochains combats défensifs et désirait la guerre de mouvement. Les troupes allemandes y avaient réalisé de brillants exploits en Roumanie, en Galicie orientale et aussi dans la bataille de Cambrai ; elles avaient prouvé leur supériorité sur l’ennemi, bien qu’il ne fallût plus compter sur l’opiniâtreté de 1914. Certains faits montraient également que la structure de l’armée n’était plus aussi forte qu’au début de la guerre. L’attaque relevait le moral des troupes ; la défensive le déprimait. L’offensive était donc de l’intérêt de l’armée. Dans la défense, elle devait succomber, peu à peu, à la supériorité toujours croissante de l’ennemi en hommes et en matériel. L’armée elle-même en avait le sentiment. À l’Ouest, elle désirait l’offensive et, après la chute de la Russie, elle l’attendait avec un profond sentiment de soulagement. Je ne fais que reproduire les opinions qui régnaient dans les troupes, au sujet de l’offensive et de la défensive. On y voyait clairement cette idée qui s’imposait à la troupe, que seule l’offensive pouvait finir la guerre, beaucoup de généraux de la plus grande valeur parlaient dans le même sens. Évidemment, je ne me suis point laissé entraîner par ces opinions ; j’avais un sentiment trop élevé de ma responsabilité. C’est à moi seul qu’il revenait de faire la proposition décisive ; je ne l’ai jamais oublié. Les désirs des troupes et des chefs constituaient pour moi des moyens de pénétrer les points faibles de l’armée ou d’apprécier sa valeur.

La situation, chez nous et chez nos alliés, et les conditions dans lesquelles se trouvait l’armée, exigeaient une offensive qui amena une décision rapide. Ce n’était possible que sur le front Ouest. Tout ce qui s’était passé auparavant ne pouvait être qu’un moyen en vue du but : créer une situation militaire qui rendît l’offensive possible. Jusqu’ici nous n’avions pu y parvenir. Pour porter un coup à l’Italie, nous avions pu nous contenter d’engager six ou sept divisions. Mais ces forces ne suffisaient pas à l’Ouest. Je renonçai à toute idée d’attaque en Italie ou en Macédoine. Il ne pouvait plus s’agir que de rassembler assez de forces pour une offensive à l’Ouest.

Il y fallait un matériel formidable, de fortes troupes qui eussent été, comme leurs chefs, dressées à l’offensive. Si ces conditions étaient réunies à temps, on pouvait, on devait même, attaquer. L’offensive est la forme la plus puissante du combat ; elle seule apporte la décision. L’histoire militaire le prouve à chacune de ses pages. L’offensive est le symbole de la supériorité sur l’ennemi. L’attente n’aurait pu que profiter à l’ennemi, car il comptait sur des renforts certains.

Je savais fort bien que l’offensive â l’Ouest serait une des opérations les plus difficiles de l’histoire du monde. Je n’en faisais pas mystère. Le peuple allemand devait s’y donner entièrement. Plus il manquait d’hommes, et plus sa volonté devait être forte, plus le travail du gouvernement devait être énergique, et mis au service de ceux qui conduisaient la guerre.

Le G. Q. G. devait, comme aux jours de la bataille de Tannenberg, concentrer, pour la décision, tout ce dont on pouvait se passer sur les divers théâtres de la guerre. Nous ne pourrions jamais être assez forts. D’autre part, il fallait prendre garde que les fronts européens étaient dans une étroite dépendance les uns des autres. Un insuccès en Italie, en Macédoine, ou dans l’Est, pouvait gêner nos opérations à l’Ouest.

Il était inutile de laisser des troupes allemandes sur le front italien. On en commença le transport vers la fin de l’année. Nous ne conservions qu’un intérêt économique aux territoires italiens occupés, qui passèrent à l’administration de l’armée austro-hongroise. Pour rendre disponibles quelques unités allemandes, nous transportâmes, du front russo-roumain en Macédoine, et malgré l’opposition de la Bulgarie, des troupes bulgares.

Le grand mouvement des transports de Galicie et de Bukovine vers la France et la Belgique était commencé ; il fallait, d’urgence, prendre une décision au sujet des troupes des Balkans et du front Est. Il nous fallait d’abord voir clair dans nos rapports avec la Russie et la Roumanie, et savoir quelle attitude prendrait le bolchevisme, non seulement en tant que puissance belligérante, mais aussi en tant que force révolutionnaire, vis-à-vis de l’Entente et de la Quadruplice. Et il nous fallait le savoir bientôt. Il restait encore à exécuter des transports de troupes fort considérables. Le danger américain nous obligeait à frapper aussi vite que possible à l’Ouest. L’état d’entraînement de l’armée, en vue de l’offensive, nous fit choisir, à cet effet, le milieu de mars. Les chevaux trouveraient à manger dans les prairies. Le manque de fourrage nous forçait à penser à ce détail.

Si tout allait bien à Brest-Litovsk, si l’on y faisait de bon travail, on pouvait compter, qu’à cette époque, les troupes seraient prêtes pour une offensive victorieuse à l’Ouest. Aucune hésitation ne pouvait se justifier. On comprend, du reste, avec quelle impatience, nous suivions les négociations de paix.

### II

Les négociations de paix de Brest-Litovsk commencèrent le 22 décembre 1917,

Leur marche devait exercer sur les décisions militaires une influence capitale, car nous étions encore en pleine guerre mondiale. Il s’agissait, en dernière analyse, de savoir si la marche des négociations nous permettrait d’attaquer et de terminer à notre avantage cette lutte de Titans, et nous garder du triste destin des vaincus.

Pour tout l’avenir de l’Allemagne, il était d’une importance capitale que tout le problème des questions orientales fût résolu d’une manière qui répondît aux intérêts de l’Allemagne et de la Prusse, et qui limitât, autant que possible, le danger polonais. Les principes posés le 18 décembre à Kreuznach nous en donnaient peut-être la garantie.

Une très lourde responsabilité incombait aux négociateurs. Elle ne leur fut, en aucune manière, allégée par l’opinion du pays, telle qu’elle s’était formée sous le charme ensorceleur de la propagande ennemie, et sans qu’un gouvernement fort et conscient de ses buts l’éclairât. Par suite d’une méconnaissance complète des volontés de l’ennemi, dans la crainte de provoquer la colère de l’ennemi et de rendre ainsi la paix plus difficile, l’opinion, en Allemagne, opposait une critique négative à toute action réelle, sans se demander si, par là, elle ne portait pas tort aux intérêts du pays, à la conduite de la guerre, et par suite, à la paix finale.

Le plénipotentiaire allemand, à Brest-Litovsk, était le secrétaire d’État von Kühlmann ; il avait sous ses ordres, comme représentant, particulier du G. Q. G., le général Hoffmann. L’Autriche-Hongrie avait envoyé le comte Czernin. Les autres puissances de la Quadruplice étaient également représentées. Le secrétaire d’État von Kühlmann refusa la présidence. Elle fut occupée, à tour de rôle, par les puissances de la Quadruplice.

Les plénipotentiaires russes furent considérés comme ayant, ' à tous points de vue, des droits égaux. Ils firent aussitôt leurs propres propositions.

Le 25 décembre, le comte Czernin, au nom des quatre alliés, acquiesça au projet russe d’une paix sans annexion violente de territoires, et sans indemnités de guerre.

Sur ces bases, on invita les puissances de l’Entente à prendre part aux négociations générales de paix, en fixant, pour dernier délai, le 4 janvier, à dix heures du soir.

Le diplomate dirigeant de la Quadruplice, le comte Czernin, a déclaré à ce sujet : « Si l’Entente avait alors été prête à conclure une paix générale, le principe « Pas d’annexions » se serait imposé. »

Au lieu d’exigences définies, on posa une série de points de vue dont la discussion devait demander beaucoup de temps. L’invitation à l’Entente ne pouvait être, elle aussi, qu’une cause de retard. Elle avait peu de chances d’être acceptée. Rien, dans tout cela, ne s’accordait avec les principes posés, dans la séance du 18 décembre, sous la présidence de Sa Majesté. Notre avenir à l’Est était mis en question. On ne pouvait prévoir l’attitude des Lettons. Le danger grandissait démesurément, de livrer les Lithuaniens et les Blancs-Russes aux Polonais. Tout cela répondait bien aux intérêts de l’Autriche-Hongrie. On ne pensait pas aux sécurités militaires nécessaires sur les frontières. Je parlai au général Hoffmann et je me plaignis de la tournure prise par les négociations. Il me répondit, avec raison, qu’il avait cru que tout se passait comme il avait été convenu, le 18 décembre, à Kreuznach. Je lui expliquai que nous ne savions rien, et le chargeai, une fois écoulé le délai de quatorze jours, d’insister auprès du secrétaire d’État von Kühlmann pour qu’il assurât nos desseins, au moins quant à la Lithuanie et à la Courlande, et à la prise de possession d’une zone de protection en Pologne ; c’était ce que nous avions considéré jusque-là, en vertu des instructions de Sa Majesté, et des accords conclus avec le chancelier — comme les exigences de l’Empire. Sur le rapport du général Hoffmann, le secrétaire d’État von Kühlmann adopta alors, pour la question Lithuanie-Courlande, un point de vue qui se rapprochait des conventions de Kreuznach ; sans doute, il se mettait ainsi en contradiction avec le comte Czernin. Celui-ci, pour donner un appui au secrétaire d’État von Kühlmann, brandit la menace d’une paix séparée de l’Autriche-Hongrie, ce qui était tout à fait incompréhensible. Dans toutes les négociations, on sentit combien l’absence d’accords préalables des puissances alliées nous embarrassait.

Aux discours des représentants bolchevistes de la Russie, on vit tout de suite que l’Entente voulait voir traîner les négociations en longueur, et que les bolchevistes eux-mêmes comptaient toujours sur l’Entente pour faire la révolution universelle. Ils cherchèrent donc à transformer les négociations de Brest-Litovsk en une grande campagne de propagande pour leurs idées. Cela était d’autant plus dangereux pour notre situation intérieure que l’influence destructrice du bolchevisme, en matière sociale, n’était aperçue que d’un petit nombre de gens. Les partis de majorité au Reichstag, les premiers, la méconnurent et la sous-estimèrent. Ils ne voyaient, dans les propositions des représentants bolchevistes de la Russie, à Brest-Litovsk, qu’une confirmation de leurs propres vues pacifico-idéalistes, et le commencement de la fraternité universelle. Je me plaçais sur un tout autre terrain. Je voyais clairement que le bolchevisme, avec ou sans l’appui de l’Entente, restait pour nous un très dangereux ennemi, qu’il nous faudrait, pour le contenir, user de notre force militaire, même si la paix se faisait.

À la fin de décembre, les délégations se séparèrent sans avoir tondu d’accords spéciaux, et revinrent dans leur pays pour se retrouver à Brest, à l’échéance du délai de quatorze jours, vers le début de janvier.

Le général feld-maréchal et moi nous rendîmes aussi, au début de janvier, à Berlin, pour parler avec le secrétaire d’état von Kühlmann et pour le pousser à hâter les négociations.

Je voulais voir également le général Hoffmann qui était alors à Berlin.

Le 2 janvier, il y eut conférence chez Sa Majesté. Je montrai qu’en considération de notre prochaine offensive à l’Ouest, il fallait faire rapidement la paix à l’Est ; les transports nécessaires de troupes ne pourraient s’effectuer que lorsque cette paix serait près d’être conclue. Il fallait donc s’opposer, pour les raisons militaires, à toute manœuvre dilatoire. Nous étions assez forts pour l’empêcher. Mais le secrétaire d’État von Kühlmann ne reçut pas encore d’instruction dans ce sens.

On traita encore une fois de la zone frontière polonaise. Le comte Czernin avait profité de son séjour à Brest pour obtenir, du secrétaire d’État von Kühlmann, un raccourcissement de la zone fixée le 18 décembre. Ce dernier avait accepté et fit acquiescer également le général Hoffmann qui reçut l’ordre de faire son rapport à Sa Majesté l’Empereur. L’Empereur, s’en rapportant au général Hoffmann, se rangea aux vues du secrétaire d’État von Kühlmann. L’Empereur avait naturellement la décision. Mais la manière dont il la prit me fit de la peine : j’avais cru que nous étions, le général feld-maréchal et moi, les conseillers militaires responsables de Sa Majesté ; je voyais, d’autre part, dans le raccourcissement considérable de la zone, un danger pour les provinces de Prusse orientale et occidentale. Je crus de mon devoir d’exprimer encore une fois mon avis et j’eus le sentiment que j’avais déplu à l’Empereur.

Le 4 janvier, je parlai avec le général von Lyncker de mes rapports avec d’Empereur. Après ce qui s’était passé, je devais supposer que Sa Majesté ne m’accordait plus la confiance dont j’avais besoin dans l’exercice d’une fonction extrêmement difficile. Je me mis à la disposition de Sa Majesté pour un autre emploi. Le général von Lyncker me conseilla de parler de cette affaire avec le général feld-maréchal, qui était reparti le 3 pour Kreuznach. J’y consentis et j’en parlai, le 5, avec lui. Il me pria d’abandonner cette idée, et me dit qu’il voulait prendre sur lui le règlement de cette affaire. J’acceptai.

À mon grand regret, on eut vent à Berlin de l’affaire, et on la rapporta aux négociations de Brest. C’était inexact. À ce moment, comme plus tard, en 1918, quand j’envoyai ma démission, la cause en fut dans l’attitude personnelle de l’Empereur envers moi ; une pareille attitude, de la part de mon empereur et chef militaire suprême, m’était insupportable et incompatible avec le sentiment de ma dignité.

À mon regret, le 2 janvier avait aussi troublé mes relations avec le général Hoffmann. Mais nous nous sommes expliqués plus tard.

À la suite de ces événements, le général feld-maréchal soumit, le 7 janvier, à Sa Majesté, un mémoire. Il y faisait ressortir la responsabilité que nous avions, lui autant que moi, dans les résultats de la paix ; elle devait renforcer le peuple allemand et lui donner des frontières telles qu’aucun de nos ennemis n’osât plus, de sitôt, déchaîner une nouvelle guerre. Or, le but à atteindre était remis en question par le fait que le secrétaire d’État von Kühlmann s’était écarté des instructions de Sa Majesté, du 18 décembre, et aussi par la décision du Souverain sur la question des frontières polonaises, en date du 2 janvier.

Le mémoire revenait aussi sur les événements de la séance du 2 janvier, et sur la situation difficile qui nous était faite, au général feld-maréchal et à moi, vis-à-vis de Sa Majesté. 11 concluait :

« Tant qu’on délibère et qu’on ne négocie par les oppositions (avec le ministère des Affaires étrangères), semblent passer au second plan. Mais dès qu’on en vient à agir, comme nous faisons en ce moment à propos de la solution austro-polonaise, contre l’Autriche, ou à Brest, contre les Russes, le conflit d’opinions s’accuse avec force. Il en sera de même, et nous retrouverons la situation présente, à propos de chaque affaire.

Votre Majesté a le droit suprême de décision. Mais Votre Majesté ne peut exiger que des hommes sincères, qui ont fidèlement servi Votre Majesté et La Patrie, couvrent de leur autorité et de leur nom des tractations qui sont nuisibles ils en ont l’intime conviction — à la couronne et à l’Empire.

« Votre Majesté n’exigera pas que je lui soumette des plans d’opérations qui compteront parmi les plus graves de l’histoire du monde, s’ils ne sont pas nécessaires pour atteindre des buts politico-militaires définis.

« Je prie très humblement Votre Majesté de décider en principe. Ma personne et celle du général Ludendorff n’ont aucun rôle à jouer, en face des nécessités de l’État. »

Sa Majesté transmit le mémoire au chancelier pour qu’il répondît. Nous eûmes, au milieu de janvier, une conversation avec le chancelier.

Le chancelier, comte von Hertling s’éleva, avant tout, contre l’idée que nous eussions notre part de responsabilité, le général feld-maréchal et moi, dans les conditions de paix, il affirma que la responsabilité était pour lui seul. Le général feld-maréchal n’avait point, vis-à-vis du comte von Hertling, pas plus qu’il ne l’avait eue naguère, vis-à-vis du chancelier von Bethmann, l’intention d’empiéter le moins du monde sur les attributions reconnues au chancelier par la constitution. Il ne s’agissait que de notre responsabilité morale, que nous sentions au fond de notre cœur, et que personne ne pouvait nous prendre, il s’agissait aussi de la part de responsabilité que nous attribuaient expressément et l’armée et le peuple. La faute en était au gouvernement qui n’avait que trop souvent fait état de l’accord de ses vues avec celles du Haut Commandement, et qui s’était couvert comme d’une protection de nos objections à des plans et à des désirs auxquels il ne pouvait donner satisfaction.

Le comte von Hertling n’avait pas fait cela. Il s’efforçait visiblement de se libérer de la prétendue tutelle du Haut Commandement. Je fus surpris par ses manières à plusieurs reprises. Au milieu de janvier encore, le chancelier parla nettement dans ce sens. Malheureusement, le gouvernement ne fit pas savoir au public avec assez de clarté et de netteté que c’était lui et non le général Ludendorff qui gouvernait.

En fait, il n’y avait plus aucun doute sur la responsabilité de droit du chancelier, et sur la part de responsabilité morale et tacite du général feld-maréchal et de moi-même. Mais plus nette était la ligne de démarcation, tracée par le chancelier entre lui et nous, et plus lourde la responsabilité qui retombait sur lui-même.

Nous apprîmes alors aussi que le chancelier avait approuvé le discours prononcé, à Noël, par le comte Czernin, à Brest. Il poursuivait donc, comme c’était son droit, une politique toute personnelle et ne se croyait pas lié à nous par des accords. Je ne puis encore comprendre aujourd’hui ce qui poussa le comte von Hertling à changer ainsi de position. Nous considérions comme un engagement qui nous liait les décisions de Sa Majesté, du 18 décembre ; nous pensions que le chancelier nous ferait part des modifications apportées. Autrement il ne pouvait éviter de graves malentendus et des froissements de personnes. Ils se sont, en effet, produits. On les aurait évités si nous avions été informés. Le jugement objectif du général feld-maréchal et le mien seraient restés les mêmes. Mais nous aurions donné à nos conceptions une autre expression.

Les conversations et la réponse que Sa Majesté fit au général feld-maréchal ne changèrent rien à la chose. En particulier, nous ne reçûmes aucune communication sur les buts politico-militaires à atteindre. Jusque-là le but du comte von Hertling était, à l’Ouest, d’empêcher que la Belgique ne devînt un lieu de passage pour les armées ennemies. En cela, il était d’accord avec le Haut Commandement.

### III

Entre temps, les délégations de paix se rassemblaient de nouveau à Brest. Naturellement, l’Entente n’était point venue. Beaucoup se demandaient avec une certaine anxiété si les Russes reviendraient. Ils vinrent, sous la conduite de Trotski. Ils étaient forcés de venir. La décomposition de l’année continuait à faire de rapides progrès. Elle était en pleine désorganisation, et voulait la paix. Notre situation militaire était donc la plus favorable qu’on pût imaginer ; nous n’avions pas même besoin de négocier, comme fit l’Entente avec la Bulgarie, l’Autriche-Hongrie et l’Allemagne, mais nous n’avions qu’à imposer nos exigences, simplement et clairement.

Nous fîmes de grandes concessions dans la question de l’exercice du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes ; nous abandonnâmes le point de vue d’après lequel la population des territoires occupés de Courlande et de Lithuanie avait déjà fait usage de son droit de libre détermination — et nous acceptâmes une nouvelle consultation. Nous exigions seulement que le vote se fît pendant notre occupation. Trotski soutenait que le pays devait d’abord être évacué par nous, et qu’ensuite la population exercerait son droit.

L’évacuation du pays était, du point de vue militaire, un non-sens ; nous en avions besoin pour vivre et n’avions pas l’intention de le livrer aux bolchevistes sans scrupules. Nous repoussâmes l’évacuation pour ces raisons militaires ; sans compter que l’exercice du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes eût été, sous le knout bolcheviste, un non-sens. Sur ces deux questions, la clarté s’est faite aujourd’hui ; le point de vue adopté par le G. Q. G. doit être compris. Si nous avions évacué le pays, les bolchevistes russes en armes seraient depuis longtemps en Allemagne. Ils se souciaient peu du droit des peuples ; ils ne cherchaient qu’à augmenter leur puissance. C’étaient des politiciens de la force et ils considéraient que le territoire évacué par nous leur reviendrait, sans plus. Ils étaient si nationalistes même, qu’ils considéraient la séparation de la Courlande, de la Lithuanie et de la Pologne — malgré tous les droits à la libre détermination, — comme une mesure hostile à l’égard de la Russie.

À l’exercice de ce droit à la libre détermination, en Pologne, aux dépens de la Russie, l’Autriche-Hongrie, à elle seule, avait plus d’intérêt que tous. La Double-Monarchie voulait, par la Pologne, augmenter sa force politique et économique.

Les Turcs réclamaient Batoum et Kars ; ces deux villes avaient longtemps appartenu à l’Empire turc. Pour nous, ces désirs étaient d’importance secondaire. Il fallait néanmoins les satisfaire, dans l’intérêt de l’alliance.

Nos exigences purement militaires étaient si minimes, qu’elles valaient à peine d’être considérées. La démobilisation était déjà en très bon train. Nous n’avions réclamé aucune livraison d’armes ni de navires.

Nous ne réclamions pas l’Esthonie, ni la Livonie, en dépit de notre désir de délivrer du bolchevisme les habitants de race germanique, et le reste de la population. On n’en a jamais fait la demande à Trotski, bien que ce point fût discuté, — et qu’il représentât une nécessité militaire en présence du bolchevisme. La paix n’a pas été empêchée par nos exigences ; elle n’a été gênée que par les intentions révolutionnaires des bolchevistes, par l’indécision de nos négociateurs, ainsi que par l’attitude de l’opinion allemande et autrichienne qui, dans leur ignorance, n’ont pas su pénétrer la nature de la révolution russe. Quand le général Hoffmann, dans l’intérêt militaire, fit une sortie énergique pour abréger les négociations, et par là même l’activité propagandiste de Trotski, il y eut une explosion de mécontentement dans un grand nombre de journaux allemands, austro-hongrois et autres qui parlaient constamment, tout comme la propagande de l’Entente, de paix de conciliation. Dans ces circonstances, Trotski eût été un sot de céder sur un point quelconque ; mais il était trop habile et trop énergique pour cela. Son ton devenait de plus en plus provocant ; quoiqu’il n’eût aucune force réelle derrière lui, il se montrait de plus en plus exigeant. Il menaçait de rappeler les délégués russes à cause du manque de loyauté dos Allemands et des Austro-Hongrois ; et il eut la satisfaction de se voir prier d’abandonner ce projet qu’il n’avait jamais dû, lui-même, prendre au sérieux. Trotski et l’Entente se réjouissaient de voir les négociations traîner en longueur ; Trotski se servait, à cet effet, de toutes les occasions possibles ; il demanda qu’on transportât les négociations de Brest en pays neutre. Il proclamait au monde et surtout à la classe ouvrière allemande, par sans-fil, ses idées bolchevistes. Tous ceux qui n’étaient pas aveugles voyaient de plus en plus clairement que l’intention du bolchevisme était de nous mener à la Révolution et de provoquer ainsi la chute de l’Allemagne.

Les négociations n’avançaient pas d’une ligne. On ne pouvait de la manière dont les négociations étaient conduites à Brest, obtenir la paix ; tout le résultat serait un nouveau fléchissement de notre moral. J’étais, à Kreuznach, sur des charbons ardents, et je pressais le général Hoffmann de hâter les négociations. Il en voyait bien la nécessité militaire, mais sa position ne lui permettait pas d’exercer une action décisive.

Le 18 janvier, Trotski partit pour Pétersbourg où les bolchevistes dispersaient la Constituante. Ils montraient ainsi au monde leur conception de la liberté du peuple. Mais les Allemands ne voulaient rien voir ni rien apprendre.

Trotski avait annoncé son intention de revenir au bout de dix jours. Il ne revint que le 30.

Le 23 janvier, le général feld-maréchal, dans une conférence tenue à Berlin, déclara, à ma prière, qu’il nous fallait faire la clarté à l’Est. Tant que nous ne l’avions pas, il fallait y laisser des divisions aptes au front de l’Ouest. Si les Russes continuaient à traîner les négociations en longueur, il fallait les rompre et reprendre les hostilités. Le gouvernement bolcheviste tomberait ; mais tout autre serait forcé de conclure la paix.

D’autres raisons encore me faisaient presser la conclusion. Le comte Czernin avait raison quand, ironiquement, il parla d’un « tournoi d’idées ». Nous n’avions pas, à cet effet, à Brest, le partenaire convenable ; et ce n’était ni le lieu, ni le moment, alors que la guerre entrait dans sa phase décisive. Que devaient penser les hommes d’État de l’Entente de notre besoin de paix, quand ils nous voyaient nous laisser traiter de la sorte par Trotski, et par un gouvernement qu’aucun État ne reconnaissait ? Eux et leurs peuples ne pouvaient qu’y gagner un renforcement extraordinaire de leurs énergies. Comme il fallait que l’Allemagne eût besoin de paix pour se mettre, littéralement, à la suite de tels gens, et pour tolérer leur propagande ouvertement dirigée contre nous et notre armée ! Dans tous les autres pays, neutres et ennemis, c’est là l’idée qui devait prévaloir. Comment les chefs de l’Entente, un Clemenceau ou un Lloyd George, auraient-ils pu désirer la paix quand nous nous laissions ainsi traiter par des anarchistes russes désarmés ? Toute inquiétude d’un risque à courir avec nous devait les abandonner. Il ne pouvait y avoir de doute au sujet de l’influence que de tels faits pouvaient exercer sur l’état d’esprit de nos adversaires.

Le soldat lui-même, sur le front, ne comprenait rien à ces interminables tergiversations sans but pratique ni résultat tangible. Il voulait naturellement voir exploiter, avec une claire et vigoureuse vision des buts à atteindre, les avantages qu’il avait obtenus, en y employant toute sa force, au prix de mille privations et au péril de sa vie. Et il s’agissait là de la première paix, dont le front, non moins que le pays, attendait avec anxiété les résultats. Il fallait enfin en venir à des démarches décisives ; elles seules pouvaient apporter la clarté chez nous et au-dehors.

Entre temps, il était apparu que Trotski ne parlait pas pour toute la Russie, ni, à plus forte raison, au nom de la Roumanie. Des délégués ukrainiens arrivèrent le 12 janvier à Brest, et prirent position contre la délégation bolcheviste. Ils furent appuyés surtout par le général Hoffmann et fournirent aux représentants de la Quadruplice l’occasion d’engager des négociations séparées. Celles-ci se firent sur un terrain pratique et ne se perdirent pas dans les régions fantaisistes des plans d’avenir dont la réalisation exigerait des siècles, si tant est qu’ils soient réalisables.

Le 30 janvier, les négociations recommencèrent à Brest, avec Trotski. On vit ce spectacle singulier : Trotski dirigeant tout.

Mais les diplomates parurent alors s’apercevoir que les discussions avec lui ne donnaient aucun résultat. Le secrétaire d’État von Kühlmann et le comte Czernin interrompirent, à leur tour, les négociations et revinrent à Berlin le 4 février. Les négociations avec l’Ukraine continuèrent sur la base suivante : l’Ukraine s’engageait à livrer de grandes quantités de blé à l’Autriche-Hongrie et à l’Allemagne ; par contre elle devait obtenir une rectification de frontière à son avantage, du côté de la Pologne, dans le territoire de Cholm, objet de contestations entre les deux pays. L’Autriche-Hongrie promettait, en outre, de créer une terre ukrainienne de la couronne, en Galicie orientale.

Afin de discuter la situation avec le secrétaire d’État von Kühlmann et le comte Czernin, je m’étais rendu également au début de février, à Berlin. Au cours de nos entrevues le 4 et le 5, j’obtins du secrétaire d’État von Kühlmann la promesse de rompre avec Trotski vingt-quatre heures après avoir signé la paix avec l’Ukraine. Tout ce que j’apprenais me confirmait dans l’impression que la Russie bolcheviste ne voulait point la paix. Elle espérait en l’Entente et en la Révolution prochaine en Allemagne ; elle ne se fiait aucunement à nous. Les grèves politiques qui éclatèrent, en relation avec ces événements, à la fin de janvier, à Berlin, contre la volonté des chefs syndicalistes reconnus, durent fortifier cet espoir. Si étroits étaient, dès lors, les rapports entre une partie du mouvement ouvrier allemand et le bolchevisme ! Les hommes qui étaient à sa tête, et la presse socialiste dirigeante qui combattirent, plus tard, le bolchevisme, n’avaient point encore reconnu ces faits. À ce moment, il ne s’agissait encore que de combattre l’ennemi commun, les vieilles autorités, et d’ébranler ainsi, consciemment ou non, le fondement même de la Patrie. Quand ce but parut atteint, et qu’on fut devenu soi-même l’autorité, le feu qu’on avait allumé devint une flamme dévorante. Et alors, on dit : « Ça, mon brave, c’est autre chose ! »

Dans cette conférence de Berlin, le comte Czernin exposa les raisons qui lui faisaient conclure avec l’Ukraine une paix certainement défavorable à la Double-Monarchie, et qu’il redoutait de voir exposée à la violente hostilité des Polonais. Pour cette raison, il demanda qu’on tînt secrètes, dans une certaine mesure, les conventions politiques. La situation alimentaire de l’Autriche — qui ne recevait de Roumanie que des quantités de plus en plus médiocres — était si mauvaise qu’elle avait un besoin urgent du blé de l’Ukraine. Sinon, c’était la famine. L’intendant général austro-hongrois, le général Landwehr, compléta ce triste tableau par la description du ravitaillement de l’armée. Il me pria de venir à son secours. Bien que notre propre situation alimentaire fût grave, M. von Waldow estimait possible un secoure restreint à l’Autriche ; je n’avais donc pas d’objections à faire. Ces exposés firent sur moi une impression extrêmement grave : il est vraisemblable qu’ils exercèrent aussi une impression profonde sur ceux de ces messieurs qui avaient à s’occuper de ces questions.

Un autre sujet de discussion fut encore une fois, la solution austro-polonaise. J’étais là, cette fois, plutôt auditeur. À ma grande satisfaction, les secrétaires d’État von Stein et le comte von Roedern, avec plusieurs de ces messieurs, se prononcèrent, pour des raisons économiques, contre cette solution austro-polonaise. Les zones frontières ne jouaient plus aucun rôle. L’ambassadeur austro-hongrois, rince Hohenlohe, pour qui j! ai, du reste, une vive estime, vexé du cours que prenait la discussion, me reprocha de faire des difficultés à l’Autriche-Hongrie. Je ne pus que lui faire remarquer que cette fois ce n’était pas moi, mais les autres personnages qui s’étaient déclarés contre la solution austro-polonaise. La question polonaise resta en suspens.

On discuta aussi, rapidement, les conditions de la paix roumaine. Là encore, je poussai à un travail énergique.

Le secrétaire d’État von Kühlmann, et le comte Czernin repartirent, après cette conférence, pour Brest.

La paix avec l’Ukraine y fut signée le 9 février. Je priai alors le secrétaire d’État von Kühlmann de rompre avec Trotski, conformément à sa promesse du 5 février. Mais il parut vouloir s’y refuser.

Le même jour, un sans-fil du gouvernement russe appelait l’armée allemande à refuser l’obéissance à son chef suprême.

Sur un rapport du général feld-maréchal à Sa Majesté, l’Empereur, cette fois, donna l’ordre au secrétaire d’État von Kühlmann de poser à Trotski un ultimatum qui l’obligeait à accepter nos conditions précédentes ; en même temps, l’Empereur chargeait le secrétaire d’État d’exiger l’évacuation des pays baltes von Kühlmann ne crut pas devoir exécuter cette dernière instruction, eu égard à l’opinion austro-hongroise et allemande. Sa Majesté consentit à y renoncer.

Le secrétaire d’État von Kühlmann pressa alors Trotski de conclure. Celui-ci repoussa tout engagement, mais déclara, en même temps, que la guerre était finie et qu’il ordonnait la démobilisation de l’année russe.

C’était, du coup, l’obscurité complète à l’Est. Nous ne pouvions laisser la situation dans cet état d’inachèvement. De nouveaux dangers pouvaient, à chaque instant, en naître, pendant qu’à l’Ouest nous luttions pour notre existence. La situation militaire exigeait de la clarté. Nous allions y parvenir par les conférences de Hombourg.

### IV

La conférence eut lieu, le 13 février, à Hombourg. Elle fut d’une importance décisive pour les événements de l’Est. Le chancelier, le vice-chancelier, le secrétaire d’État von Kühlmann, le général feld-maréchal, le chef de l’Amirauté et moi y prîmes part. Sa Majesté n’y assista que de temps en temps.

Le G. Q. G. avait déjà envoyé un grand nombre de télégrammes au chancelier, le priant de dénoncer l’armistice. Pour le moment, l’armée russe n’était plus un facteur militaire ; mais l’Entente était à l’affût, pour fortifier son front, et les chefs bolchevistes étaient des hommes d’action qui sauraient agir par la propagande et — si on leur en laissait le temps, — par les armes, même sans l’Entente.

À tout moment, le front russe pouvait se renforcer d’une manière ou d’une autre. La Roumanie elle-même ne signerait pas la paix tant que la Russie n’ouvrirait point la marche. Toute offensive à l’Ouest n’offrait alors aucune chance de succès. Ainsi l’occasion serait perdue de terminer victorieusement une guerre mondiale que nous continuions de mener avec de faibles alliés, contre des ennemis très supérieurs. Nous avions également besoin de l’Ukraine comme d’un auxiliaire contre le bolchevisme. C’est pour cela que nous ne devions pas la lui livrer. Déjà, nous l’entendions nous appeler au secours. Où irions-nous chercher le blé dont l’Autriche-Hongrie avait, d’après les renseignements de ses services compétents, un si pressant besoin ? L’Allemagne ne pouvait en donner ; sinon, elle s’en serait chargée. Mais chez nous, nous avions à peine le nécessaire ; nous avions, l’année précédente, vécu sur nos avances, en faisant des battages précoces ; nous avions besoin, nous aussi, d’importer du blé. La Roumanie ne donnait plus ce qu’on avait espéré. L’avenir était encore plus sombre, si les récoltes prochaines étaient mauvaises chez nous, chez nos alliés et en Roumanie où elles s’annonçaient réellement comme très déficitaires. Abandonnée à elle-même, sans aucun apport de l’extérieur, l’Allemagne ne pouvait vivre ; la misère de l’hiver 1918-1919 l’a bien prouvé. Sans l’Ukraine, nous aurions certainement connu la même misère, même si la destruction de l’ordre public n’y avait eu sa part.

Les menées bolchevistes rendaient fragile la paix avec l’Ukraine. Les négociateurs de la Quadruplice ne se dissimulaient pas qu’il y faudrait envoyer des forces militaires, si l’on ne voulait pas que cette paix restât une farce destinée à donner le change au monde.

Pour éviter la formation d’un nouveau front, à l’Est, par les bolchevistes eux-mêmes, il fallait engager contre les troupes que le bolchevisme nous opposait une action forte et rapide, et qui nous rapporterait des quantités de matériel de guerre. Il ne s’agissait pas, au reste, d’une grande opération.

Il fallait réprimer le bolchevisme en Ukraine ; il fallait, là aussi, créer une situation qui nous valût des avantages militaires et nous permît d’en retirer du blé et des matières premières ; pour cela, nous devions pénétrer profondément dans le pays. Nous n’avions pas autre chose à faire.

Pour éviter que l’Entente ne remît sur pied la Russie, comme elle l’essayait encore, à ce moment, il fallait contenir ses troupes et son matériel de guerre sur la côte mourmane. Sinon, nous devions nous attendre à ce que l’Angleterre vînt à Pétersbourg et agît de là contre nous. Nous devions l’empêcher de s’établir à Pétersbourg et dans le golfe de Finlande ; nous devions pénétrer, après avoir battu les troupes bolchevistes, à travers la Livonie et l’Esthonie jusqu’à Narva afin de pouvoir, de là même agir à temps. De même, en Finlande, qui, serrée de près par les bolchevistes, avait imploré notre secours, nous pouvions trouver un allié contre les bolchevistes, l’effet sur Pétersbourg en eût été renforcé, et nous eussions agi, par contre-coup, sur la situation vers le chemin de fer de Mourmanie. J’étais en relations, depuis assez longtemps déjà, avec quelques personnages finlandais. Je citerai, en premier lieu, le premier ambassadeur du jeune État finlandais, à Berlin, M. Hielt, qui servait, de tout son cœur, son pays. On avait, dès le début de la guerre, formé un bataillon de chasseurs avec de jeunes Finlandais qui aimaient ardemment leur pays, et on l’employa dans les environs de Mitau. Il était encore douteux que nous fissions une opération militaire en Finlande. Nous lui envoyions des armes pour la soutenir indirectement.

Notre situation militaire et alimentaire exigeait la dénonciation de l’armistice, de la clarté et une action rapide à l’Est. Ce nouvel effort militaire ne me plaisait guère. Mais c’était, du point de vue militaire, une absurdité que de laisser un ennemi reprendre des forces ; il fallait donc agir. La loi d’airain de la guerre l’exigeait. On pouvait alors s’attendre, avec certitude, à obtenir la paix. Or, c’était la paix seule que je cherchais.

C’est dans ce sens que je présentai mes conclusions au chancelier et au vice-chancelier, tout en soulignant, par quelques graves paroles, l’énormité de la tâche que nous avions à remplir à l’Ouest. J’exprimai cette idée qu’on ne pourrait jamais obtenir des chefs bolchevistes une paix honnête, et qu’à tout le moins, ils continueraient, comme auparavant, à travailler à la Révolution en Allemagne. Nous ne pouvions estimer trop haut ce danger. Nous ne pouvions nous garantir du bolchevisme qui par une étroite fermeture des frontières, en avant de celles-ci. L’extension du cordon isolateur jusqu’au golfe de Bothnie serait évidemment un désavantage ; mais la ligne Dunabourg-golfe de Riga n’exigeait pas beaucoup moins de troupes que la ligne Dunabourg-Lac Peïpous-golfe de Finlande, par suite de la présence des grands lacs. Toute ligne intermédiaire coûterait bien plus. Il ne s’agissait pas là d’une opération militaire démesurée, mais d’une mesure étroitement limitée dans l’espace. Je déclarai que je me ferais naturellement un plaisir de porter secours à la Livonie et à l’Esthonie, et surtout à nos frères de race, en butte aux incursions bolchevistes et qui nous appelaient à leur secours.

Le chancelier et le vice-chancelier ne voulaient pas se laisser gagner à l’idée de dénoncer l’armistice. Ils fondaient leur opposition uniquement sur les préoccupations que leur causait la politique intérieure et sur la situation de L’Autriche-Hongrie. Cet état de choses constituait également aux yeux du secrétaire d’État von Kühlmann une raison déterminante. Les motifs de politique extérieure n’intervenaient aucunement dans leur manière de voir. Peu à peu, cependant, les deux personnages que j’ai désignés d’abord se laissèrent convaincre et votèrent la dénonciation de l’armistice en tenant compte surtout de la situation alimentaire. Le secrétaire d’État von Kühlmann maintint son opposition, mais il déclara qu’il n’était pas l’homme d’État responsable, que c’était le chancelier et, puisque celui-ci s’était résolu à dénoncer l’armistice, il ne refuserait pas de continuer sa collaboration. J’en conclus que ses objections ne paraissaient pas décisives au secrétaire d’État von Kühlmann ; autrement il aurait dû en tirer, pour lui-même, les conséquences logiques, en dépit de toutes ses explications juridiques. La fonction de secrétaire d’État aux Affaires étrangères était d’un ordre assez élevé pour que son titulaire n’eût pas le droit de se laisser forcer la main en présence d’une décision aussi importante. Son attitude ne me permit pas d’avoir en lui la confiance que j’aurais si volontiers accordée à celui qui dirigeait notre politique étrangère.

Malheureusement cela devait aussi troubler mes relations avec d’autres fonctionnaires de ce service qui comptait des hommes éminents parmi ceux de ses membres qui n’étaient pas des diplomates de carrière. J’ai d’autant plus regretté ces difficultés que les personnes, en elles-mêmes, m’étaient indifférentes et que je ne voyais que l’objet du débat. La nécessité qu’il y aurait eu de réformer ce service me paraissait aussi certaine qu’à la grande majorité du peuple allemand.

Sur la proposition du chancelier, Sa Majesté approuva la dénonciation de l’armistice ou, d’une façon plus exacte en style juridique, elle approuva cette disposition que le fait, de la part de Trotski, de ne pas signer le traité de paix entraînerait automatiquement la suspension de l’armistice. Naturellement le choix de tel ou tel moyen m’était indifférent.

### V

En conséquence, le 18 février après-midi, et le 19 au matin, les hostilités reprirent sur tout le front de la Grande Russie. Immédiatement, le gouvernement bolchevique fit savoir par radiotélégramme qu’il était prêt à conclure la paix. Forts de nos expériences de Brest, nous donnâmes alors à la paix une tout autre allure. D’accord avec les Alliés et conformément aux vues du G. Q. G. concernant notre sécurité militaire, mais aussi au nom du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, le gouvernement exigea la reconnaissance et l’indépendance de la Finlande et de l’Ukraine, la renonciation à la Courlande, à la Lithuanie et à la Pologne, la cession de Batoum et de Kars. On laissa en suspens la question de la situation future de l’Esthonie et de la Livonie : provisoirement nous devions occuper ces pays.

L’armée de la Grande Russie devait être démobilisée et la flotte mise hors de service. En outre, la Russie devait s’abstenir de toute propagande en Allemagne. Une série de questions économiques, l’échange des prisonniers, etc., étaient réservées pour des négociations ultérieures. L’avance devait se poursuivre jusqu’à ce que ces exigences fussent admises à la suite de nouvelles négociations. Trotski déclara aussitôt qu’il était prêt à envoyer de nouveaux représentants à Brest ; lui-même ne vint pas, vraisemblablement parce qu’il ne lui parut plus possible d’y faire de la propagande.

La délégation russe arriva à Brest le 28 février. Les délégués russes déclarèrent qu’ils n’avaient que le droit de signer la paix. Ils montrèrent de la dignité dans leur infortune dont ils étaient eux-mêmes responsables. Le 3 mars à 17 h 30, on échangea les signatures. La paix se trouvait ainsi conclue et les hostilités furent de nouveau suspendues sur le front russe.

Les conditions de la paix de Brest étaient faites pour les bolchevistes avec qui l’état de guerre ne pouvait jamais cesser ; c’était là, en effet, une conséquence de leur propagande révolutionnaire. Je ne désirais pas une destruction de la Russie, ou même un affaiblissement qui lui eût enlevé la vie. J’espérais plutôt que le rétablissement de la Russie viendrait de l’Ukraine ; de même une solution russo-polonaise de la question de Pologne avait mes préférences. La Lithuanie et la Courlande n’avaient pas pour la Russie une importance vitale, pas plus que Batoum et Kars ; mais la perte de la Livonie et de l’Esthonie lui était très sensible. Sur ce point on pouvait et on devait lui accorder tous les allègements possibles. Pouvait-on aller plus loin encore et rendre la Livonie et l’Esthonie à une Russie solide ? Il est oiseux de le discuter, puisqu’une pareille Russie n’existait pas. C’est pour cette raison qu’une conviction intime me porta à prendre parti pour la constitution d’un État baltique. Les conditions du traité s’abstenaient, au reste, de toute intervention dans la vie politique et économique de la Russie, et ne lui imposaient rien qui fût incompatible avec la dignité d’un État indépendant ou qui réduisît les habitants au servage. Il est instructif de comparer le traité imposé alors à la Russie avec celui qu’elle aurait pu recevoir ou avec celui que nous sommes obligés de supporter, nous qui n’avons jamais repoussé aucune offre de paix. On cessera un jour de parler de la paix de violence de Brest. Une partie du peuple allemand continue de répéter avec crédulité ce grand mot inventé par la propagande ennemie. Si la Russie sort de la guerre mutilée, après la victoire de ses Alliés pour qui elle dut en 1914 tirer les marrons du feu, c’est une autre question.

La grande majorité du Reichstag approuva aussi les conditions de la paix de Brest et reconnut, en outre, que le traité tenait compte du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes ; les socialistes majoritaires s’abstinrent ; seuls les socialistes indépendants votèrent contre.

Le député Erzberger avait, dès le 27 février 1918, salué la paix qui allait venir et avait exposé que les conditions restaient dans le cadre de la résolution de paix du 19 juillet.

L’exposé, fait par le député Groeber, le 22 mars, fut particulièrement remarquable ; il montrait une parfaite compréhension de notre situation. Il s’exprimait ainsi :

« On ne pourra sans doute appeler ce traité de paix un traité de conciliation au sens propre du mot. Mais cela ne me paraît pas un argument décisif en ce qui concerne l’acceptation du traité. La question à poser n’est pas : « S’agit-il ou non d’un traité de conciliation ? » Mais la question est pratiquement celle-ci : « Y avait-il, oui ou non, un autre moyen d’arriver à signer un traité de paix ? » Je ne le crois pas ; c’est pourquoi je dois déclarer en mon nom et au nom de mes amis que nous donnons unanimement notre approbation au traité.

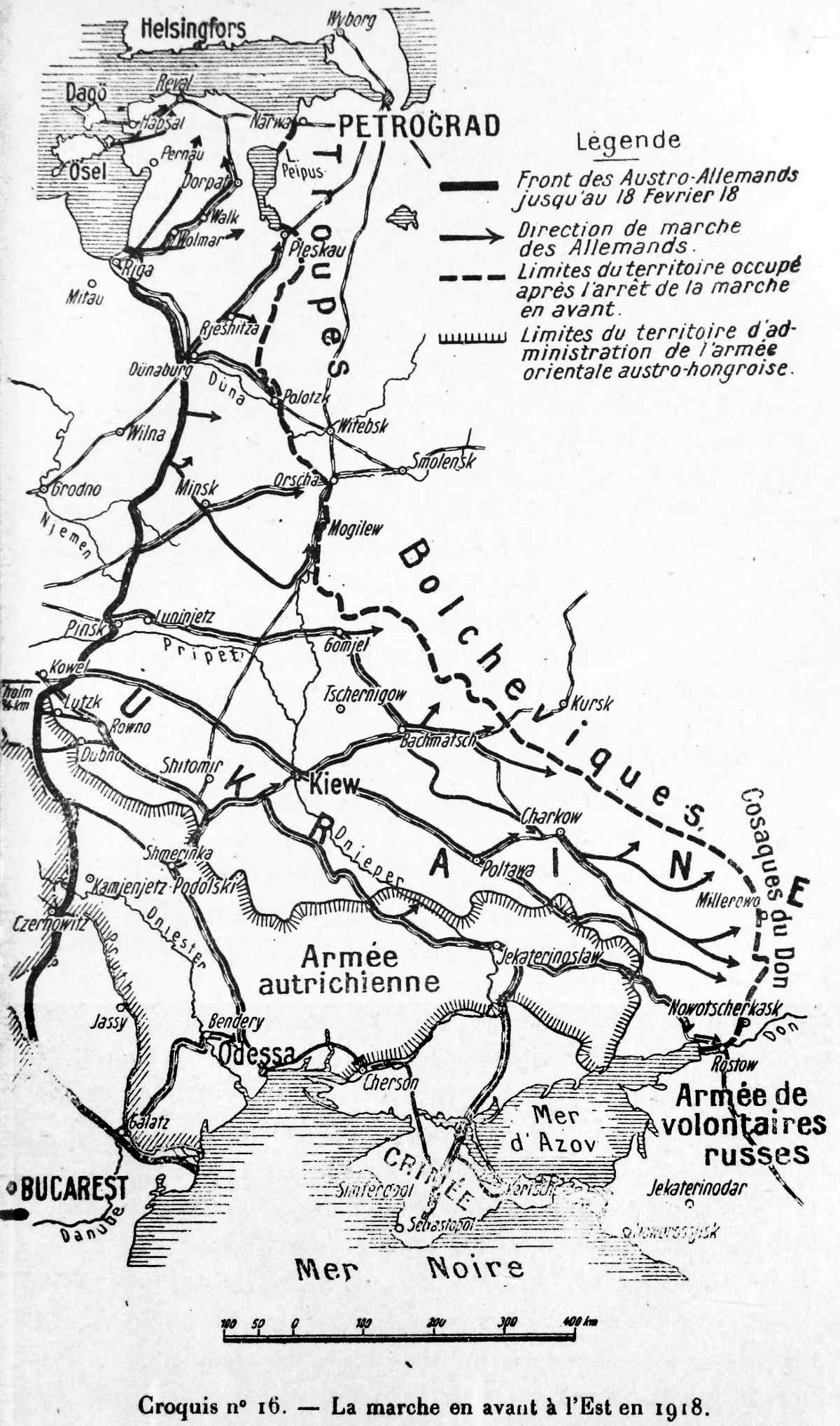
« Messieurs, la délégation russe à Brest-Litovsk, sous la direction du célèbre Trotski, n’avait pas sérieusement l’intention d’arriver à une entente au sujet de la paix ; mais elle avait l’intention de faire une propagande en faveur de ses idées bolchevistes. Elle a, dans cette intention, traîné les négociations le plus possible en longueur ; Trotski a refusé de donner son assentiment même à cette simple proposition, que l’on faisait de notre côté, de vivre à l’avenir en paix et en bonne amitié les uns avec les autres. Cela même était trop pour lui. Et tandis que les délégués austro-allemands, avec une patience d’agneau, — pour ne pas employer d’autre expression, — s’efforçaient à la sueur de leurs fronts de faire avancer les négociations de paix et d’arriver à une conclusion, on devait entendre du côté russe, et de la part d’hommes qui touchaient de près au gouvernement, des paroles incendiaires et des « sans-fil » du style le plus violent, qui devaient être manifestement rapportés à Trotski et à ses collègues et qui constituaient une véritable raillerie vis-à-vis des efforts que nous faisions pour arriver à une paix régulière. Visiblement Trotski était tout à l’espérance qu’il avait conçue de réussir à révolutionner les autres États, avant tout la Pologne, l’Allemagne, l’Angleterre et pour finir l’univers entier. En définitive, c’est la délégation russe et non pas la délégation allemande qui a fait suspendre la poursuite des négociations, qui a fini par les rompre et qui a contraint l’Allemagne à reprendre la lutte...

« Si, dans ces conditions, le gouvernement allemand et ses alliés, lorsque le gouvernement russe rapporta la proposition de reprendre les négociations et de conclure un nouvel armistice, ont catégoriquement refusé de négocier et s’ils ont posé leurs conditions claires et nettes en vue d’une acceptation ou d’un rejet immédiat en y subordonnant même la signature de l’armistice et la reprise des négociations, cela était, nous en sommes intimement persuadés, entièrement justifié, et aucun homme ne se croira autorisé à en faire un reproche au gouvernement. »

Ces déclarations m’intéressèrent vivement et me prouvèrent que la majorité du peuple allemand se tenait, sur ce point, derrière le gouvernement. Mais malheureusement le Reichstag oublia bientôt de prêter attention au danger révolutionnaire qui venait de la Russie.

La marche en avant avait porté les troupes allemandes, composées en grande partie de Landwehr, jusqu’à Narva, Pskov, Polotzk et Orcha Mohilev, avec une rapidité surprenante. Les Russes n’avaient opposé aucune résistance. Le butin comprenait une quantité formidable de matériel de guerre. La population se sentait délivrée du bolchevisme. L’administration du territoire ainsi occupé fut assurée par le commandant en chef de l’Est. On constitua une garde-frontière contre la Russie pour exploiter économiquement tout le territoire occupé à l’Est, ce qui était d’une urgente nécessité. Il fallait, en outre, empêcher la propagande bolcheviste de pénétrer dans ce territoire et de passer de là en Allemagne. Qu’elle dût plus tard parvenir en Allemagne et à Berlin, par le fait du gouvernement et par des voies officielles, je ne pouvais alors le prévoir. Sinon le G. Q. G. aurait reconnu l’inanité de ses efforts et épargné des hommes. Nous fîmes donc ce que nous pensâmes, le commandant en chef et moi, être nécessaires pour enrayer le danger bolcheviste.

En même temps que l’avance allemande s’était produite dans la Grande Russie bolchevique, elle avait aussi commencé en Ukraine. J’étais en liaison constante avec le général von Arz, pour conclure avec lui les accords nécessaires en vue d’une action commune. L’Empereur Charles changea subitement son attitude : il voulait épargner à ses peuples la désillusion de constater que la paix avec la Russie n’était pas encore réalisée. Mais la disette l’obligea bientôt à donner son assentiment.



### VI

L’attitude de l’Autriche-Hongrie m’étonnait ; elle venait de déclarer solennellement qu’elle serait obligée de conclure une paix désavantageuse pour pouvoir vivre, et maintenant elle ne faisait rien pour se procurer les moyens de vivre dans la position actuelle. Je fus heureux de voir l’Autriche-Hongrie se joindre enfin à nous ; seuls nous n’aurions pu faire face à la tâche qui nous incombait.

L’avance se poursuivit également très vite en Ukraine. La nôtre avait comme objectif principal Kiev, que nous occupâmes dès le 1er mars ; les austro-hongrois marchèrent sur Odessa. Les opérations se déroulaient le long des voies de chemin de fer ; il se produisait parfois des combats entre trains blindés ; nous devions traverser en toute hâte d’énormes espaces avec de faibles forces. Les troupes bolcheviques ne faisaient qu’une médiocre résistance ; les troupes tchécoslovaques, composées de prisonniers de guerre austro-hongrois, se battaient beaucoup mieux ; nous eûmes avec eux des combats acharnés. Les marches et les combats se prolongèrent jusque dans le courant du mois de mai.

Le commandant en chef de l’Est s’occupa aussitôt de former en Allemagne deux divisions, avec des prisonniers russes, d’origine ukrainienne, choisis par le ministère de la Guerre ; elles ne devaient malheureusement pas répondre à notre attente. Aussitôt qu’elles furent arrivées en Ukraine, elles furent soumises à des influences politiques radicales et il nous fallut finalement les dissoudre. Ce fut dommage. J’avais espéré qu’à la manière de l’Entente qui savait tirer profit de ses prisonniers de guerre, ici au moins nous trouverions une aide près des fils de ce pays que nous avions délivré de la domination bolchevique.

Les Turcs avaient également commencé leur avance en Arménie après la dénonciation de l’armistice et avaient l’intention de la poursuivre jusque Kars et Batoum.

Les négociations de paix avec la Roumanie furent aussi pénibles que les précédentes.

D’après nos expériences de Brest-Litovsk, j’avais conclu qu’il était indispensable, si l’on voulait élucider les points litigieux avec l’Autriche-Hongrie, de faire précéder les négociations avec la Roumanie de conférences préalables au sein des différents départements d’empire.

Les dispositions économiques du traité avec la Roumanie devaient avoir une importance toute particulière, à cause des exportations de pétrole et de froment que réclamaient l’armée et le pays. Elles deviendraient dans la suite pour notre vie économique d’un intérêt capital.

J’avais demandé au quartier-maître général, en janvier, de discuter à fond ces questions avec Berlin et avec l’État-Major de Mackensen, et de fixer nos demandes. Ces travaux fournirent plus tard une base pour les négociations de paix. Ils n’avaient qu’en partie un caractère militaire, et visaient bien plutôt la vie économique de la nation.

Ces travaux préparatoires devenaient d’autant plus urgents qu’il fallait hâter davantage la conclusion de la paix avec la Roumanie, à cause de l’offensive sur le front occidental. En fait, si nous nous étions fondés sur notre situation militaire, nous eussions pu conclure une paix semblable à celle que l’Entente nous a imposée, c’est-à-dire une paix de violence. Mais nous n’avions pour cela aucun motif. L’Allemagne était obligée de tenir compte, dans ses conditions, jusqu’à la paix générale, de la situation militaire ; mais après, elle n’avait aucun intérêt à affaiblir la Roumanie.

Ce n’est pas du tout la même chose, pour un peuple, de conclure la paix avec un seul adversaire, tout en continuant de faire la guerre au monde entier, ou bien au contraire, de conclure une paix qui termine entièrement la guerre mondiale. Les exigences doivent, dans le premier cas, tenir compte bien davantage de la situation militaire et des nécessités de la guerre, qu’elles ne le feraient après la cessation générale des hostilités. Il faut bien distinguer ce cas de celui où un adversaire a l’intention, comme il arrive actuellement pour l’Entente, d’affaiblir l’autre de façon durable, et même de supprimer des États de la carte du monde ou de réduire en esclavage des peuples entiers, coutume qui avait été jusqu’à présent réservée aux méthodes de guerre barbares de l’antiquité.

L’attribution de toute la Dobroudja aux Bulgares, comme la Bulgarie le demandait, eût été dans l’avenir nuisible à l’Allemagne. J’eusse préféré que le nord de la Dobroudja demeurât roumain, cela correspondait à la position que j’avais prise dans la question de la Dobroudja pendant les cinq derniers trimestres. Je n’eus d’ailleurs qu’à laisser la diplomatie arranger l’affaire. Son devoir était de retenir la Bulgarie dans l’alliance, mais d’essayer cependant d’écarter tous les inconvénients qui pouvaient surgir, si l’on remettait la grande voie commerciale Tchernavoda-Constantza aux mains de la Bulgarie. J’avais en vue l’établissement d’une zone franche Tchernavoda-Constantza sous l’administration allemande.

Nous nous prononçâmes contre des annexions importantes faites par la Hongrie aux dépens de la Roumanie. Pour obtenir une meilleure défense de la frontière hongroise, il suffisait, au point de vue militaire, d’une petite rectification de frontière à Orsova et dans l’angle de la Moldavie au sud de Kirlibaba. Je n’approuvai que cette ratification.

Le G. Q. G. n’était pas opposé à ce qu’on rattachât la Bessarabie à la Roumanie et qu’on épargnât son armée. La condition préalable était que l’Allemagne et l’Autriche-Hongrie établissent en Roumanie, comme il avait été convenu avec le secrétaire d’État von Kühlmann et le comte Czernin, un gouvernement qui nous satisfît et qui fût composé, en majorité, de personnes habitant actuellement la zone occupée. Le gouvernement entra à ce sujet en relations avec ceux des Roumains qui voulaient loyalement se mettre du côté de l’Allemagne.

L’autorité militaire demanda, en outre, pour exclure toute possibilité de surprise de la part de la Roumanie, que le roi et la famille royale quittassent le pays jusqu’à la conclusion de la paix générale.

L’Autriche-Hongrie voyait d’un très mauvais œil le développement de l’influence politique de l’Allemagne en Roumanie. Elle le craignait autant qu’un accroissement des intérêts économiques de l’Allemagne. Le comte Czernin luttait contre nous sur ces deux points, et il l’emporta, en envoyant, à la fin de janvier, l’ancien attaché militaire près du gouvernement roumain, le comte Randa, au roi de Roumanie, à Jassy, pour assurer à celui-ci qu’il était disposé à accorder à la Roumanie une paix honorable.

J’entendis parler indirectement à Kreuznach de cette mission et j’en ressentis une impression très désagréable. Au cours des conférences des 4 et 5 février, je fis remarquer combien était regrettable la mission du colonel Randa. Le comte Czernin et, à ma grande surprise, le secrétaire d’État von Kühlmann avec lui, ne se rallièrent pas à ce point de vue. Cela me convainquit que le secrétaire d’État connaissait l’envoi du colonel et l’avait approuvé. S’il en eut été autrement, il eût été aussi choqué que moi de la démarche arbitraire du comte Czernin. Elle nous plaçait sur un terrain glissant. Si nous entamions des conférences avec le roi, si, d’une certaine façon, nous le reconnaissions, nous ne pouvions plus, par la suite, demander son abdication ou son éloignement du pays. C’est d’ailleurs ce que voulait le comte Czernin. Il avait besoin du roi pour renforcer la position de l’Autriche-Hongrie en Roumanie ; cette acceptation, par la Quadruplice, de négocier avec le roi rebutait les plus fidèles partisans roumains de l’Allemagne et les mettait dans la situation intenable dont ils ont encore à souffrir maintenant.

Une circonstance pesa d’une manière particulièrement lourde sur le cours des événements : la diplomatie fit miroiter sans cesse devant l’Empereur et le G. Q. G. l’espoir que les Roumains eux-mêmes éloigneraient leur roi. Cette idée eut une influence malheureuse au point de vue militaire. Dans l’espoir que le gouvernement de la Roumanie changerait, par conséquent éloignerait lui-même le roi, je négligeai de demander le désarmement total de l’armée roumaine.

Les circonstances que je viens de décrire ont introduit, dans le cours des négociations avec la Roumanie les demi-mesures qui caractérisent tout le traité de paix.

On avait, tout d’abord, confié au feld-maréchal von Mackensen la conduite des négociations, mais il se vit bientôt arrêté de tous côtés par l’Autriche-Hongrie. La situation militaire exigeait, là aussi, que nous sachions clairement si nous en viendrions à reprendre les armes ou bien si nous arriverions à conclure la paix. Le nouveau gouvernement était en formation, mais il ne répondait en aucune façon à nos intérêts. Aussi les négociations n’avancèrent-elles point d’un pas durant le cours de février. Le 24 février les diplomates en prirent la direction, qui passa, de plus en plus, aux mains du comte Czernin. Le secrétaire d’État von Kühlmann n’y tint pas la place qu’eussent exigé notre prestige, notre importante collaboration à la défaite de la Roumanie et notre situation militaire. Cela pouvait être égal au général von Arz que la paix fût conclue aujourd’hui ou demain, mais il n’en était pas de même pour le G. Q. G. allemand. Je m’adressai fréquemment au chancelier et je le priai d’activer les travaux ; je fis les mêmes recommandations au général Hell, chef d’État-Major du groupe d’armées Mackensen et représentant du G. Q. G. aux négociations. Pour le plus grand dommage de la cause allemande, le chef d’État-Major du gouvernement militaire de Roumanie, le colonel Hentsch, mourut vers cette époque. Le général Hell ne sut pas imposer ce que je demandais. J’avais espéré que mon insistance, étant donnée notre situation militaire extrêmement forte (nous pouvions attaquer les Roumains de tous côtés), ferait exercer une pression énergique sur les Roumains. Mais le gouvernement impérial crut devoir opposer à mes exigences un ton beaucoup plus conciliant. Ce simple fait suffit à montrer quelle opposition fondamentale il y avait entre la pensée du gouvernement et la mienne.

Le 5 mars, furent conclus les préliminaires de Buftea, dont les dispositions passèrent ensuite dans le traité de Bucarest. À la fin de mars, les négociations se trouvèrent à peu près terminées.

La question de la Dobroudja n’était pas résolue. Les Turcs, qui avaient aidé à la conquérir, opposaient aux Bulgares, qui la réclamaient en entier, une demande de compensation, sous forme de restitution du territoire cédé par eux en 1914 à l’ouest d’Andrinople et à l’Est de la Maritza. Les demandes de la Turquie me paraissaient justes et modérées. Malgré de nombreuses propositions de médiation, les deux États ne parvinrent pas à s’entendre. La Dobroudja fut attribuée aux Bulgares, jusqu’à la voie Tchernavoda-Constantza et le nord de la Dobroudja fut occupé en commun par la Quadruplice. Toutefois les alliés garantissaient à la Roumanie un débouché commercial par Constantza. Cette solution fut proposée par Radoslawow lui-même ; quelles raisons le portèrent à le faire ? Je l’ignore. C’était là malheureusement une cote mal taillée ; les Bulgares en conçurent de l’amertume et les Turcs ne furent pas satisfaits.

La Roumanie dut, sous la pression du comte Czernin, céder à la Hongrie des portions importantes de son territoire. Le général Hell reçut la consigne, sans cesse renouvelée, de s’y opposer, mais il ne put y réussir. On permettait à la Roumanie de s’établir en Bessarabie.

Au point de vue militaire, le traité imposait aux Roumains la démobilisation et une diminution de leur armée, ainsi que la livraison d’une partie de leur matériel de guerre, qui serait confié à la garde des alliés. La mission militaire française devait repartir pour la Russie. On laissait à la Roumanie la Moldavie, même comme territoire militaire, et on lui accordait le droit de conserver quelques divisions sur le pied de guerre pour occuper la Bessarabie. L’Allemagne et l’Autriche-Hongrie avaient le droit de maintenir, en Valachie, six divisions d’occupation, dont quatre Allemandes. L’administration de la Valachie était laissée entre les mains du feld-maréchal von Mackensen jusqu’à la conclusion de la paix.

Les dispositions économiques du traité ne conféraient pas à l’Allemagne les avantages que j’avais espérés. Elles n’imposaient pas à la Roumanie de bien lourdes conditions,

À côté des livraisons de blé et de pétrole, la navigation sur le Danube avait une grosse importance. J’espérais obtenir des avantages pour le Lloyd bavarois. La conduite de l’Autriche-Hongrie dans cette affaire fut encore des plus caractéristiques, comme d’ailleurs celle de nos négociateurs. Il fallut que le directeur des chemins de fer au G. Q. G. déployât tous ses efforts pour sauvegarder, dans une certaine mesure, les intérêts allemands sur le Danube.

La question dynastique ne fut pas tranchée davantage, pas plus que celle de savoir si les ambassadeurs de l’Entente seraient autorisés ou non à demeurer à Jassy*.* Rien ne fut changé à l’ancien état de choses. À Jassy, les mêmes puissances continuèrent à agir contre nous. Nous avions laissé subsister là une forteresse de l’Entente. On se contenta de réclamer l’envoi en Suisse des hommes politiques roumains qui nous étaient hostiles, ce qui leur permit d’agir contre nous avec plus d’efficacité que jamais. On avait bien stipulé que le peuple roumain demanderait des comptes aux responsables de la guerre : Bratiano et ses amis*,* mais c’était là une simple plaisanterie.

Je ne me rappelle pas volontiers ces négociations de Bucarest. Le 7 mai, le traité fut enfin signé. Les diplomates nous laissèrent espérer qu’ils poursuivraient l’étude de la question dynastique. La paix ne fut pas d’ailleurs ratifiée ; la défection de la Bulgarie changea d’un seul coup la situation de la Roumanie et nous permit en même temps de constater combien ce traité avait été peu adapté à l’importance de la guerre mondiale.

À propos de ce traité, on cria encore en Allemagne à la paix de violence, tant la propagande ennemie avait d’emprise sur l’esprit du peuple en face d’un gouvernement impuissant à le diriger.

\*

\* \*

La paix de Brest-Litovsk du 3 mars et les préliminaires de Buftea du 5 mars avaient provoqué une détente considérable de la situation sur le front or*i*ental. Toutefois on n’avait pas réalisé un véritable état de paix avec la Russie. Le danger subsistait de voir se reformer un nouveau front à l’Est : c’était le but que poursuivaient, d’un accord tacite, l’Entente et le bolchevisme. Mais quand le gouvernement des soviets eut remarqué que l’Entente en voulait à son existence et cherchait à mettre au gouvernail un nouveau gouvernement qui pût lui prêter pour la guerre un meilleur concours, alors seulement il se détourna d’elle et regarda de nouveau vers l’Allemagne ; il chercha à se fortifier à l’intérieur de la Russie, cessa provisoirement d’attaquer l’Allemagne par les armes, et se contenta de le faire par sa propagande.

En Roumanie, l’influence de l’Entente n’était pas entièrement brisée. De ce côté également la situation manquait de clarté.

Notre intervention en Russie au milieu de février et l’attitude énergique que nous avions déployés à cette occasion, n’avaient produit dans la conduite de la guerre, en dépit des négociations qui traînaient en longueur, aucun inconvénient sérieux, pas plus que nos transports illimités de troupes du front Est au front Ouest. Sans doute les divisions de Roumanie servaient antérieurement sur le front occidental, mais il fallait songer qu’une attaque demeurait toujours possible. Plus de quarante divisions furent ramenées à l’Ouest. Elles avaient auparavant échangé leurs plus vieilles classes contre de plus jeunes. Les divisions maintenues à l’Est subirent une diminution d’effectifs et envoyèrent plus tard leurs hommes plus jeunes en renforts au front occidental. Mais ce qui demeurait au front Est représentait encore des forces sérieuses. Nous n’avions obtenu qu’une paix armée. Nous avions encore en perspective de ce côté des moments dangereux à traverser. Le G. Q. G. continua dans le courant du printemps et de l’été à opérer des prélèvements sur les troupes de l’Est après que la situation s’y fût affermie. On demanda souvent, au commandant en chef de l’Est, s’il pouvait fournir plus d’hommes encore. Il envoya tout ce dont il put disposer. Le G. Q. G. savait qu’il recevait pour le front Ouest tout ce qui n’était pas indispensable à l’Est. Mais les espaces infinis du front russe, qui n’ont rien de commun avec le territoire de l’Allemagne, exigeaient beaucoup de troupes si nous voulions y satisfaire aux nécessités militaires et économiques.

Les quatre divisions allemandes qui étaient demeurées sur le seul front roumain et les deux divisions austro-hongroises étaient le moins que l’on put y laisser. Et cependant, dans le courant du printemps, on enleva à ces divisions une partie de leurs effectifs. Le groupe d’armées Mackensen fournit également toutes ses disponibilités, en vue d’assurer autant que possible le succès à l’Ouest.

### VII

La préparation de l’armée en vue de l’offensive exigeait de nouveau un travail immense ; il fallut y consacrer l’hiver 1917-1918, comme l’hiver précédent avait servi à instruire les troupes en vue de la défensive.

De même que l’on avait alors condensé les principes tactiques dans la « bataille défensive », on fît paraître cette fois « la bataille offensive dans la guerre de positions ». Il nous fallait faire revivre dans notre armée les excellents principes d’offensive qui inspiraient nos règlements d’avant-guerre. Il fallait aussi les compléter à l’aide des expériences nouvellement acquises. On devait tendre, sans pour cela arrêter l’élan de l’attaque, à réduire autant que possible les pertes. Toutes les pensées de l’armée devaient être ramenées de la guerre de tranchées à l’attaque.

Tandis que, dans la défense, on se préoccupe de réaliser sur le terrain, une densité de forces à peu près uniforme, il s’agit, dans l’attaque, de définir le point décisif qui servira de base à la répartition des forces. Pendant la guerre de tranchées, les parties dominantes du terrain avaient perdu beaucoup de leur importance. La bataille d’Arras l’avait, une fois de plus, démontré, puisqu’il fut possible de se maintenir sur des positions complètement vues de l’ennemi. On avait souvent cru qu’il ne serait pas possible de se maintenir si l’on n’arrivait pas à s’emparer de telle ou telle hauteur ; en réalité l’attaque échouait parfois et l’on réussissait parfaitement bien à garder la position. Mais il n’en allait pas de même dans la guerre de mouvement ; la conquête des éminences de terrain constituait souvent un succès décisif, qu’il fallait soigneusement rechercher.

Il fallait inculquer à nouveau les principes du déploiement pour le combat et rappeler qu’il faut compter non pas seulement sur les poitrines des soldats, mais aussi sur leurs armes. La ligne avancée de combat devait être tenue par de faibles effectifs, mais nourrie sans interruption par les renforts échelonnés en profondeur. Comme on l’avait fait dans la défensive, il y avait lieu, dans l’offensive, d’employer des formations plus souples et de développer dans l’infanterie la tactique des groupes de tirailleurs. Quant à l’emploi des troupes en formations denses préconisé par l’ennemi, et qui offre des avantages pour des troupes peu exercées, nous ne devions pas nous y ranger.

Il fallait que la mitrailleuse légère devînt partie intégrante de la compagnie d’infanterie. On la regardait encore comme une arme auxiliaire de l’infanterie, ou, pour mieux dire, on n’était pas intimement pénétré dans l’infanterie et encore moins dans l’armée, de ce fait que la mitrailleuse légère est, elle-même, le « fantassin » et que le fantassin d’autrefois n’est aujourd’hui que le « porteur de l’arme ». La mitrailleuse légère, avec sa grande puissance de tir, comparée à celle du fusil, était et devait être toujours davantage, au fur et à mesure du développement de son emploi, l’instrument principal du feu de l’infanterie. Cela ne signifie pas que les simples fusiliers n’eussent plus à tirer ; nous leur accordâmes, au contraire, la plus grande attention.

La mitrailleuse légère et le fusilier constituèrent des groupes de tireurs qui devaient rester solidement unis au milieu de toutes les privations et de tous les dangers. La puissance de tir de ces groupes fut encore augmentée par les armes portatives à tir rapide de tous genres et par les différentes grenades à fusil.

La mitrailleuse lourde, qui avait une portée plus grande et un rendement supérieur, eut pour mission de faciliter aux groupes de tirailleurs, en tenant l’adversaire sous leur feu, leurs marches d’approche de position en position. Naturellement elle devait suivre l’infanterie dans son avance. Bien qu’elle fît partie intégrante de l’infanterie, elle était devenue pour cette dernière une sorte d’arme d’accompagnement.

La deuxième arme d’accompagnement était le lance-bombes léger, que l’on dirigeait principalement contre des objectifs peu éloignés offrant une certaine résistance. Créé à son origine pour la guerre de positions, il allait maintenant être rendu transportable et adapté au tir direct, à l’aide d’un viseur spécial. Le lance-bombes léger appartenait au bataillon d’infanterie qui devenait de plus en plus dans la D. I. l’unité de combat comme le groupe (Gruppe) dans la compagnie.

Ces armes d’accompagnement ne suffisaient pas encore pour permettre à l’infanterie de poursuivre sa pénible avance sans trop de pertes. Naturellement une puissante préparation d’artillerie précédait l’attaque. Mais elle ne pouvait pas tout atteindre et laissait subsister chez l’ennemi trop de nids de résistance qu’il fallait écraser l’un après l’autre par un tir rapproché. C’est pour cela que, dans chaque D. I., on détacha de l’artillerie, en vue du combat rapproché, des canons de campagne, qui furent attribués aux bataillons ou aux régiments, en qualité de canons d’infanterie. On commença à constituer des batteries spéciales de canons d’infanterie, mais ici on n’avança que très lentement.

Chaque D. I. disposait en outre de sa compagnie de lance-bombes moyens que l’on s’efforçait de rendre aussi mobile que possible et que l’on attribuait aux bataillons suivant les besoins. Venaient enfin les lance-flammes qui pouvaient s’attaquer de très près aux garnisons des abris et des caves.

Nous n’avions pas de tanks pour accompagner l’infanterie. Ce n’était là qu’une arme d’attaque et nos attaques réussissaient sans elle. Nous n’en avions pas moins pour cela le devoir de faire tout ce qui « tait possible pour faciliter la tâche de l’infanterie. J’ai déjà dit que notre industrie automobile était absorbée par la fabrication des auto-camions et que nous n’avions pas une quantité suffisante de ces derniers pour pouvoir, comme le faisait l’Entente, soustraire notre infanterie pendant de longues périodes aux émotions du combat, et l’amener ensuite, en temps voulu, d’un cantonnement confortable à la ligne de feu. J’ai dit que j’attachais, pour cette raison, la plus grosse importance à la construction des auto-camions. Notre situation était très défavorable en ce qui concerne les carburants, et nous devions chercher à nous en procurer de plus grandes quantités. Nous n’avions pas le droit d’amoindrir la construction des auto-camions. Nous ne pouvions trop faire pour arriver à déplacer et à transporter notre infanterie au moyen d’auto-camions. Les E.-M. d’armées ont souvent regretté de n’en pas avoir un assez grand nombre à leur disposition. Quand les chefs d’État-Major se plaignaient des difficultés du ravitaillement, surtout en munitions, et qu’ils les expliquaient par le manque d’automobiles et que je leur objectais qu’il y en avait pourtant, on me répondait qu’il avait fallu les consacrer au transport de l’infanterie. Le G. Q. G. était dans l’impossibilité de tout faire. Mais il dut cependant s’occuper de la question des tanks.

Les tanks étaient intervenus très efficacement dans la bataille de Cambrai. Mais le secteur contre lequel ils avaient été engagés était faiblement occupé, en partie avec des classes âgées, et mal pourvu en artillerie. Dans toutes les autres occasions, ils avaient naturellement nui à l’infanterie, mais ils n’avaient obtenu aucun résultat décisif. Je m’étais fait de la « terreur du tank » une idée beaucoup plus grave que la troupe elle-même. Dans les combats livrés autour de Bourlon et du bois de Bourlon notre infanterie avait, au cours d’une lutte corps à corps, mis hors de combat les tanks ennemis, à l’aide de paquets de charges d’explosifs. Notre artillerie les avait transpercés. Les balles à noyau d’acier des mitrailleuses avaient suffi à obtenir le même résultat. Les meilleures armes contre les tanks étaient des nerfs solides, de la discipline et de l’intrépidité. Ces qualités rendirent certains soldats capables d’escalader les tanks ennemis ou de les transpercer de balles tirées à courte distance. Ce n’est qu’avec l’abaissement de la discipline et l’affaiblissement du moral de notre infanterie que les tanks employés en masse et accompagnés de nuages de fumée eurent une influence désastreuse sur la marche des événements militaires.

Nous organisâmes en groupes les tanks capturés. Je vis ceux qui furent les premiers prêts au cours d’une manœuvre d’un bataillon d’assaut en février 1918. L’impression produite n’était pas bien grosse. Nos groupes de tanks subirent de lourdes pertes dans les combats qui suivirent, sans obtenir de résultats.

Le chef de la traction automobile de campagne avait déjà reçu, depuis longtemps, la mission d’organiser la construction des tanks. Le modèle qu’il présenta au G. Q, G. au printemps 1917 ne répondait pas aux exigences. Je le convainquis qu’il fallait pousser énergiquement la construction des tanks. Il est possible que j’eusse dû exercer une pression encore plus grande et que nous eussions peut-être eu, dans ce cas, plus de tanks pour la bataille décisive de 1918 ; mais je ne sais pas quel autre besoin de l’armée nous eussions pu ajourner pour faire place à celui-là. Nous ne pouvions mettre plus d’ouvriers en sursis ; le pays ne nous en envoyait pas. En aurions-nous reçu, que nous eussions dû les employer pour combler les vides de l’arrière. Nous n’aurions jamais pu pratiquer pour 1918 l’entrée en action d’une masse de tanks, qui seule est efficace.

Lorsque, vers la fin de la guerre, l’industrie fut en état de construire plus vite les tanks et en plus grand nombre, le G. Q. G. en commanda une plus grande quantité au ministère de la Guerre.

Pour faire appuyer par l’aviation l’attaque d’infanterie, nous créâmes des groupes spéciaux d’avions de combat. Comme les avions isolés l’avaient fait jusqu’à présent en piquant d’une grande altitude et en volant au ras du sol, ces groupes attaquèrent avec leurs mitrailleuses et leurs bombes légères la lignes d’infanterie ennemie, l’artillerie et de plus en plus le réserves mêmes de l’ennemi, les colonnes et les convois et aussi les colonnes sur route qui marchaient, de l’arrière vers les lignes. Destinées d’abord à l’accompagnement de l’infanterie. Les escadrilles de combat eurent à remplir à la fin des missions tactiques importantes. L’aviation conquit ainsi un nouveau champ d’action du plus haut intérêt. Les avions n’étaient plus seulement des organes de reconnaissance qui avaient à soutenir des combats au cours de leurs missions ou des bombardiers chargés de causer des dommages sur les arrières de l’ennemi ; ils avaient maintenant, comme l’infanterie, l’artillerie et toutes les autres armes, à intervenir dans le combat sur terre. Ils devenaient, comme les autres instruments de combat, une arme de destruction ayant son rôle particulier dans la grande bataille. Cela devint leur véritable but, le combat aérien ne fut plus qu’un moyen.

La grande préparation d’artillerie était d’une importance capitale avant l’intervention de l’infanterie dans la bataille offensive. Il fallait, pour une attaque, mettre en ligne de 20 à 30 batteries, c’est-à-dire environ cent canons, sur un kilomètre de front ; c’étaient là des chiffres auxquels auparavant aucun homme n’aurait cru ; encore bien moins eût-on pensé aux masses de projectiles que ces canons arrivaient à lancer sur l’ennemi. L’on pouvait vraiment appeler cela une action par masses ! Et cependant il y a tant de place sur la vaste terre, que même ces pluies d’acier ne détruisaient pas toute vie, et l’infanterie avait encore bien du travail.

Ces masses d’artillerie s’avançaient avec de grandes quantités de munitions tout contre les premières lignes ; c’est par ce moyen seul que leurs coups pouvaient porter au loin, dans les lignes ennemies, sans qu’elles eussent besoin de changer de position. Il fallait en outre qu’elles fussent défilées des lignes adverses et des avions. Ces positions ne permettaient pas une action d’artillerie de longue durée ; les canons ennemis eussent bien vite fait sauter les pièces et les munitions qui n’étaient pas protégées. On ne pouvait non plus espérer faire du réglage de tir comme auparavant ; l’attention de l’ennemi eût été éveillée et le combat d’artillerie eût été déclenché avant la bataille dans des conditions défavorables.

Il fallait donc trouver une méthode qui tînt compte de ces circonstances et qui assurât à l’artillerie une action efficace sans réglage préalable. Dans les batailles défensives, nous avions essayé de nous passer de l’observation continuelle du tir de barrage. Il suffisait de connaître constamment les conditions atmosphériques (vent, poids du litre d’air) les caractéristiques de chaque canon (volume de la chambre à poudre, état du tube et de l’affût) et en tenir compte dans le tir. Nous étudiâmes cette question avec le plus grand soin. Le service météorologique de l’artillerie fut organisé en liaison avec le général commandant les forces aériennes. On pouvait ainsi faire parvenir très vite à chaque batterie le bulletin météorologique. En outre à l’arrière du front on définit, par le tir, le régime spécial de chaque pièce. L’on put ainsi fixer à l’aide de tables très simples la correction à commander pour chaque pièce, pour un but déterminé. Il fallait supposer naturellement que l’on connaissait avec certitude les distances et que l’on possédait un plan parfaitement établi sur lequel les points, représentant sur le terrain le centre de toutes les batteries, étaient reportés à la suite d’opérations topographiques et de calculs trigonométriques, et où l’on trouvait aussi, marqués avec la plus grande précision possible, tous les objectifs ; ces derniers points étaient obtenus soit par le développement des photographies aériennes, soit par les travaux des sections de repérage par les lueurs ou par le son. Tout cela constituait un formidable travail. Cette nouvelle méthode rencontra une vive opposition de la part des vieux artilleurs. Il fallut cependant l’employer, et elle fit ses preuves dans la suite.

Ce fut le capitaine Pulkowski qui fut chargé de renseigner aux troupes et il s’acquitta de sa tâche avec un grand zèle et une parfaite compétence.

Les lance-bombes devaient compléter l’action de l’artillerie pour ce qui concernait les buts rapprochés.

Le G. Q. G. projetait de lancer l’infanterie à l’assaut après un tir d’artillerie dont la durée ne dépasserait pas quelques heures, l’infanterie se trouvant rassemblée dans les premières lignes.

Ce feu, court et violent, avait pour but de paralyser l’artillerie ennemie au moyen des gaz qu’il répandait sur de larges surfaces et de fixer l’infanterie dans ses abris.

Quand l’attaque d’infanterie aurait commencé, le tir tout en continuant à déminer l’artillerie ennemie, devait précéder l’infanterie comme une vague puissante et lui ouvrir le chemin. Il fallait que l’infanterie restât collée à cette muraille de feu ; elle le fit avec une merveilleuse audace. L’infanterie engageait ensuite le combat, sous la voûte de feu établie par sa propre artillerie en liaison avec toutes ses armes d’accompagnement, contre l’ennemi qui sortait de ses abris aussitôt après le passage du barrage roulant.

Il était clair que plus l’infanterie collait au barrage, moins l’ennemi avait de temps pour sortir de son couvert et plus il était surpris dans ses abris. Le barrage devait ensuite progresser sur le terrain avec la même vitesse que pouvait mettre l’infanterie à s’avancer en combattant. Cette vitesse était à régler d’avance, car malgré toutes les expériences et tous les calculs, la science tactique et technique n’avait pas fourni le moyen de donner pratiquement au tir un rythme conforme au développement de la bataille. La configuration et la nature du terrain entraient en ligne de compte pour permettre d’apprécier la progression de l’infanterie et pour régler en conséquence la vitesse du barrage roulant. Des lignes plus fortes exigeaient de plus longues attaques et entraînaient pour le barrage un arrêt plus prolongé. On en vint à fixer un délai d’une heure pour 1 kilomètre de profondeur. Il y avait toujours de graves inconvénients à ce que le barrage perdît le contact de l’infanterie. L’attaque s’arrêtait alors très facilement et on ne ramenait le barrage en arrière que très difficilement et après une grande perte de temps, ce qui entraînait pour notre infanterie des pertes que tout chef a le devoir d’éviter.

Avec l’augmentation de la distance, le barrage perdait de son intensité, beaucoup de canons s’arrêtaient par suite de leur portée insuffisante. À la fin, aucune pièce ne portait plus et le barrage tombait de lui-même. L’infanterie le dépassait. Il fallait alors avancer l’artillerie et la préparer en vue d’une attaque ultérieure de l’infanterie. En dépit de toutes ses armes d’accompagnement et des canons qu’on lui avait attribués, l’infanterie ne pouvait pas renoncer à cette préparation.

On ne pouvait guère prévoir la manière dont se livreraient les combats d’infanterie au sortir du barrage roulant. Il fallait organiser méthodiquement l’avance d’une puissante artillerie et d’une quantité de munitions plus formidable encore. Tout dépendait précisément des munitions. Souvent l’on amenait beaucoup trop de canons. Faire traverser à de nombreux camions notre système de positions et celui de l’ennemi avec ses tranchées, ses réseaux de fils de fer, ses profonds entonnoirs, constituait une tâche extrêmement difficile. Il fallait des préparatifs très minutieux et une très grande accumulation de matériel pour arriver à jeter des ponts suffisants sur tout cet espace de terrain.

En ce qui concernait la continuation de l’attaque, le G. Q. G. attachait une grande importance à ce qu’elle fût réalisée longtemps par les troupes qui se trouvaient en première ligne. Je combattis l’opinion qui voulait confier cette tâche dès le deuxième ou le troisième jour aux divisions de la deuxième vague. Au début de la guerre, nous avions combattu sans aucune relève. La troupe actuelle n’était certainement plus capable de le faire ; mais des changements aussi fréquents que certains le voulaient n’étaient pas encore nécessaires.

Plus l’attaque progressait, plus elle prenait le caractère de la guerre de mouvement. Si dans les combats défensifs les chefs d’un grade supérieur devaient se tenir à l’arrière pour pouvoir diriger réellement le combat, ils devaient maintenant être en avant et d’autant plus en avant que nous entrions davantage dans la guerre de mouvement. Le chef y devait prendre des décisions rapides et, dans certaines circonstances, entraîner ses hommes par son exemple personnel.

Il arrivait enfin que la guerre de mouvement se heurtât à un nouveau front, comme cela s’était produit en Roumanie, en Galicie orientale et en Italie. Nous devions alors nous mettre sur la défensive et nous échelonner en profondeur. Le moment précis où il fallait opérer cette transformation était difficile à fixer. Il arrivait trop souvent qu’on livrait des combats inutiles.

Nos grandes attaques avaient montré l’importance de l’avance simultanée du ravitaillement de toute sorte. Il allait de soi que l’attention dût s’y porter. Il fallait faire tous les préparatifs nécessaires pour pouvoir suivre l’attaque, au-delà des systèmes de positions, avec des chemins de fer, des routes et des lignes téléphoniques et pour obtenir de suite la liaison avec les installations correspondantes du territoire conquis.

Sur tous les théâtres de la guerre, on dressa les troupes à ces nouvelles méthodes. Un général, particulièrement expérimenté, fut envoyé en Roumanie pour y faire l’instruction des unités, d’après les principes de l’Ouest, en vue de les rendre rapidement utilisables sur le front français, malgré la conclusion tardive de la paix avec la Roumanie.

À l’Ouest, on organisa de nouveau des cours pour les commandants des grandes unités et les officiers d’état-major, et même pour les officiers de grade inférieur jusqu’aux chefs de groupes (Gruppe) dont le rôle était si important pour la réussite de l’attaque. Une activité fiévreuse régna dans l’armée. Elle commençait à l’instruction des recrues et se terminait aux manœuvres de troupes de toutes armes ou aux exercices de tir. On s’exerça au barrage roulant, au moyen d’obus réels, avec avance simultanée de l’infanterie.

Tous les chefs eurent à renforcer la discipline qui restait maintenant comme autrefois la base de notre armée et le principe de tout succès. On y attacha d’autant plus d’importance que l’on commençait à se rendre compte de la mauvaise influence exercée par l’intérieur sur l’armée. Comme en temps de paix l’instruction individuelle du soldat se vit attribuer une importance toute spéciale ; il y eut peu de grandes manœuvres avec troupes de toutes armes.

On fit tout le nécessaire pour préparer l’armée à l’offensive comme on l’avait fait l’année précédente pour la défensive. Grâce au zèle qu’apportaient les officiers à bien instruire leurs hommes et à l’excellence des règlements, le chiffre des pertes allemandes en tués et blessés, bien que très élevé, fut très inférieur à celui des pertes ennemies. D’après un calcul approximatif, l’Angleterre et la France ont eu beaucoup plus de 2.000.000 de morts ; la Russie en a eu autant. Si je compte la moitié des morts russes comme tombés sur le front allemand, ce qui est un chiffre inférieur à la réalité, cela donne beaucoup plus de 3.000.000 d’ennemis tués pour 2.000.000 d’Allemands. J’ai fait entrer dans ces chiffres, pour les deux parties, les morts qui sont tombés sur d’autres fronts. Le tableau nous est donc plus favorable encore et ce caractère s’accentuera à mesure que nous connaîtrons mieux la question. Ces chiffres sont effroyables. Mais ils montrent combien nous nous efforcions d’être dignes de la lourde responsabilité que nous assumions vis-à-vis de nos soldats.

Dans les préparatifs de l’attaque, la défensive ne fut pas oubliée, parce que nous avions à compter avec les contre-attaques ennemies. On conserva les principes de la défensive, mais on prit des mesures plus sérieuses contre les tanks. Les armes d’accompagnement de l’infanterie furent aussi employées contre les tanks, aussi bien dans l’attaque que dans la défense. En ce qui concerne l’artillerie, particulièrement le canon de campagne et le lance-bombes léger, on attacha une exceptionnelle importance au tir direct et individuel contre les tanks. On augmenta également à cette intention la dotation des mitrailleuses lourdes en munitions correspondantes. On développa les expériences de destruction des tanks à l’aide de paquets d’explosifs ; toutes les observations faites sur ce point furent communiquées aux troupes et on leur demanda de faire connaître leur point de vue.

Les positions furent mises à l’abri des attaques possibles par tanks ; on dressa des pièges, on coupa les routes, on posa des mines et sur de nombreux points on disposa des canons de défense contre tanks. Naturellement il fallait tenir compte, dans toutes ces mesures, du petit nombre de bras dont on disposait et de l’opinion des troupes au sujet de la plus ou moins grande probabilité d’attaques par tanks.

Le ministère de la Guerre nous tenait au courant de la construction des armes de défense contre tanks, qu’il poursuivait sans arrêt.

J’allais souvent au front et j’échangeais constamment mes idées avec les Q. G. d’armées au sujet de la tactique dans la bataille offensive et au sujet de l’attaque elle-même. Je recueillais sur différentes questions de nombreuses observations favorables ou défavorables. Les conversations au sujet du barrage roulant et de la zone avancée me sont encore présentes à l’esprit. Il me fallait, à la fin, prendre des décisions, comme c’était mon devoir. Les nouveaux principes tactiques rencontrèrent de l’approbation et furent acceptés volontiers par la troupe. Ils laissaient partout une place suffisante aux initiatives individuelles.

J’assistai à différents exercices et je m’entretins avec beaucoup d’officiers du front. Il était évident qu’il n’était pas facile aux troupes de s’adapter aux nouvelles formations diluées. Il était absolument indispensable de poursuivre l’instruction des troupes jusque dans le courant du mois de mars.

### VIII

En janvier et en février, les divisions qui étaient destinées à l’attaque sur le front Ouest furent retirées des lignes. Elles furent remplacées en partie par celles qui venaient d’autres théâtres de guerre. À partir de ce moment, il leur fallait se consacrer entièrement à leur entraînement et à leur équipement. Nous n’étions pas en état de fournir de suite à toutes les divisions le matériel et les chevaux ; il fallut nous limiter à celles qui devaient attaquer les premières. On agit de même avec les autres unités d’attaque non endivisionnées : artillerie d’armée, artillerie lourde, lance-bombes, etc. On alloua un supplément de nourriture aux chevaux des divisions d’attaque.

Le G. Q. G. a regretté de voir se créer, à l’intérieur de l’armée, des expressions comme « division d’attaque » ou « division de positions ». Il a essayé de les combattre, mais sans pouvoir rien changer à l’état de choses qui les provoquait.

Entre temps nous avions peu à peu rassemblé, en vue de l’attaque, tout ce dont nous pensions pouvoir avoir besoin. Quelques divisions revenant du front oriental étaient encore en route.

Nous espérions pouvoir attaquer, avec les forces que nous ramenions de tous côtés, sur un front ininterrompu de 50 kilomètres. Il fallait compter de vingt à trente batteries, en plus des lance-bombes, par kilomètre. En négligeant quelques points moins intéressants, on pourrait encore élargir le front d’attaque. Nous avions sur tout le front occidental une supériorité numérique de trente divisions environ. Mais la supériorité réelle n’était pas aussi accentuée, parce que les armées ennemies avaient une quantité beaucoup plus grande que nous d’armes spéciales et de troupes territoriales. En tout cas, nous n’avions jamais atteint une proportion aussi favorable. On pouvait donc espérer un succès. Nous pensions mener l’attaque avec environ cinquante à soixante divisions. Il fallait pour cela se résigner à affaiblir les autres parties du front.

Le G. Q. G. s’était adressé à l’Autriche-Hongrie. Elle avait envoyé des batteries, mais qui étaient malheureusement si mal pourvues de munitions qu’elles ne représentaient pour nous qu’un faible appui. Il n’y avait pas de D. I. austro-hongroises disponibles. Leurs effectifs étaient trop bas ; ils se relevèrent plus tard quand quelques centaines de milliers d’hommes, qui étaient prisonniers en Russie, furent revenus de captivité.

Le départ de troupes allemandes du front italien et du front oriental, où elles avaient occupé une partie très importante des positions, obligea l’armée austro-hongroise à un effort militaire plus grand malgré le changement qui s’était produit dans la situation.

Le G. Q. G. aurait très volontiers amené le XVe C. A. turc sur le front Ouest, mais la triste situation dans laquelle se trouvait l’armée turque nous obligea à le renvoyer en Turquie. Je l’ai regretté plus tard. Comme Enver continuait à n’avoir d’yeux que pour le Caucase, il envoya le C. A. à Batourn, où il demeura sans rien faire d’utile. Il eût été préférable qu’il vînt au front occidental.

La Bulgarie utilisait ses troupes sur le front macédonien ; au point de vue des effectifs elle eût pu donner des troupes au front Ouest, mais elle n’eut jamais la compréhension des besoins généraux de la guerre. Autrefois déjà elle n’avait pas voulu passer le Danube et été ne consentait maintenant qu’à contrecœur à céder une partie des troupes allemandes de Macédoine, bien qu’il ne s’agît là que de quelques bataillons de chasseurs et d’un certain nombre de batteries ou de formations de mitrailleuses de montagnes. Les troupes bulgares qui vinrent de Dobroudja les relever étaient numériquement beaucoup plus fortes. Nous y laissâmes même des troupes allemandes. Quant au matériel de guerre, les unités allemandes qui partaient le laissèrent sur place ou bien on le remplaça par des livraisons spéciales.

Nous avions suffisamment de matériel pour notre campagne dans l’Ouest. Par contre, notre situation au point de vue des effectifs était demeurée très sérieuse, nos propositions n’avaient obtenu aucun succès. En fait, le ministère de la Guerre, durant l’automne 1918, enleva, sous la pression des événements, aux troupes ou aux garnisons de l’intérieur, des hommes que l’armée du front aurait pu recevoir plus tôt. Le G. Q. G. lui-même possédait encore une réserve dans l’armée de l’Est et dans les troupes d’occupation en Roumanie ; à mesure que la situation s’y consolidait, il tirait de ces unités, en diminuant ainsi leurs effectifs, tous les hommes au-dessous de trente-cinq ans. La valeur combative de ces troupes en fut diminuée dans des proportions considérables. Dans les armes spéciales et dans les zones d’étapes, le G. Q. G. avait encore une autre source de renforts, mais peu abondante. J’essayai en outre d’employer de plus en plus les femmes au remplacement des hommes. On s’occupa de créer un corps féminin de téléphonistes auxiliaires.

La question des effectifs aurait pu ne pas être aussi critique. Le déchet provenant des déserteurs était extrêmement élevé. Leur nombre en pays neutres, par exemple en Hollande, se chiffrait par dizaines de milliers. Un plus grand nombre encore demeuraient tranquillement à l’intérieur du pays, aidés par la complicité tacite de leurs concitoyens et tolérés un peu partout par les autorités. Eux et les embusqués du front qui se comptaient également par milliers diminuaient l’effectif des troupes de combats et particulièrement de l’infanterie, dont ils sortaient pour la plupart. Si l’on avait su conserver tous ces hommes à l’armée, l’état de nos effectifs n’aurait pas été aussi critique. On eût pu recevoir plus de renforts si l’on eût été soutenu par le moral de l’intérieur. Le moral jouait un rôle décisif ; or, il était en train de fléchir.

La guerre use beaucoup d’hommes. C’est dans sa nature. La bataille défensive moderne entraîne plus de pertes que l’attaque qui trouve, dans ce fait, une de ses justifications. Les mois d’août, de septembre et d’octobre 1918 nous ont coûté beaucoup plus que les mois de mars, d’avril et de mai de la même année. Les pertes de ces derniers mois se composaient en très grande partie de blessés légers qui revinrent au front ; quant aux prisonniers que l’ennemi nous fit dans la guerre de positions, il fallait les porter au compte des pertes définitives. Il va de soi que dans ces batailles où l’on engageait des masses énormes de combattants les pertes, en dépit de toutes les mesures tactiques, ne pouvaient être que très grandes.

En mars 1918, le problème des réserves n’avait pas encore reçu de solution, bien que nous disposions de 100.000 hommes. C’était un chiffre très insuffisant, étant donnée l’usure considérable des effectifs. L’Angleterre et la France étaient, elles aussi, aux prises avec les mêmes difficultés. À l’automne 1917 les D. I. anglaises comptaient encore douze bataillons, elles en comptaient maintenant neuf. La France avait dissous, depuis la bataille de l’Aisne et de la Champagne, plus de cent bataillons sans compter les formations de l’armée territoriale et de la réserve de l’armée territoriale. Les nouvelles formations américaines qui ne pouvaient encore posséder qu’une valeur combative restreinte n’étaient pas encore là. La guerre sous-marine s’était poursuivie ; nous ne pouvions nous rendre un compte exact du tonnage dont l’Entente disposait pour ses transports de troupes.

L’armée avait dominé les pénibles impressions laissées par les combats de l’année précédente, en pensant qu’elle allait passer de la défensive à l’offensive. Le moral paraissait entièrement raffermi ; toutefois on ne pouvait méconnaître, en mars 1918, que le travail souterrain de la démoralisation faisait, çà et là, des progrès. À l’arrivée de la classe 19 dans les dépôts de recrues, on entendit s’élever des plaintes au sujet de ce contingent et de son déplorable état moral. Il était également frappant de constater quelles sommes d’argent beaucoup de recrues avaient à leur disposition. Cela ne pouvait que produire une mauvaise impression sur les classes plus âgées qui étaient depuis longtemps en campagne.

Il n’y avait rien de changé à l’état moral de l’intérieur. Les abus, constatés naguère dans la vie économique, s’étaient chaque jour accrus. Le moral de l’armée, qui était dans son ensemble si élevé, se reflétait parfois d’une façon passagère sur l’intérieur et redressait beaucoup de dangereuses illusions. Mais, en général, l’esprit de la masse échappait à cette heureuse influence ; il était troublé par la propagande ennemie, par des intérêts et des préoccupations égoïstes ; mais nullement par la crainte d’une issue défavorable de la guerre. Le pays n’était plus capable de retremper les nerfs de l’armée, bien au contraire il exerçait sur elle une action pernicieuse et dissolvante ; il nous était difficile de nous rendre un compte exact de l’étendue des ravages produits par la propagande du parti social-démocrate indépendant. Les grèves de la fin de janvier 1918 avaient jeté une lueur sinistre sur les efforts qu’il déployait ; ce parti gagnait sans cesse des adhérents et ses chefs le tenaient solidement en mains, pendant que les syndicats perdaient de plus en plus de leur influence.

Le gouvernement lui-même, bien qu’il sût agir avec énergie contre les grèves, ne savait pas plus y reconnaître le signe des temps qu’il ne l’avait fait, à l’automne 1917, pour le mouvement de la marine. Il devenait de plus en plus important de savoir, par une emprise énergique, maintenir l’ordre en Allemagne, même au risque de voir baisser passagèrement la production de guerre. Dans le cas contraire il y avait à craindre que les efforts des révolutionnaires ne produisissent des dommages beaucoup plus considérables. Le gouvernement connaissait l’opinion du G. Q. G. sur ce point. C’est durant cette période que le mouvement révolutionnaire a fait en Allemagne des progrès décisifs. C’est alors, je viens de l’apprendre récemment, que se constitua à Reinickendorf le premier conseil allemand des ouvriers et des soldats. En fait, cela constituait pour nous un échec très grave dans le combat que nous soutenions pour notre existence. Je ne lui attribuais pas encore à cette époque une importance décisive pour l’issue de la guerre. Ma foi dans le peuple allemand, considéré dans son ensemble, n’était pas encore ébranlée.

Chefs et troupes partageaient avec le G. Q. G. le sentiment que dans les prochains combats ils seraient à la hauteur de leur tâche. Nous espérions le succès, bien que ce ne fussent plus là les troupes de 1914, mais une sorte de milice qui avait une grande expérience de la guerre. L’ennemi n’était pas meilleur que nous. Là où nous l’avions attaqué avec les mêmes troupes, bien moins préparées, même pour l’attaque, nous l’avions battu. À quel résultat allions-nous arriver : percer le front et en venir à une grande opération, ou bien opérer une simple démonstration ? Cela demeurait bien incertain... comme d’ailleurs toutes les choses de la guerre.

Dans un exposé que je leur fis à Homburg, le 13 février, je m’étais exprimé ainsi devant l’empereur et le chancelier au sujet des événements qui allaient se dérouler sur le front Ouest :

« La lutte sur le front occidental représente la tâche la plus écrasante qui ait jamais incombé à une armée ; la France et l’Angleterre ont, pendant deux ans, vainement essayé d’en venir à bout. Je parlais hier avec le commandant de la 7e Armée ; il me dit que plus il réfléchissait sur cette tâche, plus il était pénétré de sa grandeur. C’est la pensée de tous ceux qui sont chargés d’une responsabilité sur le front occidental ; moi qui dois fournir au feld-maréchal les bases d’après lesquelles il demandera à l’Empereur de prendre une décision, je suis tout le premier pénétré de ce qu’a d’écrasant, au point de vue militaire, une pareille tâche. Elle ne pourra se terminer heureusement que si les chefs qui la dirigent sont délivrés de tous liens gênants, que si l’on amène à ce combat décisif le dernier homme disponible et que tous soient animés d’amour pour l’Empereur et l’Empire et d’une pleine confiance dans l’énergie des chefs et la grandeur de la patrie. Ces facteurs moraux ne sont pas à négliger, ils constituent la base de la plus gigantesque des entreprises. Il faut les relever encore par la manière vigoureuse dont on agira sur le front Est.

« L’armée sur le front Ouest attend le moment de faire ses preuves.

« Il ne faut pas croire que notre offensive va se développer comme celle de Galicie ou d’Italie ; ce sera une lutte gigantesque, qui commencera sur un point, se continuera ailleurs et demandera beaucoup de temps, un combat qui sera pénible, mais qui se terminera par la victoire... »

Le succès devait être couronné par une grande opération au cours de laquelle nous eussions pu mettre en valeur la grande supériorité que nous avions dans le déploiement. Tel était le but suprême qu’il fallait viser. Si l’on n’y réussissait pas à la première attaque, on y réussirait plus tard ; sans doute la situation serait dans ce dernier cas plus défavorable ; dans quelle mesure ? Cela dépendrait de l’arrivée et de la valeur des renforts américains et des pertes que les combats à venir nous occasionneraient ainsi qu’à nos ennemis. Tout reposait sur ce point que nous devions nous en tirer d’une manière favorable, même en comptant avec un affaiblissement de notre armée. Il fallait seulement qu’il fût moindre que celui de l’ennemi. Nous nous assurerions d’abord l’avantage en attaquant. Je ne pouvais en demander plus.

J’annonçai à l’Empereur que l’armée rassemblée et bien préparée abordait la « plus grande tâche de son histoire ».

# L’OFFENSIVE DE 1918, A L’OUEST

### I

C’était une décision bien délicate que de choisir le point d’attaque. II fallait se presser, pour tenir compte de la nécessité de prévoir à longue échéance et de tout régler dans les plus petits détails ; concentration des troupes sur une zone de surface restreinte, transport à pied-d’œuvre d’énormes quantités de munitions et de matériel de toute sorte par les voies ferrées, travaux à effectuer par la troupe même, tels que : l’empierrement des positions de batterie, le camouflage des chemins, la construction d’abris pour l’aviation et du matériel permettant de franchir le système des tranchées, enfin la mise en place des troupes pour l’attaque. Tout cela demandait des semaines. Il y avait aussi à tenir compte du danger que nous courions ainsi à dévoiler nos plans prématurément. Il fallait donc entreprendre sur les fronts où l’on n’attaquait pas des travaux qui détourneraient l’attention de l’ennemi et serviraient de base à des attaques ultérieures. Mais il n’en fallait pas moins affecter de très bonne heure au secteur de l’attaque la plus grande partie des détachements de travailleurs disponibles. Il fallait sur les autres points du front se limiter à des préparatifs de faible étendue. Quoi qu’il en soit, il était possible de tromper l’ennemi. Il fallait enfin prévoir et réaliser avec prudence tout un système de défense.

Je conférai avec les commandants de groupes d’armées et les officiers de mon État-Major pour savoir quel front d’attaque choisir et j’écoutai soigneusement leurs avis. Trois secteurs convenaient : dans les Flandres, d’Ypres à Lens ; entre Arras et Saint-Quentin ou La Fère et de part et d’autre de Verdun, en laissant de côté la forteresse. Comme il arrive toujours, dans pareille circonstance, chacune de ces trois solutions avait ses avantages et ses inconvénients.

Autour d’Ypres et d’Arras se trouvaient des forces ennemies en très grand nombre ; de même, devant la ligne de l’Ailette et vers l’Est jusque dans la région de Verdun ; c’est de part et d’autre de Saint-Quentin que le front était le moins solidement tenu ; plus au nord, depuis les combats autour de Cambrai, l’ennemi s’était considérablement fortifié.

Pour une attaque au nord, le terrain était difficile. La vallée de la Lys, à l’ouest de Lille, où devait se prononcer l’attaque principale, n’était praticable que dans certaines saisons et par le beau temps ; avant le milieu d’avril, on n’y pouvait pas sortir des chemins. À cause de l’Amérique, nous trouvions cette date bien éloignée.

L’attaque au centre n’offrait pas de difficultés de terrain ; mais au cours de la poursuite, il faudrait surmonter les obstacles que présentaient les champs d’entonnoirs de la bataille de la Somme.

L’attaque sur Verdun devait se produire dans des régions très escarpées.

On pouvait faire ces deux attaques sans tenir compte de la saison.

L’attaque au centre, au point de vue tactique, était cependant la plus favorable ; elle portait sur la position la plus faible de l’ennemi et le terrain n’offrait pas de difficultés. De plus l’attaque était possible à tout moment.

Stratégiquement, l’attaque au nord était avantageuse en ce qu’elle permettait d’atteindre un but important et limité tout à la fois. Il était possible d’obtenir par là un raccourcissement du front, si on réussissait à enlever Calais et Boulogne, de même, l’attaque sur Verdun pouvait amener une rectification de notre front dont la valeur aurait été surtout sensible au point de vue tactique. L’attaque au centre pouvait évidemment nous conduire trop loin. Mais en reportant le centre de l’attaque dans la région entre Arras et Péronne, vers la côte, on évitait cet inconvénient. Si nous percions, le succès stratégique pouvait être énorme, car nous coupions de l’armée française le gros des forces anglaises en les poussant à la côte.

Je me résolus à attaquer au centre. Les questions de temps et des considérations tactiques me dictèrent sans doute ma décision, qui, d’ailleurs, considéra, avant tout, la faiblesse de l’ennemi. On ne pouvait pas savoir si cette infériorité se maintiendrait longtemps. La pure stratégie devait céder le pas à la tactique. Sans succès tactique on ne pouvait pas s’occuper de stratégie. Une stratégie qui ne cherche pas le succès tactique est d’avance condamnée à l’impuissance. Les attaques de l’Entente pendant les trois premières années de la guerre en fournissent de nombreux exemples.

Après avoir désigné les divisions et l’ensemble des ressources qui seraient à notre disposition pour l’attaque, nous décidâmes de porter le coup entre Croisilles, au sud-est d’Arras, et Mœuvres, et, en laissant de côté le saillant de Cambrai, entre Villers-Guislain et l’Oise au sud de Saint-Quentin ; il fallait accompagner cette offensive d’une attaque locale partant de La Fère.

Les préparatifs et la direction de l’attaque rendirent nécessaire l’insertion de deux États-Majors d’armées avec de nouvelles inspections d’étapes. L’État-Major de la 17e Armée, l’ancien État-Major de la 14e Armée, en Italie, général Otto von Below, chef d’État-Major, général Krafft von Dellmensingen, fut placé entre les 6e et 2e Armées en face d’Arras, l’État-Major de la 18e Armée, Pancien État-Major du groupe d’armées Woyrsch, actuellement général von Hutier, chef d’État-Major général von Sauberzweig entre les 2e et 7e Armées, en face de Saint-Quentin et La Fère. La limite de la 17e Armée par rapport à la 6e était à peu près à mi-chemin entre Lens et Arras et, par rapport à la 2e aux environs de Mœuvres. La limite de la 18 e Armée par rapport â la 2e se trouvait vers l’Omignon et par rapport à la 7e juste au sud de La Fère.

La 17e Armée avait, par conséquent, à attaquer sur la ligne Cioisilles-Moeuvres, la 2e et la 18e entre Villers-Guislain et La Fère. La 17e et la 2e Armées devaient s’appuyer mutuellement et couper, par une manœuvre de leurs ailes intérieures, l’ennemi qui se trouvait dans le saillant de Cambrai, puis pousser entre Croisilles et Péronne. La 18e Armée avait, concurremment avec l’extrême gauche de la 2e Armée, à couvrir le groupe de choc du côté du sud. Les effectifs et l’équipement des armées en engins offensifs avaient été fixés en tenant compte de cette mission.

La 17e et la 2e Armées devaient rester pour le combat décisif sous les ordres du groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht. La 18e armée fut rattachée au groupe d’armées du Kronprinz allemand. Me souvenant de la campagne de novembre 1914 en Pologne je tenais à exercer la plus grande influence sur la bataille, ce qui était délicat, quand elle était dirigée par un seul groupe d’armées. Toute intervention était, dans ce cas, trop facilement taxée d’ingérence oiseuse de l’autorité immédiatement supérieure. Il fallait utiliser dans la plus large mesure le concours du groupe d’armées du Kronprinz allemand ; c’est à quoi tendait cette organisation du commandement. Enfin c’était pour le général feld-maréchal et pour moi, puisque la situation stratégique le rendait nécessaire, une véritable joie d’amener son Altesse Impériale le Kronprinz à prendre part à la première grande bataille offensive sur le front occidental. Je n’étais pas influencé par des intérêts dynastiques, car tout en gardant à mon roi une profonde fidélité, je suis un homme indépendant, et je n’ai rien du courtisan.

On avait prévu un élargissement de l’attaque vers le nord, en direction d’Arras, vers le sud, sur la rive gauche de l’Oise.

Il y eut des attaques de diversion et des préparatifs furent faits en vue d’offensives ultérieures ;

Au groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht, entre Ypres et Lens ;

Au groupe d’armées du Kronprinz allemand, surtout entre Reims et l’Argonne ;

Au groupe d’armées von Gallwitz,' nouvellement formé, sur Pancien champ de bataille de Verdun ;

Et au groupe d’armées du duc Albrecht entre Sarrebourg en Lorraine et Markirch, de même que dans le Sundgau,

Le groupe d’armées von Gallwitz fut créé lorsque le groupe d’armées du Kronprinz allemand s’étendit en direction de Saint-Quentin, se détournant ainsi de Verdun. Le général von Gallwitz avait sous son commandement direct sa 5e armée et en outre le détachement d’armée C.

Au groupe d’armées du duc Albrecht, on intercala en Lorraine l’État-Major de l’armée allemande du Sud venu de Galicie orientale, général von Bothmer, chef d’État-Major colonel von Hemmer, qui s’était montré remarquable dans les mêmes fonctions, sur le front oriental. Il formait l’E.-M. 19. L’État-Major A pris possession du secteur Sarrebourg-Markirch.

Tous les fronts restaient sur la défensive pour le cas où l’ennemi attaquerait ou contre-attaquerait. En quelques endroits, on avait prévu le cas où les troupes auraient à refuser le combat en reportant les lignes en arrière.

On avait travaillé systématiquement dans ce cadre, depuis le milieu de janvier, avec le plus grand dévouement. Dès le début de février, nous fixâmes le jour de l’attaque au 21 mars, bien que les événements du front oriental ne fussent pas encore très nets. La situation militaire exigeait une décision. Le Haut Commandement pouvait toujours modifier par la suite, mais non commencer à nouveau.

Les mesures des E.-M. d’armées, du quartier-maître général, de l’intendant général, du chef des chemins de fer en campagne et des officiers de mon État-Major personnel s’enchaînaient admirablement. Je pouvais m’en persuader au cours de mes voyages au front. À ces occasions, je m’entretenais sur toutes ces questions, j’apportais mon entremise et mon aide. Je me faisais faire par les chefs d’armée et de groupes de *c*ourts rapports sur le terrain, la répartition des forces, le combat d’artillerie et l’état des préparatifs. Dans mes exposés, je soulignais la valeur d’une action commune des ailes intérieures de la 17° et de la 2e Armées du groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht en vue de couper le saillant de Cambrai ; en effet, bien des *c*hoses en dépendaient et la 17e *A*rmée me semblait porter trop tôt ses regards vers l’Ouest. On s’entendit sur la coopération des deux groupes d’armées au point de suture de la 2e et de la 18e armée. Les préparatifs se poursuivaient systématiquement. Partout on travaillait avec confiance dans le résultat. Tout s’enchaînait comme les rouages d’un mouvement d’horlogerie. Il était certain que les armées seraient prêtes au combat au jour fixé.

Je tenais pour nécessaire d’utiliser des succès éventuels en vue de la propagande pour la paix, dont nous renforcerions l’idée chez l’ennemi. Le colonel von Haeften avait fourni sur la question un mémoire que j’envoyai au chancelier de l’Empire. Il semble qu’il l’ait fait parvenir aux Affaires étrangères. Cela n’inspira rien d’essentiel.

Le chancelier de l’Empire avait toute clarté sur nos intentions d’attaque sur le front occidental. Les instances du haut commandement, qui pressait d’accélérer les négociations diplomatiques à l’Est, de même que la résolution de dénoncer l’armistice avec la Russie, n’avaient pas d’autre mobile. Il savait le prix que nous attachions à cette offensive. Je lui en ai fait savoir la date. Il n’y avait pas pour l’Allemagne d’autre voie pour amener l’ennemi à consentir à la paix. La condition préalable était d’ébranler la position de Lloyd George et de Clemenceau par une victoire militaire. On ne pouvait penser à la paix auparavant. Le monde entier savait, comme l’Entente, que nous attaquerions sur le front occidental. Clemenceau, malgré les événements d’Ouest, malgré l’offensive allemande imminente, se prononça le 6 mars, je crois, de façon claire et précise pour la continuation de la guerre.

Je ne pouvais croire, à ce moment, à la conclusion d’une paix de justice. Jusque-là, l’ennemi avait toujours refusé une paix de conciliation. Fallait-il lui offrir, en cette situation, l’Alsace-Lorraine, quelques parties de la province de Posen et une indemnité de guerre ?

Le gouvernement de l’Empire non plus ne parlait pas de possibilité de paix. Le secrétaire d’État von Kühlmann, qui devait diriger l’ensemble de la politique étrangère, était d’abord à Brest, puis à Bucarest. Le chancelier, pas plus que lui, n’avait réussi à nouer des relations qui eussent pu conduire à la paix sans continuer la lutte. Ils ont dû faire des efforts constants dans ce sens, malgré l’attitude négative qu’avait gardée l’Entente vis-à-vis de l’invitation qu’on lui avait faite de venir à Brest. Il était de leur devoir d’épargner, si c’était possible, au peuple et à l’armée, les combats qui allaient venir. La déclaration du comte Hertling le 25 février, fondée sur les quatre points exposés par le président Wilson dans son message du 11 février, avait passé sans éveiller d’écho dans les pays de l’Entente.

Le colonel von Haeften était allé, à cette époque, à l’étranger pour y discuter des questions de propagande. Il y entra, à mon insu, en relations avec une personnalité ennemie, renseignée sur les buts et les intentions officielles de Londres et Washington. Le colonel von Haeften me fit, sur la question, un rapport oral. Les conditions dont on lui avait parlé étaient d’une rigueur telle que seule une Allemagne battue eût pu les accepter. Le colonel m’informa ensuite que Conrad Haussmann, alors député au Reichstag, et M. Max Warburg, de Hambourg, avaient fait des efforts pour amener la paix, tous deux avec le même insuccès. Le gouvernement ne m’a jamais rien dit de ces faits. Il doit les avoir connus, naturellement. Aussi, mon étonnement n’en fut-il que plus grand de ne pas le voir démentir les bruits qui couraient, et d’après lesquels les pourparlers de paix en mars n’auraient pas abouti parce que j’aurais absolument tenu à attaquer. J’ai personnellement prié le chancelier de l’Empire et le vice-chancelier de démentir cette informa lion.

Ils n’en ont rien fait et ne m’ont pas fourni la moindre explication à cet égard.

### II

Au début de mars, le grand quartier général quitta Kreuznach, où il était resté plus d’un an.

Le nouveau quartier général avait été établi à Spa. Nous y étions très bien installés. Les bureaux se trouvaient à l’hôtel Britannique, où j’avais déjà été logé lors de l’avance en Belgique, à l’automne de 1914. Spa était sensiblement plus près du front et offrait, avec Verviers, assez de place pour tous les départements de la direction suprême de l’armée. Mais, pour diriger la bataille, pour l’opération elle-même, c’était encore trop loin du front. C’est pourquoi j’avais choisi Avesnes comme quartier général pour la section des opérations qui était renforcée. De là, on pouvait atteindre facilement, en automobile, tous les points du front. J’avais l’intention de voir beaucoup par moi-même et d’envoyer aux nouvelles les officiers de mon état-major pour recevoir aussi, par leur entremise, des impressions immédiates.

Le 18 mars, nous allâmes, le feld-maréchal et moi, à Avesnes avec la section des opérations. Nos bureaux n’y étaient pas confortables, tout était à l’étroit, mais il fallait s’en contenter. Nous avions choisi cet endroit parce qu’il avait été le siège du Q. G. d’armée 18 et que l’installation téléphonique n’avait besoin que d’être un peu complétée.

Notre mess fut d’abord très peu agréable, mais plus tard nous trouvâmes des locaux plus satisfaisants. Nous avons ravitaillé les propriétaires et installé les locaux avec des meubles venus de Spa. Le séjour et les repas y étaient un délassement dont nous avions tous besoin.

Sa Majesté voulut venir dès le lendemain. Il habitait le train de la cour, arrêté dans une gare voisine.

Le 20 mars au matin, sur tout le front d’attaque, les batteries et les lance-mines étaient prêts ; leurs munitions se trouvaient derrière à l’intérieur et même au-devant des lignes avancée... C’était un résultat important, et c’était aussi un miracle que l’ennemi n’eût rien vu et n’eût pas entendu, la nuit, tout ce trafic. Des tirs de destruction venaient parfois atteindre nos batteries ; des lots de munitions sautaient, tout ceci aurait dû attirer l’attention de l’ennemi. Mais comme il en voyait autant sur tous les points de fronts étendus, il ne pouvait y trouver d’indication précise.

Les divisions d’infanterie, qui avaient été placées d’abord, provisoirement, pendant plusieurs jours, derrière les fronts d’attaque, se trouvaient à l’abri des avions, en formation serrée, derrière la position de départ, dans nos toutes premières lignes. La concentration de 40 à 50 divisions n’avait pas non plus été remarquée par l’ennemi et son service d’espionnage, pourtant très développé, ne lui avait rien fait savoir. Sans doute, les marches s’effectuaient de nuit, mais les troupes passaient en chantant dans les villages. On ne peut cacher des masses d’hommes pareilles. Les aviateurs ennemis n’avaient pas observé non plus les mouvements de transports par voie ferrée dans la direction du front d’attaque qui duraient depuis le milieu de février. Les mouvements étaient intenses sur toute l’étendue du front, mais le maximum d’activité se trouvait derrière le front Arras-La Fère, comme l’établirent les avions d’observation allemands.

Enfin, l’ennemi n’avait rien su, en aucune façon, je suis forcé de l’admettre, car autrement ses préparatifs de défense se seraient montrés plus efficaces et ses réserves seraient arrivées plus vite. L’essence de la guerre est, malgré les efforts des deux parties, l’incertitude ; il en est ainsi pour nous comme pour l’ennemi.

Le 18 ou le 19 mars, deux hommes appartenant à une compagnie de lance-mines passèrent à l’ennemi. D’après des notes trouvées chez l’ennemi ou d’après des témoignages de prisonniers, ils ont dû donner des indications sur l’attaque en préparation.

Sur les autres fronts, en particulier du côté de Lille et devant Verdun, l’activité de l’artillerie avait commencé à devenir plus intense.

Le 20, à midi, le commandement suprême eut à décider s’il fallait commencer l’attaque le 21, ou l’ajourner.

Tout délai aurait rendu très difficile la situation des troupes, étant donnée leur densité tout près de l’ennemi. Il régnait à tous égards une tension difficile à supporter. Cette masse, chauffée à blanc, voulait se détendre.

|  |
| --- |
| Cependant, l’effet de l’artillerie était basé sur les gaz, dont l’efficacité dépendait de la direction et de la force du vent. J’étais réduit aux renseignements que me donnait, à 11 heures du matin, mon météorologiste, le lieutenant Dr Schmaus, sur la situation barométrique probable. La force et la direction du vent n’étaient pas très favorables jusqu’au matin du 20 |
|  |
| Croquis n° 17. — La grande bataille de 1918 en France. |

et l’ajournement de l’attaque semblait presque nécessaire. J’aurais eu beaucoup de mal à prendre ce parti. J’étais donc très inquiet de savoir ce que les renseignements allaient m’apporter. Bien qu’ils ne fussent pas spécialement favorables, ils laissaient voir la possibilité de l’attaque. À midi, l’ordre fut transmis aux troupes ; l’attaque aurait lieu conformément au plan. On ne pouvait plus l’ajourner, tout devait suivre la voie fixée. Le commandement suprême, les grands chefs et la troupe avaient fait leur devoir. Le reste était au pouvoir du Destin : un vent défavorable nuisait à l’action des gaz, le brouillard rendait difficiles et ralentissait les mouvements de notre infanterie et ne permettait pas à la supériorité de notre préparation et de notre commandement de s’exercer complètement. C’était là l’opinion de la majorité sur le brouillard ; mais certains, au contraire, le jugeaient favorable.

Le 21 mars, vers 4 heures du matin, la bataille commença par un feu d’artillerie puissant, sur un front de 70 kilomètres entre Crouilles et La Fère. L’horaire était réglé, en gros, d’une façon uniforme, pour la 2e et la 18e Armées ; la 17e Armée, qui combattait seule, avait plus de latitude. Les groupes devaient agir selon ces prescriptions.

Pendant à peu près deux heures, toute notre artillerie bombarda les batteries ennemies, puis la majorité des pièces se mirent à battre les tranchées ennemies ; les lance-mines les imitèrent. Peu de temps avant 9 heures — une partie seulement de l’artillerie continua le tir contre les batteries ennemies et les points d’appui spéciaux —, tout le reste exécuta un violent tir de barrage. Notre infanterie partit à l’assaut.

L’attaque de la 17e Armée, en face de laquelle se trouvait la position la plus forte, n’atteignit que la deuxième ligne, le tir de barrage l’avait beaucoup trop devancée et l’infanterie avait perdu le contact. Elle resta donc devant cette ligne, sans soutien d’artillerie.

Pour l’attaque de la 2e Armée, l’infanterie et l’artillerie conjuguèrent mieux leur action. L’infanterie pénétra dans la deuxième position.

Pour la 18e Armée tout se passa comme il était prévu. Elle progressait dans de bonnes conditions.

Le 22 mars vit peu de changements dans la situation de la 17e Armée, mais la 2e, dirigée avec force et avec unité, battit l’ennemi et avança. La 18e avança aussi sérieusement. La 17e Armée semblait laisser trop de liberté tactique aux différents groupes. Or, la nécessité de coordonner étroitement tous les mouvements ne le permettait pas. Le G. Q. G. intervint pour obtenir l’unité de direction.

La situation de la 17e Armée eut pour conséquence qu’on ne réussit pas à envelopper l’ennemi dans le saillant de Cambrai ; la marche de la 2e Armée ne put pas non plus être facilitée. Cette dernière, forcée de se frayer un chemin elle-même, n’avait pu avancer de son côté aussi vite qu’il aurait été désirable pour soulager la 17e Armée. De sorte que le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht ne put gagner, entre Croisilles et Péronne, autant de terrain que le prévoyait l’idée générale de la bataille.

Le 25 mars, la 17e et la 2e Armées avaient, engagées dans de violents combats, dépassé de beaucoup la ligne Bapaume-Combles ; la 13e Armée avait pris Nesle et rencontré peu de résistance. La force combative de la 17e Armée était déjà épuisée ; elle avait eu trop de pertes le 21 et le 22 mars, vraisemblablement parce qu’elle avait combattu en formations trop denses. La 2e Armée était encore plus fraîche, mais se plaignait déjà du terrain plein d’entonnoirs. Elle n’arrivait pas à dépasser Albert. Le passage de la Somme, plus que la résistance ennemie, arrêtait son aile gauche ; la 18e Armée était encore pleine d’entrain et de mordant ; dès le 27, elle prenait Montdidier. L’adversaire forma bientôt au nord de la Somme un nouveau front qui pouvait devenir difficile à percer. La résistance ennemie paraissait plus faible dans la direction d’Amiens.

Il fallait modifier la conception primitive de la bataille et placer résolument dans cette direction le centre de l’offensive ultérieure. J’espérais encore que nous pourrions arriver à manœuvrer ; c’est ce point de vue que je maintins dans mes instructions aux armées. Mais la 17e Armée n’avançait plus, tandis que la 2e et la 18e gagnaient encore du terrain. Je m’efforçai donc encore, par la suite, de renforcer l’aile gauche de la 2e Armée et de ramener comme la 18e Année en direction d’Amiens.

Sa propre force offensive ne suffisait plus contre un ennemi dont la densité commençait à devenir plus forte et qui passait lui-même à l’attaque. Les munitions n’arrivaient pas en quantités suffisantes et il y eut aussi quelques difficultés de ravitaillement. La réparation des routes et des chemins de fer coûtait trop de temps, malgré tous les préparatifs qu’on avait largement prévus.

Après un ravitaillement méthodique en munitions, la 18e Armée attaqua le 30 mars entre Montdidier et Noyon. Le 4 avril eut lieu une attaque de la 2e Armée et de l’aile de la 18e Armée près d’Albert et au sud de la Somme, en direction d’Amiens. Ces combats restèrent sans résultat. La résistance ennemie s’affirmait supérieure à notre capacité offensive. On ne pouvait entamer une bataille d’usure ; notre situation stratégique, pas plus que notre situation tactique, ne le permettaient. Le commandement suprême se vit donc contraint, d’accord avec les États-Majors compétents, à prendre une résolution véritablement pénible. On arrêta définitivement l’attaque sur Amiens.

L’Entente, de son côté, attaqua près d’Albert et au sud-est d’Amiens, de façon décousue et sans rien obtenir. Après une préparation soignée, la 2e Armée entreprit de nouveau, le 24 avril, près de Villers-Bretonneux, avec l’aide de tanks d’améliorer sa position. Elle avança dans de bonnes conditions, mais ne put conserver ses gains.

Ce n’est que peu à peu que le front se calma entre Albert et Montdidier. De temps en temps, des combats s’y livraient encore et la situation y restait continuellement tendue. Sur les autres points du nouveau front, du côté d’Arras et de Noyon, la tranquillité régna bien avant cette époque.

La bataille fut terminée le 4 avril. Elle constituait un exploit remarquable et l’histoire universelle en gardera le souvenir. Nous avions réussi à faire ce que les Anglais et les Français n’avaient pu obtenir, et cela dans la quatrième année de la guerre !

Au point de vue stratégique, nous n’avions pas gagné ce qu’on pouvait espérer les 23, 24 et 25. Nous n’avions pas réussi à prendre Amiens, ce qui aurait rendu particulièrement difficile la liaison du front ennemi entre le nord et le sud de la Somme ; c’était une grande désillusion pour nous. Nous pouvions bien bombarder les chemins de fer d’Amiens avec l’artillerie à longue portée, mais ce n’était pas une compensation suffisante. Quoi qu’il en soit, nos troupes avaient battu les Anglais et les Français et s’étaient montrées supérieures à eux. S’ils ne remportèrent pas tous les succès qui eussent été possibles, la faute n’en revenait pas à la diminution de leur valeur combative, mais avant tout à ce que les officiers ne les avaient plus partout bien en mains. La rencontre de dépôts de vivres les avait retardés. Un temps précieux avait été ainsi perdu.

Nos principes tactiques avaient fait leur preuve. Ce qui s’était passé pour la 17e Armée ne rendait pas nécessaires des changements essentiels. Il suffisait de tirer plus catégoriquement les conséquences de quelques enseignements. Avant tout, il fallait rendre plus libres les mouvements de l’infanterie. La prise de nids de mitrailleuses avait été, en certains endroits, plus difficile que de raison et avait retardé notre attaque. L’autonomie des groupes d’infanterie avait souvent fait faillite ; il en était de même pour sa liaison avec les armes d’accompagnement. Il avait été particulièrement difficile pour la troupe de se grouper, après l’attaque, en formations défensives, et surtout de reconnaître le moment où l’avance ne pouvait plus lui procurer le moindre succès. Toutes les troupes, surtout les troupes montées, avaient beaucoup souffert du bombardement de l’aviation ennemie.

On ne pouvait encore porter un jugement définitif sur la valeur stratégique de notre nouvelle position ; en elle-même, elle n’était rien moins que favorable. Maintenant, au début des opérations, on ne pouvait encore voir comment le commandement suprême en tirerait parti. La tête de pont de l'Avre était particulièrement délicate au point de vue tactique. On discuta son abandon. Mais comme l’ennemi en aurait conclu que nous renoncions à poursuivre notre attaque contre Amiens, on la conserva.

Il fallait maintenant consolider le nouveau front. Les divisions fatiguées furent remplacées en partie par des troupes fraîches venues de secteurs calmes ; celles qui étaient moins atteintes furent laissées en ligne. On mit partout tous ses soins à bien assurer les communications avec l’arrière. En vue de la grande action, il importait surtout de ramener à l’arrière les troupes qui n’étaient plus indispensables sur le nouveau front ; on en profiterait pour les faire se reposer, les instruire et pour renforcer la discipline. Il fallait trouver des réserves pour une action ultérieure et repousser des contre-attaques possibles de l’ennemi ; elles ne pouvaient avoir maintenant qu’un caractère purement local.

En ce qui concerne les troupes de la 2e Armée, le fait qu’elles étaient restées en route sur le bord ouest du champ de bataille de la Somme se fit vivement sentir. Elles ne trouvèrent un repos réel qu’à l’Est de notre position de départ, bien que, sur le chemin parcouru, de nombreux camps de baraquements anglais fussent tombés intacts entre nos mains.

Nos pertes étaient assez considérables, car nous avions longtemps combattu avec de gros effectifs. Le pourcentage était trop fort pour la 17e Armée, où les pertes en officiers étaient extrêmement lourdes. Mais en même temps qu’un riche butin, nous avions fait environ 90.000 prisonniers valides : en outre l’ennemi avait subi des pertes sanglantes. Nous pouvions espérer le retour de bien des blessés légers pour une époque pas trop éloignée. Nous avions attaqué et nous nous en étions bien tirés même en ce qui concerne les pertes.

Les installations de secours pour les blessés n’avaient pas été partout suffisantes ; pourtant le chef de l’organisation sanitaire de campagne les avait inspectées en détail avant la bataille. Les blessés légers en grand nombre rendaient les soins difficiles, par leur hâte, irraisonnée et peu réjouissante, d’aller à l’arrière.

Pour moi, la bataille m’avait coûté cher. Le plus jeune fils de ma femme, officier aviateur, était tombé le 23 mars, il avait d’abord été porté disparu. Sur le vaste champ de bataille, on trouva un tombeau avec l’inscription en anglais ; ici reposent deux officiers aviateurs allemands » ; j’eus la triste mission, d’identifier mon fils. Maintenant il repose en terre allemande. La guerre ne m’a épargné aucune souffrance.

La visite du champ de bataille m’avait fait passer par les deux systèmes de lignes où les adversaires étaient restés si longtemps face à face. Mon impression fut profonde : une bande de terrain large de plusieurs kilomètres, où règne la destruction, coupe la France, marque tangible de cette guerre provoquée par l’Entente.

Chez l’ennemi, l’impression de défaite était très accusée. Malgré mes prières, nous ne fîmes rien pour en tirer parti diplomatiquement. En France régnait l’émotion la plus vive. On voulait voir clair en ce qui concernait l’appui militaire de l’Amérique. Clemenceau s’adressa aux Alliés. En Angleterre, des dizaines de milliers d’ouvriers ; pris aux mines et à l’industrie de guerre furent incorporés à l’armée ; et cependant, on dut, au début, renoncer à combler les vides de dix divisions. Elles disparurent du front et ne réapparurent, pour la plus grande partie, qu’en automne. On augmenta la durée du service militaire, mais on n’osait toujours pas penser à l’introduire en Irlande. D’ailleurs Lloyd George allait droit au but. Il pria Wilson — c’est ce qui ressort d’un de ses discours, après la conclusion de l’armistice — de lui apporter son aide de toute urgence, et il envoya tout le tonnage disponible — sans se préoccuper si l’Angleterre en souffrait ou non — en Amérique, chercher les nouvelles formations. Quelle fut notre attitude ? Avons-nous fait tout ce qui était possible ? Il est bon de faire des comparaisons, pour que le peuple allemand puisse tirer plus tard des leçons de cette guerre. À la guerre, seule l’énergie suprême est de mise.

Pour forcer la victoire, l’Angleterre et les États-Unis exercèrent une pression politique et économique sur les pays neutres de l’Europe, et se procurèrent du tonnage, destiné à atténuer leur manque de vaisseaux. La guerre sous-marine avait fini par avoir son effet à la longue et avait provoqué, sur terre et sur mer, une lourde crise des transports. « Au mois d’avril, les sous-marins allemands ont eu tant de succès que la guerre eût été terminée en neuf mois si les destructions avaient continué dans la même proportion », déclara un homme d’État anglais, aux Communes, en novembre 1918. C’est surtout avec le tonnage emprunté aux neutres ou rendu disponible de toute autre façon, que l’Angleterre alla chercher les masses américaines pour les amener en France, entassées sur des bateaux. Ces hommes n’emportaient que leur équipement personnel. Ce dont ils avaient besoin, en Europe, ce sont l’Angleterre, la France, et aussi les neutres, en particulier l’Espagne, qui le fournissaient. C’étaient là des mesures énergiques. L’effet en fut considérable pendant un laps de temps assez court. Mais on ne pouvait les maintenir à la longue ; si la guerre avait duré encore longtemps, la réaction se serait produite.

Le président du comité de tonnage de la Chambre de Commerce des États-Unis, Edward A. Filene, s’exprima à ce sujet, d’après le New-York World du 8 mai 1918, de la façon suivante :

« Sur la demande de nos Alliés, nous envoyons maintenant en France des hommes en quantités déraisonnables. Nous les envoyons sans avoir le tonnage suffisant pour leur ravitaillement. Nous mettons en jeu, à la lettre, la vie de nos enfants, en admettant que l’Amérique pourra toujours disposer du tonnage le plus indispensable pour leur ravitaillement ultérieur. »

Une énergie qui ne se laissait arrêter par aucune considération assura, là aussi, le succès.

Pendant la bataille, nous avions commencé à bombarder Paris, de la région de Laon, avec un canon qui portait à 120 kilomètres. Cette pièce était un miracle de technique et de science, un chef-d’œuvre de la maison Krupp et de son directeur Rausenberger. L’impression produite en France par ce bombardement fut énorme. Une partie de la population quitta la capitale, augmentant ainsi l’inquiétude que nos succès commençaient à répandre dans toute la France.

Par leur grande activité, nos escadrilles de bombardement poursuivaient le même but.

Les entreprises que nous avions préparées systématiquement pour élargir notre front d’attaque et améliorer notre situation stratégique furent exécutées dès la fin de mars et le début d’avril.

Le 6 avril, la 7e Armée, partant de Chauny et La Fère, attaqua sur la rive gauche de l’Oise en direction de Coucy la Ville et plus au sud. Elle repoussa les Français au-delà du canal de l’Oise à l’Aisne. Le flanc sud, très étendu, de la 18e Armée, en fut mieux assuré.

La 17e Armée avait déjà attaqué, vers la fin du mois de Mars, en direction d’Arras, le nœud de l’action étant au nord de la Scarpe. Elle devait s’emparer des hauteurs à l’Est et au nord d’Arras, d’une importance capitale, et se joindre le lendemain, venant de Lens, à la 6e Armée pour gravir, là aussi, les hauteurs. J’attachais le plus grand prix à ces deux attaques. Le fait d’avoir en main les hauteurs devait être d’une importance primordiale pour tous les combats à livrer vers la plaine de la Lys.

Malgré un grand déploiement d’artillerie et une dépense considérable de munitions, l’attaque de la 17e Armée des deux côtés de la Scarpe n’eut pas de résultat ; cette armée combattait sous une mauvaise étoile. Seul, le général Legris à la tête de la 12e division d’infanterie avança dans de bonnes conditions au sud du ruisseau ; mais cela n’avait pas d’importance pour l’ensemble. Il semble que l’effet de l’artillerie ait été insuffisant. Le commandement suprême abandonna donc aussi l’attaque de l’aile sud de la 6e Armée. Par contre, il décida de porter le coup dans la plaine de la Lys entre Armentières et la Bassée : c’était l’opération principale qu’avait proposée en son temps le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht. Le temps avait été sec et les Anglais s’étaient extraordinairement affaiblis dans la plaine de la Lys comme devant Ypres.

L’attaque fut préparée de façon très soignée par la 6e Armée. Le général von Quast et son chef d’état-major, le lieutenant-colonel Lenz, montraient une activité infatigable et avaient tout prévu à peu près comme pour l’attaque du 21 mars. Malgré le petit nombre des travailleurs, la préparation était si avancée qu’on put proposer l’exécution pour le 9 avril. J’en fus heureux. Plus tôt aurait lieu l’attaque, plus un succès de surprise était vraisemblable contre les Portugais de la plaine de la Lys.

Je me rendis encore moi-même le 7 à l’État-Major du 55e C. A. de la 6e Armée et j’eus l’impression qu’on pourrait maintenir la date fixée. Le colonel Bruchmüller fut envoyé à la 6e Armée pour examiner les travaux préparatoires de l’artillerie. Il avait déjà, sur le front oriental, réglé le 19 juillet 1917 l’emploi de l’artillerie pour la percée en Galicie orientale et, pour l’attaque de mars, il avait le commandement général de l’artillerie de la 18e Armée. Sa grande science et son talent, son amour pour son métier et pour son arme, enfin son chaud tempérament de soldat en faisaient un des chefs les plus remarquables de cette guerre. Ses conseils avaient déjà servi de base pour l’usage de l’artillerie lors de l’attaque du 21 mars. L’artillerie de la 18e Armée était toute pénétrée de son esprit. C’est cela qui avait contribué à lui assurer son beau succès, d’autant plus qu’elle frappait le point le plus faible de l’ennemi. La 17e Armée, qui avait devant elle le point le plus fort, travaillait bien d’après les mêmes principes, mais ce qui manquait, c’était la force immédiate, émanant du colonel Bruchmüller et qu'électrisait. On voit ici clairement l’importance prédominante de la personnalité dans le cours des événements, à la guerre comme dans la vie. Le commandement suprême devait toujours compter, non seulement avec l’ennemi, mais aussi avec le caractère particulier des hommes qui, animés du même dévouement, tendaient au même but.

Le colonel Bruchmüller examina les préparatifs et annonça que tout était en bon ordre. L’attaque du 9 avril alla d’abord très bien toute la matinée. Les nouvelles parvenues jusqu’à midi étaient favorables. C’était pour moi un jour de meilleur anniversaire que l’année précédente, avec le gros échec d’Arras. Sa Majesté entendit le rapport militaire à Avesnes et resta jusqu’au déjeuner. Il lit un bref discours en mon honneur, mentionnant aussi mes deux fils qui avaient été tués et me fit cadeau de sa statuette en fer par Betzner. Bien des choses m’éloignaient de Sa Majesté, nos natures étaient par trop différentes. Il était mon Empereur et je le servais lui, et par là la patrie, avec le plus fidèle dévouement. Cette statuette restera toujours pour moi un souvenir sacré de mon Empereur et suprême chef de guerre, qui aimait ses soldats, voulait le bien de son pays et de son peuple et dont la nature intime répugnait à la guerre : un homme qui représentait le type allemand de l’époque post-bismarkienne. Ce monarque, qui portait le poids d’une si énorme responsabilité, n’a pas trouvé, comme son grand-père, des hommes tels que Bismarck et Roon, décidés à demander au pays tout ce qu’exigeait la conduite de la guerre. Là fut le malheur de l’Empereur et de notre pays pendant cette guerre.

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img10.JPG |
| N° 18. — La bataille d’Armentières et du Kermel. 1918 |

Dans l’après-midi, l’attaque parut être plus lente. Le passage du système des positions ennemies se heurtait à des difficultés considérables, sur ce terrain, malgré tout encore détrempé par endroits. La direction des routes était peu favorable à l’attaque. Les détachements de tanks engagés par nous les avaient d’ailleurs détruites. L’avance des canons et des munitions demandait beaucoup de temps. Notre infanterie, sur ce terrain boisé, était considérablement retardée par les nids de mitrailleuses ennemies. Le soir, nous étions en voie de progression vers Armentières et nous nous rapprochions de la Lawe. Dans la direction de Béthune, la progression était faible. À l’aile gauche, nous étions restés accrochés à Festubert et Givenchy. Le résultat n’était pas satisfaisant.

L’attaque continua le 10 avril. Mais le terrain gagné ne fut suffisant qu’en direction d’Armentières et immédiatement au-dessus de cette ville, en passant la Lys. Vers Estaires nous ne pénétrâmes pas assez profondément et restâmes accrochés dans la position de la Lys ; nous ne fîmes aussi que peu de progrès vers la Lawe.

Les mitrailleuses ennemies continuèrent à donner beaucoup de mal à la troupe ; elle aurait dû souvent attaquer avec plus d’allant, comme me le disait un officier d’État-Major qui y avait été envoyé. Souvent aussi elle s’attardait trop longtemps à la recherche de vivres. Les divisions qui combattaient ici n’étaient pas de véritables divisions d’attaque, comme celles qu’on avait mises en ligne le 21 mars. . Mais, sur d’autres champs de bataille, les divisions de position ont fait d’aussi bon travail que les soi-disant divisions d’attaque.

Le 11 avril, Armentières fut prise. En direction de Baillent, l’avance était meilleure, Merville tomba aussi. La veille, la 4e Armée avait déjà engagé son aile gauche au nord de la 6e et avait repris Messines, perdu le 7 juillet de l’année précédente.

Le but de l’attaque ultérieure du groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht avec la 4e et la 6e Armées était les hauteurs qui limitent au nord la plaine de la Lys. Nous n’avions malheureusement pas pu les tenir à l’automne 1914. Elles commencent par le Kemmel, d’où la vue porte loin, dans le pays, du côté de l’Est, et se terminent près de Cassel. La possession de ces hauteurs devait entraîner l’évacuation de la position de l’Yser, située plus au nord.

Après le 12 avril, la force de choc de la 6e Armée s’affaiblit, tandis que peu à peu la 4e Armée continuait à gagner du terrain. La conquête du Kemmel, le 25, fut le point culminant de notre activité. Devant la 4e Armée, les divisions françaises devenaient de plus en plus nombreuses. De nouvelles attaques n’auraient plus eu de sérieuses chances de succès.

La progression de l’attaque du Kemmel avait fait reculer les Anglais, qui tenaient le front à l’ouest d’Ypres, jusqu’à cette ville. Il était trop tard pour que la 4e Armée pût porter un coup dans la direction de Langemark, par exemple.

Au sud du Kemmel, Bailleul aussi était tombé, mais plus au sud, la 6e Armée n’avait plus avancé.

Sous l’impression de la bataille du 21 mars, le général Foch avait été nommé généralissime des troupes de l’Entente. Pour arrêter la première grande percée, les réserves anglaises furent amenées en face de la 17e et de la 2e Armées tandis que des divisions françaises du front de l’Aisne à Verdun prenaient position devant la 18e Armée. Les combats livrés par la 4e et la 6e Armées amenèrent le général Foch à faire remonter ses réserves vers le nord. Ses tentatives pour nous arracher le Kemmel furent infructueuses. Vu la force de l’ennemi, le commandement suprême arrêta alors l’attaque.

Comme pour tous les fronts qui se fixent en plein combat, la situation de la 4e et surtout de la 6e Armée dans la plaine de la Lys était des plus pénibles. On renforça les premières lignes, on organisa les communications avec l’arrière ; on retira tous les hommes dont on pouvait se passer pour les faire reposer, les entraîner et renforcer en eux le sentiment de la discipline. On attacha à tout cela le même prix qu’à l’époque où avait pris fin la grande bataille entre Croisilles et La Fère.

### III

La fin d’avril marque la conclusion de l’offensive commencée le 21 mars. Cependant, quelques tentatives pour améliorer certaines parties de notre front et quelques contre-attaques de l’ennemi prolongèrent les combats jusqu’en mai. Les foyers de ces attaques étaient la région de Kemmel, Bailleul, Albert et le terrain au sud de la Somme jusqu’à la Luce.

Nous avions obtenu de grands succès : il ne faut pas l’oublier, même sous la pression des événements qui se produisirent dans la suite. Nous avions battu l’armée anglaise. Peu nombreuses étaient les divisions anglaises intactes. Des 59 divisions anglaises, 53 avaient été engagées ; 25 l’avaient été plusieurs fois. Les Français avaient dû prendre part à la bataille avec presque la moitié de leurs divisions. Les pertes de l’ennemi en matériel étaient grandes. Des divisions italiennes apparurent en Argonne, tandis que les troupes franco-anglaises envoyées en Italie, l’automne précédent, y restaient. En Macédoine l’aide grecque libéra des troupes anglaises.

Nous ne savions pas combien de troupes les Américains avaient déjà amenées en avril. Les premiers grands combats contre des troupes des États-Unis, qui étaient en France depuis longtemps, avaient déjà eu lieu entre Saint-Mihiel et la Moselle, vers le milieu du mois. Individuellement, les Américains se battaient bien. Pourtant notre succès avait été facile.

Un arrêt s’était produit dans l’efficacité de la guerre sous-marine. Cependant les entreprises de la marine anglaise contre les points d’appui des sous-marins, Ostende et Zeebrugge montraient combien la guerre sous-marine était devenue sensible à l’Angleterre, il était extrêmement difficile de juger quelle influence elle pourrait exercer sur le ravitaillement anglais

et sur le transport des troupes d’Amérique en France. D’après les données que possédait jusque-là le Grand État-Major sur la guerre sous-marine, je comptais qu’il arriverait de forts contingents américains. Mais la vitesse avec laquelle, en fait, ils arrivèrent fut surprenante. Le général von Cramon, plénipotentiaire militaire allemand près de l’État-Major général de l’armée austro-hongroise, s’adressa souvent à moi : il me priait d’insister pour qu’on coulât les transports américains chargés de troupes ; l’opinion austro-hongroise le réclamait. L’amiral von Holtzendorff ne pouvait que répondre qu’on faisait tout pour réduire le tonnage ennemi et atteindre les transports de troupes. Il n’était pas possible d’utiliser les sous-marins exclusivement contre eux. Les transports pouvaient s’approcher des côtes européennes entre le nord de l’Angleterre et Gibraltar sur un front de mer d’une largeur d’environ 1.400 milles. Il était impossible de barrer efficacement une surface d’une telle étendue au moyen des sous-marins. On aurait pu concentrer les sous-marins sur quelques routes de mer. Mais il était douteux que les transports choisissent précisément celles-là au bon moment. L’ennemi pouvait, à la réception de la nouvelle de l’apparition de sous-marins allemands, détourner ses bateaux à l’aide de la télégraphie sans fil et les décharger à un endroit différent de celui qui était prévu. On n’était donc pas sûr d’atteindre, par cette méthode, un nombre suffisant de transports. De plus les bateaux ordinaires n’auraient été rencontrés et détruits que par hasard ; le total des pertes eût été considérablement diminué. D’ailleurs la guerre sous-marine eût été ainsi détournée du but qui lui avait été primitivement fixé. La guerre commerciale sous-marine fut donc poursuivie avec toute l’énergie désirable. Les nouvelles reçues sur le fret ennemi et la situation chez l’adversaire, au point de vue du ravitaillement, permettaient d’espérer qu’on pourrait ainsi arriver au but. Il était établi que l’ennemi manquait de fret.

L’arrêt de nos attaques avait naturellement une importance considérable. L’ennemi se renforçait en même temps que nous. Nos pertes étaient sensibles par suite du manque de réserves. Je m’adressai de nouveau, en avril, au ministère de la Guerre, avec la prière de se montrer plus énergique dans le rappel des sursitaires détachés aux industries de guerre.

Par la suite, je ne reçus de renforts appréciables que sous la forme de prisonniers revenus de Russie. Le Grand État-Major entama donc ses propres réserves d’hommes et constitua lui-même ses réserves locales au moyen de troupes du front oriental et de Roumanie et d’hommes pris aux armes spéciales et au service des étapes. Mais cela ne pouvait suffire si le gouvernement, dans le pays, ne libérait pas les sursitaires et n’agissait pas avec énergie contre les embusqués et les déserteurs.

Nos troupes s’étaient bien battues ; toutefois quelques divisions avaient visiblement manqué d’allant dans les attaques de la plaine de la Lys. Ceci donnait à réfléchir. Cependant, dans cette dépression coupée, le soutien de l’infanterie par l’artillerie avait été si difficile que ce fait n’avait encore rien d’inquiétant. Par contre, le fait que les troupes s’attardaient, par suite de la découverte de vivres, et que certains hommes restaient en arrière pour rechercher tous les aliments qui pouvaient se trouver dans les maisons et dans les fermes, me rendait très soucieux. Cela amoindrissait le succès et c’était un signe du relâchement de la discipline. Mais une chose encore était grave ; c’est que les jeunes commandants de compagnie, pas plus d’ailleurs que les officiers plus âgés, ne se sentaient plus assez forts pour intervenir et imposer l’autorité qui leur aurait permis de continuer à faire avancer la troupe sans arrêt. La perte de notre ancien corps d’officiers du temps de paix se faisait très vivement sentir. Il avait été le soutien des forces morales de l’armée. De plus, pendant la première moitié de la guerre, le Reichstag avait adouci les lois pénales. On avait enlevé aux chefs responsables du maintien de la discipline la peine la plus efficace : l’attachement au poteau des soldats punis d’arrêts de rigueur. Sans doute, cette peine était extrêmement dure et il ne fallait pas en laisser l’application à de jeunes commandants de compagnie inexpérimentés, mais l’abolir absolument était néfaste. Qu’au moment où on l’avait décidé, cet adoucissement parût s’imposer, c’est possible, mais maintenant il s’avérait fatal ; les amnisties fréquentes avaient aussi une mauvaise influence sur les hommes.

L’Entente avec ses peines infiniment plus dures a, en tout cas, obtenu de meilleurs résultats. C’est une vérité historique établie.

La longue durée de la guerre avait aussi provoqué des effets néfastes au point de vue juridique. Une conception trop douce des délits militaires s’était répandue parmi les juges ; elle en devenait incompréhensible. D’autre part, les cas délictueux qui s’étaient produits sur le front n’étaient pas jugés immédiatement après la faute par le corps de troupe, mais plus en arrière, dans de tout autres conditions et après un certain délai. On aurait toujours dû penser à ce fait qu’il y avait dans l’armée bien des éléments qui ne méritaient aucun ménagement — le grand nombre des déserteurs et des embusqués en est la triste confirmation. Pour eux, les peines auraient dû être très dures : la détresse de la patrie l’exigeait, de même que les égards dus aux soldats braves et intrépides. Ceux-là, Dieu en soit loué, étaient toujours en grande majorité ! Si un de ces soldats courageux avait un moment d’oubli, le président du tribunal avait la possibilité de tenir compte de ce cas exceptionnel, en accordant le sursis. On commettait souvent des délits pour échapper, par l’accomplissement de la peine, au service du front et à la bataille. Nous en vînmes à former des compagnies de prisonniers employés à des travaux en première ligne. C’est là un triste chapitre ! J’en ai parlé au ministre de la Guerre. C’est à lui qu’appartenait la juridiction de l’armée, le G. Q. G. n’avait aucune influence dans ce domaine. Je ne pouvais agir sur les États-Majors d’armée qu’en répétant toujours avec insistance que le maintien de la discipline était une nécessité primordiale. Les supérieurs devaient être au courant des pouvoirs et des moyens de droit dont ils disposaient. Tous les États-Majors d’armées étaient persuadés de la nécessité absolue d’agir dans ce sens. Par là, on avait fait ce qu’on pouvait faire du dehors ; maintenant la troupe devait montrer l’énergie nécessaire au maintien de la discipline. C’était nettement le rôle des officiers. Et si la discipline se relâchait dans certains corps de troupes, les chefs de corps ne laissaient pas d’en porter quelque responsabilité »

Dans les conversations nombreuses que j’eus à cette époque, à l’occasion d’exercices, avec des officiers de tout rang, j’entendis encore les plaintes bien connues sur la lassitude et le mécontentement qui, venues de l’intérieur, se répandaient dans l’armée. Les permissionnaires revenaient aigris et les nouveaux renforts avaient une action néfaste sur la discipline. La force militaire de l’armée en souffrait. Dans une série de transports de renforts, des irrégularités graves s’étaient produites, c’étaient en particulier des transports venus de Bavière et du front oriental. On se plaignait aussi amèrement de l’esprit des hommes dont l’instruction avait été faite sur le champ de manœuvre belge de Beverloo. Aussi les troupes mêmes insistaient pour qu’on leur renvoyât le plus possible, en renforts, les hommes qui avaient déjà combattu dans leurs rangs et appartenaient à leur région. J’ai fait mon possible pour tenir compte de ces vœux, mais je n’ai pas réussi à le faire complètement. J’entendis dire par la suite qu’à l’intérieur les bureaux travaillaient systématiquement en sens contraire. Il s’agissait d’ébranler l’armée.

Je m’entretenais constamment de l’état des esprits à l’intérieur avec les autorités compétentes. C’est à cette époque qu’on me répondit pour la première fois que la mauvaise humeur et la lassitude venaient de l’armée. On en semblait étonné : l’armée ne pouvait que faire écho à ce qui lui parvenait de l’intérieur ; l’armée du front n’avait-elle pas à souffrir infiniment plus que l’intérieur ne fît jamais ? L’homme, revenu irrité et aigri de chez lui à l’armée où il avait beaucoup à endurer, ne pouvait en retour qu’exciter le découragement à l’intérieur. Mais la masse de l’armée avait encore la joie de vaincre, malgré les influences dé l’intérieur qui tendaient à la décomposer et malgré le relâchement de la discipline. J’ai toujours cru, comme un article de foi, que le peuple et l’armée ont un seul corps, une seule âme et que l’armée ne peut à la longue rester saine quand le pays est atteint. Il ne vint à ma connaissance, comme auparavant, que peu de faits inquiétants relatifs à l’armée de campagne. Elle était encore dans son ensemble bien disciplinée ; l’ordre y régnait et elle avait battu l’ennemi. J’espérais que le sentiment du devoir et la volonté de vaincre seraient encore ass*e*z forts dans l’année pour annihiler les nombreuses influences délétères. La disparition d’un grand nombre d’officiers supérieurs ou subalternes pendant les derniers combats devait fatalement rendre la situation particulièrement délicate, car les très jeunes officiers venus en renfort avaient les défauts inhérents à leur nature*.* Il en était de même pour les sous-officiers expérimentés. Nous en étions venus à placer dans les corps de troupes, avant le début de la bataille, un certain nombre de chefs en réserve. Ils ne prenaient pas part au combat pour que la troupe pût plus tard disposer encore de chefs.

Au point de vue tactique, il nous fallait instruire les troupes selon les expériences acquises au cours des combats. Il fallait réaliser une désarticulation encore plus grande de l’infanterie, ajouter plus d’importance encore à la tactique des troupes de choc, à l’amélioration de la liaison entre les groupes et les armes d’accompagnement, l’infanterie et l’artillerie. L’armée reçut des instructions en ce sens.

La 28e D. I. et une partie du 3e bataillon de chasseurs, troupes particulièrement instruites au point de vue tactique, furent placées dans le voisinage d’Avesnes. Avec elles, on traita à fond des détails, puis on leur fit faire des exercices qu’on présenta à un assez grand nombre d’officiers supérieurs de toutes les armées ; parmi eux se trouvaient la plupart des chefs d’armées et beaucoup de généraux en chef. On en usa ainsi pour répandre rapidement dans l’armée les expériences acquises.

À toute occasion, je soulignais la nécessité de ne pas oublier les formes de la défensive et de reconnaître le moment précis où il fallait arrêter l’attaque et retomber dans la défensive. La troupe devait le sentir au renforcement systématique de la résistance ennemie.

Il n’y avait plus de temps à perdre pour continuer les opérations. Nous devions garder l’initiative que nous avions réussi à arracher sur le front occidental et le premier grand coup que nous avions porté devait être suivi d’un second dans le plus bref délai.

Le changement de position des puissants moyens d’attaque, le transport et le stockage des munitions, la *c*oncentration des divisions et l’utilisation des expériences faites pendant l’attaque précédente, enfin beaucoup d’autres choses encore prirent du temps. C’était un inconvénient, mais étant données les forces combattantes dont nous disposions en fait, on ne pouvait faire autrement.

L’opération la plus favorable en elle-même était de continuer à attaquer l’armée anglaise près d’Ypres et Bailleul ; mais il y avait maintenant là des forces ennemies si importantes que ce n’était pas possible, même avec des troupes reposées. Avant que nous pussions recommencer à attaquer sur ce point, il fallait affaiblir l’ennemi ; nos communications avaient aussi besoin d’être développées. Plus au sud, les circonstances étaient analogues. De plus, la région de la Somme offrait peu de protection pour des travaux d’attaque. L’ennemi était faible devant la 7e et la lre Armées. Il avait retiré des forces qui s’y trouvaient pour les envoyer à Ypres et y avait aussi mis en ligne des divisions anglaises fatiguées. Les positions ennemies, sur les hauteurs, étaient fortes et paraissaient en réalité difficiles à attaquer. Mais si l’artillerie agissait d’abord à fond, il ne restait plus qu’à surmonter les difficultés du terrain. Elles étaient, certes, considérables, il était cependant plus facile de s’en rendre maîtres que des montagnes de la frontière italienne, le 24 octobre 1917. Le groupe d’armées du Kronprinz allemand reçut, dès la fin d’avril, l’ordre de présenter un projet d’attaque entre Pinon et Reims.

En même temps, le G. Q. G. avait à désigner les troupes qui devaient exécuter l’attaque. Il importait d’y faire participer des unités qui eussent déjà pris part à l’attaque de mars et eussent été, par la suite, au repos et à l’entraînement. On pouvait prévoir que ces divisions ne seraient pas reposées et capables d’attaquer avant la fin de mai. Mais nos préparatifs devaient absorber un temps également long. Il ne fallait aucune précipitation, sous peine de mettre en danger le succès, ce qui se serait traduit par de fortes pertes. Je ne pouvais agir selon mes vœux et mes espérances ; mais je devais me placer à un point de vue rigoureusement objectif. On évita naturellement toute perte de temps inutile.

Au cours des pourparlers avec le groupe d’armée du Kronprinz allemand qui comprenait les 8e, 7e et lre Armées, on arriva aux conclusions suivantes et on tint pour exécutables :

1° Une attaque de la 7e et de la lre Armées partant de la ligne d’Anizy, au sud-ouest de Laon, au sud de Berry-au-Bac, en direction de Soissons-Fismes-Reims ;

2° Une extension des attaques vers la droite, en passant l’Ailette, du côté de l’Oise, et, vers la gauche, jusque vers Reims ;

3° Une attaque de la 18e Armée à l’ouest de l’Oise, la poussée principale opérée en direction de Compiègne.

L’attaque simultanée d’un front aussi étendu n’était pas possible, car une partie de l’artillerie que nous avions mise en ligne à la bataille du 21 mars était forcée de rester sur la défensive au groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht.

On ne pouvait prévoir à quelle distance cette poussée nous conduirait. J’espérais qu’elle aurait comme conséquence une dépense de forces telles, du côté de l’ennemi, que nous pourrions continuer alors l’attaque en Flandre.

Le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht devait observer une attitude purement défensive et se renforcer, tout en faisant des préparatifs en vue d’une attaque en Flandre et d’une diversion le long de tout son front. On pouvait espérer que, dans cet intervalle de repos, ses divisions, qui avaient souffert dans les combats de mars et d’avril et dont les effectifs étaient réduits, se referaient et se renforceraient par suite du retour d’hommes guéris et de renforts éventuels. Si on amenait l’ennemi à opposer des forces importantes au groupe d’armées du Kronprinz allemand, la continuation de l’offensive en Flandre était alors une opération tout indiquée.

Les préparatifs d’attaque devaient être poursuivis même sur les points du front occidental qui n’avaient pas été choisis pour l’offensive.

Il était clair que les troupes, partout où elles occupaient des positions nouvelles, avaient d’abord à les organiser de façon défensive.

On recommanda chaudement à toutes les armées de pourvoir au bien-être de tous ceux qui étaient au repos, hommes et chevaux. On ne pouvait naturellement avoir la même sollicitude pour les hommes qui occupaient les positions, du moins dans la mesure où je l’aurais souhaité. Les troupes qui occupaient les nouveaux fronts étaient dans une situation pénible. Mais l’ennemi n’était pas logé à meilleure enseigne ; toutefois, sur beaucoup de points, il pouvait s’abriter dans de meilleures conditions que nous, surtout en comparaison avec nos troupes du champ de bataille de la Somme. Cela était dans la nature des choses. Nous cherchions à compenser ce désavantage en bombardant de nombreuses localités avec des pièces à longue portée et par avions. Sur les fronts calmes, de la 7e Armée à la frontière suisse, nos unités étaient au repos dans les positions et l’on trouvait même le temps d’entraîner les bataillons, les régiments d’infanterie et l’artillerie par batterie. À l’arrière de toute l’armée et sur bien des points du front, on donnait tous ses soins au maintien de la discipline et à un entraînement continu.

L’équipement des troupes fut complété à nouveau. Les compagnies d’infanterie, qui avaient jusque-là quatre mitrailleuses légères, en reçurent une cinquième, ainsi que de meilleures grenades à fusil. On livra des mitrailleuses aux parcs et aux convois pour leur permettre de se défendre contre les avions, on avait peu à peu fini d’en doter l’artillerie.

Les premiers engins contre les tanks furent donnés aux troupes ; ils étaient efficaces, mais malheureusement très lourds ; il fallait deux personnes pour les servir. Cela nous enlevait encore un fusilier.

La nourriture des hommes était suffisante, mais inférieure à celle du soldat ennemi. Les conditions du pâturage prenaient meilleure tournure ; les chevaux trouvaient une nourriture suffisante pour reprendre des forces. Les premiers cas de grippe apparurent, mais les médecins militaires les jugèrent peu graves.

### IV

Tandis que de grands événements se déroulaient à l’Ouest, le calme continuait à régner sur le front italien et sur le front de Macédoine. Ces fronts n’étaient qu’un prolongement de notre front occidental et constituaient pour nous une protection de flanc ; le front de Macédoine jouait aussi le même rôle pour l’Autriche-Hongrie. L’aide que nous prêtait à l’Ouest l’artillerie austro-hongroise était peu considérable, car elle était mal pourvue en munitions. Elle se repliait une fois qu’elle les avait épuisées.

La situation de l’armée austro-hongroise en Italie s’était améliorée par suite du retour de Russie de plusieurs centaines de milliers de prisonniers. L’armée en avait été renforcée et se sentait capable d’attaquer les Italiens. Le général von Arz avait envoyé des officiers austro-hongrois pour assister à nos attaques sur le front occidental et était constamment tenu au courant de nos expériences tactiques. Il avait l’intention de passer à l’offensive dans la première moitié de juin, par conséquent, bientôt après notre attaque du Chemin des Dames. Il s’agissait donc de faire, à fin mai et au début de juin, un gros effort commun contre l’Entente.

Il aurait été possible, à ce moment, en abandonnant l’idée de l’offensive en Italie, de renforcer l’armée allemande à l’Ouest par quelques divisions austro-hongroises. Mais comme on n’appréciait que médiocrement la force offensive des troupes austro-hongroises sur le front français, un coup porté en Italie sembla plus avantageux du moment que l’État-Major austro-hongrois à Bade l’espérait fructueux. Une victoire en Italie à ce moment nous soulagerait comme l’avait fait celle de l’automne 1917 ; elle absorberait tout au moins une partie des nouvelles formations américaines : cet avantage parut avoir plus de poids que le renforcement de notre front occidental par quelques divisions austro-hongroises de peu de valeur militaire. Si l’attaque en Italie n’avait pas de succès, il serait toujours temps de penser à un renforcement direct de notre front occidental.

La situation alimentaire de l’Autriche et de l’armée austro-hongroise était extrêmement précaire. Ils avaient reçu par avance leur part des approvisionnements roumains, l’avaient consommée, et tiraient maintenant de l’Ukraine occupée, sur ces entrefaites, sans y mettre aucune direction, tout ce dont leurs fonctionnaires pouvaient s’emparer. Mais cela ne suffisait pas encore. Aussi l’Autriche, dans sa détresse, saisit-elle au début de mai les céréales qui appartenaient à l’Allemagne ; elles nous étaient livrées par la Roumanie et étaient en route sur le territoire de la double-monarchie. Nous les avions déjà tirés d’affaire au début de février. Cet acte arbitraire n’en suscita que plus d’étonnement ; l’excitation des esprits était violente. Mais notre indignation ne servit à rien, il nous fallut céder encore une fois. Cela était d’autant plus douloureux que les chevaux, sur le front occidental, étaient réduits, pour leur maigre ration en grains, aux approvisionnements roumains.

Sur le front de Macédoine aussi, le calme continuait à régner. L’armée bulgare avait le temps de se reposer et de s’entraîner. Mais il était indéniable que, depuis le mois de mars, à peu près, par suite des conditions défavorables de l’alimentation et de rhabillement, l’enthousiasme baissait à vue d’œil. La mauvaise humeur contre l’Allemagne était habilement attisée par la propagande ennemie et les Bulgares ententophiles. La paix de Bucarest et le retrait de formations allemandes peu nombreuses, envoyées à l’Ouest pour le combat décisif, fournirent la matière à une nouvelle propagande. Les cas de mutinerie montrèrent le point atteint par la désagrégation. Le commandement suprême et l’État-Major du groupe d’armées von Scholtz firent leur possible pour prêter leur assistance et agir sur les Bulgares. Nous pourvûmes à leur entretien, le ministère de la Guerre prussien livra des équipements. Nous exauçâmes aussi les vœux du Kronprinz Boris qui, pendant un voyage au front occidental, avait émis le souhait de voir différer le retrait de quelques batteries. Nous y consentîmes.

Vis-à-vis de l’État-Major bulgare, nous insistions sur la nécessité qu’il y avait pour lui de se créer des réserves. Il avait mis trop de troupes en ligne à l’avant et n’avait conservé à l’arrière que trop peu d’unités formant un tout organique. Peu à peu, le général Jekow se résolut à suivre nos conseils. Le transfert des troupes de la Dobroudja sur le front de Macédoine, qui alla d’ailleurs très lentement, lui facilita la chose. Chez l’ennemi commencèrent à apparaître, à côté des troupes venizelistes, des troupes royales grecques.

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\ludT2_files\ludT2-26.png |
| Croquis n° 19. — L’avance turque en Arménie (1918). |

Sur le front de Palestine, les Anglais avaient attaqué, à la fin de mars, sur le Jourdain, juste au sud de la mer Morte ; ils tentaient visiblement d’encercler le flanc gauche du groupe d’armées turc qui y était établi pour l’écarter du chemin fer de Damas. L’attaque des troupes anglaises gagna d’abord du terrain, mais se termina par une défaite. Elles furent rejetées sur la rive occidentale du Jourdain. Malheureusement, le général von Liman, qui avait pris la suite du général von Falkenhayn en Palestine, n’avait pas les troupes nécessaires à la poursuite. À la fin d’avril, les Anglais renouvelèrent leurs attaques toujours avec le même insuccès. Il fallait s’attendre à les voir continuer leur opération à la fin de la saison chaude qui commençait alors. J’espérais que jusque-là les troupes turques du front de Palestine seraient renforcées, comme Enver l’avait promis. En Mésopotamie, les troupes anglaises continuaient à se pousser vers Mossoul et s’établirent dans le nord de la Perse à la place des troupes russes dispersées.

En Arménie, les Turcs avaient commencé leur avance à la fin de février. À la fin mars, ils avaient purgé leur territoire des Russes et occupé fin avril le territoire de Kars et de Batoum que leur avait attribué la paix de Brest. Ils ne pensaient pas en rester là, mais continuer à étendre leur influence sur le territoire du Caucase. Dans ce but, ils firent une propagande active parmi la population musulmane du territoire d’Azerbeïdjan ; le frère d’Enver, Nouri, y apparut aussi pour y organiser de nouvelles formations. En même temps, la Turquie entra en négociations avec les petites républiques de Géorgie, d’Azerbeïdjan et d’Arménie, qui se formaient dans le sud de la Russie ; le général von Lossow, de Constantinople, y prit part sur l’ordre du gouvernement allemand.

Je ne pouvais que souscrire à des mesures turques qui, en elles-mêmes, étaient favorables à la guerre dans son ensemble. Mais elles ne devaient pas détourner la Turquie de son véritable devoir dans la guerre ni rendre plus difficile notre approvisionnement en matières premières tirées du Caucase, dont nous attendions un profond soulagement. Le devoir d’Enver était de combattre l’Angleterre en premier lieu sur le front de Palestine. J’attirai son attention là-dessus dans des télégrammes très nets. Maintenant, l’occasion s’offrait aussi d’atteindre les Anglais dans le nord de la Perse. Les communications, par voie ferrée, de Batoum à Tehriz par Tïflis favorisaient ce projet. Dans le nord de la Perse, les Turcs pouvaient avoir la supériorité sur les Anglais. Faire lever contre eux des populations de l’Azerbaïdjan nous aurait rendu de précieux services. J’aurais soutenu volontiers tous les efforts dans ce sens. Mais Enver et le gouvernement turc pensaient moins à la guerre contre l’Angleterre qu’à leurs buts panislamistes au Caucase. Ils y joignaient des buts tout matériels, à savoir, l’exploitation, pleine de profits, des matières premières qui s’y trouvaient. Que l’Allemagne ne dût en tirer aucun profit pour sa situation économique, tous ceux qui connaissaient les procédés turcs en affaires le savaient. Cela nous mettait en opposition avec la Turquie au point de vue de ses buts de guerre.

Aux négociations de Batoum, les représentants de la République de Géorgie s’étaient adressés au général von Lossow et avaient demandé la protection de l’empire d’Allemagne. Nous avions travaillé en 1915 et 1916 en Arménie avec des corps francs de Géorgie, à vrai dire sans succès. Nous étions par là entrés en contact avec certains Géorgiens influents. Je ne pouvais, pour des raisons militaires, que voir avec plaisir ces rapports et la demande de la Géorgie qui réclamait la protection de l’Empire d’Allemagne. C’était pour nous un moyen d’arriver, indépendamment de la Turquie, aux matières premières du Caucase et d’exercer une influence sur l’exploitation des chemins de fer qui passaient par Tiflis. Ces voies ferrées avaient une importance primordiale pour la conduite de la guerre dans le nord de la Perse et une exploitation placée sous l’influence allemande aurait été plus productive que sous le régime de la collaboration turque. Enfin, nous devions essayer de nous renforcer en levant des troupes géorgiennes ; on pouvait les utiliser contre l’Angleterre. Il ne fallait pas non plus perdre de vue les difficultés que nous créerait l’armée de volontaires du général Alexeïeff qui se trouvait au nord du Caucase dans le district de Ruban. Aussi, j’intercédai près du chancelier de l’Empire pour qu’on tînt compte des vœux de la Géorgie.

Le gouvernement était partisan, pour d’autres raisons, d’une certaine politique en Géorgie. Il craignait les difficultés qui pourraient résulter de l’attitude de la Turquie vis-à-vis de la Russie bolcheviste. Le chancelier de l’Empire jugeait très défavorablement les mesures de rigu*e*u*r* de la Turquie contre les chrétiens d’Arménie. Elles constituaient, il est vrai, une lourde faute et ne pouvaient se justifier en rien. Le gouvernement n’éconduisit pas sans plus de façons les négociateurs géorgiens qui vinrent à Berlin, en juin, avec le général von Lossow.

En Ukraine, après la prise de Kiev, le 1er mars, l’avance des troupes allemandes s’était ralentie. Odessa était tombée le 12, après un léger combat. Des troupes allemandes qui avaient traversé la Moldavie après la conclusion de la paix préliminaire avec la Roumanie, le 7 mars, avaient prêté leur concours. Il s’agissait, pour le commandement suprême, de poursuivre le but qui avait dicté l’avance en Ukraine et de ne pas s’avancer au-delà.

L’Ukraine nous avait appelés. Nous avions besoin des céréales de l’Ukraine, l’Autriche et l’armée austro-hongroise encore plus ; le pays ne devait donc pas tomber aux mains du bolchevisme et lui fournir de nouvelles ressources. Nous devions le fortifier de telle sorte qu’il pût nous être utile.

Nous avions occupé, le 8 avril, après la prise de Charkow, le principal district producteur de céréales. Le commandant en chef du front oriental établit alors que, sans le charbon du bassin du Donetz, il ne serait pas possible d’exploiter les voies ferrées. Nous donnâmes alors, bon gré mal gré, notre approbation à l’occupation de cette partie de l’Ukraine aussi et au prolongement de nos lignes jusqu’à Rostoff, qui fut atteint au début de mai. Malgré cela, nous fûmes d’abord forcés de transporter d’Allemagne en Ukraine des quantités considérables de charbon après la reprise de l’extraction sur les lieux, l’importation diminua.

En dehors des chemins de fer, nous avions aussi besoin d’assurer nos transports par bateau des ports de la mer Noire à Braïla. La flotte russe de la mer Noire nous avait causé des difficultés à Odessa, Nikolaïeff et Cherson. On ne savait pas très bien sous les ordres de quel gouvernement elle se trouvait. Elle ne remplit pas les conditions du traité de Brest. Elle resta à Sébastopol un danger permanent pour la circulation des navires. Nous occupâmes donc la Crimée à la fin d’avril. Une partie de la flotte russe s’échappa vers Noworossjisk. Nous devions utiliser les vaisseaux de guerre pris à Sébastopol aussitôt que nous pourrions fournir des équipages.

L’occupation de ce vaste territoire avait de nouveau, en bien des endroits, amené des rencontres avec des bandes et des troupes bolchevistes. La plupart du temps, on les dispersait sans peine. Après l’arrêt du mouvement, le commandant en chef du front oriental avait fixé, d’accord avec le gouvernement des Soviets, une ligne de démarcation. Un fait était caractéristique pour le gouvernement des Soviets : combien de fois n’accusa-t-il pas nos troupes de ne pas avoir respecté cette ligne, tandis que le commandant en chef du front oriental nous mandait que des bandes bolchevistes avaient fait irruption dans le territoire que nous avions à protéger. Malheureusement, les Affaires Étrangères semblaient attacher plus de foi aux mensonges bolchevistes qu’à nos déclarations.

Après bien des discussions, la question des différentes sphères d’influence et d’intérêts en Ukraine fut résolue avec le G. Q. G. austro-hongrois et avec la collaboration du commandant en chef de l’Est. Le quartier-maître général conclut alors une convention avec l’Autriche-Hongrie ; on régla l’utilisation des approvisionnements. Cependant, plus tard, sous l’influence des prélèvements de l’Autriche-Hongrie sur nos stocks d’approvisionnements, il fallut modifier la convention : c’est à nous qu’il appartint dès lors d’emmagasiner et de répartir les approvisionnements de toute l’Ukraine. Ce n’était qu’un pis-aller, nécessaire en tout cas pour régulariser l’administration.

Les autorités militaires et civiles allemandes avaient trouvé un large champ d’activité. Je suivais tout cela avec grande attention, car le G. Q. G. était l’organe le plus intéressé au résultat. Le général feld-maréchal von Eichhorn avait pris le commandement du groupe d’armées de Kiev. Le représentant du gouvernement était l’ambassadeur von Mumra. L’emmagasinage des approvisionnements était confié à l’office économique de l’Empire. On ne pouvait imaginer organisation plus confuse et direction plus morcelée. Cela était dû uniquement à la funeste attitude de Berlin vis-à-vis du « militarisme » et à la bureaucratie qui y régnait avec sa façon schématique de travailler.

Comme on pouvait s’y attendre, le nouveau gouvernement ukrainien s’était montré incapable de rendre la tranquillité pays et de nous livrer des céréales. Ce gouvernement disparut et l’hetman Skoropadski prit la direction des affaires.

Tandis qu’à la fin d’avril et au début de mai j’étais occupé à d’importants travaux relatifs aux opérations du front occidental, je reçus, par l’entremise du cabinet militaire de l’Empereur, un télégramme du chancelier de l’Empire à Sa Majesté : il se plaignait en termes vifs du « militarisme » que représentait à Kiev le groupe d’armées et priait Sa Majesté d’intervenir. Le cabinet militaire avait répondu à peu près au chancelier que Sa Majesté proposait d’éclaircir tous ces incidents par une discussion commune entre las services intéressés. Je voyais cette solution avec satisfaction, car j’étais fermement persuadé, qu’une fois de plus tous les reproches se réduiraient à rien, si, mettant de côté bavardage et parti pris, on allait au fond des choses. On n’en vint même pas à discuter. Il apparut bientôt que le général feld-maréchal et l’ambassadeur avaient personnellement travaillé en bonne intelligence. Cette fois donc, le « militarisme » n’avait rien fait ; seulement, au cours des événements, un général avait agi sans bienveillance vis-à-vis d’un ancien membre du gouvernement qui avait joué un rôle fort douteux au regard des intérêts allemands. Tout cela n’en laissa pas moins subsister un certain sentiment d’aigreur. Je n’ai fait mention de cet incident que pour caractériser l’état d’esprit à Berlin. On y était toujours prêt à prendre parti contre nous — et non pour nous. On attachait plus de prix à la poursuite de certains buts de politique intérieure qu’aux nécessités d’ordre pratique, même quand celles-ci, comme le soin que prenait le général feld-maréchal von Eichhorn de l’agriculture, touchaient de très près à nos conditions d’existence. Il était particulièrement regrettable que le ministre de lu Guerre lui-même, sans entendre d’autres personnes, eût pris le parti du gouvernement.

À Kiev, était arrivé au gouvernement, en la personne de l’hetman Skoropadski, un homme avec qui l’on pouvait faire du bon travail. Il était décidé à assurer l’ordre dans le pays et de montrer la plus grande bienveillance. Je fis sa connaissance plus tard et il me laissa une impression très favorable. Il ne restait pas à la surface des choses, mais les approfondissait.

Le G. Q. G. ne pouvait qu’être satisfait du changement de gouvernement à Kiev, car il était utile à la conduite de la guerre. Je m’en promettais des avantages pour la formation de l’armée et l’emmagasinage des céréales. On commença aussi à créer de nouvelles formations ukrainiennes. Cela exigeait naturellement du temps et n’apportait pas un secours immédiat à la conduite de la guerre. Le groupe d’armées avait un besoin urgent des troupes allemandes d’Ukraine en vue de la protection contre le bolchevisme et pour assurer l’exploitation économique du pays. Il se plaignait qu’elles ne fussent pas assez fortes toutes les fois que nous voulions en réduire les effectifs.

L’office économique de l’Empire poursuivait en Ukraine une politique de paix qui anticipait sur les événements ; par contre, il n’y avait rien à dire à la pratique d’une politique économique de guerre nettement délimitée, comme je le demandais. L’Autriche-Hongrie, dans sa détresse, était vigoureusement intervenue, et si elle n’a pas reçu, de beaucoup, tout ce que le comte Czernin, au début de février, avait indiqué comme indispensable, les approvisionnements tirés de l’Ukraine et l’aide que nous lui avons apportée ne Pen ont pas moins sauvée de la famine, elle et son armée. Nous, n’avions fait que le plus urgent. Mais nous ne recevions pas, pour notre pays, la quantité' de céréales panifiables et de fourrage absolument indispensable à ranimer les forces amoindries de la patrie. Quoi qu’il en soit, l’Ukraine a aussi été utile à l’Allemagne. Dans l’été 1918, elle nous a livré de la viande. C’est ce qui a rendu possible notre alimentation carnée, pourtant si médiocre. Nous n’avions pas besoin de mettre tellement à contribution notre propre cheptel et celui des pays occupés. L’armée reçut de grandes quantités de chevaux. Sans elles, il eût été impossible de continuer la guerre. Si l’Allemagne avait dû fournir elle-même ces chevaux, l’agriculture du pays en eût été gravement atteinte. Nous reçûmes encore de l’Ukraine des matières premières de toutes sortes.

Par contre, il fallut bientôt abandonner l’espoir de trouver dans les céréales de l’Ukraine un moyen de puissance économique qui améliorerait notre situation vis-à-vis des neutres et nous procurerait d’autres soulagements, fort importants pour notre économie militaire.

Au point de vue de la politique militaire, notre occupation de l’Ukraine avait considérablement affaibli le pouvoir du gouvernement des Soviets. Nous entrions aussi en contact avec les nombreux courants nationaux de la Grande-Russie et avec les cosaques du Don, que nous aurions pu utiliser pour combattre le bolchevisme, si le gouvernement y avait souscrit.

Sur le front du commandant en chef de l’armée d’Orient, du côté de la Grande-Russie, du Pripet au golfe de Finlande, les conditions n’avaient marqué aucun changement depuis le 3 mars.

La Finlande s’était soulevée. Elle avait un réel besoin d’une aide immédiate. Les livraisons d’armes seules ne suffisaient pas. Le gouvernement des Soviets ne faisait pas mine de retirer ses troupes de Finlande. Elle était sur le point de recevoir les secours de l’Angleterre.

Pour éviter la formation d’un nouveau front oriental et se renforcer militairement, l’Allemagne donna suite à la prière de la Finlande de lui envoyer des troupes. Le général von Mannerheim intervint aussi pour l’envoi de troupes allemandes. Il ne voulait pas les avoir trop tôt ni trop fortes, pour que ses Finnois aussi eussent à combattre et à prendre confiance en eux-mêmes. C’étaient là des pensées militaires judicieuses.

D’accord avec le gouvernement de l’Empire, dont nous avons également obtenu l’assentiment pour la suite, nous nous créâmes d’abord un point d’appui d’étapes sur les îles Aland ; en effet, à ce moment, un débarquement de troupes allemandes dans le golfe de Bothnie nous semblait indispensable. Comme la Suède, peu de temps auparavant, avait également débarqué des troupes dans les îles, on en vint à des négo*c*iations spéciales avec ce pays ; elles ne présentèrent pas de difficultés. Par la suite, la Suède retira ses troupes ; nous abandonnâmes aussi bientôt l’occupation, le G. Q. G. s’étant prononcé pour le débarquement des troupes destinées à la Finlande près d’îlangœ.

Le commandant Crantz, que j’avais envoyé au quartier général finnois, faisait la liaison avec le général Mannerheim. Il s’y entendit au sujet de l’emploi des troupes allemandes. Nous travaillâmes toujours avec le général von Mannerheim en bon accord et en toute confiance.

La division de la Baltique avait été formée à Dantzig sous les ordres du général comte von der Goltz ; elle comprenait trois bataillons de chasseurs à pied, trois régiments de chasseurs à cheval et quelques batteries d’artillerie. Elle débarqua au début d’avril près de Hangœ, tandis que le général von Mannerheim, avec la garde blanche finnoise, armée en partie par nos soins, se tenait au nord-ouest de Tammerfors tournant le dos à Wasa. Le bataillon des chasseurs finnois lui avait été amené. Ce bataillon, qui ne comprenait que des hommes d’élite, était une excellente pépinière d’officiers pour la jeune armée finnoise.

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img10b.JPG |
| Croquis n° 20. — La campagne de Finlande en 1918. |

Tandis que le général von Mannerheim avançait au-delà de Tammerfors, la division baltique marchait vers le nord-est, en direction de Tavastehus. De concert avec la flotte, elle occupait Helsingfors le 13 avril avec des forces minimes ; le commandant en chef du front oriental débarquait un faible détachement, sous les ordres du colonel von Brandenstein, à l’ouest d’Helsingfors, près de Lovria et Kotka. Celui-ci commença à avancer d’ici dans la direction du Nord, pour couper immédiatement la retraite à Lahti aux gardes rouges qui se trouvaient près de Tavastehus. On réussit par des attaques concentriques et après de violents combats à les encercler complètement à la fin d’avril et à les forcer de capituler. La Finlande était libre.

Viborg avait été entre temps occupée par la garde blanche venue du Nord ; c’était tout à fait juste au point de vue stratégique ; on ne saurait se rendre assez compte de l’utilité qu’elle aurait eue, étant données la force militaire des adversaires et l’assistance qu’ils recevaient des Bolchevistes russes, dans le cas où la décision ne se serait pas produite plus à l’Ouest. La victoire tactique, la libération rapide de la Finlande ont été obtenues sur le champ de bataille de Lahti-Tavastehus, grâce à la coopération bien réglée de troupes allemandes et finnoises. Par-là, l’opération était terminée.

Nous occupions maintenant à Narva et Viborg des positions qui nous permettaient de marcher quand nous voudrions sur Pétrograd, pour y renverser la puissance bolcheviste ou empêcher l’Angleterre de s’y établir en venant de la côte mourmane. Enfin, de Finlande, nous flanquâmes le chemin de fer de Mourmanie dans toute sa longueur, rendant ainsi impossible toute entreprise sérieuse de l’Angleterre sur Pétrograd. Le corps de débarquement anglais, qui avait occupé la côte mourmane, y resta fixé. Il avait valu la peine de détacher cette faible division baltique dont les trois bataillons de chasseurs revinrent en Allemagne dès le mois d’août. Le gouvernement finlandais se mit aussitôt à organiser l’armée finnoise à l’aide d’instructeurs allemands. Si nous n’avons pas plus obtenu en Finlande que nous ne l’avons fait, la faute on est principalement à l’instabilité constante de notre politique. Le général comte von der Goltz s’était acquis, en Finlande, la confiance de tous, même des personnalités politiques dirigeantes, ce que le représentant du gouvernement allemand ne sut pas réaliser dans la même mesure. Les demi-mesures de notre politique étrangère ne manquèrent malheureusement pas leur effet ici non plus. On ne prit pas de décision ; on ne devint l’ami de personne, en Finlande comme ailleurs, et on rebuta les fidèles partisans de l’Allemagne.

Les nombreux témoignages de chaude sympathie que je reçus de Finlande, même après avoir quitté l’armée, montrent qu’il y a encore de la reconnaissance dans le monde. Ces sentiments m’ont d’autant plus ému que ce n’étaient pas les intérêts finnois, mais seuls les intérêts allemands qui avaient conduit nos troupes en Finlande. Lorsqu’en février 1919, le gouvernement suédois, pour des raisons que je ne puis m’expliquer, fit des difficultés pour m’autoriser à faire un séjour en Suède, un délégué finnois apparut tout à coup à Hessleholmsgard, m’offrant de venir en Finlande. Je m’en réjouis, tout en refusant, comme il était naturel. Je voulais retourner en Allemagne.

Au milieu de tous les événements considérables de la guerre mondiale, l’Ukraine et la Finlande ne jouent apparemment qu’un rôle épisodique. Cependant j’en espère encore des avantages durables. Au point de vue économique et politique, ces deux pays resteront toujours un exemple caractéristique ; ils montrent que, jusqu’à la fin, notre gouvernement n’avait rien compris à l’essence de cette guerre et traitait tout du seul point de vue de la politique intérieure. Militairement, les deux pays rendirent ce qu’on en attendait. La formation d’un nouveau front oriental était empêchée ou tout au moins ajournée pour longtemps. Nous avions brisé le blocus en Orient, notre vie semblait pouvoir en reprendre plus de vigueur. La position du gouvernement des Soviets était fortement ébranlée, son existence gravement menacée.

Lorsqu’à la fin de mai continua sur le front occidental l’offensive allemande qui devait être suivie dans la première moitié de juin d’une offensive austro-hongroise en Italie, la situation était en ordre sur tous les fronts ; seul le front de Palestine semblait présenter quelque danger.

### V

La deuxième grande offensive allemande en France et l’offensive de l’armée austro-hongroise en Italie furent exécutées, dans l’ensemble, selon les plans établis.

Au milieu de mai commença la concentration des troupes en vue de la percée au Chemin des Dames. Les préparatifs furent finis à temps. L’emploi de l’artillerie fut réglé selon les propositions du colonel Bruchmüller dont l’autorité s’étendait également à la préparation de l’attaque par l’artillerie.

Je me rendais souvent aux Q. G. intéressés et j’en rapportais la meilleure impression.

Le 27 mai, l’attaque commença entre Vauxaillon et Sapigneul. Elle eut un brillant succès. J’avais cru que nous ne réussirions qu’à atteindre la région de Soissons et de Fismes. Ces buts étaient, en certains points, dépassés de beaucoup dès le second et le troisième jour. Nous avions gagné du terrain surtout au-delà de Fismes, moins au-delà de Soissons. Il est profondément regrettable qu’un des états-majors n’ait pas reconnu combien la situation était favorable du côté de Soissons. Nous ne déployâmes pas dans ce secteur la même vigueur que devant Fismes, bien que cela dût être possible. Autrement notre situation se fût considérablement améliorée, non seulement à l’ouest de Soissons, mais sur tout le front d’attaque. Les Français auraient-ils pu continuer à tenir entre Aisne et Oise ? C’eût été plus que douteux. Voilà encore un de ces cas où on aurait pu, en peu de temps, obtenir beaucoup de résultats, mais où l’on s’abstint. Le chef suprême est là qui médite et peut tout préparer, mais l’exécution même ne lui appartient plus. Il faut que, sur le champ de bataille, il se contente du fait accompli.

La 7e Armée poussa son centre en direction du sud jusqu’à la Marne. Son aile gauche et l’aile droite de la 1re Armée, qui avaient prolongé l’attaque à gauche du côté de Reims, comme il était prévu, s’avancèrent entre Marne et Vesle vers la Montagne de Reims et n’y trouvèrent bientôt plus de résistance insurmontable. L’aile droite de la 7e Armée gagna du terrain entre Aisne et Marne au sud-ouest de Soissons et jusqu’à la lisière de la forêt de Villers-Cotterets et prit Château-Thierry. Le général Foch concentra de fortes réserves au sud-ouest de Reims et du côté de Soissons, en vue de contre-attaques vaines qui s’étendirent plus tard jusqu’à Château-Thierry.

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img11.JPG |
| Croquis n° 21, — Les batailles de Soissons et de Reims (1918). |

Au début de juin, nous arrêtâmes notre progression. Le commandement suprême n’avait l’intention de continuer l’attaque qu’entre l’Aisne et la forêt de Villers-Cotterets, au sud-ouest de Soissons. Nous voulions gagner plus de terrain à l’ouest à cause de la voie ferrée qui, à l’ouest de Soissons, mène de la vallée de l’Aisne à la vallée de la Vesle et appuyer tactiquement l’attaque de la 18e Armée sur la ligne Montdidier-Noyon.

Malgré quelques crises passagères inévitables, nos troupes restèrent, dans l’attaque et dans la défense, maîtresses de la situation. Elles montrèrent leur supériorité sur les troupes françaises et anglaises, même là où ces dernières employaient des tanks. Près de Château-Thierry, des troupes américaines depuis longtemps en France, braves mais mal dirigées, avaient attaqué en masses compactes notre front, assez dégarni, sans obtenir le moindre succès. Là aussi, nos hommes eurent le sentiment d’être les plus forts. Notre tactique avait fait ses preuves à tous égards, nos pertes étaient, en regard des pertes ennemies et du grand nombre des prisonniers, véritablement minimes, bien qu’elles fussent en elles-mêmes douloureuses. Encore une fois, l’attaque ne fut pas arrêtée partout en temps opportun. On attaquait encore à droite et à gauche lorsque la défensive aurait déjà été indiquée. Les troupes avaient montré partout, presque sans exception, une attitude et une endurance de bon augure.

En somme, l’impression avait été très favorable. Le groupe d’armées du Kronprinz allemand avait remporté, par son attaque, une grande victoire tactique. L’ennemi avait été forcé d’engager ses réserves dans une plus large mesure que nous n’avions employé nos propres troupes. Paris était sous l’impression de la défaite française et une énorme quantité de gens quittaient la capitale. La séance de la Chambre du début du mois de juin, que j’attendais avec une curiosité impatiente, ne fut l’occasion d’aucune manifestation de découragement Clemenceau prononça de fières paroles, d’une énergie exemplaire : « Nous reculons maintenant, mais nous ne nous rendrons jamais » et : « Nous, aurons la victoire, si les pouvoirs publics sont à la hauteur de leur tâche. » « Je me battrai devant Paris, je me battrai à Paris, je me battrai derrière Paris ». « Pensons à ce que fut la destinée de Thiers et de Gambetta ; je ne souhaite pas avoir à remplir le rôle lourd et ingrat de Thiers. »

Même après la deuxième grande défaite de l’année, l’Entente n’était pas encore disposée à la paix.

Il était défavorable pour nous, au point de vue stratégique, que nous n’eussions pu arriver à prendre Reims et à continuer à pousser nos armées sur ce terrain accidenté. Le centre de la 7e Armée continua donc à ne disposer pour son ravitaillement que de la ligne de chemin de fer qui, venant de la vallée de l’Aisne, entre à l’ouest de Soissons dans la vallée de la Vesle. Pour rendre l’exploitation indépendante de tout incident, on fit construire plus à l’Est une seconde courbe entre les deux vallées. Au sud de l’Aisne on ne put établir d’autres lignes à double voie à cause des trop grandes difficultés que présentait le terrain. Il y avait encore une grande ligne qui allait directement de Laon à Soissons par Anizy. Il fallait rétablir au nord de la ville le tunnel entre la vallée de l’Ailette et celle de l’Aisne qu’on avait fait sauter. Le long de l’aile gauche de la 7e Armée et de l’aile droite de la lre courait une voie ferrée d’un mètre d’écartement et des chemins de fer de campagne dont l’emploi nous était d’un grand secours. Il fallait d’abord relier ces voies à celles que nous exploitions déjà en traversant les deux systèmes de positions. Les conditions défavorables des voies ferrées conduisirent à utiliser fortement les convois de camions automobiles, ce qui aggrava notre situation au point de vue des carburants.

Dès le 1er juin, l’attaque, suivant nos intentions, s’était élargie à l’Ouest jusqu’au confluent de l’Oise et de l’Ailette ; on avait réussi à déplacer sans heurts les moyens d’artillerie nécessaires à l’attaque. Le combat même se continua jusque dans le système de positions que nous avions abandonné en mars 1917 dans notre mouvement « Albérich ».

Pour le 7 juin était prévue une attaque de la 18e Armée entre Montdidier et Noyon : la 7e Armée devait attaquer en même temps au sud-ouest de Soissons. Lors d’une conférence au quartier général de la 18e Armée, au début de juin, je pus me convaincre que les préparatifs d’artillerie ne seraient pas terminés en temps voulu. L’arrivée des renforts d’artillerie de la 7e Armée avait été retardée. C’est pourquoi l’on différa l’attaque jusqu’au 9 juin. C’était un désavantage : plus on l’ajournait, plus elle sortait de l’ensemble tactique qu’elle devait former avec l’action vigoureuse entre Aisne et Marne, qu’une entreprise locale au sud-ouest de Soissons ne pouvait remplacer aussi efficacement. On facilitait à l’ennemi le déplacement de ses réserves. Malgré ces considérations, je fus forcé de m’en tenir à la date plus tardive, car j’attachais le plus grand prix à une préparation complète de l’attaque, en vue de son succès et des pertes qu’elle pouvait provoquer.

L’attaque de la 18e Armée commença le 9 ; elle parvint à l’aile droite vers Méry, à l’aile gauche vers les hauteurs très fortes à l’ouest, tout près de l’Oise. Notre attaque, cette fois, était attendue ; malgré cela notre infanterie traversa tout le système des positions ennemies et le dépassa ; en quelques points, elle atteignit même l’Aronde.

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img12.JPG |
| Croquis n° 22. — Bataille de Noyon (mai 1918). |

Dès le 11, l’ennemi fit, surtout à notre aile droite vers Méry, de très vigoureuses contre-attaques avec quelques gains de terrain, Elles se prolongèrent le 12 et le 13 sans succès. La forte concentration de troupes ennemies que ces contre-attaques avaient amenée poussa le commandement suprême, pour éviter les pertes, à arrêter l’attaque de la 18e Armée dès le 11. On se rendait clairement compte que l’attaque commencée entre temps par la 7e Armée au sud-ouest de Soissons ne réussirait pas à percer.

L’attaque de la 18e Armée ne modifiait en rien la position stratégique que l’offensive de la 7e Armée avait créée ; elle n’avait pas non plus donné lieu à des expériences tactiques particulières.

Au milieu de juin, le calme se fit sur tout le nouveau front du groupe d’armées du Kronprinz allemand. Entre l’Aisne et la forêt de Villers-Cotterets seulement régnait une certaine tension qui se traduisait parfois par des combats locaux. Des deux

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img13.JPG |
| Croquis n° 23. — L’offensive autrichienne en ltalie (1918). |

côtés de l’Ardre, entre la Marne et Reims, une certaine agitation se manifestait également. Le territoire conquis nous apportait de riches ressources et améliora notre situation alimentaire.

L’offensive de l’armée austro-hongroise en Italie devait originairement avoir lieu le 10 ou le 11 juin. Elle fut remise au 15, eu égard à Pétât de la préparation. Un coup de main sur le massif de l’Adamello, à l’ouest du front tyrolien, devait servir de prologue à cette opération et attirer par là l’attention de l’état-major italien. Le général von Arz avait en vue une attaque principale entre Asiago et la mer ; elle devait être répartie en plusieurs groupes de choc, les points importants étant sur la Brenta, au Montello et plus bas sur la Piave. Malgré des succès locaux, l’offensive n’apporta aucun gain. Quelques jours après, le général von Arz dut se résoudre à ramener derrière la Piave les troupes qui, sous les ordres du général Goiginger, avaient réussi à passer le fleuve. D’après des rapports que je reçus de Bade, les troupes austro-hongroises s’étaient bien battues. Quelles furent les causes de leur insuccès, je ne saurais le dire, manquant d’éléments d’appréciation. Pour la même raison, je ne puis pas non plus juger si, comme on l’a dit, l’offensive avait été conduite sur un trop large front.

La façon dont on discuta, à quelque temps de là, en Autriche-Hongrie et surtout au Parlement hongrois l’insuccès de la Piave fut regrettable au plus haut point. En France, on avait su garder, dans une situation à peu près analogue, après la bataille de l’Aisne et de Champagne en 1916 et maintenant même dans des conditions beaucoup plus difficiles, une attitude noble et digne. À BudaPest on tint des propos extrêmement pessimistes qui devaient contribuer à déprimer encore davantage les esprits. Personne ne demanda au Parlement hongrois de quel droit il faisait de telles critiques. Le Parlement avait-il tout fait pour faciliter la victoire ? Dans ce cas, il avait le droit de critiquer, mais le faire publiquement restait toujours une faute. L’impression de l’insuccès des armes austro-hongroises en Italie fut encore aggravée par la situation intérieure de la double monarchie.

L’offensive manquée de l’armée austro-hongroise fut pour moi un événement profondément douloureux. Je ne pouvais plus espérer en Italie un allègement de notre front occidental. Au reste, la situation militaire y restait ce qu’elle avait toujours été. Les forces s’équilibraient provisoirement des deux côtés. Il n’y avait plus à craindre un renforcement du front de l’Entente par les Italiens. Le général von Arz projetait une reprise de l’offensive pour l’automne.

Je proposai alors à l’État-Major de l’armée de notre alliée d’envoyer, sur le front occidental, toutes les forces disponibles. Le général von Arz donnait son approbation. Il avait probablement eu à lutter à propos de cette question avec son impérial maître, qui détestait ces envois de troupes. Les renforts que l’Autriche-Hongrie envoya sur le front occidental se montèrent, après une vive insistance, à 4 divisions. En juillet, il n’en vint d’abord que deux. Elles étaient unanimement considérées comme bonnes, mais leur état et surtout leur ravitaillement en munitions étaient lamentables. Elles eurent besoin d’un entraînement de plusieurs semaines avant d’être aptes à être mises en ligne, sur le front occidental, pour la guerre de positions. À la fin d’août et au début de septembre, suivirent les deux autres. Le général von Arz voulait encore nous en envoyer deux au milieu de septembre, mais elles durent partir en Serbie, la défection bulgare menaçant de livrer le flanc d’Autriche-Hongrie, comme le nôtre, du reste, à l’Entente.

Sur le front occidental, l’armée allemande n’avait donc, comme auparavant, qu’à continuer la lutte sans aide particulière, avec les troupes que le commandement suprême pouvait réunir et celles que lui envoyait l’intérieur.

Il ne s’était pas fait sentir d’activité particulière sur tout le reste des fronts alliés en Europe, sauf à l’ouest du lac Ochrida, où les troupes austro-hongroises avaient été repoussées en juin et juillet jusqu’au nord de Berat.

Le jugement porté sur l’armée bulgare était maintenant un peu plus favorable. L’état d’esprit était devenu meilleur après l’arrivée des premiers envois d’effets militaires et des premiers secours de ravitaillement. Le général von Scholtz ne méconnaissait pas la gravité de la situation. Il se plaignait aussi que l’armée fût de plus en plus entraînée dans l’agitation politique des partis : on voulait l’opposer à Radoslawow. Il aurait désiré avoir encore plus de troupes allemandes, mais comme on en avait besoin sur le front occidental, il fallait bien s’en passer en Macédoine. Le haut commandement et l’État-Major du groupe d’armées comptaient, au cas d’une attaque ennemie, sur des replis partiels. Les réserves bulgares, formées entre temps, nous assuraient en un certain sens contre de larges ruptures du front.

En Palestine, des attaques locales anglaises avaient échoué ; en Mésopotamie les détachements anglais qui s’étaient avancés vers Mossoul furent ramenés en arrière. Par contre, les Anglais semblaient se renforcer dans le nord de la Perse et sur la rive sud de la mer Caspienne. Les Turcs étaient toujours autour de Tebriz et tout près de Bakou.

Sur le front Est la situation était sans changement. Tout y était en suspens.

On admettait, d’après les nouvelles qui nous étaient parvenues, que l’ensemble des forces combattantes envoyées par les États-Unis en France pendant les mois d’avril, mai et juin devait atteindre à peu près 15 divisions. Il pouvait donc y avoir en tout, en France, à ce moment, 20 divisions américaines. C’était plus que je n’avais cru possible. La supériorité que nous avions en mars, au point de vue du nombre des divisions, se trouvait ainsi compensée. La situation numérique avait d’autant plus évolué à notre désavantage que les divisions américaines comprenaient 12 bataillons à forts effectifs. Il est vrai que là où nous avions combattu les divisions qui se trouvaient depuis longtemps déjà en France, nous étions restés maîtres de la situation, même inférieurs en nombre. On ne pouvait s’attendre à voir les formations nouvelles, moins entraînées, qui arrivaient avec rapidité, combattre mieux que les divisions anciennes. Dans le jugement que l’on porte sur la valeur de l’ennemi, il ne faut exagérer ni dans un sens, ni dans l’autre. Sinon, comment aurions-nous pu attaquer et vaincre les Russes en 1914 ! Aussi longtemps que nos troupes garderaient leur solidité interne, elles viendraient à bout de n’importe quel ennemi, même de ces fortes divisions américaines, dont les nerfs n’étaient pas usés comme ceux des armées qui combattaient depuis longtemps. Mais, chose fort importante, les nouveaux renforts américains pouvaient libérer des unités françaises et anglaises en occupant les secteurs calmes. Il y avait là un fait d’une importance considérable ; il éclaire l’influence que l’envoi des forces des Etats-Unis eut sur l’issue de la guerre. L’Amérique devint par là le facteur décisif,

Le 15 juin, le général Foch avait fortement entamé ses réserves ; il n’était pas douteux que l’armée française avait été mise à contribution d’une façon extraordinaire. Mais elle n’avait jusque-là, au début de l’été de 1918, perdu que peu de bataillons. La France mettait en ligne, plus que les années précédentes, les riches réserves en hommes de son empire colonial. Il était certain qu’elle allait se renforcer pendant la pause qui allait venir. L’armée anglaise ayant eu, depuis le milieu de mai, un repos presque complet, sa reconstitution devait avoir fait des progrès, mais il était peu probable qu’elle se fût reconstituée plus vite que le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht, bien que ses conditions de vie fussent meilleures. Cependant, il faut tenir pleinement compte du fait que les armées de l’Entente se trouvaient, au point de vue de la nourriture surtout, dans une situation beaucoup plus favorable que la nôtre.

Notre propagande flamande avait commencé à prendre dans l’armée belge. Il nous arrivait assez souvent des déserteurs dont les témoignages montraient que le mouvement flamand diminuait l’hostilité de l’armée belge à notre égard.

Notre armée avait souffert. La grippe se répandit un peu partout ; le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht fut particulièrement atteint. C’était pour moi une occupation sérieuse d’entendre chaque matin, de la bouche des chefs, les chiffres élevés des cas de grippe et leurs plaintes sur la faiblesse des troupes, si les Anglais se décidaient tout de même à attaquer. Mais le moment n’était pas encore venu. Les cas de grippe passèrent, laissant souvent une faiblesse plus grande que les médecins ne le croyaient. Le long repos améliora peu à peu les effectifs. Les bataillons du groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht furent portés à des effectifs satisfaisants en général ; ils n’étaient pas très inférieurs à ceux des Anglais. Un petit nombre de divisions seulement ne parvinrent pas à compléter leurs effectifs. Naturellement, les troupes du groupe d’armées du Kronprinz allemand étaient très affaiblies par les combats. Il y avait assez de renforts pour me permettre d’espérer, pendant la période de calme, porter les bataillons, à peu d’exceptions près, à un effectif qui ne serait pas inférieur à l’effectif français.

Les effectifs des bataillons avaient diminué, mais ils étaient encore suffisants pour porter un coup qui disposerait l’ennemi à conclure la paix ; il n’y avait pas d’autre moyen pour y arriver.

Toujours se représentait à nouveau l’idée d’une attaque en Flandre. Même en ne tenant plus compte des divisions françaises retirées sous la pression des batailles livrées par le groupe d’armées du Kronprinz allemand, il y avait toujours là de fortes réserves anglaises. L’attaque, à cet endroit, était encore trop dure. Il fallait donc l’ajourner.

La plus grande partie des réserves ennemies se trouvait dans l’arc décrit par la 18e et la 7e armées dans la direction de Paris ; par contre, de Château-Thierry à Verdun, le front était faiblement garni. Le haut commandement se décida, encore une fois, à attaquer au point où l’ennemi était faible. Il se proposa donc d’attaquer au milieu de juillet des deux côtés de Reims ; cette offensive devait en même temps améliorer les communications arrières de la 7e Armée entre Aisne et Marne. Ensuite, aussitôt après cette intervention, nous avions l’intention de jeter sur le front des Flandres l’artillerie, les lance-mines et les formations d’aviation pour frapper en ce point, si possible, quinze jours plus tard. On pouvait espérer trouver dans les Flandres un affaiblissement critique de l’ennemi si nous réussissions à Reims.

Pour éviter une trop grande activité des transports et obtenir l’artillerie suffisante pour ces deux attaques importantes, le haut commandement fit remettre en action en maints endroits les 5e et 6e pièces d’artillerie de campagne, prises sur la réserve du matériel. Pour un certain temps, on pouvait demander aux batteries de servir un plus grand nombre de pièces sans augmenter les effectifs. On amena aussi des batteries du front Est. Le haut commandement se trouvait très gêné en ce qui concernait la date de l’attaque. Le transport des troupes et les divers préparatifs pour l’attaque des deux côtés de Reims pouvaient être terminés au milieu de juillet. J’aurais aimé disposer de plus de temps pour faire reposer les troupes. À la rigueur, j’en avais assez ; un plus long délai aurait aussi été mis à profit par l’ennemi. Nous décidâmes donc de nous en tenir à cette date et nous nous proposions de lancer l’offensive de Flandre dans les premiers jours d’août. La concentration des troupes en vue des attaques rendait nécessaire un certain affaiblissement des autres fronts. C’est ainsi que la 18e Armée et l’aile droite de la 9e entre Oise et Aisne eurent à passer des moments dangereux, tandis que tout le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht et la 7e Armée au sud de l’Aisne ne cessaient d’être en forces.

Derrière le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht étaient déjà rassemblées d’importantes réserves, au repos depuis longtemps ; pour le groupe d’armées du Kronprinz allemand, il devait reformer les siennes en relevant des divisions très fatiguées de la 18e et de la 7e Armée. Les groupes d’armées von Gallwitz et du duc Albrecht durent échanger des divisions fraîches contre d’autres que le combat avait exténuées. Il s’agissait maintenant de relever encore une fois les forces de l’armée qui devait être prête aux attaques à venir. Il régnait sur le front et à l’arrière la même activité qu’au moment de l’offensive du 27 mai.

### VI

L’attaque près de Reims était une opération logiquement conçue. Nous l’entreprîmes avec la ferme conviction qu’elle réussirait inévitablement. L’armée s’était battue dans les dernières batailles qu’avait livrées le groupe d’armées du Kronprinz allemand comme on aurait à peine pu l’attendre d’une troupe qui, par certains côtés, n’était qu’une milice. Les troupes, ce qui était essentiel, s’étaient montrées supérieures à l’ennemi quand on savait les employer conformément à leur caractère et à leurs qualités propres. J’ai réfléchi profondément pour savoir si, étant donné la situation de l’armée et l’état de nos effectifs, il n’était pas plus avantageux de rester sur la défensive. Je repoussai cette pensée. Outre l’effet défavorable que cette décision aurait produit sur nos alliés, je craignais que l’armée n’eût plus de mal à supporter des combats défensifs, qui permettraient mieux à l’ennemi de concentrer ses moyens puissants sur des champs de bataille choisis, que des batailles offensives. Elles exigeaient moins d’efforts des soldats et ne causaient pas plus de pertes. D’autre part, la supériorité énorme de l’offensive au point de vue moral nous empêchait de renoncer volontairement à la poursuivre. Toutes les faiblesses de l’armée devaient ressortir dans la défensive d’une façon beaucoup plus grave.

Maintenant, les nouvelles qui nous parvenaient de l’armée sur l’influence déprimante exercée par l’état d’esprit de l’intérieur sur le front et celles qui nous arrivaient de l’intérieur sur le mauvais état d’esprit de l’armée devenaient plus fréquentes. L’armée se plaignait aussi de la propagande ennemie. Elle devait forcément produire de l’effet, l’intérieur ayant prédisposé l’armée à l’accueillir. La 4e Armée rendait compte par exemple de l’incident suivant : la propagande ennemie s’était emparée de la brochure du prince Lichnowsky qui, de façon tout à fait incompréhensible pour moi, accusait le gouvernement allemand d’être responsable de la guerre, tandis que Sa Majesté et le chancelier de l’Empire déclaraient constamment que l’Entente seule en portait la culpabilité. Les déclarations de l’Empereur se trouvaient en regard des passages correspondants de la brochure qui les démentait. Pour renforcer l’impression, on y avait joint l’opinion d’un journal du parti socialiste indépendant qui pouvait exprimer publiquement, au grand dam du peuple, des idées analogues à celles du prince Lichnowsky. Rien d’étonnant si les hommes, dans les tranchées, ne croyaient plus à rien, puisque le prince Lichnowsky était en liberté et qu’on pouvait impunément imprimer de tels propos. J’avais déjà prié le Dr Michaëlis, chancelier de l’Empire, de poursuivre le prince Lichnowsky. Au point de vue militaire, le capitaine von Beerfelde fut rendu responsable de la propagation de cet écrit et cité à cet effet. Mais comme on ne touchait pas à l’auteur, il était impossible de punir le capitaine von Beerfelde. Je m’adressai encore une fois au chancelier de l’Empire pour lui déclarer qu’au point de vue militaire, par égard pour les troupes qui devaient être prêtes à continuer à combattre et à mourir pour notre bonne cause, il était nécessaire de poursuivra le prince. Je fis à Sa Majesté un rapport dans le même sens. Il ne fit rien. Le prince Lichnowsky partage avec les Bolchevistes et beaucoup d’autres la triste gloire d’avoir détruit la discipline dans l’armée. C’est à cette époque que Clemenceau prononça les mots suivants : « Nous aurons la victoire le jour où les pouvoirs publics seront à la hauteur. » En France, ils étaient à la hauteur, mais chez nous ? J’ai caractérisé ici un cas de propagande ennemie qui ne pouvait être efficace que pour cette seule raison : chez nous les pouvoirs publics n’avaient pas compris les nécessités de fer que nous imposait cette guerre.

L’armée fut littéralement inondée de tracts de propagande ennemie dont on avait clairement vu le très grand danger. Le commandement suprême accordait des primes pour leur remise, mais on ne pouvait les empêcher d’empoisonner auparavant le cœur de nos soldats ! Ce n’est malheureusement qu’avec l’aide du gouvernement qu’on pouvait combattre la propagande ennemie de manière vraiment efficace. L’enseignement patriotique à lui seul ne suffisait pas.

Sans doute le fait que les deux grandes offensives que nous avions déjà faites n’avaient pas amené de décision produisait quelque abattement. Mais nous avions eu du succès ; les hommes le voyaient. Il y avait de la désillusion, mais il était impossible dans cette guerre mondiale de l’éliminer complètement ; ce n’est pas là qu’il faut chercher la cause du déclin de notre capacité morale à faire la guerre, car elle est bien plus lointaine. Mais comme notre état d’esprit ne nous permettait pas de surmonter cette déception, son action en était deux fois plus forte. Au reste, la foi en l’issue heureuse de la guerre était encore absolument générale.

Un affaiblissement considérable de l’esprit de l’armée tint à ce que les soldats revenus de Russie où ils étaient prisonniers furent réincorporés après une assez longue permission. C’est eux en partie qui apportaient le mauvais esprit ; d’abord, ils refusèrent péremptoirement d’aller sur le front ; ils croyaient n’avoir plus à combattre, comme les prisonniers échangés avec l’Angleterre et la France. À Graudenz, il s’était même produit des scènes très graves.

À Beverloo, on découvrit un complot qui aurait permis à quelques centaines d’Alsaciens de passer en Hollande. Mettant constamment à contribution les troupes du front Est, j’étais bien forcé d’envoyer aussi les Alsaciens-Lorrains sur le front occidental. On les y accueillait de très mauvaise grâce.

Les renforts tirés des armes spéciales mettaient généralement beaucoup de mauvaise volonté à servir dans l’infanterie, beaucoup d’hommes se voyaient en face de dangers qu’ils avaient évités jusque-là.

Le moral des troupes du front occidental avait à subir de rudes assauts ; elles étaient affaiblies par la grippe et lassées d’une nourriture trop uniforme. Par suite des approvisionnements conquis lors de nos attaques, la nourriture était devenue plus variée en quelques endroits et pour quelque temps, mais maintenant les pommes de terre se mirent à manquer, bien que la récolte précédente eût été particulièrement bonne en Allemagne.

Parmi les troupes bavaroises, l’esprit particulariste prenait de plus en plus le dessus. On sentait l’effet de ces tendances tacitement tolérées par le gouvernement bavarois : elles augmentaient le succès de la propagande ennemie. La campagne contre l’Empereur et le Kronprinz, mais aussi contre la maison royale de Bavière, porta ses fruits. Les troupes bavaroises finirent par considérer la guerre comme une affaire purement prussienne. Le commandement ne les mettait plus aussi volontiers en ligne que dans les premières armées de la guerre. Seules quelques divisions se battaient encore bien.

L’intérieur était complètement sous l’influence de la propagande des adversaires et des discours des hommes d’État ennemis, qui nous visaient en premier lieu. Nous restions incapables de nous adapter à la tendance d’esprit de nos adversaires. Au Reichstag, tous les partis représentés dans la majorité, sauf l’aile droite du centre, se faisaient constamment l’écho des mots typiques de la propagande ennemie et leurs propositions de réconciliation, de compromis et de désarmement étaient comme toujours en avance sur le courant universel. Le secrétaire d’État aux Affaires étrangères, en la personne de qui toute cette philosophie s’incarnait, exposa qu’à son avis la guerre ne pouvait plus trouver sa décision sur le champ de bataille. Cela était exact si l’on pensait à la lutte contre les fronts ennemis à l’intérieur et à l’assistance que la direction politique de la guerre prêtait aux organes chargés de la conduire. Cela était faux si l’on croyait à la réconciliation et au compromis, ce qui était le cas en l’espèce. Le secrétaire d’État ne fit en somme que répéter ce que la majorité pensait. C’est ainsi qu’au Reichstag, dans la presse, en tous lieux on parlait à notre peuple lassé et aux soldats, de qui le commandement suprême devait exiger qu’ils missent en jeu leur vie sur le champ de bataille, dans l’intérêt de la patrie. Ces influences étaient-elles faites pour rendre énergiques des natures faibles ? Pouvait-on attendre qu’une jeunesse désordonnée, mûrie dans ces dernières années en dehors de la discipline familiale, dans l’agitation des partis politiques et dans l’ivresse de la vie, qui avait gagné beaucoup d’argent et arrivait au front après un court service, pouvait-on espérer que des hommes à l’esprit inquiet, fissent, à l’expiration de leur sursis, de bons soldats, se battant avec abnégation pour le roi et la patrie ? N’était-il pas plus juste de croire qu’ils ne pensaient tous qu’à sauver leur vie ? N’était-il pas probable que ces impressions dussent avoir une influence néfaste sur des caractères incertains, surtout aux heures de détresse où apparaissent les faiblesses humaines ? Tout cela ne devait-il pas faire écho à l’intérieur ?

Ajoutez à cela le bolchevisme qui s’approchait, toujours plus visible, accueilli et répandu avec amour par les socialistes indépendants et qui, depuis, eut le droit de s’installer officiellement à Berlin. Nous avions prévenu qu’il ne fallait pas laisser Joffe venir à Berlin et proposé, à l’instigation du commandant en chef de l’Est, de continuer les négociations avec lui dans quelque ville du territoire occupé. Nous reconnûmes très vite la façon de travailler du bolchevisme. Nous donnâmes des avertissements innombrables. L’État-Major général à Berlin livra aux autorités responsables de Berlin de nombreux documents relatifs à l’activité des bolchevistes en Allemagne. Il ne lui appartenait malheureusement pas de poursuivre l’affaire. Le commandement des Marches et moi-même avons toujours attiré l’attention du chancelier, du ministère de la Guerre, des Affaires étrangères et de l’intérieur sur les menées révolutionnaires de l’ambassade de Russie à Berlin, dont le personnel extrêmement nombreux était lié avec le parti social-démocrate indépendant ; nous avons signalé l’activité révolutionnaire de ce parti. Nous ne pûmes arriver à rien. Un jour où je représentais au ministère des Affaires étrangères le danger du séjour à Berlin de M. Joffe qui pouvait y travailler tout à son aise, on me répondit qu’il était mieux à Berlin que partout ailleurs. Ici on l’avait sous les yeux. Malheureusement, ces yeux étaient aveugles. Tandis qu’officiellement le bolchevisme se montrait conciliant vis-à-vis de l’Allemagne, M. Joffe avait le temps d’ébranler la capacité militaire du peuple allemand comme l’Entente, malgré le blocus et la propagande, n’aurait jamais réussi à le faire.

À cet effet, il mit à la disposition des éléments révolutionnaires de l’intérieur des moyens puissants. On ne vit clairement que plus tard toute l’étendue de son activité révolutionnaire. À Magdebourg, Vater, le chef du parti social-démocrate indépendant, en témoigna :

« Depuis le 25 janvier 1918 nous avons systématiquement préparé le bouleversement. Nous avons poussé à la désertion ceux de nos gens qui allaient au front. Nous avons organisé les déserteurs ; nous leur avons procuré de faux papiers, les avons pourvus d’argent et de brochures anonymes. Nous les avons envoyés à tous les points cardinaux, mais surtout sur le front pour qu’ils puissent travailler les soldats et amollir le front. Ils ont décidé les soldats à passer à l’ennemi. C’est ainsi que le front s’effrita graduellement, mais sûrement. »

En outre, se faisait sentir l’influence révolutionnaire et bolcheviste des permissionnaires. Dans les trains, on faisait la propagande la plus active. Les soldats partant en permission étaient incités à ne plus retourner au front ; à ceux qui y retournaient, on recommandait la résistance passive ou la désertion et la mutinerie. Fin juin et au début de juillet, beaucoup de choses étaient encore invisibles, mais elles étaient en marcha, silencieusement et irrésistiblement.

Qu’elle vînt de la bourgeoisie de gauche, du socialisme ou du bolchevisme, la tendance commune était de ruiner l’autorité ; on y travaillait déjà depuis des dizaines d’années. Maintenant, dans la détresse de l’État, tout cela apparaissait ouvertement. Sans parler du fait que les députés ambitieux privaient notre faible gouvernement du peu de crédit qui lui restait encore ni des efforts faits de tous les côtés pour ébranler ma situation et la confiance qu’on avait en moi, car on voyait en moi le soutien de l’autorité, je ne veux relever que le travail systématique dirigé contre les officiers. Ce fut un crime que le parti démocratique et les socialistes majoritaires commirent là, ou, pour parler avec Talleyrand, ce fut encore pis qu’un crime, ce fut une faute : une faute si lourde, prouvant un tel aveuglement, que rien ne peut la pallier. Au lieu de voir dans l’officier le représentant de l’ordre dans l’État, beaucoup ne voyaient en lui que le représentant du « militarisme », sans se rendre compte clairement de ce que l’officier pouvait bien avoir à faire avec les plaintes qu’ils pensaient devoir formuler. Tout cela était si absurde ! Le corps des officiers n’a jamais fait de politique chez nous ; pendant la guerre il avait cessé de constituer un cercle fermé, contre lequel il passait pour méritoire de s’élever avant la guerre. Il se recrutait dans tous les milieux et dans tous les partis ; tout le monde pouvait devenir officier. Ce n’était malheureusement plus, à bien des points de vue, notre vieux corps d’officiers. Les défauts tenaient à l’introduction dans l’armée d’éléments étrangers, à l’abaissement du niveau moral du peuple et à l’inexpérience de bien des officiers, arrivés trop vite à leur situation par suite des pertes très élevées en officiers, sur les champs de bataille. Les yeux du bon peuple allemand s’ouvriront un jour à ces choses, mais en même temps il comprendra son ingratitude et sa lourde faute vis-à-vis de la profession militaire, c’est-à-dire vis-à-vis de l’armée, de la patrie et de lui-même. Puisse-t-il alors trouver les coupables !

À ce moment, les plaintes contre les officiers s’accumulaient comme sur un mot d’ordre.

On prétendait que les officiers vivaient beaucoup mieux que leurs hommes ; or, en campagne et dans les tranchées, c’était la même cuisine de campagne qui leur fournissait à tous deux leurs repas. Dans les cantonnements de l’arrière, un des officiers, en règle générale, mangeait à l’ordinaire tandis que les autres prenaient leur repas en commun. Les sous-officiers et les hommes étaient représentés à la commission de l’ordinaire, pourquoi ne se plaignaient-ils pas ? Le culte de l’esprit de corps, l’influence du commandant d’unité, des camarades plus anciens sur les jeunes, étaient-ils devenus moins importants pour l’officier ? Où tout cela pouvait-il se pratiquer mieux que dans la camaraderie de la vie commune ? Les heures de service ne suffisaient pas à elles seules à communiquer pendant la guerre aux jeunes la tradition du corps des officiers allemands. L’officier devait vivre avec sa troupe et le faisait. Il ne pouvait en être autrement à la bataille et dans les tranchées. Enfin, il devait garder une situation relevée, nettement caractérisée vis-à-vis des hommes, car il lui fallait maintenir son autorité ; comment aurait-il pu, autrement, exercer dans toutes les situations une influence décisive sur la troupe ? Il fallait pour cela, entre autres choses, qu’il fût séparé de la troupe ; autrement il aurait perdu son prestige. Avait-on oublié les raisons qui en temps de paix avaient fait loger les sous-officiers dans des chambres spéciales et non dans les chambrées des hommes ? On ne voulait pas penser à tout cela, on ne voulait que nuire à l’autorité, ébranler les fondements de l’État pour pouvoir satisfaire plus facilement de misérables intérêts privés. La vie dans le corps des officiers était telle que l’exigeait la considération des hommes, des officiers mêmes et celle de l’ordre public dans l’État, qui dépend directement de la position des officiers.

On critiquait aussi vivement la vie que menaient les grands États-Majors. Qui ne connaît le travail épuisant pour les nerfs, l’énorme fardeau moral qu’on y supporte à toutes les heures ? Les troupes allaient au repos, l’État-Major restait constamment au travail, jour et nuit. J’ai supporté ces efforts pendant quatre ans sans trêve ni repos. Dans ces conditions, l’ordinaire ne m’aurait vraiment pas suffi. Et pourtant, je déclarai en octobre 1918, au nouveau cabinet de guerre du prince Max, que l’État-Major général mangerait à l’ordinaire, si tous les secrétaires d’État et tout Berlin faisaient de même ; jusque-là il adopterait, pour vivre, le régime que lui imposerait le respect de soi-même et la considération des soldats. Le prince Max, chancelier de l’Empire, refusa de manger à l’ordinaire. Tant que je fus en campagne, nos repas furent simples, mais tels que nous les prenions d’habitude. Les autres États-Majors supérieurs étaient dans la même situation. Ils vivaient comme nous. Je n’ai jamais approuvé les exagérations et je les réprouve d’où qu’elles viennent. Tant que nous avons un ordre public, l’autorité doit exister. Il en est de même pour les distinctions sociales. Il doit y avoir un corps d’officiers où l’officier ai le droit d’avoir un autre traitement que l’homme, ce qui ne l’empêche pas d’être son fidèle camarade, comme c’était le cas !

On se plaignait que l’officier vécût aux dépens des hommes. C’était une honteuse calomnie de la propagande ennemie et de la campagne de l’intérieur. Bien des hommes m’adressèrent de bonne foi de telles plaintes, criailleries qu’ils répétaient au lieu de s’élever contre elles ; ils avaient perdu toute compréhension de la supériorité morale du corps des officiers, tant nous étions pris dans les filets de la propagande défaitiste.

On disait que les officiers de l’active se terraient dans les bureaux. C’était là la récompense du peuple reconnaissant pour le sacrifice et le dévouement des officiers de l’active ! Il n’y en avait plus beaucoup ! Les autres étaient tués ou mutilés. Le corps des officiers de l’active avait perdu de 80 à 90 0/0 de ses effectifs. Ne savait-on pas que certains postes dans les Etats-Majors, dont dépendait précisément le bien de la troupe, exigeaient des officiers particulièrement expérimentés et ayant l’esprit d’initiative dans le travail ? Il est clair que l’officier de l’active y était plus à sa place que l’officier de complément ; à vrai dire il y était même irremplaçable. Je priai le cabinet militaire d’examiner ces accusations. Il établit qu’elles étaient fausses sur toute la ligne.

Cependant je ne cessai de rappeler que les officiers aptes de l’intérieur et des états-majors devaient être envoyés sur le front et remplacés par des officiers inaptes. La composition des États-Majors était telle pendant l’été 1918 que différents divisionnaires se plaignaient de ne pas avoir dans leur État-Major assez d’officiers bien portants pour pouvoir répondre à toutes les exigences du service.

J’ai toujours été opposé à ce qu’on laissât le père et le fils dans un même État-Major. Là où je fus chef d’État-Major comme sur le front Est, j’ai pris des mesures en conséquence. Maintenant je n’avais plus qu’un pouvoir : attirer l’attention du cabinet militaire sur ce sujet.

J’entendis aussi porter des jugements défavorables sur l’organisation des cantines. Là aussi on prétendait que les officiers faisaient tort aux hommes. J’étudiai l’affaire. Tout était en ordre. Les commissions des cantines, où les soldats étaient représentés, contrôlaient l’exploitation et la répartition des bénéfices. La vente des marchandises dans les cantines était rationnée exactement, par tête, pour les officiers comme pour les hommes. Chacun ne pouvait acheter que d’après une liste de répartition bien établie. Les États-Majors généraux qui n’avaient plus de cantines à eux se servaient aux cantines centrales aux mêmes prix que les cantines des troupes. Ces dernières revendant uniformément aux officiers et aux hommes en prélevant un certain bénéfice, les États-Majors généraux — officiers et hommes de troupe — recevaient leurs marchandises à un prix un peu plus bas que la troupe. Je fis modifier cela. Alors on dit que les fonds mêmes des cantines étaient administrés de façon irrégulière. Ces accusations étaient également fausses. Seuls les soldats recevaient une part des bénéfices, le plus souvent en marchandises.

On prétendait que les officiers du service des étapes vivaient avec un luxe particulier. J’ai vu accomplir loyalement dans ces services beaucoup de travail ; l’armée en tirait un avantage incommensurable. Il allait de soi que les officiers, comme les hommes, d’ailleurs, y vécussent plus confortablement et avec plus de calme que la troupe qui ne faisait que passer provisoirement dans la zone des étapes. Il allait également de soi que la troupe le remarquât, bien qu’on fit pour elle tout le possible.

Était-ce un crime pour les officiers de faire des achats en Belgique ou ailleurs pour envoyer quelque chose chez eux et rendre ainsi plus aisée la vie de leur famille ? Les familles d’officiers, qui disposent rarement de grandes ressources, n’ont-elles pas souffert le plus du renchérissement de la vie à l’intérieur ? En juillet 1916, je créai dans l’armée de l’Est une organisation de même nature pour les soldats ; on la développa encore par la suite. Du front occidental et de Roumanie beaucoup de colis furent envoyés à l’intérieur par des soldats.

J’ai toujours ordonné de faire une enquête détaillée sur tous les cas particuliers qui m’étaient signalés, même anonymement, relativement à des irrégularités commises par des officiers. On discuta souvent avec les États-Majors la question du la situation et de la façon de vivre des officiers. Sous l’influence des plaintes continuelles, le général feld-maréchal s’adressa même à tous les officiers. La guerre a passé sans entacher l’honneur du corps des officiers. Ceux qui ont failli à l’honneur étaient l’exception ; ils n’étaient pas des nôtres. Contre eux, on ne pouvait prendre de mesures assez graves. L’officier qui n’est pas sorti de cette guerre en homme d’honneur, les mains nettes, qui a gardé des biens appartenant à autrui, fut-ce pour les soustraire à la destruction, a souillé la patrie, l’armée, le corps des officiers et s’est souillé lui-même. Dans son ensemble, le corps des officiers peut être fier de lui ; et ce n’est pas une mince cause d’orgueil pour lui de penser que, malgré toutes les campagnes dirigées contre lui, il a tenu l’armée pendant quatre ans, l’a si souvent conduite à la victoire et a encore possédé la force, en collaboration avec les sous-officiers et les hommes fidèles, de lui faire repasser le Rhin, tâche immense, digne des grands exploits de cette guerre.

Les sous-officiers ne furent pas touchés par la propagande ennemie. Elle tenait déjà leur autorité pour amoindrie et ne croyait, par conséquent, pas nécessaire de leur accorder une attention particulière. Cependant on créa une opposition artificielle entre officiers et sous-officiers, ce qui n’existait pas dans l’armée du temps de paix.

Il s’était accumulé, peu à peu, bien des germes morbides dans le peuple allemand et dans l’armée. Il y avait des symptômes maladifs indéniables et beaucoup les percevaient. Le Kronprinz allemand qui venait souvent me voir à Avesnes en parlait avec une inquiétude toujours plus vive et adressa même des rapports à l’Empereur. Je ne pouvais que l’approuver. Les maladies morales sont fort difficiles à reconnaître de bonne heure, clairement et dans toute leur étendue. On les sent bien, mais on ne comprend l’ensemble que lorsque la maladie a éclaté ; alors seulement, les symptômes passés apparaissent nettement. La désagrégation de l’armée qui commençait, en maints endroits, me restait inconnue dans ses détails et sa gravité ; ce fut le cas pour les millions d’Allemands qui ne s’aperçurent pas de la désagrégation du peuple à l’intérieur, désagrégation qui se manifesta, le 9 novembre, d’une manière aussi surprenante. Je communiquais constamment mes craintes aux officiers qui étaient appelés comme moi à approfondir ces phénomènes morbides et à les prévoir. On ne me prêta pas une oreille attentive. Le peuple allemand, par sa faute, d’ailleurs, le paya de sa vie.

La question des renforts nous tenait toujours en éveil. J’eus l’occasion de dépeindre en détail à Sa Majesté la gravité de notre situation à ce sujet. On avait exprimé le vœu de renforcer ce qu’on appelait le corps d’Asie pour reprendre Jérusalem, tandis que j’avais décidé d’accord avec Enver de diminuer les contingents allemands, vu notre situation au point de vue des réserves, et empêché de continuer les envois de troupes en Palestine.

Le commandement suprême était revenu, vis-à-vis du chancelier de l’Empire, à ses anciennes propositions de l’automne et de l’automne 1917 en vue d’augmenter l’envoi des renforts. J’envoyai le colonel Bauer à Berlin aux conférences qui devaient avoir lieu à ce sujet. Nous n’v fûmes pas suffisamment soutenus par le ministère de la Guerre. À la fin de juin, les discussions sur tous les points indiqués plus haut furent reprises à Spa entre le chancelier de l’Empire, le général feld-maréchal, le ministre de la Guerre et moi. Je me référai à ce que le colonel Bauer avait dit à Berlin et exprimai très fortement mon opinion sut la nécessité qu’il y avait de créer des réserves, de prendre les mesures les plus rigoureuses à l’intérieur contre les embusqués et les déserteurs et avant tout d’agir sur l’esprit populaire pour ranimer sa vigueur combative ; je signalai en même temps les dangers que présentaient une partie de la presse, la propagande ennemie et le bolchevisme.

J’ai traité tous ces points beaucoup plus souvent encore que je ne l’indique ici. Cette fois là encore, on me fit mille promesses. Mais la situation resta sans changement. Je ne sais si l’on trouva mes indications exagérées ou si on les tint pour des créations de mon « militarisme ». L’office de guerre ne réalisa pas non plus mon vœu de voir réunir patrons et ouvriers pour les éclairer sur la nécessité qu’il y avait de rendre les sursitaires à l’armée.

Entre temps j’avais essayé d’utiliser de nouveau nos succès pour renforcer le mouvement pacifiste chez l’ennemi. On avait envoyé au chancelier un nouveau mémoire à ce sujet. Le 29 juin il fit appeler le colonel von Haeften. Après une longue discussion, on établit les premières bases pour une propagande de ce genre. Le vice-chancelier von Payer, surtout, montrait un vif intérêt pour ces questions. Lors des conférences de Spa je priai de nouveau le chancelier de l’Empire de créer un ministre de la propagande. Nous ne parlâmes d’ailleurs point des perspectives de guerre et de paix. Après les discours de Clemenceau, nous étions forcés, à mon avis, de continuer la guerre ou de nous humilier. Je suppose que les hommes d’État responsables pensaient comme moi ; ils ne pouvaient, en tout cas, ignorer la gravité de mon jugement, bien que j’escomptasse toujours le succès.

Le colonel von Haeften avait, tout à fait dans mon sens, proposé en mai et en juin au ministère des Affaires étrangères de faire une déclaration conciliante à propos de la Belgique. Mais le secrétaire d’État von Kühlmann avait refusé de prendre une initiative quelconque à ce sujet. Il sentait probablement qu’il était impossible d’échanger des vues avec les gouvernements ennemis. C’est d’ailleurs l’avis qu’il exprima publiquement.

Le 24 juin, il disait au Reichstag, se plaçant sur le terrain d’une déclaration pacifique que M. Asquith avait faite le 16 mai :

« Aussi longtemps qu’une ouverture quelconque sera prise, par nos ennemis, pour une offensive de paix, pour un piège, pour une entreprise de duplicité destinée à semer la désunion entre les Alliés, aussi longtemps que toute tentative de rapprochement sera dénoncée violemment par les adversaires de tout rapprochement, on ne pourra avoir la perspective d’établir, par aucun moyen, un échange de vues qui conduise à la paix. » Le chancelier de l’Empire, dans son discours du 12 juillet, se plaça au même point de vue. Il souligna que constamment nous étions prêts à faire la paix ; mais tant que la volonté d’anéantissement de l’ennemi subsisterait, il nous faudrait persévérer ; si l’ennemi se montrait sérieusement disposé à parler, nous entrerions immédiatement en négociation.

« Je puis vous dire aussi que ce point de vue n’est pas seulement le mien, mais aussi celui du haut commandement qui partage absolument mon avis, car lui non plus ne fait pas la guerre pour la guerre, mais il m’a dit expressément : « Dès « qu’on verra se faire jour de l’autre côté un désir sincère de paix, « nous devrons y répondre. »

Le chancelier de l’Empire avait exactement rendu la pensée du général feld-maréchal et la mienne.

Quand, maintenant, reportant mes regards en arrière, je me prends à penser à la possibilité et aux perspectives qu’aurait ouvertes une démarche entreprise par le gouvernement eu vue de la paix, je tiens pour assuré que nous n’aurions obtenu l’armistice et la paix qu’aux conditions que nous avons actuellement à remplir. Cela, nous ne l’aurions pas pris sur nous, de même que nous n’aurions pas dû le faire en octobre, malgré la gravité de notre situation. Mes vues sur les conditions qu’on nous aurait faites alors sont-elles exactes ou non ? Seuls Clemenceau, Wilson et Lloyd George peuvent le dire. L’Angleterre et les États-Unis voulaient notre anéantissement économique. L’Angleterre voulait de plus nous réduire à l’impuissance, la France voulait nous saigner à blanc ; le désir d’infliger devant le monde entier à l’ennemi détesté l’humiliation la plus profonde, d’arrêter le peuple allemand dans son développement jusque dans l’avenir le plus lointain était commun à tous nos adversaires. L’Entente ne poursuivait la pensée du bonheur de l’humanité que dans la mesure où elle pouvait s’unir à une politique nationale puissante. Elle était la base de tous ses actes, le reste n’était qu’un moyen pour arriver au but. Chez nous, c’était tout le contraire, nous pensions, en premier lieu, au bonheur de l’humanité, en second lieu seulement, à la puissance nationale. Quoi qu’il en soit, la guerre avait commencé ' et il ne dépendait pas de notre seule volonté, de la terminer.

Au début de juillet, le secrétaire d’État von Kühlmann quitta son poste. Son attitude au Reichstag, en particulier la déclaration qu’on ne pouvait guère espérer voir une décision purement militaire mettre fin à la guerre, allait tout de même trop loin, de l’avis du chancelier. Nous lui avions aussi, comme il était de notre devoir, communiqué nos scrupules. Mais la cause décisive du départ du secrétaire d’État von Kühlmann fut son attitude personnelle à cette époque. J’étais à Avesnes et je n’avais ni le temps ni le désir de me mêler de ce qui se passait à Spa.

Le secrétaire d’État von Kühlmann était le type du diplomate allemand de l’époque post-bismarckienne. L’entrée des bolchevistes à Berlin et l’autorisation tacitement donnée à leur propagande, partie de l’ambassade russe, resteront toujours attachées à son nom.

Je saluai avec joie la nomination du secrétaire d’État von Hintze, qui lui succéda, le tenant pour une nature forte. Je lui parlais de l’espoir que je gardais encore de déterminer l’Entente à faire la paix et je lui signalai les dangers du bolchevisme et l’activité révolutionnaire de M. Joffe. Il resta dans les eaux bolchevistes, comme son prédécesseur, en partie par suite de ses idées sur la Russie, en partie parce qu’il ne put pas davantage arriver à rompre avec la vieille tendance des Affaires Étrangères.

### VII

En Russie, les événements avaient pris un cours particulier, caractéristique de la duplicité du gouvernement des Soviets.

L’Entente avait, avec son approbation, continué à y former des unités tchéquo-slovaques avec des prisonniers austro-hongrois. Elles étaient destinées à nous combattre et devaient à cet effet, être transportées en France par le transsibérien. Voilà ce que se permettait un gouvernement avec qui nous étions en paix et nous nous laissions faire ! J’ai écrit une longue lettre à ce sujet au chancelier de l’Empire au début de juin, lui signalant les dangers qui nous menaçaient de la part du gouvernement des Soviets.

Cette arme forgée contre nous devait se retourner contre le gouvernement des Soviets même. L’Entente s’était rendu compte qu’elle ne pourrait rien faire avec ce gouvernement qui du reste s’appuyait sur l’Allemagne. C’est pourquoi elle prit position contre le bolchevisme. Les troupes tchéquo-slovaques ne vinrent pas en France ; elles furent arrêtées sur le transsibérien à la frontière russo-sibérienne pour combattre de là contre le gouvernement de Moscou. Elles s’avancèrent, peu à peu, vers la Volpra moyenne, en direction de Kasan et de Samara. L’Entente arriva, par l’occupation du transsibérien, à empêcher le retour de Sibérie de nos prisonniers de guerre. C’étaient, sans aucun doute, des forces perdues pour nous.

Si le gouvernement des Soviets avait voulu sincèrement se conformer au traité de paix, les trains qui transportaient les Tchéco-Slovaques auraient pu aussi emmener des prisonniers allemands. Mais il n’était pas honnête. Le bolchevisme nous faisait tort partout où il le pouvait.

Les conditions en Sibérie, dans le dos des Tchéco-Slovaques, étaient si confuses que l’Entente ne pouvait en tirer aucune assistance. C’est pourquoi elles sont aussi sans importance pour nous. Un seul fait était intéressant au point de vue de la guerre : l’Entente avait en main le transsibérien. Les négociations entre le Japon, l’Angleterre et les États-Unis n’offraient d’intérêt que parce qu’elles laissaient apparaître des oppositions futures entre ces pays.

Le nouveau front de l’Entente en Russie commençait avec les Tehéco-Slovaques du côté de la Volga moyenne.

Vers le nord, il continuait par les troupes de l’Entente qui, venues de la mer Blanche, cherchaient à pousser, en remontant la Dwina, et celles qui, parties de la côte mourmane, s’avançaient le long de la ligne du chemin de fer de Mourrnanie. Le long de la Dwina, ils avancèrent lentement, mais sans que cela fût décisif. La mer Blanche étant gelée en hiver, on n’y pouvait rien entreprendre de très important. Le chemin de fer de Mourmanie fut détruit par les bolchevistes. Les détachements légers finnois qui s’attaquèrent à la voie ferrée ne trouvèrent plus rien à faire. Les troupes germano-finnoises réunies étaient devenues assez fortes pour que l’Entente abandonnât toute avance ultérieure.

En remontant la Volga, à l’ouest de son cours inférieur entièrement au pouvoir des bolchevistes, on trouvait les Cosaques du Don, le long du Don inférieur, jusque sur notre territoire d’occupation. Leur hetman, le général Krasnow, était nettement antibolcheviste et combattait les troupes des Soviets. Mais il manquait d’armes et de munitions. J’étais entré en rapport avec lui pour l’empêcher de se rallier à l’Entente. La situation était confuse, en ce sens que je ne devais pas entraver la politique d’orientation bolcheviste du gouvernement, que je tenais naturellement au courant, et que Krasnow n’était pas ennemi de l’Entente, mais bien du gouvernement des Soviets. En tout cas je réussis à l’empêcher de prendre ouvertement parti pour l’Entente et, jusqu’à un certain point, à trouver en lui un allié. Si nous nous étions décidés à marcher sur Moscou, il se serait déclaré ouvertement pour nous.

Dans les vastes steppes fertiles du district de Kuban, entre les Cosaques du Don et le Caucase, Alexeïev était, comme je l’ai dit, avec son armée de volontaires, aux prises avec les troupes bolchevistes. Il était sous l’influence anglaise. Mais je crois qu’il était un si bon Russe qu’il se serait aussi joint à nous, si nous avions combattu le gouvernement des Soviets. La situation militaire d’Alexeïev était d’abord défavorable ; les armes et les munitions lui manquaient aussi. Les bolchevistes gardaient provisoirement le dessus. Au début de juin, et bien que le gouvernement de Moscou ne cessât de donner des assurances de paix, quelques milliers d’hommes venus du sud-ouest d’Azov, traversant la mer d’Azov, débarquèrent près de Taganrog. Ils y furent bientôt anéantis par les troupes allemandes. À peu près à partir du mois d’août, la situation de l’armée volontaire du district de Kuban se consolida. Le reste des vaisseaux russes qui avaient pu quitter Sébastopol étaient à Noworossjisk. C’était notre bon droit, au point de vue militaire, et une nécessité pour nous, de demander leur retour à Sébastopol ou de les forcer à y revenir. Là aussi, les Affaires Étrangères firent traîner les négociations en longueur, par égard pour le gouvernement des Soviets ; or, on n’eût pu trouver preuve meilleure de son hostilité à notre égard, ou tout au moins de son impuissance à empêcher des actes hostiles de ses troupes contre nous que ce débarquement de Taganrog. Le gouvernement des Soviets finit par donner son approbation au retour des vaisseaux à Sébastopol. Mais il n’en vint qu’une partie, le plus grand nombre ayant été coulé dans le poil de Noworossjisk par les bolchevistes, qui finissaient par montrer des sentiments patriotiques. Nous avions posé comme conditions au gouvernement des Soviets que nous pourrions utiliser les bateaux pendant la guerre dans la mesure où la situation militaire l’exigerait. Nous n’en avons tiré aucun profit.

Comme sur le cours inférieur de la Volga, les bolchevistes étaient encore les maîtres, en juin, sur la mer Caspienne. C’était de la plus haute importance pour le gouvernement des Soviets, à cause du ravitaillement de la Grand-Russie en huiles minérales. Il avait déjà perdu pour sa vie économique le charbon du bassin du Donets et les céréales de l’Ukraine, et des districts du Don et de Kuban.

Les Turcs étaient devant Bakou. Ils s’étaient établis aussi dans le nord de la Perse sans pourtant y pousser fortement en avant. Des troupes anglaises se trouvaient près d’Enseli, sur la rive sud de la mer Caspienne, d’où elles avaient établi des communications vers le territoire de Kuban.

Avec les événements de Finlande et d’Ukraine, cette situation formait l’arrière-plan de notre politique orientale. Elle allait, par rapport à la Grande-Russie, dans les eaux du bolchevisme : le directeur au ministère, Kriege, la dirigeait sans aucun doute, cela empêcha, pendant l’été, la formation d’un nouveau front militaire. Je l’ai admis ; au reste, je tenais une telle politique pour une politique à courte vue, car elle devait finir par renforcer tout le mouvement bolcheviste. Cela ne pouvait être que funeste et il aurait fallu l’empêcher, non seulement au point de vue militaire, mais encore dans l’intérêt purement politique du gouvernement de l’Empire. Le Dr Helfferich tenait la chose pour possible. La situation du gouvernement était pénible, bien qu’il ne pût s’en prendre qu’à lui-même. Il m’a assuré que sa politique était conforme à l’état d’esprit de l’Allemagne. Ici encore la considération des courants politiques à l’intérieur était un obstacle aux intérêts de la conduite de la guerre. J’étais malheureusement obligé de le croire. Au point de vue militaire, nous aurions été capables d’exécuter, avec les troupes que nous avions sur le front de l’Est, un rapide coup de main sur Petrograd et, avec l’aide des Cosaques du Don, un autre dans la direction de Moscou. Cela aurait été préférable à la défensive sur des fronts étendus. Elle absorbait plus de forces qu’il n’en fallait pour une avance courte et rapide, et énervait les troupes dont une opération aurait relevé le moral. Nous pouvions renverser le gouvernement des Soviets qui nous était au fond si hostile et aider à l’établissement en Russie d’autres pouvoirs qui n’auraient pas travaillé contre nous et étaient prêts à marcher pour nous. C’eût été pour l’ensemble de la conduite de la guerre un succès important. Avec un nouveau gouvernement russe, on aurait pu conclure de nouveaux arrangements au sujet de la paix de Brest ; mais l’abandonner vis-à-vis des bolchevistes sans même prévoir la façon dont les événements se développeraient, c’eût été une politique d’acomptes, comme l’était l’idée d’une paix de conciliation, tant que l’ennemi ne l’acceptait pas.

Le travail souterrain du bolchevisme ne fut pas aperçu par le gouvernement allemand ; il croyait à l’honnêteté des bolchevistes ou voulait y croire. Il entra en négociations avec eux au sujet des points réserves par la paix de Brest. La confiance de notre gouvernement ne se laissa troubler par rien, pas même par l’assassinat de notre envoyé à Moscou qui n’a jamais été expié. Il tombait directement dans le piège tendu par le bolchevisme, tandis qu’il se défiait de tous les autres courants russes. Le gouvernement bolcheviste montrait beaucoup d’empressement ; il prit en considération les vœux de l’Allemagne à propos de l’Esthonie et de la Livonie, accorda l’autonomie à la Géorgie, garantit le paiement par acomptes d’une indemnité de guerre et promit de livrer des matières premières, entre autres du pétrole de Bakou. L’Allemagne accordait peu en échange. Ses concessions consistaient essentiellement dans les assurances suivantes : remise de charbon du bassin de Donetz, transport de céréales du territoire de Kuban vers le nord par le chemin de fer de Rostov-sur-le-Don, ce que les Cosaques du Don rendaient, à vrai dire, presque inexécutable, enfin pression sur la Turquie, pour l’empêcher de prendre Bakou. Nous accordâmes en outre l’évacuation des territoires de la Grande-Russie près de la Beresina et de la Duna, occupés en février, à mesure que seraient payés les acomptes de l’indemnité de guerre. Les premiers acomptes furent en effet payés plus tard, ce que j’avais mis en doute.

La confiance de notre gouvernement dans les bolchevistes allait si loin qu’il voulait livrer à M. Joffe des armes et des munitions. Les délégués qui m’apportaient la note écrite dans ce sens par le ministère des Affaires étrangères me dirent : « Les armes vont rester en Allemagne, M. Joffe va les employer ici contre nous. »

À la conférence de Spa, le chancelier de l’Empire nous accorda, en ce qui concernait notre politique géorgienne, l’envoi à Tiflis, pour le représenter, du colonel von Kress, revenu du front de Palestine en Allemagne, avec une garde de sûreté de une ou deux compagnies. Une intervention plus forte de notre part était devenue nécessaire. Notre ravitaillement en matières premières l’exigeait tout autant que le vœu de tirer de ces territoires une augmentation de nos forces militaires. Nous ne pouvions pas nous fier à la Turquie sur ce point, son attitude à Batoum l’avait encore prouvé. Elle avait retenu pour elle-même tous les stocks qu’on y avait trouvés. Nous ne pouvions compter sur le pétrole de Bakou que si nous le prenions nous-mêmes. Je ne me souvenais que trop du manque de carburants en Allemagne et de toutes les, difficultés que nous avait causées notre éclairage en hiver et de ce qui s’en était suivi. Après l’offensive de la 7e Armée, les réserves de l’armée en carburants étaient épuisées ; elles nous manquaient beaucoup. Les chemins de fer de l’Ukraine avaient aussi besoin de pétrole. On avait poussé d’une façon tout à fait exceptionnelle, tout en restant dans le cadre du possible, l’extraction du pétrole de Roumanie et pourtant on ne pouvait espérer combler le déficit. Cela semblait maintenant possible en le faisant venir de Transcaucasie, surtout de Bakou, si l’on réglait en même temps les conditions du transport. Le chef des chemins de fer de campagne avait à éclaircir la question des navires-citernes. Je fus très contrarié lorsque, plus tard, les bolchevistes coulèrent, à Noworossjisk, le plus grand navire-citerne de la mer Noire, l’*Ebrus*, uniquement dans l’intention de nous nuire. La ligne de chemin de fer Batoum-Tiflis-Bakou, qui possédait beaucoup de wagons-réservoirs, devait être mise en exploitation, d’accord avec la Turquie, par le colonel von Kress. La question décisive était naturellement de savoir comment parvenir à Bakou. La considération du gouvernement des Soviets nous empêcha là encore d’agir rapidement et avec décision. Les Anglais, venant d’Enseli et traversant la mer Caspienne, prirent possession de la ville, au début du mois d’août, avant que nous pussions le faire.

Leur établissement à Bakou n’avait été possible que par l’attitude d’expectative complète que les Turcs avaient gardée dans le nord de la Perse ; c’était au point de vue de l’économie de la guerre extrêmement désavantageux. Les Anglais entrèrent, par là, en contact plus étroit avec l’armée volontaire du territoire de Kuban. D’autre part, à Bakou, ils venaient à notre portée. Un coup de main n’exigeant que peu de forces parut possible. Le haut commandement prépara contre eux une attaque, en y faisant participer les troupes de Nouri et envoya, à Tiflis, une brigade de cavalerie et quelques bataillons. Le transport des troupes n’était pas encore achevé que Nouri prenait déjà possession de Bakou et là-dessus les événements de Bulgarie nous forcèrent de mener les troupes en Roumanie.

Dans le nord de la Perse, les événements devaient rester sans changement ; nous donnions des armes, tirées de l’Ukraine, pour les tribus qui voulaient se joindre aux Turcs. Mais ceux-ci ne faisaient rien, bien qu’ils eussent de grands rassemblements de troupes dans les environs de Batoum et de Kars.

J’ai été en Orient aussi loin que je le jugeais indispensable pour notre situation militaire et pour notre économie de guerre, mais pas davantage. Mon esprit n’était pas hanté de plans napoléoniens de conquête mondiale. Les soucis de la lutte ne me permettaient pas d’envolées fantastiques. Je ne voulais pas conquérir de territoires au Caucase et en Ukraine ; je voulais seulement en tirer ce dont nous avions un besoin si urgent, d’abord pour vivre, puis pour faire la guerre. En même temps, j’espérais, après avoir réussi ici à forcer le blocus, nous fortifier au point de vue économique et reprendre aussi de la vigueur et physique et morale. Je pensais utiliser pour la conduite de la guerre, dans la mesure du possible, les ressources en hommes de ces territoires, partie en y levant des troupes, partie, et ceci promettait davantage, en y recrutant des travailleurs pour l’Allemagne, ce qui libérerait des renforts pour l’armée. Naturellement, je cherchais à atteindre ce but dans tous les territoires orientaux, et j’espérais aussi tirer quelques recrues de la partie allemande de la population de l’Orient. Mais nous ne travaillions pas assez rapidement. La 8e Armée à Riga se plaignait que, malgré mes objurgations, le ministère de la Guerre n’eût pas encore donné d’instructions.

Je n’allai au-delà des exigences militaires les plus immédiates que lorsqu’il s’agit de protéger et de cultiver le germanisme ; sur ce point seulement je poursuivis des buts qu’on ne pouvait atteindre que dans l’avenir. Je ne sacrifiais là aucune force militaire. Je voulais fortifier et concentrer le germanisme et augmenter, par-là, son pouvoir. Des amis avaient mis à ma disposition une grosse somme d‘argent. Je l’employais à soutenir la presse nationale allemande d’Autriche. Je poursuivais constamment mon idée de prédilection, celle de l’établissement des Allemands, dispersés en Russie, près de nos soldats, dans les districts de l’Est. C’est dans ce sens que je pris la défense du germanisme vis-à-vis du gouvernement de l’Empire. Je répudiais d’ailleurs comme fantaisistes des idées telles que la fondation d’un État colonial allemand sur les bords de la mer Noire.

Je priai plusieurs fois, au cours de l’été, le gouvernement de l’Empire de me donner des directives claires au sujet des territoires soumis à l’administration du commandant en chef à l’Est ; je voulais agir ici en accord avec les vues du gouvernement de l’Empire. On avait réuni l’Esthonie et la Livonie avec la Courlande en un district d’administration militaire, le « Baltikum ». La Lithuanie avait conservé ses frontières. Je voyais très bien la politique qu’on avait pratiquée jusqu’ici en Courlande étendue à la Livonie et à l’Esthonie. Je poursuivais ici la réunion des Esthoniens et des Lettons, peuples de civilisation allemande, en un seul État sous l’hégémonie prussienne, les deux peuples restant complètement séparés par ailleurs. On aurait pu faire beaucoup, immédiatement après la libération de ces pays, en février, mais notre gouvernement laissa passer un temps précieux. Il me pria même de fixer les directives pour la politique à suivre en Esthonie et en Livonie. Mais je ne pouvais arriver à rien si Berlin ne me soutenait pas réellement. Cela poussa à ouvrir l’université de Dorpat. Mais, chose incompréhensible, dans la désignation des titulaires de chaires, on n’eut pas pour les Esthoniens la moindre considération. Et le tout fut manqué, comme de juste.

En Lithuanie, nous ne fîmes pas non plus un pas en avant. Les négociations avec le conseil de Lithuanie étaient complètement arrêtées. Les Polonais s’agitaient de plus en plus ; le gouvernement ne voulait toujours pas reconnaître le danger qui en émanait et négligea d’agir à Rome, de toute son influence, pour placer sur le siège épiscopal de Vilna, qui était libre, un ecclésiastique de sentiments lithuaniens : les Lithuaniens souhaitaient ardemment et je préconisais cette idée de toutes mes forces. Peut-être le gouvernement l’a-t-il fait sans l’obtenir du Vatican ?

La solution de la question polonaise continuait à rester pendante. L’attitude de l’Empereur Charles était incertaine. Le successeur du comte Czernin, le comte Burian, tenait fermement à la solution austro-polonaise. Le gouvernement allemand ne savait pas très bien ce qu’il voulait. Ici comme dans tout le territoire de l’Est il poursuivait des buts peu clairs. On laissa passer une bonne occasion qui s’offrait d’en finir définitivement au moins avec la question austro-polonaise. L’Empereur Charles avait écrit ses lettres au prince de Parme. Sous la pression de Vienne, il dut se résoudre à faire, à Spa, en mai, son voyage à Canossa. L’état d’esprit était tel qu’on aurait pu tout obtenir. Le général feld-maréchal et moi, nous priâmes le comte von Hertling, chancelier de l’Empire, et le secrétaire d’État von Kühlmann de mettre à profit le moment favorable et de créer une situation claire. Mais ils manquaient de décision et il en fallait. On confectionna solennellement un document quelconque qui fut signé non seulement par les hommes d’État au pouvoir, mais aussi par les deux monarques. La convention ne contenait aucune clause qui liât l’Autriche-Hongrie et était absolument sans valeur. Notre diplomatie n’avait pas su agir ; la double monarchie avait vaincu. Ce que nous, soldats, avions prédit arriva. Le comte Burian ne se sentait, à bon droit, retenu par rien. Il continua à poursuivre la solution austro-polonaise avec l’opiniâtreté qui lui était particulière et qui importunait tant nos diplomates.

### VIII

On fit, pour la troisième grande offensive sur le front occidental, exactement les mêmes préparatifs que pour les batailles du 21 mars et du 27 mai. Le colonel Bruchmüller était remis à la disposition du groupe d’armées du Kronprinz allemand comme conseiller technique pour l’artillerie.

La 7e Année, passant la Marne, devait pousser à l’ouest de Château-Thierry, des deux côtés du fleuve, en direction d’Épernay, tandis que la lre et la 13e Armées attaqueraient de l’Ouest de Reims à Tahure, pour avancer leur aile droite le long de la Montagne de Reims, également en direction d’Épernay ; l’attaque principale étant dirigée sur Châlons-sur-Marne. Le front d’attaque du groupe d’armées avait une solution de continuité allant de l’Ardre jusqu’à l’Est de Reims. Il atteignait ainsi une largeur considérable qui paraissait favorable au succès. La réunion des deux groupes d’attaque, en direction d’Épernay, pouvait amener un grand résultat. Les divisions prévues pour l’attaque étaient, pour la plupart, celles qui avaient exécuté le coup de main sur le Chemin des Dames. C’était beaucoup demander aux troupes, mais la situation l’exigeait. Les divisions du groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht seraient d’autant mieux reposées, au moment d’entreprendre leur mission ultérieure, l’offensive des Flandres.

Pour décharger PE.-M. d’armée n° 7 on avait intercalé, entre l’Oise et l’Ourcq, des deux côtés de l’Aisne, l’E. M. d’armée n° 9, venant de Roumanie. On comptait en attaquant des deux côtés de Reims, sur une contre-attaque ennemie entre Aisne et Marne, dont le centre serait dirigé sur Soissons. On en avait tenu compte dans la disposition de la 9e armée et de l’aile droite de la 7e.

Originairement, l’attaque du groupe d’armées du Kronprinz allemand devait avoir lieu le 12 juillet. Malheureusement il fallut l’ajourner jusqu’au 15 pour compléter la préparation. Tandis que les préparatifs étaient en train, des déserteurs nous apprirent, le 11 ou le 12, qu’une grande attaque à l’aide de chars d’assaut, partant de la forêt de Villers-Cotterets, était imminente. Cela nous fit encore une fois revoir et compléter les mesures défensives. Le point décisif, au sud-ouest de Soissons, était tenu par une division qui avait combattu sur le front oriental avec un succès particulier et avait aussi constamment fait son devoir sur le front occidental. Elle n’avait pas participé aux batailles de mai et avait donc eu autant de repos qu’une division en pouvait avoir. Nous n’étions donc pas dans une situation plus défavorable que l’ennemi. Plus au sud, se trouvaient deux divisions ; comme les effectifs de leurs bataillons n’avaient pas encore atteint la force voulue et qu’elles n’avaient pas été assez longtemps au repos, elles ne tenaient qu’un seul secteur divisionnaire normal. Les autres divisions étaient de bonnes divisions de positions, leurs secteurs étaient normaux. À l’arrière quelques divisions étaient en réserve. L’organisation des positions ne pouvait naturellement pas être encore très avancée. Des blés très hauts rendaient la vision difficile à l’avant des positions, mais surtout dans les positions mêmes. La grippe n’y sévissait pas plus que sur les autres points du front. L’attaque ennemie annoncée n’eut pas lieu. J’espérais que la nouvelle aurait secoué les troupes. Le groupe d’armées du Kronprinz allemand insistait sur la nécessité de s’articuler en profondeur sur tous les fronts défensifs.

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img14.JPG |
| Croquis n°24 — La bataille offensive sur la Marne et en Champagne (1918). |

J’étais en liaison constante avec les États-Majors des armées d’attaque. Il m’importait surtout de savoir si, à leur avis, et à l’avis des troupes, l’ennemi avait connaissance de nos préparatifs. Ils répondirent négativement. Seul le feu d’artillerie sur la Marne prit plus d’intensité.

J’avais encore spécialement signalé qu’il ne fallait pas faire de reconnaissances sur la rive sud de la Marne. Malgré cela un officier de pionniers passa la rivière à la nage et fut fait prisonnier. Comme on le sut après la bataille, il donna beaucoup de renseignements. Un fonctionnaire-officier du l’artillerie lourde (officier-telleverîer), qui tomba aux mains de l’ennemi sur les bords de l’Ardre, fit de même. En certains points, l’Entente entreprit des patrouilles et fit des prisonniers ; je ne sais pas ce qu’ils lui apprirent. Il est certain aussi malheureusement que, dans toute l’Allemagne, on parlait, d’une façon impardonnable, d’une attaque à Reims. Je ne reçus, à mon grand regret, que plus tard de nombreuses lettres de l’intérieur à ce sujet. Les radios de l’ennemi, après la bataille, ne cachèrent d’ailleurs pas que notre plan était parvenu à temps à sa connaissance. Le secret de l’attaque était difficile à garder vis-à-vis de l’armée, car la seule concentration des fortes formations d’artillerie et de lance-mines qui prenaient part à toutes les attaques découvrait nos intentions.

Malgré toutes nos réflexions, nous n’avions rien pu trouver d’autre. Nous avions conscience de la lourdeur de ce procédé d’attaque. On avait ordonné, comme auparavant, d’essayer de tromper l’ennemi. À ce point de vue, on avait tout fait. Arrêter les correspondances était sans valeur. Il y avait trop de canaux pour communiquer avec l’intérieur ; je ne pouvais supprimer les permissions : c’était le seul cadeau que le haut commandement pût faire aux soldats. On les avait déjà supprimées assez longtemps en février et en mars, à cause de la difficulté des transports. Et beaucoup d’États-Majors avaient demandé alors leur rétablissement d’urgence.

Tandis que le commandement s’efforçait de garder le secret le plus absolu, la soif de bavardage et de fanfaronnade, innée chez tout Allemand rendait publiques les choses les plus importantes et les plus secrètes qui parvenaient ainsi à l’ennemi.

L’attaque eut lieu le 15 au matin.

Notre passage de la Marne fut très brillant. Il réussit, bien que la défensive ennemie y fût exactement préparée ; de même la 7e Armée pénétra, entre Marne et Ardre, dans des positions défendues opiniâtrement. Les divisions italiennes qui se trouvaient là subirent des pertes particulièrement lourdes.

Environ à 5 kilomètres au sud de la Marne, les troupes d’attaques rencontrèrent l’ennemi en force et ne furent plus capables de le maîtriser sans faire passer le fleuve, à leur suite, à de nombreuses batteries. Le combat s’immobilisa ici. En remontant la Marne et en allant du côté de l’Ardre, nous gagnâmes encore le 16 un terrain conquis lentement par de durs combats.

Devant la lre et la 3e Armées, l’ennemi s’était retiré systématiquement sur la seconde position, nous étions arrêtés là devant, sur tout le front.

Dès le 16, à midi, le commandement suprême donna l’ordre d’arrêter l’attaque de la lre et de la 3e Armées et d’articuler les armées en vue de la défensive, en leur enlevant des divisions. La poursuite de l’offensive aurait été trop chèrement payée. Il nous fallait nous contenter de l’amélioration de nos positions qui nous valait la reprise des hauteurs perdues au printemps 1917 ; en même temps nous nous étions procuré une zone avancée profonde. Les troupes ramenées à l’arrière restaient à la disposition du groupe d’armées du Kronprinz allemand et du commandement suprême, en tant que réserves. J’attachais beaucoup de prix à ce qu’elles fussent rapidement disponibles.

Une fois prise la grave décision d’arrêter l’attaque de la lre et de la 3e Armées, une avance plus profonde au-delà de la Marne devenait inutile ; il n’était pas plus indiqué de laisser nos troupes sur la rive sud. Il nous parut impossible de retirer nos troupes immédiatement, les quelques ponts étaient sous un feu d’artillerie violent et exposés constamment aux bombes et aux mitrailleuses des aviateurs ennemis. Il fallait préparer le passage pour la retraite avant de l’exécuter. Le 17, on l’ordonna pour la nuit du 20 au 21. Les troupes de la rive sud de la Marne eurent à passer de dures journées et les ont supportées héroïquement.

Il ne restait plus que le nord de la Marne, en remontant l’Ardre, où le haut commandement crut pouvoir poursuivre encore l’attaque pour encercler Reims de plus près et, peut-être, arriver à le prendre. Le groupe d’armées du Kronprinz allemand avait reçu, dès le 16, les instructions nécessaires à cet effet. L’après-midi du 17, j’eus une conférence à la Ire Armée à Rethel au sujet de la poursuite de l’attaque sur Reims. J’insistai sur la nécessité d’agir rapidement pour avoir également l’initiative sur ce champ de bataille. Le rapport du chef d’État-Major me montra que les préparatifs pour la continuation de cette attaque purement locale absorberaient bien des journées.

Il ne me restait qu’à en prendre mon parti. Je priai de nouveau le groupe d’armées du Kronprinz allemand de former rapidement des réserves, signalant qu’il pourrait être nécessaire de renforcer la 18e Armée et l’aile droite de la 9e.

Je considérais les autres fronts comme stabilisés. Le haut commandement garda d’abord l’intention d’attaquer en Flandre sur le front du groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht, bien, que l’affaiblissement espéré de l’ennemi ne se fût pas produit. Le mouvement des transports, par voie ferrée, de l’artillerie, des lance-mines et des formations d’aviation, de Reims vers les Flandres, avait commencé, méthodiquement, le 16 au soir. Moi-même, je me rendis dans la nuit du 17 au 18 au quartier général du groupe d’armées Rupprecht pour m’y renseigner encore sur l’état des travaux préparatoires. L’attaque était conçue comme la suite de celle qui avait été arrêtée à la fin d’avril. Entreprise par la 4e et la 6e Armées, au nord de la Lys, elle devait conduire à la possession des hauteurs qui commandaient le terrain entre Poperinghe et Bailleulet des hauteurs des environs d’Hazebrouck.

C’est dans la matinée du 18, pendant la conférence au groupe d’armées Rupprecht, que je reçus les premières informations sur la percée des Français, au sud-ouest de Soissons ; ils avaient attaqué, par surprise, au moyen de chars d’assaut. En même temps, le groupe d’armées du Kronprinz allemand mandait qu’il avait envoyé (par auto-camions), sur le champ de bataille, les troupes destinées à poursuivre l’attaque sur l’Ardre, en premier lieu la 20e D. I. Je donnai aussitôt l’ordre à la 5e D. I., qui était campée au nord-est de Saint-Quentin à la disposition du haut commandement et dont le transport, dans toutes les directions, était préparé par des trains partant à intervalles rapprochés, de se rendre par chemin de fer, en passant par Laon, dans la région qui touche à Soissons au nord-est. Le tunnel avait été mis en état.

Je terminai la conférence au groupe d’armées Rupprecht dans une grande tension nerveuse, ce qui est compréhensible, et retournai à Avesnes. C’est ce jour-là que je vis le Kronprinz Rupprecht pour la dernière fois. La bonne harmonie régna ce jour-là, comme d’habitude, dans nos rapports.

J’arrivai à Avesnes à 2 heures de l’après-midi. Le général feld-maréchal vint me chercher à la gare. Nous nous rendîmes aussitôt au bureau. La situation de l’aile gauche de la 9e Armée et de l’aile droite de la 7e était devenue grave.

Le général Foch avait attaqué sans succès dès le 17 sur le champ de bataille de Champagne, à la Montagne de Reims entre Ardre et Marne et au sud de la Marne ; le 18 il avait continué la lutte au sud-ouest de Reims et au nord de la Marne, sans plus de succès, mais il avait en même temps gagné beaucoup de terrain entre Ourcq et Aisne. En cet endroit, après une préparation d’artillerie courte et puissante et une émission de brouillards artificiels, il avait donné l’assaut avec de l’infanterie en masses compactes et des chars d’assaut si nombreux qu’on n’en avait encore jamais vu autant en un seul lieu. On y employait pour la première fois de petits chars d’assaut bas et rapides qui permettaient aux mitrailleuses de tirer par-dessus les blés, gênants pour celles des nôtres qui n’étaient pas montées sur des affûts spéciaux. Ici aussi l’effet du tir des chars d’assaut fut mince. On vit, de plus, des chars qui ne servaient qu’au transport des troupes. Ils traversaient nos lignes et, déchargeait les occupants qui formaient des nids de mitrailleuses derrière nous, retournaient chercher des renforts.

Notre infanterie n’avait pas tenu partout. En particulier au sud-ouest de Soissons, la division qu’on tenait pour très énergique avait cédé. La trouée qui s’était produite ici s’élargit très vite sur les côtés, surtout en direction de Soisson. Au sud de là, il y avait aussi de fortes bosses. Les trois divisions qui se trouvaient là en réserve, et qui n’étaient pas fraîches, ne purent s’employer simultanément, mais réussirent à contenir l’ennemi sur les hauteurs, au sud-ouest de Soissons, à l’ouest de Darcy-Tignv et au fond de Savères. Entre Ourcq et Marne les attaques étaient contenues. Au nord de l’Ourcq, les circonstances obligèrent à se replier les troupes qui combattaient directement au sud du fleuve où l’ennemi exerçait une poussée violente.

Voilà la situation telle que je l’appris à Avesnes, dans les premières heures de l’après-midi, il s’agissait d’une forte

|  |
| --- |
|  |
| Croquis *n°* 15. défense de Soissons (juillet 1918). |

contre-attaque du général Foch contre notre saillant entre Soissons et Reims. Des divisions anglaises y avaient aussi participé. Le centre de l’attaque ennemie était dans la direction de Soissons, au nord-ouest de Reims et en descendant l’Ardre. Indubitablement, Foch avait l’intention de réduire ce saillant. Sur l’Ardre, l’attaque avait échoué, sur Soissons elle laissait un gain de terrain considérable. Toutes les mesures nécessaires étaient en cours d’exécution. Le haut commandement n’avait pour le moment plus rien à faire.

La 5e D. I. qui était en cours de transport vers la région au nord-est de Soissons dut opérer son débarquement en arrière dans la vallée de l’ailette, car l’artillerie ennemie commença bientôt à bombarder les gares de cette région. Son entrée en ligne fut retardée par là de façon fâcheuse.

La 20e D. I. put être sur place, dans son ensemble, le 19 au soir. On ne pouvait transporter par automobiles que l’infanterie, mais non les chevaux et les voitures. Tout le reste devait aller à pied. La division était donc complètement désorganisée et l’infanterie sans ravitaillement régulier. Il fallait toujours tenir compte de ce fait dans l’emploi qu’on faisait des divisions.

On ne pouvait compter que plus tard sur les autres divisions que le groupe d’armées du Kronprinz allemand avait mises en marche. Elles arrivèrent également en auto-camions.

Au reste, il fallait attendre que la situation se fût développée. On ne pouvait ramener précipitamment en arrière les troupes qui se trouvaient au sud de la Marne. On maintint, pour ne pas troubler l’ordre, la décision de battre en retraite sur la rive nord de la Marne pendant la nuit du 20 au 21 juillet. Il ne fallait pas jeter le désordre dans les troupes. Il en résulta du retard dans l’évacuation de la région à l’ouest de Château-Thierry qui devait s’effectuer en mémo temps que celle de la rive sud de la Marne.

La conséquence nécessaire fut la nécessité de tenir au sud-ouest de Soissons et sur l’Ardre. Nous devions accepter la décision par la bataille au cours des prochains jours. Alors seulement on pouvait prendre des décisions importantes pour les opérations.

Le groupe d’armées Rupprecht continua ses préparatifs d’attaque. Il lui fallait s’accommoder de l’abandon de quelques divisions. L’attaque restait possible quand même.

Je cessai provisoirement d’être inquiet sur le sort de la 18e Armée et de l’aile droite de la 9e. L’ennemi ne pouvait pas attaquer partout.

Le 19 juillet était encore un jour critique. Il se passa sans encombre. L’ennemi ne gagnait plus un terrain notable en direction de Soissons. Plus au sud, il est vrai, il dépassa la route de Soissons à Hartennes, mais fut repoussé en arrière vers le soir par une puissante attaque en masse de la 20e D. I. Cela rétablit la situation sur ce point. Au sud-ouest d’Hartennes, l’ennemi gagna plus de terrain, sans toutefois rien obtenir de décisif. Plus au sud, en direction de Château-Thierry, des attaques américaines échouèrent, comme le jour précédent.

Au sud de la Marne et entre Marne et Ardre de forts coups de main ennemis échouèrent encore. En Champagne aussi, il y avait eu des combats locaux.

En somme, la situation s’était considérablement améliorée. Le reste des troupes qui s’étaient laissé surprendre le 18 s’était en général bien battu le 19.

Le 20, la 5e D. I. pouvait être au sud-ouest de Soissons et il pourrait y avoir aussi sur l’Ourcq de nouvelles divisions.

Je m’enquis des causes de notre insuccès du 18. La troupe n’avait plus escompté une attaque. Un commandant de division de mes amis me dit que, le 17, il avait été dans les toutes premières lignes et avait eu l’impression que le calme le plus profond régnait chez l’ennemi. En fait, on n’avait fait connaître l’ordre d’attaque, aux troupes françaises, que quelques heures avant son début. Les nouvelles envoyées à nos lignes immédiatement avant le début du combat ne nous parvinrent plus. L’avance rapide des nombreux chars d’assaut du nouveau modèle dans les hauts champs de blé augmenta l’effet de la surprise. À cela vint s’ajouter l’affaiblissement des divisions, causé par la grippe et l’uniformité de l’alimentation. De plus, dans le secteur où se trouvaient les deux divisions à faibles effectifs, il régnait une certaine lassitude provoquée par les combats antérieurs. Tout cela aggrava l’effet de l’attaque par surprise de l’ennemi. Une fois la surprise dominée, le 19, la troupe se remit.

Fait caractéristique, certaines divisions ne réussissaient pas encore à garder le contact avec leur artillerie. Elles pensaient trop à aller de l’avant. C’était louable, mais dans leur situation, c’était une faute de tactique.

Par suite de la surprise, on avait fait donner les réserves trop tôt.

La bataille entre Aisne et Marne exigeait une direction unique. L’aile gauche de la 9e Armée au sud de l’Aisne fut donc encore rattachée à la 7e Armée.

Sur les points principaux où s’exerçait la pression de l’ennemi au sud de Soissons et au sud-ouest de Reims, nous eûmes à parer le 20 et le 21 de fortes attaques en masse de l’ennemi qui employait encore des chars d’assaut en grande quantité ; nous y réussîmes, en général.

La retraite des troupes du sud de la Marne sur la rive nord, dans la nuit du 20 au 21, se passa dans un ordre admirable. Elle fut facilitée par le fait que les Français n’avaient pas attaqué là le 20. Leur assaut du 21 au matin tomba sur les positions déjà évacuées.

Après qu’on eût ramené les troupes allemandes de la rive sud sur la rive nord de la Marne, on redressa, dès le lendemain, les lignes entre Ourcq et Marne et entre Marne et Ardre pour obtenir des améliorations locales.

Le 22, il y eut une pause. L’attaque ennemie était définitivement parée. La décision de la bataille était en notre faveur.

Le commandement suprême dut prendre ces jours-là des décisions graves. La situation de la 7e Armée, dans le saillant dirigé vers la Marne, était grave à cause des communications avec l’arrière, sans compter la forme très défavorable du front.

Il n’était plus possible d’exécuter les transports avec sécurité entre les vallées de l’Aisne et de la Vesle. La courbe située à l’Est de Soissons était battue avec efficacité par l’artillerie à longue portée, celle qu’on était en train de construire plus à l’Est, en y travaillant avec acharnement, n’était pas encore terminée, et d’ailleurs, ce n’était qu’un pis-aller. Les autres voies de communication ne pouvaient être envisagées pour les mouvements de troupes. Par conséquent, il fallait débarquer les renforts de la 7e Armée dans la vallée de l’Aisne ou encore plus au nord, et ils étaient fatigués avant d’arriver en ligne. Il était nécessaire de faire des relèves continuelles, comme à la

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img15.JPG |
| Croquis n° 36. — La bataille défensive entre Soissons et Reims (1918). |

bataille de la Somme et des Flandres. Il fallait aussi transporter des masses de munitions et de matériel en même temps que le reste du ravitaillement. Les communications, par voie ferrée, avec l’arrière, ne le permettaient pas. Pour compenser, il aurait fallu des convois automobiles et des carburants, mais il n’y en avait pas. Nous aurions combattu dans les conditions les plus défavorables un ennemi disposant des meilleures communications possible.

Il était évident que notre position stratégique dans ce saillant était risquée. Tout succès ennemi, à Soissons ou sur l’Ardre, pouvait prendre l’importance la plus considérable. Il n’était pas possible, à la longue, de tenir le saillant, un nouveau coup porté contre Reims semblait devoir rester vain.

J’envoyai des officiers, parmi lesquels le général von Lossberg, sur le front d’attaque, pour avoir un tableau de la situation. Il était clair que les chefs et les troupes des environs de Soissons se trouvaient encore sous l’impression des combats du 18 ; d’ailleurs on dépeignait partout les conditions matérielles dans lesquelles vivaient les troupes comme très dures. La zone avancée ne nous avait procuré aucun avantage tactique pour nos combats de retraite. Son abandon pouvait trop facilement provoquer du désordre en arrière sur la ligne principale de résistance.

Les rapports reçus par le commandement suprême vinrent aux environs du 22 au soir, renforcer sa résolution de ramener les troupes de la Marne sur une ligne allant de Fère-en-Tardenois à Ville-en-Tardenois ; on ordonna ce mouvement pour la nuit du 26 au 27 juillet. Il va de soi que j’étais en communication constante, à ce sujet, avec le groupe d’armées du Kronprinz allemand et la 7e Armée. Sur la ligne indiquée, il faudrait résister un peu. L’ennemi reviendrait s’y jeter avec ses attaques en masse. Il fallait que cela lui coûtât cher. La retraite derrière la Vesle, en ligne droite de Soissons à Reims, serait, pensait-on pour le début du mois d’août. Avant ce mouvement, il fallait évacuer le terrain au sud de la Vesle, et, en particulier, la vallée même de la Vesle. Nous avions besoin pour vivre des riches approvisionnements qui s’y trouvaient.

Notre retraite rétrécissait notre front ; nous libérions de nos forces, mais l’ennemi en libérait aussi et pouvait ainsi nous attaquer sur d’autres points. On ne pouvait plus maintenant supporter la responsabilité de l’affaiblissement de la 18e Armée et de l’aile droite de la 9e. Il fallait amener des réserves en compensation. On ne pouvait pas prendre qu’au groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht.

L’offensive des Flandres ne pouvait pas amener un succès rapide et décisif. Il y avait toutes les chances pour que l’ennemi y fût préparé. S’il s’esquivait, comme à l’Est de Reims, nous ne pourrions pas obtenir de décision. S’il résistait, ses réserves nombreuses étaient en mesure de nous arrêter comme le 10 et le 11 juin, en direction de Compiègne. Le haut commandement résolut d’abandonner cette offensive, de placer le groupe d’armées Rupprecht sur la défensive et de le faire contribuer au renforcement des 18e, 9e et 7e Armées ; il était absolument en mesure de le faire.

Les ordres nécessaires furent donnés. Je ne pouvais pas encore me rendre compte s’il serait possible de reprendre l’initiative quand on se serait replié sur la position de la Vesle, ni comment cela serait possible. Le groupe d’armées du duc Albrecht fut invité à présenter des projets d’attaque.

Le commandement suprême suspendit les dispositions relatives à la zone de couverture, pour les combats de la 7e et de la lre Armées, de même que pour d’éventuels combats de retraite.

Le 23, eut lieu une attaque extrêmement violente, qui fut repoussée, en général, victorieusement sur l’ensemble du front.

Les jours qui suivirent, il n’y eut que des coups de main locaux : ils échouèrent partout.

Dans la nuit du 26 au 27, on ramena la ligne de la Marne vers le nord, systématiquement et en bon ordre. Le général Foch passa les jours suivants à de nouvelles attaques violentes, toujours infructueuses, qui ne gagnèrent un peu de terrain que sur les hauteurs au nord-ouest de Fère-en-Tardenois, défavorables pour nous au point de vue tactique. D’après les rapports des troupes, l’ennemi avait eu de lourdes et sanglantes pertes. Naturellement, les forces étaient, chez nous aussi, mises à une rude épreuve. Il fallait constamment amener des divisions fraîches, comme dans les batailles défensives antérieures.

L’évacuation du terrain se fit sans encombre, grâce à l’excellente organisation du groupe d’armées du Kronprinz allemand et des 7e et lre Armées. La construction de la seconde courbe de la voie ferrée était achevée et facilitait de beaucoup les travaux.

Dans la nuit du 1er au 2 août, le front fut ramené en arrière de la Vesle, où des troupes prêtes à le tenir se trouvaient dans une position à peine organisée. L’ennemi suivait de près, et poussa violemment contre la Vesle. Il fut repoussé partout.

Ce fut la fin de cette bataille défensive de mouvement, entre Marne et Vesle.

Cette bataille était une action brillante pour les chefs et les troupes qui y avaient pris part. L’ombre jetée par le 18 juillet était effacée. Le soldat allemand s’était battu, bien qu’il eût été soumis à de rudes épreuves après cette date, et se sentait supérieur à l’ennemi. Dans quelques divisions, il est vrai, il s’était produit des incidents fâcheux. Plus tard je reçus, entre autres choses, une note qui présentait l’une de ces divisions sous un jour extrêmement grave ; je la transmis pour enquête à l’Armée.

Comme dans toute bataille, les pertes avaient été très notables dans les combats livrés depuis le 15 juillet. La journée du 18 en particulier et les combats défensifs qui avaient suivi nous avaient coûté cher, bien que nous eussions récupéré nos blessés et que le nombre des soldats faits prisonniers n’eût, pas été notable. Les pertes causées par la lutte étaient si importantes que nous dûmes nous décider à dissoudre environ 10 divisions, dont l’infanterie devait être attribuée à d’autres, comme renforts. Les autres armes furent conservées dans leur ensemble.

Les divisons retirées de la bataille, et d’autres troupes, furent réparties à l’arrière de tout le front occidental. Dès la fin de juillet commença, sur les voies ferrées, un mouvement intense, qui augmenta encore notablement, au début du mois d’août, pour ne plus diminuer. Les troupes qui avaient beaucoup souffert devaient compléter leurs effectifs, se reposer et reprendre des forces.

Je n’avais pas réussi à me rendre clairement compte dans le détail de la déperdition de forces de l’ennemi depuis le 15 juillet. Elle doit avoir été forte, étant donné la tactique de masses de l’Entente et ses pertes n’ont sûrement pas été inférieures aux nôtres.

Les armées de l’Entente aussi avaient souffert ; la bataille a coûté aussi cher à l’ennemi qu’à nous. La France avait mis en ligne énormément de Sénégalais et de Marocains, pour épargner ses propres enfants. Les six divisions américaines qui avaient pris part à la bataille avaient particulièrement souffert sans obtenir de résultats. Il semble qu’une division ait été dissoute pour les compléter. Bien que chaque Américain, pris isolément, mît de l’ardeur à se battre, la valeur médiocre des troupes américaines ressort du fait que deux braves divisions allemandes, la 201e D. I. et la 4e D. R., auxquelles je n’attribuais jusque-là qu’une valeur moyenne, soutinrent pendant plusieurs semaines la pression principale de forces américaines très supérieures.

Les pertes des divisions anglaises et italiennes étaient aussi très fortes.

Entre temps, le groupe d’armées Rupprecht s’était mis sur la défensive en mettant en ligne les divisions qui devaient attaquer et en relavant celles qui se trouvaient depuis longtemps en position. Leurs bataillons avaient des effectifs suffisants, beaucoup de divisions n’avaient plus combattu depuis le mois d’avril. La 18e Armée et l’aile droite de la 9e étaient renforcées. La 18e Armée n’avait pas été heureuse auparavant dans ses combats à la tête de pont de l'Avre. Une division qui y était en position sur un large front avait été repoussée contre le fleuve.

La tentative d’incliner les peuples de l’Entente à la paix par des victoires allemandes, avant l’arrivée des renforts américains, avait échoué. L’élan de l’armée n’avait pas suffi pour toucher l’ennemi de façon décisive avant que les Américains fussent sur place avec des forces importantes. J’avais clairement conscience que notre situation générale était, par-là, devenue très grave.

Au début du mois d’août, nous étions sur la défensive sur l’ensemble du front ; nous avions arrêté l’attaque. Quand les divisions, qui avaient pris part aux derniers combats, seraient reposées, on pourrait prendre des décisions nouvelles. Un arrêt dans les opérations n’avait rien d’extraordinaire ; il s’en était produit un après l’interruption des grandes attaques du 21 mars et du 27 mai. Les combats, depuis le 15 juillet, ne nous avaient pas coûté moins cher que ces offensives. Le désir de repos était aussi fondé qu’alors. On ne pouvait savoir si l’ennemi nous le laisserait prendre.

Je comptais que l’ennemi poursuivrait ses attaques contre la Vesle, où sa pression continuait à s’exercer avec de plus en plus de force, ou que, par crainte d’une attaque allemande, il les élargirait, sur le terrain entre Aisne et Oise, où il était en force. Je tenais encore pour possibles des coups de main entre Oise et Somme, peut-être aussi contre nos positions d’Albert et de la plaine de la Lys, enfin dans le Sundgau. Mais je pensais qu’il ne s’agirait que d’attaques partielles locales, car l’ennemi aussi était épuisé et, en général, il ne l’était pas moins que nous. Il y eut en effet des attaques, mais si elles prirent, plus tard, sur tout le front, un développement de grande bataille, la raison en réside essentiellement dans les importants succès ennemis du 8 et du 20 août. Ils montraient fatalement à l’ennemi que nous n’étions plus les mêmes et l’invitaient à continuer la lutte.

J’espérais, au début d’août, pouvoir repousser les attaques partielles imminentes et les contre-attaquer dans un cadre plus restreint que les précédents. Il nous était déjà arrivé d’être dans des situations très critiques et nous avions toujours réussi à trouver des expédients stratégiques ; je n’avais pas de raison de croire qu’on n’y réussirait pas cette fois-ci.

Dans l’attente des combats, on intercala un nouveau groupe d’armées qui avait à prendre le commandement des 2e, 18e et 9e Armées. Le commandant en chef en fut le général von Boehn, le chef d’État-Major le général von Lossberg. Cette organisation du commandement devait se réaliser entre le 10 et le 15 août. Je pouvais encore dire, dans les premiers jours d’août au général von Boehn, que j’espérais pouvoir lui transmettre un front consolidé. Malheureusement les événements devaient me donner tort.

Si notre front prouvait sa solidité, il faudrait prendre des résolutions déci ives, d’accord avec te chancelier de l’Empire, qui était du reste constamment tenu au courant de se qui se passait sur le front. Je ne me dissimulais pas que j’aurais alors à renoncer à bien des espérances. C’est dans ce sens que je discutai avec mes officiers ; ces pensées m’occupaient encore quand vint m’atteindre le coup du 8 août.

# LES DERNIERS COMBATS DE L’ÉTÉ ET DE L’AUTOMNE 1918

### I

Le 8 août est le jour de deuil de l’armée allemande dans l’histoire de cette guerre. Je ne vécus pas d’heures plus pénibles, sauf à l’époque des événements qui se déroulèrent sur le front bulgare, à partir du 15 septembre, et qui scellèrent le destin de la Quadruplice.

Le commandement suprême, ayant reconnu qu’il ne fallait plus, pour le moment, penser qu’à la défensive, avait ordonné, pour le début du mois d’août, de ramener, peu à peu, en arrière, les fronts de la plaine de la Lys et d’abandonner les têtes de pont de l’Ancre et de l’Avre au nord et au sud de la Somme. Les têtes de pont furent évacuées le 3 et le 4 août.

Sur ma demande expresse, le général von Kuhl partit pour la 2e Armée afin de discuter encore les mesures défensives à prendre sur le front Albert-Moreuil. On releva encore ici deux divisons, depuis longtemps déjà en position et qui semblaient particulièrement fatiguées, et on les remplaça par deux divisions fraîches. Dans ce coin orageux, les secteurs des divisions étaient étroits, il y avait beaucoup d’artillerie et les troupes étaient organisées en profondeur. Les expériences du 18 juillet avaient été mises à profit. Pour l’organisation défensive de la position, on n’avait pas été aussi loin qu’à la 18e Armée qui n’avait gagné ses positions que plus tard.

|  |
| --- |
|  |
| Croqu*i*s n° 27. — La bataille défensive e*n*tre So*mm*e e*t* O*i*se (1918). |

Le 8 août au matin, par un brouillard épais rendu encore plus opaque par l’émission de brouillard artificiel, les Anglais, principalement des divisions australiennes et canadiennes, et les Français attaquèrent entre Albert et Moreuil avec de fortes escadres de tanks ; pour le reste, leur supériorité n’était pas très grande. Ils pénétrèrent profondément dans nos lignes entre la Somme et la Luce. Les divisions qui tenaient ce point se laissèrent complètement enfoncer. Des tanks ennemis surprirent, dans leurs quartiers généraux, des États-Majors divisionnaires. La percée s’élargit bientôt au-delà de la Luce ; les troupes qui se défendaient encore bravement à Moreuil furent débordées. Du côté du nord, la Somme arrêtait l’ennemi. Nos troupes qui combattaient plus au nord avaient supporté victorieusement le même assaut. Les divisions relevées peu de jours auparavant comme trop fatiguées se trouvaient dans la région au sud-ouest de Péronne ; l’État-Major de la 2e Armée leur fit donner l’alarme et les mit en marche. En même temps il envoya toutes les troupes disponibles pour boucher la brèche. Le groupe d’armées Rupprecht y envoya immédiatement des réserves par le chemin de fer. La 18e Armée intervint au sud-est dans la bataille avec les siennes et en envoya d’autres dans la région au nord-ouest de Roye. La 9e armée, qui était elle-même en danger, dut, sur mon ordre, prêter son aide. Naturellement, il se passerait des jours avant que des troupes pussent arriver. On employa, dans la plus large mesure, les convois d’automobiles pour les transporter.

Dès les premières heures de la matinée du 8 août, j’eus devant les yeux un tableau complet de la situation. Il était très triste. J’envoyai aussitôt un officier d’État-Major sur le champ de bataille pour avoir une idée de l’état de la troupe.

Les réserves de la 2e Armée purent enrayer, au sud de Bray, l’avance de l’ennemi sur Péronne. En direction de Roye l’ennemi avait gagné du terrain jusqu’aux environs d’Arvillers ; au sud de l'Avre notre front dut être replié à partir de Montdidier.

Six ou sept divisions allemandes qu’on pouvait affirmer particulièrement résistantes étaient complètement mises en pièces. Trois ou quatre autres et les débris des premières étaient prêtes à couvrir le large espace entre Bray et Roye.

La situation était extrêmement grave. Si l’ennemi continuait à attaquer avec quelque vigueur, nous ne pouvions plus tenir à l’ouest de la Somme. Il fallait que la 2e Armée tînt là, tandis que la 18e replierait son aile droite jusqu’à Roye, son aile gauche restant sur les hauteurs bordant la Matz. On avait prévu ce mouvement pour la nuit du 9 au 10 août. S’il ne réussissait pas, une grande victoire ennemie était possible.

Le 9 août, l’ennemi qui, pour notre bonheur, manqua d’énergie dans l’attaque continua cependant à gagner du terrain entre Somme et Avre ; au nord de la Somme également, la 2e Armée fut forcée de ramener son front un peu en arrière. Elle réussit à former un front continu au sud de la Somme ; mais il était peu dense. Les troupes se battaient beaucoup mieux que les divisions entre la Somme et la Luce ne l’avaient fait la veille. La bonne attitude des divisions relevées à cause de leur état de fatigue, peu de temps avant la bataille, fut digne d’éloges. On tint la région au nord-ouest de Roye. La 18e Armée put exécuter dans la nuit du 9 au 10 son difficile mouvement. Le lendemain matin, les Français attaquaient violemment les anciennes positions de la 18e Armée qui furent abandonnées méthodiquement même par les arrière-gardes. Naturellement l’armée dut abandonner beaucoup de matériel.

La 2e Armée ayant tenu et la 18e Armée ayant replié son front dans la nuit du 9 du 10, notre situation entre Somme et Oise s’était un peu améliorée. Des réserves étaient arrivées qui consolidaient le front de la 2e Armée.

Le 10 et le 11, pour maintenir nos positions, nous combattions au sud d’Albert et entre Somme et Avre avec acharnement, mais avec succès, tandis que l’ennemi exerçait une poussée violente entre Avre et Oise et attaquait avec énergie.

Les jours suivants, des combats locaux se produisirent sur l’ensemble du front de bataille. Nos troupes tenaient maintenant solidement, mais la 2e Armée restait ébranlée tandis que la 38e avait recouvré toute sa puissance défensive.

Les pertes avaient été très grandes à la 2e Armée. Ses réserves, qui avaient donné, étaient également très éprouvées. Dans quelques divisions on avait dû mettre l’infanterie en ligne dès son débarquement des auto-camions et utiliser l’artillerie sur d’autres points. Les unités étaient embrouillées. On pouvait prévoir qu’il faudrait encore une série de divisions pour renforcer la 2e Armée, même si l’ennemi cessait d’attaquer, ce que nous ne pensions pas. En outre, nos pertes avaient été telles, par suite des prisonniers, que le commandement suprême se voyait encore une fois dans la nécessité de dissoudre d’autres divisions pour se donner des renforts. Nos réserves s’épuisaient. Par contre l’ennemi n’avait qu’une dépense de forces très minime. Le rapport des forces avait considérablement changé à notre désavantage. Plus il arriverait de troupes américaines, et plus ce rapport deviendrait défavorable pour nous. Il n’y avait pas d’espoir d’améliorer réellement notre position par une attaque. Il ne s’agissait donc plus que de tenir. Il fallait nous attendre maintenant à voir les attaques de l’ennemi reprendre. Le succès avait été trop facile. Ses radios exultaient et proclamaient, à juste titre, que l’esprit de l’armée allemande n’était plus le même. L’ennemi s’était aussi emparé de nombreux documents qui étaient pour lui d’une valeur infime. L’Entente devait fatalement avoir pris connaissance des difficultés de notre situation au point de vue des réserves, une raison de plus pour continuer infatigablement a attaquer.

L’officier d’État-Major envoyé sur le champ de bataille m’avait dépeint l’état des divisions qui avaient reçu les premières le choc à l’attaque du 8 sous des couleurs telles que j’en étais profondément ému. Je fis venir du front à Avesnes des commandants de divisions et des officiers pour conférer avec eux sur le détail des événements. On me rapporta des exploits témoignant de la plus brillante bravoure, mais aussi des actes que je n’aurais pas cru possibles dans l’armée allemande, je dois l’avouer : certains de nos hommes s’étaient rendus à des cavaliers isolés, des détachements constitués à des chars d’assaut ! Des troupes, qui se repliaient, avaient crié à une division fraîche qui marchait bravement à l’attaque « Briseurs de grève » et « Prolongeurs de guerre », mots qu’on devait encore entendre par la suite. En bien des points, les officiers n’avaient plus d’influence et se laissaient emporter. En octobre, à une séance du Cabinet de guerre du prince Max, le secrétaire d’État Scheidemann attira mon intention sur le rapport d’une division sur les événements du 8 août et qui contenait des tableaux d’une tristesse analogue. Je ne connaissais pas ce rapport, mais je ne pus que confirmer son contenu par ma propre expérience. Un chef de bataillon du front qui était arrivé de l’intérieur avec des renforts, peu de temps avant le 8 août, attribuait cela au manque de discipline des hommes et à l’esprit que les soldats apportaient de l’intérieur. Tout ce que je craignais, tout ce qui avait fait l’objet de mes avertissements s’était réalisé en un point du front. Notre instrument de combat n’avait plus toute sa valeur. Notre capacité militaire était atteinte, quand bien même l’énorme majorité de nos divisions montrât un courage héroïque dans le combat. Le 8 août marqua le déclin de notre force militaire et m’enleva l’espoir, étant donnée notre situation au point de vue des réserves, de trouver des expédients stratégiques qui eussent pu consolider la situation en notre faveur. Au contraire je fus persuadé que les mesures du commandement suprême, que je pouvais jusque-là établir sur un fonds solide, autant que cela est possible en guerre, péchaient maintenant par la base. La conduite de la guerre prenait donc, selon l’expression que j’employai alors, le caractère d’un jeu de hasard injustifiable, que j’ai toujours tenu pour néfaste. La destinée du peuple allemand était un enjeu trop haut pour le hasard. Il fallait terminer la guerre.

Le 8 août, les chefs des armées virent clair, les Allemands comme les ennemis, le général Foch, comme moi-même ; il l’a dit au Daily Mail. La grande offensive de l’Entente, la lutte finale de la guerre mondiale commençait et l’adversaire la poussait avec d’autant plus d’énergie que notre déclin lui apparaissait plus clairement.

Il était possible, je l’admettais fort bien, que les événements, depuis le 15 juillet, eussent ébranlé la confiance que Sa Majesté et le général feld-maréchal avaient en moi. Peut-être aussi une nouvelle personnalité pourrait-elle juger la situation avec moins de prévention. Aussi dis-je au feld-maréchal, comme je l’ai déjà raconté, qu’il voulût bien me donner un successeur s’il n’avait plus pleinement confiance en moi ou si, pour une raison ou pour une autre, il trouvait bon de le faire. Il refusa. De même, je conférai avec le chef du cabinet militaire à propos de mon successeur, si l’on avait quelques scrupules à me garder. L’Empereur me montra pendant ces jours-là une confiance toute particulière. J’étais profondément touché, mais je restais inquiet de savoir si Sa Majesté reconnaissait bien la situation telle qu’elle était dans son ensemble. On me tranquillisa. L’Empereur me dit plus tard qu’il avait vu après l’échec de l’offensive de juillet et après le 8 août qu’on ne pouvait plus gagner la guerre.

Le communiqué du 8 au soir signalait brièvement que l’ennemi avait fait irruption dans nos lignes sur un large front au sud de la Somme. Le matin suivant, le général von Cramon m’appela de Bade. Il me fit savoir que mon communiqué avait provoqué à Vienne une grande inquiétude. Je ne pouvais lui laisser aucun doute sur la gravité des événements. Cependant, il me pria de songer à l’effet désavantageux que produirait sur nos alliés l’aveu précis d’un insuccès, car l’Allemagne seule leur donnait de la force. Cela se reproduisit le 2 septembre.

L’impression produite sur nos alliés par les insuccès sur le front occidental fut très vive. L’Empereur Charles fit savoir son intention de venir à Spa au milieu du mois d’août.

On ne pouvait rien attendre de l’attitude de la Bulgarie. Le cabinet Radoslavow y avait déjà été remplacé par Malinow, sous la pression des événements du front occidental et par suite de la paix de Bucarest, ainsi que pour des raisons de personnes. Ce n’était pas un ami de l’alliance. Les ministres qu’il avait choisis étaient en partie nos adversaires déterminés et des amis de l’Entente. Tandis que Malinow était écarté, ils restèrent en fonction plus tard, lorsque l’Entente occupait déjà la Bulgarie. Le chancelier de l’Empire attrait du avoir l’œil sur l’attitude du ministère Malinow et agir sur le tsar pour faire modifier cette combinaison. L’apparition de personnalités bulgares en Suisse laissait aussi à penser. Nous tolérâmes ces voyages. Il était indubitable que la Bulgarie inclinait vers la paix. Étrange aussi était l’attitude du général Gantshew, plénipotentiaire militaire bulgare, qui n’apparaissait que très rarement au Grand Quartier Général.

Aussitôt que j’eus une vision complète de tout ce qu’avait produit le 8 août, je me résolus à amener aussitôt que possible une explication avec le chancelier et le secrétaire d’État aux Affaires étrangères. Elle eut lieu à Spa dès le 13 et le 14 août.

Le 13, il y eut un entretien entre le chancelier de l’Empire, le général feld-maréchal, le secrétaire d’État von Hintze et moi à l’hôtel Britannique dans le bureau du général feld-maréchal. Je fis un tableau de la situation militaire, de l’état de l’armée et des conditions qui régnaient chez nos alliés et je déclarai qu’il ne nous était plus possible d’amener l’ennemi à faire la paix en l’attaquant. On ne pourrait atteindre ce résultat par la défensive, par conséquent il nous fallait amener la fin de la guerre par la voie diplomatique. Pour le moment, le front occidental tenait, mais vu l’incertitude provoquée dans la conduite de la guerre par les défaillances de certaines troupes, il pourrait être nécessaire, en des circonstances données, de ramener le front en arrière. J’espérais toutefois que l’armée se maintiendrait en France. Les événements du front occidental auraient l’effet le plus défavorable qu’on pût imaginer sur nos alliés. À cet égard, le moral de l’armée et du peuple prenait une importance encore plus considérable qu’auparavant. Je traitai ce sujet avec une gravité particulière. Je signalai en détail le mal fait par le prince Lichnowsky. J’insistai de nouveau sur la nécessité qu’il y avait, pour nos hommes d’État, de faire des discours destinés à agir à l’intérieur et de créer enfin un office impérial d’information et de propagande. Le général feld-maréchal ne fit aucune remarque sur l’état des esprits à l’intérieur. Son jugement sur la situation militaire fut plus optimiste que le mien. Le secrétaire d’État von Hintze tira de ce qu’il avait entendu dire à ce sujet la conséquence très claire qu’il fallait entamer des pourparlers de paix et que nous avions à prendre une attitude fortement conciliante.

Le chancelier de l’Empire s’exprima brièvement sur l’état des esprits à l’intérieur, sans rien dire de bien particulier. Il parla avec beaucoup de réserve du cas Lichnowsky et fit allusion à une Haute-Cour d’Empire.

Le matin suivant, la conférence eut lieu sous la présidence de Sa Majesté. On traita d’abord la question de l’état d’esprit de l’intérieur. Le chancelier de l’Empire prononça quelques mots d’introduction. Je fis les mêmes déclarations que la veille sur le ressort moral. Là-dessus, Sa Majesté donna la parole au secrétaire d’État von Hintze. Celui-ci ne s’occupa pas des conditions à l’intérieur, mais discuta immédiatement la situation politique et militaire, dans le même sens que je l’avais fait la veille et en tira la même conclusion. Il était visiblement ému. Il avait les larmes aux yeux. L’Empereur était très calme, il approuva le secrétaire d’État von Hintze et le chargea d’établir une médiation pour la paix, si possible par l’entremise de la reine de Hollande. Il signala aussi la nécessité qu’il y avait d’éclairer le peuple et de diriger les affaires du gouvernement avec ensemble et fermeté. Le chancelier de l’Empire parla en faveur du maintien de l’autorité à l’intérieur. Au point de vue diplomatique il fallait s’y prendre au moment opportun. Là-dessus on leva la séance. C’est avec une émotion profonde que je tendis la main au secrétaire d’État von Hintze.

À ce moment-là, l’Empereur Charles était à Spa avec le comte Burian et le général von Arz. Les hommes d’État durent discuter, comme la situation le voulait, la question de la paix et même la démarche du comte Burian. Je n’en entendis pas parler à l’époque, mais je l’appris plus tard du secrétaire d’État von Hintze. De plus on discuta la question de la Pologne. Le comte Burian continua à soutenir sa conception. Nous avions laissé passer l’occasion favorable de nous entendre définitivement avec l’Autriche.

Entre-temps, Sa Majesté, d’accord avec le chancelier, préconisait une solution d’après laquelle la Pologne aurait reçu un prince de son choix et serait rattachée économiquement à l’empire. Il fut impossible de concilier ces diverses vues avec celles de l’Autriche. La décision de Sa Majesté créait pour moi un état de fait auquel je me ralliais par conviction. Je dois faire remarquer ici expressément que l’Empereur s’opposa toujours à l’idée d’une union personnelle avec la Pologne.

On discuta avec le général von Arz la situation militaire en général, telle qu’elle résultait des événements, et l’on fit allusion à la nécessité qu’il y aurait de renforcer le front occidental au moyen d’autres divisions austro-hongroises. Jusque-là il n’en était arrivé que deux. Le général von Arz pensait encore à une offensive en Italie, mais il était maintenant d’avis que l’armée austro-hongroise ne pourrait plus tenir au-delà de l’hiver suivant. Ce fut là ma dernière conférence avec un homme et un soldat pour qui j’ai le plus profond respect.

Après le départ de l’Empereur Charles pour Vienne, le général feld-maréchal et moi, nous retournâmes aussitôt à Avesnes. J’avais cru que le chancelier quitterait aussi Spa pour renseigner les secrétaires d’État et le Reichstag sur la situation telle qu’elle était apparue à la conférence. Il lui incombait d’éclairer le peuple par son action personnelle. Mais il resta à Spa et abandonna au vice-chancelier von Payer et au secrétaire d’État von Hintze le soin d’en parler aux chefs de partis Ebert, Grœber, Stresemann, comte Westarp et Wiemsr. Ils furent invités à se rendre le 21 au ministère de l’Intérieur. Au cours de l’entretien, le secrétaire d’État von Hintze exposa la situation politique et militaire et conclut, d’accord avec ce qu’on avait dit à Spa, qu’il fallait liquider la guerre aussitôt que possible. Il déclara qu’il prendrait toutes mesures pour arriver à la paix. Des personnalités présentes à cet entretien me dirent que leur impression sur notre situation militaire avait été extrêmement grave. Comme on le conçoit, la considération de la conduite de la guerre et de la démarche en vue de la paix imposait au secrétaire d’État von Hintze la plus grande réserve dans ses communications. La discussion publique de nos intentions, qui eut lieu plus tard, devait fatalement nous causer un dommage irréparable. Étant donnée la nature de l’ennemi, cela signifiait la poursuite de la lutte et l’établissement de conditions de paix qui devaient nous anéantir.

Pour les mêmes raisons, évidemment, que le secrétaire d’État von Hintze, je n’étais pas en mesure de m’expliquer publiquement à propos de la question de la paix. Je discutai la démarche avec l’un ou l’autre des officiers de mon entourage immédiat. Le général von Bartenwerfïer prit connaissance d’une note du secrétaire d’État sur la séance du 14 août.

Je discutai encore la situation avec différents ministres. Le secrétaire d’État Solf vint à ce moment à Avesnes. Une lettre privée de Weimar me fit connaître bientôt après les impressions qu’il avait rapportées d’ici. Dans un milieu qui approchait de près la famille Solf, on rapportait qu’à l’avis de Solf, je ne pensais plus à une issue victorieuse de la guerre, tandis que le général feld-maréchal l’espérait encore, avec l’aide de Dieu.

Le vice-chancelier von Payer vint aussi me proposer, de la part du chancelier de l’Empire, une formule relative à notre position vis-à-vis de la Belgique : elle tenait compte de notre situation militaire défavorable. Je croyais qu’elle devait servir de base aux négociations du secrétaire d’État aux Affaires étrangères. Au lieu de cela, le vice-chancelier von Payer  l’utilisa pour un discours à Stuttgart, en septembre. Elle fit sensation à cause de notre position vis-à-vis de la Belgique.

### II

Les jours qui suivirent notre retour au Grand Quartier devaient être particulièrement pénibles. Notre situation sur le front occidental devenait plus grave. Elle était encore solide le 14, lorsque Sa Majesté avait ordonné d’entamer des négociations de paix, Lien qu’on eût commencé à avoir un certain sentiment d’insécurité.

Le général von Boehn avait pris le commandement de son groupe d’armées — 2e, 18e et 9e Armées — après le 8 août, quelques jours plus tôt qu’il n’avait été prévu. Lui et son chef d’État-Major, le général von Lossberg, firent avancer par tous les moyens les préparatifs de défense de leur secteur. Au milieu du mois d’août, la bataille entre Somme et Guise durait encore. Le point où s’exerçait principalement la pression de l’ennemi était à droite et à gauche de Roye, que nous avions réussi à conserver par de durs combats. On avait fini de construire et d’organiser, en utilisant en partie d’anciennes positions, une position de repli, dont la situation exigeait aussi un repli de l’aile gauche de la 17e Armée sur la ligne Bapaume — en avant de Péronne — cours de la Somme — en avant de Ham — hauteurs nord-est de Noyon.

Le groupe d’Armées Rupprecht avait ramené de quelques kilomètres en arrière dans ! a plaine de la Lys les positions avancées de la 6e Armée. On préparait un nouveau raccourcissement de l’arc avec abandon du Kemmel. On établissait également ici des positions de repli et on évacua les anciennes.

Il ne régnait pas une activité particulière. Seules, à l’occasion, quelques entreprises de l’ennemi venaient troubler le calme. Au milieu du mois, une offensive anglaise parut vraisemblable sur ce point. À la 17e Armée, il en était de même. On sentit ici, après le 15, quelques menaces d’attaque entre Arras et l’Ancre, principalement en direction de Bapaume. La 17e Armée n’avait pas à se défendre sur ses lignes avancées, mais elle devait accepter le combat dans une position de trois à quatre kilomètres en arrière. Les lignes n’étaient occupées que par des postes avancés qui devaient être ramenés en arrière sur la position principale avant le combat. On avait ainsi la possibilité de rendre vain le premier assaut de l’ennemi et de reconnaître à temps ses intentions d’attaque.

Au sud-est du champ de bataille entre Somme et Oise, la 9e Armée comme la 17e avait pris de fortes positions défensives.

Il fallait s’attendre à une attaque entre Oise et Aisne, qui pouvait éclater d’un moment à l’autre, au milieu du mois d’août. Cette armée avait entièrement récupéré les forces qu’elle avait cédées à la 2e Armée et était bien équipée à tous les points de vue. À l’arrière des secteurs d’attaques ennemies qu’on prévoyait en direction de Cuts et de Nouvion, deux divisions se tenaient prêtes à intervenir. L’État-Major de l’Armée avait prévu tous les détails et fait une excellente organisation.

Une attaque ennemie sur la Vesle semblait maintenant moins vraisemblable. De même, rien ne laissait supposer des intentions offensives de l’ennemi sur les autres points des fronts du groupe d’armées du Kronprinz allemand et des groupes d’armées von Gallwitz et duc Albrecht. Mais étant donnés les travaux très avancés déjà des adversaires sur tous les fronts, ce tableau pouvait changer subitement.

Le commandement suprême devait s’attendre à un élargissement des attaques ennemies sur le groupe d’armées du Kronprinz Rupprecht, principalement entre Arras et l’Ancre, et sur la 9e Armée, sans pouvoir pour cela négliger les autres fronts. On ne pouvait laisser longtemps au repos les divisions retirées, à la fin de juillet et au début d’août, des combats de la 7e et de la lre Armées. Il fallait dès maintenant les amener en partie derrière le groupe d’armées Rupprecht ; c’était naturellement fort pénible pour ces troupes et la situation des transports par voie ferrée sur le front occidental n’en fut que plus difficile.

Le 21 août, les Anglais attaquèrent au sud d’Arras entre Boisleux et l’Ancre. Alors commencèrent sur le front du groupe d’Armées du Kronprinz Rupprecht des combats qui durèrent presque sans interruption jusqu’à la fin de la guerre et exigèrent du commandement des groupes d’armées et des quartiers généraux d’armées les plus grands efforts.

La 17e Armée s’était effacée à temps : l’assaut anglais échoua devant la nouvelle position. Le 22, la 17e Armée fit avec l’approbation du commandement suprême une contre-attaque montée avec des moyens puissants. Elle eut du succès, mais il eût été préférable de ne pas la faire. Immédiatement après, l’offensive anglaise s’étendit vers le sud. Des deux côtés de la Somme on combattit avec acharnement : le point central de l’attaque était entre Albert et Braye. Les Australiens n’obtinrent aucun succès. Les deux premiers jours nous avaient donc été favorables. Je me pris à espérer qu’ici du moins le hasard des batailles nous seconderait mieux. Les jours suivants, les Anglais, qui n’avaient mis en ligne que peu de troupes fraîches, gagnèrent pourtant du terrain dans la direction de Bapaume, en combattant très vigoureusement, la caractéristique de leur méthode était des percées étroites et profondes qu’ils opéraient à l’aide de tanks après une préparation d’artillerie brève, mais d’une extrême violence, en y joignant des brouillards artificiels.

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 28. — La bataille défensive entre Scarpe et Somme (1918). |

aussi par la suite notre plus redoutable ennemi. Il le devint d’autant plus que le moral s’affaiblissait davantage et que nos divisions devenaient de plus en plus fatiguées et réduites. Nous sûmes bientôt reconnaître la profondeur de la percée, mais non pas toute sa largeur. Nos réserves, en contre-attaquant au moment opportun, réussirent le plus souvent à masquer la trouée. Le danger consistait dans un emploi trop précipité et très décousu des troupes.

Au cours des attaques ultérieures, l’ennemi, débouchant du nord, réussit à nous écarter de l’Ancre. Une division prussienne qui n’avait pas une bonne réputation et qu’on avait placée pour ce motif derrière le fleuve, s’était montrée incapable d’agir. Elle apporta le désordre sur notre front. Les combats sur le terrain semé d’entonnoirs du champ de bataille de la Somme, à l’Est d’Albert, étaient d’autant plus difficiles qu’on n’y pouvait que difficilement amener des réserves, à cause des mauvaises communications par voie ferrée. La situation y fut extrêmement tendue dans les environs du 25 août. Il était sûr que l’ennemi continuerait son offensive.

Au sud de la Somme, le long de la route de Péronne, il n’y avait que des coups de main locaux. La 18e Armée était perpétuellement attaquée. Elle tenait brillamment. Pour suivre les événements qui se produisaient à l’Est de l’Oise, son aile gauche s’était repliée en se rapprochant de Noyon. Le général von Ilutier, bien secondé par son chef d’État-Major, le lieutenant-colonel Buerckner, dirigeait la 18e Armée avec un sang-froid parfait.

Entre Oise et l’Aisne, la grande offensive française avait eu lieu le 20 août. Dès le 17, les Français avaient rejeté nos avant-postes de la zone avancée sur les lignes principales de résistance. Nos avant-postes avaient résisté plus qu’il ne convenait, comme je l’appris plus tard. La force combative de quelques divisions en avait souffert plus que je n’aurais pu le croire.

L’offensive du 20 août se déroula exactement selon nos conjonctures. Mais les divisions de Cuts, qui devaient intervenir, ne contre-attaquèrent pas. Il se produisit ici une hernie profonde, très grande pour les troupes adossées à l’Oise. L’ennemi pénétra dans nos lignes en direction de Nouvion ; une attaque de la bonne division de chasseurs reprit le terrain, mais pas entièrement. Les autres parties de la ligne principale de résistance, entre les deux trouées, n’étaient pas non plus restées entre nos mains dans leur totalité. La situation était devenue telle qu’il ne paraissait plus prudent de nous maintenir en avant de l’Oise et de l’Ailette. Le commandement suprême dut

|  |
| --- |
|  |
| Croquis n° 29. — La bataille défensive entre Oise et Aisne (août 1918). |

se résoudre à ramener en arrière la 9e Armée ; elle se replia dans la nuit du 20 au 21, l’aile droite adossée à l’Oise, et dans la nuit du 21 au 22, son centre adossé à l’Ailette, gardant en sa possession le terrain au nord-ouest de Soissons. Malgré tous les préparatifs, la bataille avait encore pris un cours défavorable pour nous. Les nerfs de l’armée étaient tendus. La troupe ne supportait plus partout le puissant feu de l’artillerie et l’assaut des tanks. Nous recevions là-dessus un deuxième avertissement. Nous avions subi encore une fois des pertes lourdes et irréparables. Le 20 août aussi était un jour de deuil ! Véritablement, il poussait l’ennemi à poursuivre son offensive.

Je comptais que l’offensive ennemie continuerait entre Oise et Aisne en direction de Laon. La direction de l’attaque était bien choisie. Elle devait rendre intenables aussi bien la position de la 18e Armée au nord de l’Oise que celle de la 7e au nord de la Vesle. L’ennemi exerçait une forte pression contre la ligne Soissons-Chauny. Des combats très durs se livrèrent ici, marqués par de cruelles alternatives. On ne pouvait encore dire quel en serait l’issue.

La 18e Armée qui avait pris le commandement des troupes de l’Oise était aussi menacée d’une attaque directe venant du nord.

Par suite du développement de la situation à l’Est d’Albert et au sud de l’Oise, la situation des troupes allemandes qui se trouvaient entre Somme et Oise n’était pas aussi sûre que la situation générale l’exigeait. Risquer ici quoi que ce soit eût été une faute.

Les groupes d’armées du Kronprinz Rupprecht et de von Boehn reçurent donc l’ordre de se replier, dans les derniers jours du mois d’août, sur la position étudiée, — est de Bapaume — en avant de Péronne-Somme — en avant de Ham — hauteurs au nord-est de Noyon. Pour la sécurité du repli, il restait maintenant à organiser la ligne Siegfried. Le groupe d’armée von Boehn avait tenu à conserver la rive gauche de la Somme en avant de Péronne, car, de là, on pouvait avoir un flanquement très favorable dans la région au nord de Pérenne. Entre Ham et Noyon, un canal, bon obstacle contre les tanks, jalonnait la direction de la position. Les mouvements furent exécutés dans leur ensemble dans la nuit du 26 au 27.

Pour la 17e Armée, qui n’avait à opérer qu’un recul peu important, et pour la 18e, le mouvement se fit en bon ordre et sans à-coup. Les nouvelles positions résistèrent aux attaques ennemies. Il n’en fut pas de même pour la 2e Armée. Au nord-ouest de Péronne le nouveau front n’avait pas soutien ferme. Au sud-ouest de la ville, la division qui s’y trouvait abandonna la rive gauche à l’ennemi, ce qui rendit difficile la situation des troupes de la rive nord. Il y eut encore quelques divisions qui furent incapables de tenir, ce qui coûta à d’autres troupes, braves celles-là, une dépense de forces extraordinaire.

Pendant ces événements, le maréchal Haig avait élargi son attaque jusqu’à la Scarpe pour arriver, au nord de la ligne Croisilles-Mœuvres, derrière la ligne Siegfried. Dans ce but, il lui fallait prendre notre ligne Wotan, organisée en 1917 et qui, venant du nord, allait par Biache-Saint-Vaast le long de la Scarpe, en passant à l’ouest de Monchy, dans la direction de Bullecourt.

Le 26 août, l’offensive anglaise commença sur la route d’Arras à Cambrai.

Ici encore la troupe se replia par ordre. Les premiers combats eurent un cours favorable. Par la suite, l’attaque anglaise poussa jusqu’à la ligne Wotan. Le 2 septembre une forte attaque de tanks britanniques culbuta les obstacles et franchit les tranchées de cette ligne, ouvrant le chemin à son infanterie. À 14 heures, le général von Kuhl et le lieutenant-colonel von Pavelsz, chef d’État-Major de la 17e Armée, me firent savoir qu’il n’était plus opportun de former un nouveau front en avant du canal Arleux-Mœuvres. Ils demandaient l’approbation du commandement suprême pour ramener la 17e Armée en arrière, en conservant ses positions au nord de la Scarpe. Nous fûmes forcés de reconnaître la nécessité de cette mesure. D’accord avec le groupe d’armées von Boehn nous dûmes, en considérant la situation de la 17e Armée, prendre une autre décision importante : ramener aussi son front et celui de la 18e Armée sur la ligne Siegfried. Il aurait bien été possible de maintenir l’aile gauche de la 18e Armée en avant de celle-ci sur le canal de Crozat, mais cela exigeait plus de forces qu’une défense de la ligne Saint-Quentin-La Fère avec, à l’avant du front, le large canal de l’Oise. Le haut commandement y renonça et ramena toute la 18e Armée sur la ligne Siegfried. La 9e Armée et même l’aile droite de la 7e devaient aussi suivre le mouvement. Celle-ci abandonna la Vesle et se retira derrière l’Aisne tandis que l’aile gauche touchait encore à la Vesle au nord-est en passant par Fismes.

Pendant ce temps, la 9e Armée avait eu à supporter de durs combats, qui a de certains jours, devenaient des batailles d’une extrême violence. Grâce à l’activité toujours en éveil du général von Carlowitz et de son chef d’État-Major, le lieutenant-colonel Faupel, ainsi qu’à la bravoure de plusieurs divisions, l’armée maintint l’essentiel de ses positions. La 1re D. I. de la garde, conduite avec calme et sûreté par le prince Eitel Friedrich, et la division éprouvée des chasseurs à cheval de la garde ne connaissaient pas la peur des tanks et combattaient remarquablement.

C’était une décision difficile à prendre que de ramener en arrière l’ensemble du front de la Scarpe jusqu’à la Vesle. Nous raccourcissions le front et épargnions des forces ; c’était un gain, si l’on pense à l’usure considérable de nos effectifs, même s’il en était de même chez l’ennemi. Les troupes trouvaient à l’intérieur et à l’Est de la ligne Siegfried de meilleures conditions d’existence, tandis que l’ennemi entrait sur le territoire dévasté, théâtre de la retraite de février 1917.

Le centre de la 17e Armée devait se replier derrière le canal d’Arleux a Mœuvres dans la nuit du 3 ; au reste, le mouvement de repli devait être exécuté en une fois, d’après les instructions de détail des groupes d’armées.

L’évacuation longtemps préparée du saillant de la Lys, par la 4e et la 6e Armées, fut aussi exécutée pour économiser des forces.

En même temps le commandement suprême ordonnait, après avoir conféré avec les commandants de groupes d’armées, de reconnaître et de fortifier une nouvelle position arrière, la ligne Hermann, derrière les deux groupes d’armées du Nord. Elle devait commencer à l’Est de Bruge, à la frontière hollandaise, longer ici le canal Cerloo vers le sud jusqu’à la Lys, remonter la rivière jusqu’à l’est de Courtrai et suivre ensuite le cours supérieur de l’Escaut jusqu’au sud-ouest de Valenciennes et plus au sud la ligne Solesmes-Le Cateau-Guise. Au sud-ouest de Marle, la ligne Hermann rencontrait la ligne Hunding-Brunhild qui, construite en 1917, allait jusqu’à l’Aisne en passant par Sissonne, pour remonter, le cours de la rivière. Ce système de défense se continuait à l’est de l’Aisne par les lignes arrière

|  |
| --- |
|  |
|  |
| Croquis n° 3o. — Évacuation de la poche « le la Lys (1918). |

du groupe d’armées Gallwitz, qui se terminaient à la ligne Saint-Michel, corde du saillant de Saint-Mihiel dans la plaine de Woëvre, à l’ouest de la Moselle, près de Pagny. Les positions déjà existantes devaient être développées selon les effectifs de travailleurs dont on disposait.

De plus le commandement suprême ordonna d’étudier une seconde position de repli à l’ouest de la ligne Anvers-Bruxelles-Namur en remontant ensuite la Meuse (ligne d’Anvers à la Meuse). Les fortifications d’Alsace-Lorraine furent mises en état. On ordonna ensuite d’évacuer du terrain à l’Ouest et au sud des lignes Hermann et Hunding-Brunhild, tout le matériel qui n’était pas immédiatement nécessaire à l’armée et de préparer l’arrêt total de la circulation par voie ferrée et par route ainsi que de l’extraction du charbon. Ces mesures ne devaient atteindre les localités que dans la mesure où les nécessités immédiates de la tactique l’exigeraient.

Un grand mouvement de transport de matériel vers l’Allemagne commença. Mais nos communications par voie ferrée ne le favorisaient guère. Dans le Nord, l’enclave hollandaise de Maëstricht le gênait considérablement en le poussant vers Liège : les lignes que nous avions construites à Visé n’avaient pu compenser cet inconvénient. Plus au sud, des lignes importantes de chemin de fer se rejoignaient de Charleville à Montmédy, offrant ainsi un but particulièrement facile aux attaques de l’aviation ennemie.

On avait déjà réduit au strict nécessaire les arrivages d’Allemagne.

Après le repli du front sur la ligne Siegfried, Avesnes ne convenait plus comme siège du grand quartier général. Nous revînmes donc à Spa que nous avions quitté en mars avec tant de confiance et d’espoir.

L’ennemi, comme nous, était extrêmement fatigué ; en certains endroits, c’étaient toujours les mêmes divisions qui attaquaient. Il devait aussi avoir subi des pertes, mais il attaquait et il nous fallait bien nous laisser pilonner comme en 1917. D’ailleurs, les mêmes phénomènes qu’alors se reproduisaient, nos troupes combattaient mieux dans l’attaque que dans la défense. Au début de septembre, la balance des forces penchait davantage en notre faveur que l’année précédente quant au nombre des divisions, mais nos divisions étaient en partie très faibles. Nous étions forcés de former les bataillons à trois compagnies au lieu de quatre, en conservant les compagnies de mitrailleuses. Les voitures de service qu’exigeaient quatre compagnies ne correspondaient plus aux effectifs existants. Nous n’avions plus besoin que de deux ou trois cuisines par bataillon au lieu de quatre. Par suite de la dissolution d’un certain nombre de nos divisions et par suite de l’apparition toujours plus considérable d’Américains sur le front, le rapport des effectifs en présence devait nous être de plus en plus défavorable.

Les embusqués se multipliaient sur le front, beaucoup de permissionnaires revenus de l’intérieur se trouvaient parmi eux. Le nombre des soldats qui dépassaient la durée de leur permission augmentait ; la densité des troupes diminua de plus en plus sur les premières lignes.

Le ministère de la Guerre manifestait enfin l’intention de supprimer de nombreux sursis d’appel, en faveur du service armé. Il fallait attendre pour se rendre compte du succès de la mesure. Quel esprit amèneraient les sursitaires ? On avait depuis longtemps tiré des divisions du front de l’Est tout ce qu’on pouvait utiliser dans les divisions de combat du front occidental. Notre situation à l’Est était alors meilleure. Le gouvernement des Soviets avait payé le premier et peu de temps après le second terme de l’indemnité russe, et nous avions noué des relations avec les cosaques du Don. Il était donc possible de rendre disponibles encore quelques divisions de peu de valeur militaire, car elles étaient composées de vieilles classes et n’étaient pas préparées aux exigences du front occidental. Si les efforts du gouvernement en vue de la paix étaient vains et que la guerre traînât jusqu’à l’hiver et l’été suivant peut-être, les exportations de l’Ukraine devenaient pour l’Autriche et pour nous une question vitale. Il était toujours aussi important de barrer la route au bolchevisme et d’empêcher comme auparavant la formation d’un nouveau front de l’Entente à l’Est. Aussi, les trois régiments de cavalerie qu’on avait mis à pied et les quelques canons du général von der Goltz restèrent-ils en Finlande, montant la garde en face du chemin de fer de Mourmanie et des portes de Petrograd. Nos projets relatifs au corps d’occupation anglais de Bakou étaient en voie d’exécution.

L’Autriche-Hongrie pouvait encore céder une ou deux divisions pour le front occidental.

Tout cela ne compensait pas, au point de vue des chiffres, encore moins du point de vue moral, la force croissante et la certitude de la victoire qui s’affirmait de plus en plus chez nos ennemis de l’Ouest. Il était clair que les phénomènes attristants ne diminueraient pas dans l’armée allemande sous l’effet des retraites constantes et des influences délétères venues de l’intérieur.

Il devenait très difficile, pour le haut commandement, d’adjoindre de nouvelles forces aux groupes d’armées Kronprinz Rupprecht et von Boehn. Cela m’aurait été plus facile si le commandement suprême avait retiré du front plus délibérément, dès la fin de juillet, les divisions fatiguées ou mises en pièces de la 7e Armée et, maintenant, celles des armées de combat, principalement de la 2e Armée.

La gravité de la situation était telle que le commandement suprême ne pouvait plus attendre d’un bombardement de Londres et de Paris un effet qui disposerait l’ennemi à la paix. Aussi ne donna-t-il plus l’autorisation d’employer une bombe incendiaire particulièrement efficace qui avait été fabriquée en août, en quantité suffisante, et était destinée aux deux capitales. Les grands effets de destruction qu’on en pouvait attendre n’auraient plus eu d’influence sur le cours de la guerre ; les destructions ne furent jamais autorisées pour elles-mêmes. Le comte Hertling avait également prié le haut commandement de ne pas employer ces nouvelles bombes incendiaires, car on aurait pu s’attendre à des représailles ennemies contre nos villes. Toutefois le rôle déterminant, pour cette décision, revient à une conception de la situation militaire.

Je continuai à autoriser le bombardement de Londres et de Paris par d’autres modèles de bombes, pour que les moyens de défense de l’ennemi restassent éloignés du front et que la troupe ne remarquât pas le déclin de notre force. Mais je n’insistais plus. Paris fut encore bombardé faiblement, un petit nombre de fois. Pour Londres, le temps qu’il faisait à cette époque ne permettait pas de l’atteindre.

L’esprit et le moral de l’armée et de l’intérieur continuaient à m’occuper au plus haut point. Lorsque le ministre de la Guerre était venu nous rendre visite à Avesnes au mois d’août, je lui avais présenté des officiers du front pour le persuader de la mauvaise influence exercée par l’intérieur sur la discipline. De même que les autres dirigeants du ministère de la Guerre, il se refusait à le reconnaître, ou tout au moins à en apprécier l’importance. Malgré mon insistance, cette visite n’eut pas plus de résultats que les précédentes.

À l’intérieur, nos tentatives pour faire de la propagande et galvaniser le peuple se bornèrent aux premiers essais. Après deux ans d’efforts de ma part, le chancelier avait fini en août 1918 par se décider à créer un office central de presse et de propagande à l’intérieur et à l’étranger. Il n’était pas placé au-dessus des autres offices de l’Empire, mais était rattaché au ministère des Affaires étrangères comme une dépendance secondaire et manquait d’autorité. Il fallut bien me contenter de ce que j’avais obtenu, puisqu’on ne pouvait faire rien de plus. Toutes mes propositions répétées, écrites et orales, et ma pression sur le gouvernement pour faire créer un ministère de la propagande étaient restées vaines. Seul un ministre ou un secrétaire d’État qui aurait connu l’ensemble de la situation militaire, politique et économique aurait été capable de diriger Parme puissante de la propagande comme l’exigeaient la guerre et le moment. Lui seul aurait pu décider quand, où et par quel ressort une manifestation publique d’hommes d’État aurait dû se produire.

Il aurait dû agir selon un plan exactement tracé à l’avance. Le colonel von Haeften qui collaborait à la direction du nouvel office central se donna le plus grand mal pour obtenir des résultats. Le secrétaire d’État Solf fit un discours qu’il avait recommandé et qui eut du retentissement. Pour les paroles que prononça le chancelier de l’Empire à son anniversaire, au début de septembre, elles furent très ternes. Le vice-chancelier parla aussi, sans trouver les mots d’un Clemenceau lorsque les troupes allemandes étaient à 80 kilomètres de Paris. Plus tard, quand le colonel von Haeften fut adjoint au nouveau chancelier, le prince Max de Bade, on ne fit plus rien du tout au point de vue de la propagande, et Dieu sait pourtant si la pression des circonstances l’exigeait !

### III

La situation sur le front occidental était très tendue, encore plus depuis le mois d’août, époque où nous avions poussé à la paix pour la première fois. On pouvait encore espérer, et non sans fondement, tenir le coup ; les flancs et les derrières étaient couverts en Italie et en Macédoine. Mais il n’y avait plus possibilité d’amener la victoire par un revirement. C’est dans ce sens que nous répondîmes, le 3 septembre, à une question du chancelier. Elle avait été provoquée par son représentant au G. Q. G., le comte Limburg-Stirum, à qui nous avions communiqué notre intention de nous retirer sur la ligne Siegfried. Le comte était toujours tenu au courant des événements. En elle-même, la question me surprit, car depuis le 13 août, le chancelier devait bien connaître notre situation ; mais elle était explicable ; en effet, le comte Limburg-Stirum ne savait pas ce qui avait été dit le 13 et le 14 août.

Le commandement suprême n’avait aucune nouvelle du secrétaire d’État von Hintze ; il savait uniquement qu’il se rendrait à Vienne, au début de septembre, pour négocier des questions relatives à la paix avec le comte Burian. Je tenais une nouvelle conférence avec lui et le chancelier pour tout à fait urgente. Elle devait avoir lieu dans les premiers jours de septembre, aussitôt après notre retour à Spa. Le secrétaire d’État von Hintze accepta pour l’époque qui suivrait immédiatement son retour de Vienne. L’âge avancé du chancelier de l’Empire l’empêchait de venir.

La conférence à Spa, avec le secrétaire d’État von Hintze, eut lieu le 8 ou le 9 septembre. Il déclara que le comte Burian avait l’intention d’adresser une note à toutes les puissances belligérantes pour les inviter à entrer en pourparlers de paix. En même temps, il ajouta que l’armée austro-hongroise, d’après les indications qu’on lui avait données à Vienne, ne pourrait tenir que jusque l’hiver. Le besoin de paix se faisait sentir en Autriche de façon croissante. En ce qui concernait ses propres efforts en vue de la paix, le secrétaire d’État von Hintz, dit espérer avec confiance une médiation de la reine de Hollande ; je ne pus savoir, parce qu’il en dit, sur quoi cette espérance se fondait. Il ne se promettait aucun succès de l’initiative du comte Burian, conçue à un point de vue trop général, et craignait qu’elle ne nuisît à la médiation de la reine de Hollande.

Il tenait une démarche précise, comme celle qu’il voulait entreprendre à La Haye, pour préférable. Je ne pouvais que partager son opinion : ce que le comte Burian désirait était vague. C’était alors la première fois que j’entendais parler de son intention.

L’Empereur Charles, probablement à son instigation, avait fait poser, par le général von Cramon, des questions précises au général feld-maréchal, touchant nos intentions stratégiques et notre opinion au sujet d’une démarche éventuelle en vue de la paix. Le général von Cramon me pria, par téléphone, de lui donner une réponse aussi précise que possible, car l’Empereur Charles y attachait une grande importance. Naturellement il nous fallait mettre quelque réserve dans nos renseignements, car il y avait de Vienne des fuites vers la France, les lettres de l’Empereur Charles au prince de Parme l’avaient montré. Nous répondîmes que l’armée allemande du front occidental tiendrait sur nos positions actuelles, en particulier sur la ligne Siegfried, mais que nous étions pour une démarche immédiate en vue de la paix ; seulement, nous déconseillions celle que préconisait le comte Burian. C’est moi qui fis le brouillon de cette réponse et j’en conférai avec le secrétaire d’État von Hintze avant de l’expédier.

Le secrétaire d’État von Hintze fut mis au courant des détails de la situation militaire. Comme conclusion de ces entretiens, il télégraphia de Spa au ministère des Affaires étrangères que Sa Majesté et le haut commandement étaient d’accord en ce qui concernait une démarche immédiate près de la reine de Hollande, et qu’il y avait lieu d’inviter nos alliés à lui donner leur approbation et à y prendre part.

La note du comte Burian fut publiée le 14 septembre, L’Autriche-Hongrie n’avait pas renoncé à son projet de demande séparée, malgré celle que nous avions en vue. Je ne sais si la nôtre lui apparaissait comme à trop longue échéance, ou quelles raisons peuvent avoir déterminé le gouvernement austro-hongrois. L’Empereur Charles déclara, dans un télégramme d’explication à Sa Majesté, que le télégramme du G. Q. G. l’avait déterminé à entreprendre toute de suite une démarche en vue de la paix. Je déclarai au colonel Heye qu’il serait peut-être bon, malgré tout, que la démarche du comte Burian ait lieu. Tout cela était bien conforme à mon intention de ne pas observer à son égard une attitude de refus. En effet, je ne puis partager l’opinion des diplomates qui considéraient que la démarche du comte Burian aurait rendu impossible la médiation de la reine de Hollande. Elle la rendait plus délicate sans l’exclure. Avant tout, je n’ai jamais su pour quelle raison on n’invoqua pas la médiation de la reine de Hollande avant que la note du comte Burian fût connue : on avait bien dû avoir le temps de le faire. Je ne crois pas que le secrétaire d’État von Hintze ait parlé bien sérieusement avec l’ambassadeur de Hollande à Berlin.

Je ne me suis presque plus occupé, à cette époque, de questions de politique militaire. Le secrétaire d’État von Hintze conféra avec le G. Q. G. au sujet des affaires polonaises d’après les instructions qu’il avait reçues du chancelier de l’Empire. Je lui ai répondu comme il était de mon devoir et lui ai communiqué mon opinion. À la date du 28 août, le secrétaire d’État nous lit de Berlin, après en avoir conféré avec un Polonais, des propositions précises sur un remaniement opportun de la Pologne et le règlement de nos relations avec elle. Il voulait, en particulier, accorder Wilna à la Pologne, car la ville resterait toujours un corps étranger dans un État lithuanien. La Pologne devait naturellement s’engager à remplir à notre entière satisfaction, certaines conditions, et particulièrement la convention militaire.

Le G. Q. G., dans la réponse du 30 août, approuva le secrétaire d’État et signala, dans cet ordre d’idées, quelques points, qui avaient été discutés dans de précédentes conférences dont il pouvait ne pas avoir connaissance. Il insista, par exemple, dans l’intérêt de notre politique économique et militaire, sur la nécessité d’établir une alliance avec la Pologne au point de vue des voies ferrées et d’assurer le trafic avec la Russie à travers la Pologne. Je tenais pour absolument nécessaire de lier davantage la Pologne, car je ne pouvais dominer ma défiance à l’égard de ça pays. Wilna avait été promise, en son temps, par le chancelier de l’Empire aux Lithuaniens. Naturellement, on pouvait craindre que l’attribution de Wilna à la Pologne ne fût considérée par eux comme une violation de la parole donnée. Il était du devoir des Affaires étrangères d’obvier à ces inconvénients. Pour la Lithuanie ainsi rapetissée, je conservais mon point de vue et j’insistais sur la nécessité de la rattacher, comme État autonome, à l’Allemagne ou à la Prusse, par une union personnelle. Cette note, détachée de tout l’ensemble des faits, servit à m’attaquer au Reichstag où on l’interpréta comme un signe de la confusion de mes idées politiques. La genèse de la note est simple, la seule chose obscure est la façon dont elle a été soustraite du ministère des Affaires étrangères. Il faut poursuivre son but aussi longtemps qu’on peut, s’il n’en résulte pas de dommage par ailleurs. Ceci n’était aucunement à craindre dans le cas présent. Le fond de la politique des Affaires étrangères était bon et ma conception juste.

Dans le même ordre d’idées, nous préconisâmes aussi, à cette époque, la création d’un État balte et la solution de la question du roi de Finlande dans le sens des vœux finlandais.

Nous parlâmes aussi avec le secrétaire d’État von Hintze des événements de Roumanie. La supériorité militaire reconnue de l’Entente avait fortement influencé le gouvernement de Jassy qui se trouvait entièrement sous l’influence des ambassadeurs de l’Entente. Son attitude à notre égard devenait de plus en plus hostile. La faiblesse de la paix de Bucarest se faisait maintenant sentir. Le commandement suprême pensait très sérieusement, d’accord avec le secrétaire d’État von Hintze, à une nouvelle entrée en campagne contre la Roumanie et y destinait les troupes du front de l’Est, qu’on avait rendues disponibles pour les envoyer au front occidental. Le général von Arz promettait sa collaboration, sous réserve de l’approbation de l’Empereur Charles. Ce dernier refusa, malgré la nécessité militaire d’exercer une pression particulière sur la Roumanie. Nous renonçâmes donc aux mesures militaires prévues à cet égard. Les troupes gardèrent d’abord leur destination primitive, mais finirent par aller en Serbie. Plus tard, le gouvernement austro-hongrois proposa, lui-même, une intervention armée contre la Roumanie. Mais il était trop tard.

Entre temps l’amiral von Holtzendorff avait quitté son poste. Une grave maladie de cœur s’était développée chez lui. L’amiral Scheer devint le chef d’État-Major de la marine. C’était un homme de vues extrêmement, claires et plein de décision. J’entrai en contact avec lui, aussitôt que possible, à Spa et conférai avec lui sur la situation au front occidental et sur la guerre sous-marine ; il pouvait devenir nécessaire d’évacuer la base de sous-marins de Bruges, dans un temps assez rapproché. L’amiral Scheer ne croyait pas que cela pût avoir une influence décisive sur l’effet de la guerre sous-marine, car les sous-marins partis de Flandre pouvaient déjà contourner la pointe nord de l’Écosse. Ils ne passaient plus par la Manche. Naturellement, l’amiral ne voyait pas avec plaisir une accumulation de sous-marins sur nos côtes allemandes.

Il pensait de plus qu’il était possible de pousser la construction des sous-marins et d’augmenter leur action. Il me pria de lui venir en aide pour pousser la construction des sous-marins. L’amiral Scheer demandait qu’on détachât un plus grand nombre d’ouvriers dont il avait besoin pour construire les sous-marins en plus grande quantité. . Je lui déclarai que le commandement suprême ne pouvait pas les fournir pour le moment et je n’acceptai que de libérer quelques ingénieurs et techniciens particulièrement propres à ce travail. Il ne s’agissait là que d’un petit nombre d’hommes. Ces négociations durèrent jusqu’au 6 octobre. La situation était devenue exceptionnellement grave. Malgré cela je donnai encore l’ordre de les libérer. Cet ordre a encore occupé l’opinion. Le commandement suprême ne pouvait pas laisser tomber l’épée avant d’avoir été désarmé.

De même que l’abandon de buts politiques compréhensibles en eux-mêmes, le renoncement dans les questions d’armement viendrait toujours assez tôt. Je n’étais pas homme à mettre prématurément bas les armes, malgré la gravité exceptionnelle de mes impressions, et j’étais d’avis que notre attitude dans les négociations de paix serait d’autant meilleure que nous serions plus puissants.

J’avais opéré un changement dans mon État-Major. Je pris, en la personne du colonel Heye, un adjoint plus âgé sous la direction de qui je réunis différentes sections qui étaient jusque-là sous mes ordres directs. Il entendait leurs rapports et je me réservais les décisions graves. Les épreuves que j’avais traversées étaient bien faites pour laisser sur un homme une profonde empreinte. J’avais été appelé au G. Q. G., non pour conclure la paix, mais pour gagner la guerre et je n’avais pas eu d’autre pensée. J’avais voulu faire comme Clemenceau et Lloyd George et galvaniser tout le peuple, mais je n’étais pas, comme on aimait à le répéter si souvent et contre toute vérité, un dictateur. Lloyd George et Clemenceau disposaient des parlements souverains de leurs pays respectifs, car c’étaient « leurs » parlements. Ils étaient en même temps à la tête de tout l’appareil administratif et exécutif. Moi, au contraire, la constitution ne me donnait pas la possibilité d’agir immédiatement sur les pouvoirs publics de l’Allemagne pour assurer l’exécution de ce que je tenais pour indispensable à la guerre et je ne trouvais pas toujours, chez les autorités compétentes, le jugement et l’énergie indispensables. Il n’avait pas été possible de faire la paix, j’avais donc tenté de mener la guerre à bonne fin, seule chose qui pût nous sauver du destin que nous subissons actuellement. Je reconnaissais maintenant que c’était chose impossible et voyais venir le malheur que la tâche de ma vie avait été de détourner.

### IV

Pendant ces événements à Spa, les groupes d’armées du Kronprinz Rupprecht, von Bœhn et du Kronprinz allemand avaient exécuté leur retraite du Kemmel et de la plaine de la Lys, derrière le canal Arleux-Mœuvres, sur la ligne Siegfried et sur la Vesle. Les mouvements s’opérèrent sans encombre et furent terminés vers le 7 septembre, par la 18e Armée, qui avait le plus long chemin à parcourir.

Les armées n’étaient pas partout retournées dans les tranchées allemandes, elles occupaient aussi en partie des fragments des anciennes positions ennemies. L’ennemi était partout sur nos talons. Il reprit très vite ses attaques, dirigées avec une violence particulière entre Mœuvres et Holnon contre l’aile gauche de la 17e Armée, la 2e et l’aile droite de la 18e et entre l’ailette et l’Aisne, contre l’aile gauche de la 9e Armée et l’extrême droite de la 7e. Les combats étaient extrêmement acharnés, mais le front se maintint ; seule, la 2e Armée fit preuve constamment d’une certaine faiblesse. Le 18 et le 19 septembre amenèrent des attaques particulièrement fortes sur le front Mœuvres-Holnon ; elles refoulèrent l’aile gauche de la 2e Armée de quelques kilomètres vers le canal de l’Oise à l’Escaut, au nord de Saint-Quentin, ce qui força la 18e Armée à replier, en conséquence, son extrême droite. Pour le reste, on tint les positions et des combats locaux acharnés continuèrent jusqu’aux 25 et 26. Les Français élargirent leurs attaques dans la direction de Saint-Quentin. Il est évident que ces journées ont soumis nos effectifs à une usure considérable.

Le groupe d’années du Kronprinz allemand avait pris, au milieu du mois, sous ses ordres la 9e Année du groupe d’armées Bœhn. À cette armée et à l’aile droite de la 7e, les combats étaient incessants. Le groupe d’armées complétait chaque fois les effectifs, il régnait une tension particulière des deux côtés de Reims et, depuis le 22, aussi des deux côtés de l’Argonne où une nouvelle bataille importante devait éclater le 26.

On avait commencé à construire, derrière les deux groupes d’armées du nord, la ligne Hermann. On travaillait ferme également à la construction de positions à l’arrière du groupe d’armées du Kronprinz allemand.

À l’arrière du front, entre la côte et la Meuse, les travaux d’évacuation étaient souvent gênés par des attaques aériennes très efficaces de l’ennemi. Il y avait à transporter d’immenses quantités de matériel dont on ne pouvait se passer ultérieurement si l’on voulait continuer la guerre. Beaucoup de dépôts avaient suivi de fâcheux errements en accumulant du matériel ; cette erreur se payait aujourd’hui.

Devant le front du groupe d’armées von Gallwitz, entre Saint-Mihiel et la Moselle, un trafic actif avait attiré notre attention vers la fin du mois d’août. Une offensive américaine paraissait probable en cet endroit. Le G. Q. G. y envoya les réserves. Je discutai avec les chefs du groupe d’armées et du détachement d’armées C, exposé à l’attaque, l’évacuation du saillant, qu’on avait préparée méthodiquement de longue main. Les États-Majors locaux étaient pleins de confiance, malgré mes objections. En considération des centres industriels qui se trouvaient à l’arrière, le commandement suprême n’ordonna malheureusement l’évacuation que le 8 septembre. En même temps, le front sud du détachement d’armée C, comme on l’avait fait au milieu d’août à la 17e Armée, devait être franchement éloigné de l’ennemi. Il ne devait rester dans les positions avancées que des avant-postes.

Les travaux d’évacuation n’étaient pas encore très avancés quand se produisit le 12 septembre l’attaque entre Rupt (de Mad) et Moselle, accompagnée d’une attaque annexe contre l’angle nord du saillant sur les hauteurs de Combres. Aux deux endroits l’ennemi perça. Sur le front sud, une division prussienne fut enfoncée. Les réserves n’étaient pas assez rapprochées pour réparer immédiatement le dommage. Sur les hauteurs de Combres se tenait une division austro-hongroise qui aurait aussi pu mieux combattre. L’État-Major de l’armée intéressée ordonna, dès midi, l’évacuation du saillant. J’étais mécontent de moi, mais aussi des États-Majors du secteur. D’abord, je reçus l’avis que l’évacuation se passait bien. C’était possible, car l’ennemi se montrait peu mordant. C’est sur cette base que je fis mon communiqué qui, on le vit plus tard, était trop optimiste.

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img16.JPG |
| Croquis n° 31 — Los combats dans la poche de Saint-Mihiel |

On a reproché à mes communiqués leur manque de sincérité. Ils ont toujours été d’une vérité incontestable et rédigés comme l’exigeait notre conscience vis-à-vis de l’armée, du peuple à l’intérieur et de nos alliés. Les communiqués du soir ne donnaient qu’en quelques mots les événements de la journée. Les communiqués de midi étaient établis sur les rapports reçus par le G. Q. G. jusqu’au moment où je les signais — en règle générale à 10 h 30 du matin. Je les écrivais surtout pour l’armée. Le soldat avait le droit de voir proclamer ce qu’il avait fait et les souffrances qu’il avait endurées. Le corps de troupe,

l’officier ou le soldat qui était cité au communiqué en était fier. Cela l’exaltait de voir proclamer à la face du monde sa propre gloire. Il y avait là, pour la conduite de la guerre, un élément capital d’émulation, un facteur psychologique important et favorable à l’action. L’intérieur aussi était fier, à bon droit, de voir reconnus officiellement les mérites de ses fils. Chaque mot du communiqué était soigneusement pesé. Les grands événements étaient relatés en détail ; pour les actions de moindre importance, seuls les plus notables s’y trouvaient mentionnés. Le communiqué, fréquent en périodes calmes : « Rien de particulier à signaler », ou « Pas d’événements importants », disait aux gens avertis, qu’à tous les points de l’immense front, jour et nuit, des. Allemands avaient rempli, dans l’abnégation la plus complète, un lourd devoir envers la patrie. Sûrement, j’aurais préféré, aux époques de tension, des communiqués en style lapidaire aux relations de détail ; mais il fallait pour cela des événements appropriés à une pareille rédaction. Un communiqué, sur la bataille des Flandres, ainsi conçu : « Langemarck est resté entre nos mains ou est perdu » n’aurait satisfait personne.

Les pertes de terrain étaient mentionnées quand elles avaient une influence sur la situation militaire, mais il fallait encore que les troupes combattantes n’en pussent subir aucun dommage. Personne ne pouvait me demander de communiquer le nombre des pièces et des prisonniers enlevés par l’ennemi, même pas les Allemands, malheureusement si objectifs dans leur manière de penser ! Nous n’étions pas le peuple fort dont on me parlait précisément tant à cette époque ! La lecture constante des communiqués ennemis avait déjà fait assez de mal. La défiance envers les communiqués du G. Q. G. allait parfois si loin qu’on les comparait à ceux de l’ennemi en s’y référant. Ceci était bien allemand !

N’était-ce pas une grande victoire stratégique, par exemple, que d’avoir tenu le front des Flandres en 1917, malgré des insuccès tactiques qui nous coûtèrent des prisonniers et des pertes en matériel ? Si j’annonçais que l’ennemi avait forcé les positions de notre artillerie, il s’ensuivait qu’il y avait eu des pertes en prisonniers et en canons. Cela ne suffisait-il pas ? Fallait-il se repaître de mauvaises nouvelles ?

Le G. Q. G. avait autorisé la reproduction des communiqués ennemis, confiant en la perspicacité du peuple allemand. J’eus plus tard le sentiment que c’était une faute. L’ennemi faisait parmi nous, avec ses communiqués, une véritable propagande et affaiblissait notre moral. À vrai dire, les interdire après coup me parut encore plus critiquable. La France savait très bien pourquoi elle ne permettait pas la reproduction de nos communiqués, bien que nous n’en fissions pas un moyen de propagande.

J’ai exposé que j’avais à prendre en considération l’impression que les communiqués pouvaient faire sur nos alliés. Cela était d’un grand poids dans une situation où nos alliés mettaient en nous toutes leurs espérances.

Il faut absolument reconnaître un fait. Les commentaires de l’agence Wolff sur mes communiqués, écrits à Berlin et destinés uniquement aux neutres, n’étaient pas heureusement rédigés. Pour le ton des télégrammes, il y avait de bonnes raisons. Mais lorsque je reconnus les inconvénients qui en résultaient, je les fis cesser immédiatement, bien que trop tard.

Dans la plaine de Woëvre, nous réussîmes, malgré des pertes douloureuses, à effectuer l’évacuation du saillant et à nous retirer sur la ligne Saint-Michel. Dès le 13, l’activité du combat diminua. Les rapports qui me parvenaient nous faisaient escompter une continuation de l’attaque contre la ligne Saint-Michel.

Après le 22, le tableau change devant le groupe d’armées von Gallwitz. L’attaque parut moins vraisemblable et on semblait à la veille d’un combat des deux côtés de l’Argonne.

Le front du groupe d’armées du duc Albrecht pouvait aussi sembler menacé, mais ceci était plutôt une conjecture de mes collaborateurs qu’une déduction fondée sur des nouvelles précises. Je maintins, contre eux, qu’on devait plutôt s’attendre à un élargissement de l’attaque entre Reims et la Meuse qu’à un coup porté en Lorraine.

Nos troupes avaient extrêmement souffert, les effectifs s’affaiblissaient, la fatigue allait croissant, la situation devenait de plus en plus grave, mais le front était en ordre et ne se montrait toujours fragile que par places, à la 2e Armée.

|  |
| --- |
| C:\data\abby11\lud2\lwork\img17.JPG |
| Croquis n° 33. — La débâcle bulgare. |

Le front austro-hongrois d’Italie tenait. Aucun prodrome d’offensive italienne.

Telle était la situation lorsque les événements de Bulgarie obligèrent le commandement suprême prendre de graves résolutions.

Le 15 septembre, les armées de l’Entente attaquèrent en Macédoine à l’Est du Vardar, dans les montagnes entre le Vardar et la Cerna et, avec des forces moindres, à Monastir. Aux deux ailes, les attaques échouèrent. Au centre, où le terrain présentait à l’offensive les plus sérieux obstacles, les troupes bulgares qui s’y trouvaient — 2e et 3e divisions—n’offrirent aucune résistance. Elles abandonnèrent purement et simplement leurs positions. Ce fait seul rendit possible l’avance rapide des troupes de l’Entente dans cette contrée sauvage et ravinée, dont les hautes montagnes semblaient faites pour la défense. Le général von Scholtz avait l’intention d’arrêter ! es Bulgares sur leur deuxième position en faisant avancer à temps des réserves. Mais il se vit déçu dans son espoir : les 2e et 3e divisions bulgares, sans combattre, se retirèrent systématiquement dans deux directions : derrière la Cerna, et derrière le Vardar ; les réserves bulgares de la force de trois divisions allemandes ne combattirent point. Les troupes allemandes, qui venaient d’être encore renforcées récemment par des bataillons arrivés de Roumanie, ne purent pas, à elles seules, boucher la brèche. L’Entente pouvait descendre librement vers le nord, dans la vallée du Vardar, en direction de Krivolac.

Les tentatives ultérieures pour organiser la résistance échouèrent également. L’armée bulgare rentra chez elle. Seuls les Bulgares qui se trouvaient sous le commandement direct des Allemands, entre le lac de Pressba et la Cerna, eurent d’abord une meilleure attitude.

Dès le 16, au plus tard le 17, le général Lukow, commandant des troupes de la Struma, télégraphiait au tsar qu’il était forcé de conclure un armistice ; il ne pouvait montrer assez de hâte de se séparer de nous, et de se jeter ouvertement dans les bras de l’Entente.

Peu de jours après le 15, j’eus entre les mains un rapport secret de l’État-Major français d’où il résultait clairement que les Français n’attendaient plus aucune résistance de la part de l’armée bulgare. La propagande et l’argent de l’Entente, de même que le représentant des États-Unis qui était resté à Sofia, avaient rempli leur mission. Ici aussi, le travail de l’Entente avait été efficace. Peut-être des courants bolchevistes s’étaient-ils infiltrés de Russie. Le tsar et notre représentant à Sofia n’avaient rien remarqué. Le général Jekow avait assisté à tout cela. Peu de temps avant le commencement de la bataille, qu’il attendait avec Certitude, il était parti pour Vienne se faire traiter dans une clinique pour une maladie d’oreilles, je crois.

Le général von Scholtz et tous les États-Majors allemands avaient fait leur possible. Là où les Allemands commandaient, l’armée bulgare tint. Dans la montagne, les Bulgares avaient refusé le commandement allemand. Bien plus, ils y avaient laissé un divisionnaire que le général von Scholtz avait voulu écarter, n’ayant aucune confiance en lui et ils avaient fait, dans cette région, à plusieurs reprises, des changements de personnel.

Quand les Bulgares disent aujourd’hui, pour déguiser leur défection, qu’on m’avait informé que des conseils de soldats s’étaient formés parmi leurs troupes, ils dénaturent la vérité. Il est également faux de prétendre que nous n’avions pas rempli l’obligation, que nous imposait notre convention, de laisser six divisions sur le front bulgare. Cette convention s’appliquait uniquement à la campagne de Serbie en 1915. Lorsqu’en août 1916, j’arrivai au G. Q. G., il y avait à peu près une division en Macédoine. Ce traité était aussi tombé en désuétude par suite de la création d’un État-Major général commun à la quadruple alliance en septembre 1916. Cet organe n’avait rien à se reprocher : les forces des deux côtés étaient en rapport d’égalité. Du côté de l’Entente, l’armée grecque n’avait aucune expérience militaire. Elle n’était pas, par conviction intime, du côté de nos ennemis. L’armée bulgare avait eu beaucoup de repos. Elle avait été en mesure de reprendre des forces ; elle aurait dû nous aider sur le front occidental au lieu de réclamer notre assistance. Le G. Q. G. savait que l’armée bulgare était en mauvais état, mais on semblait fondé à espérer qu’elle soutiendrait l’attaque que nous attendions, ce qu’elle fit en effet sur les points où la volonté de combattre resta présente. Nous comptions, comme auparavant, de même que les chefs allemands en Bulgarie, sur des insuccès locaux, mais non sur la dissolution complète de l’armée bulgare. Les bruits qui avaient couru à Sofia, suivant lesquels l’armée bulgare ne combattrait plus que jusqu’au 15 septembre, avaient trouvé là une triste confirmation. Le G. Q. G. ne pouvait répondre à tous les cris d’alarme. Il était en droit d’exiger que la Bulgarie fît aussi le nécessaire, sinon nous étions perdus. Que nous fussions battus en Macédoine ou sur le front occidental, c’était indifférent. Nous n’avions plus les forces suffisantes pour résister sur le front occidental, et pour constituer, dans les Balkans, un iront allemand à la place du front bulgare. C’est ce qu’il aurait fallu faire si nous avions voulu nous y maintenir, à la longue.

Le gouvernement bulgare n’a rien fait pour relever la volonté de guerre dans le peuple et dans l’armée et renforcer la discipline des troupes. Il laissa même le champ libre aux influences ennemies et souffrit toutes les campagnes qu’on fit contre nous. L’argent de l’Entente fit le reste ; les troupes qui se repliaient sur Sofia en rapportaient assez avec elles. Voilà la cause de la défection de la Bulgarie à la quadruple alliance ; il n’y en a pas d’autres.

Personne ne se fit illusion sur la gravité de la situation qui résultait de la débâcle bulgare.

La Turquie aussi avait un poids lourd à porter. Son front de Palestine s’était effondré. Les officiers et les troupes allemandes avaient aussi fait là ce qu’ils devaient, le soldat allemand s’étant battu héroïquement sur les bords du Jourdain. Mais nos forces étaient limitées. Là aussi, elles ne pouvaient soutenir l’armée turque que pour un temps.

Les Anglais gagnèrent rapidement du terrain vers le nord, le long du chemin de fer de Damas et le long de la côte. Sans doute ce n’était pas encore une menace pour Constantinople, mais la force de résistance de la Turquie était soumise à une rude épreuve. Étant donnée la fidélité des sentiments d’Enver et de Talaat, cette épreuve n’eût pu suffire pour décider de l’attitude de la Turquie vis-à-vis de l’Entente. Mais cette dernière voyait ainsi libérer des forces notables en Syrie et trouvait, par suite de la débâcle bulgare, en état de marcher à tout moment sur Constantinople en traversant la Maritza.

Il n’y avait là que peu de troupes turques. L’armée bulgare avait jusque-là assumé la protection de la Struma. Sans doute, on pouvait amener des renforts du Caucase, peut-être de l’Ukraine ; mais nous n’avions pas pu organiser de grands transports de troupes sur la mer Noire, nos disponibilités en bateaux étant trop faibles. Les transports commencèrent immédiatement. Quelques bataillons furent transportés d’Ukraine à Constantinople. Mais nous ne pouvions obtenir un résultat décisif. La chute de Constantinople était fatale ; qu’elle eût lien en novembre ou en décembre, peu importait pour la situation générale. On pouvait prévoir que la flotte de l’Entente rétablirait la liaison avec la Roumanie par la mer Noire et que ses troupes pourraient arriver jusqu’au Danube par la Bulgarie. Nous ne pouvions compter sur la neutralité de la Roumanie. On pouvait prévoir avec certitude que tôt ou tard elle reprendrait les hostilités.

Il était clair que l’Entente tenterait de délivrer la Serbie et la Hongrie et d’attaquer par-là la double monarchie pour lui donner le coup de grâce. Notre front des Balkans n’était plus stable ; la question se posait de savoir si nous réussirions à le reformer en Serbie et en Bulgarie, ou tout au moins sur le Danube. On ne pouvait, au début, avoir une idée nette de la situation à Sofia. Nous ne pouvions pas encore savoir si réellement toute l’armée bulgare était démobilisée. L’armée serbe avait combattu pendant des années, hors de ses frontières, et donné par là un brillant exemple d’amour patriotique. Les Bulgares aussi eussent pu le faire. D’ailleurs il n’y avait pas un pouce de l’ancienne Bulgarie qui fût occupé.

Si l’armée bulgare cessait de combattre, l’Allemagne et l’Autriche se trouvaient forcées d’amener des forces dans les Balkans.

Dans notre situation, il fallait tout faire pour fortifier notre position dans la péninsule des Balkans et parer par-là à une offensive de l’Entente vers la Hongrie, dans le flanc de l’Allemagne et de l’Autriche. Nous amenâmes à Sofia une division allemande de Sébastopol, à travers la Bulgarie et la Roumanie. Le général von Arz mit également en marche une division austro-hongroise de l’Ukraine vers la Serbie, en passant par la Roumanie. Trois divisions allemandes du front de l’Est, qu’on avaient rendues disponibles pour le front occidental et qui se trouvaient déjà en route, partiellement du moins, furent détournées vers la Serbie. Enfin on y dirigea aussi deux divisions du front italien que le général von Arz avait mises à notre disposition pour le front occidental. Enfin, le G. Q. G. y envoya le corps des alpins qu’on venait de retirer de la bataille, qui faisait rage sur le front occidental — et qui possédait encore des équipements de montagnes. Ils étaient de toute nécessité pour les montagnes de Serbie. Nous retirâmes ainsi six ou sept divisions du front occidental.

Tandis qu’une division allemande devait se rassembler autour de Sofia pour soutenir le gouvernement du tsar, on avait l’intention de concentrer les autres divisions du côté de Nisch. Les conditions de transport étant très mauvaises, tout ceci ne pourrait pas être réalisé avant le milieu du mois d’octobre.

Très vite, il apparut clairement qu’on n’avait plus rien à attendre de la Bulgarie. La division de Sofia fut ramenée à Nisch. Le tsar abdiqua et quitta le pays. Le gouvernement se tourna complètement du côté de l’Entente. L’armée bulgare se dispersa ou se laissa désarmer. La conclusion de l’armistice qui mettrait complètement la Bulgarie aux mains de l’Entente était attendue d’heure en heure.

Les troupes allemandes qui devaient combattre dans le cadre de l’armée bulgare restèrent en bon ordre ; tandis que les troupes de l’Entente avançaient irrésistiblement, en remontant le Vardar vers Uskûb, elles se retirèrent à l’Ouest sur Mitrowitza et à l’Est sur Sofia dans le plus grand ordre. La formation du nouveau front de Serbie dépendait essentiellement de la capacité de résistance des troupes austro-hongroises.

La situation en Roumanie restait confuse et tendue au plus haut point. Le haut commandement ne pouvait plus y transporter que peu de monde, entre autres les troupes du Caucase.

À l’Est, les bolchevistes étaient restés nos ennemis. La politique que nous avions pratiquée ne nous avait pas procuré en Grande-Russie des amis qui pussent nous aider.

Il était très douteux que nous pussions réussir, en Serbie et en Roumanie, à couvrir le flanc de l’Autriche-Hongrie et de notre front occidental, et à recevoir les livraisons de pétrole roumain.

Maintenant il fallait s’attendre, de toute évidence, à une offensive en Italie. On ne savait vraiment pas comment les troupes austro-hongroises se battraient maintenant.

La situation militaire ne pouvait plus se modifier qu’à notre désavantage ; dans quel délai ? Il était impossible de le préciser. Il était vraisemblable que, dans un temps assez rapproché, des événements se produiraient ; on s’en aperçut bientôt dans la péninsule balkanique, et sur le front austro-hongrois, en Italie.

Dans cette situation, je sentis que je devais prendre la lourde responsabilité de hâter la fin de la guerre et de pousser le gouvernement à agir avec décision. Le G. Q. G. n’avait plus entendu parler depuis le 9 septembre de la démarche faite près de la reine de Hollande en vue de la paix. Depuis le milieu du mois d’août on n’avait rien fait. L’écho de la note du comte Burian était éteint. La diplomatie se voyait en face d’un problème insoluble, étant donnée la volonté d’anéantissement de l’adversaire. C’est dans cet état d’esprit qui ne se forma pas chez moi avec la rapidité de l’éclair, mais qui depuis le début du mois d’août me pénétra peu à peu, au cours de graves combats intérieurs, que je fis prier le 26 septembre le secrétaire d’État von Hintze de venir à Spa.

### V

Les événements à Berlin avaient pris, entre-temps, une tournure peu rassurante ; la lutte pour le pouvoir réapparaissait plus violente. Les attaques du député Erzberger contre le comte von Hertling en étaient la manifestation extérieure et avaient soulevé la tempête. On n’avait pas tenu compte des conseils de l’Empereur demandant, le 14 août, qu’on mît plus d’unité et plus d’ensemble dans la conduite des affaires publiques. Je n’ai pas eu une vision claire des événements de cette époque. Je ne considérais pas la position du chancelier de l’Empire comme gravement ébranlée. Jusqu’ici, il s’était toujours maintenu grâce à sa grande expérience parlementaire. Les événements de Berlin amenèrent le secrétaire d’État von Hintze à annoncer sa visite pour le dimanche 29. Le chancelier de l’Empire avait aussi été prié de venir à Spa par le comte Limbourg-Stirum. Ce n’est pas moi, cette fois, qui avait exprimé ce vœu, car on m’avait objecté, au début de septembre, le grand âge du comte Hertling, mais je vis venir le chancelier avec satisfaction, d’autant plus que j’étais arrivé à me faire des idées de plus en plus nettes au sujet des mesures à prendre.

Entre temps, des combats violents avaient recommencé sur le front occidental.

À l’est d’Ypres, l’Entente fit une attaque et, sur le vieux champ de bataille des Flandres, nous rejeta partout de nos lignes avancées et sur certains points des positions d’artillerie. Nous nous vîmes contraints de replier l’armée sur une position plus en arrière.

Le 27, en direction de Cambrai, l’ennemi gagna du terrain au-delà du canal, au cours d’une forte attaque, bien que, sur ce point, toutes les dispositions eussent été fort judicieusement prises. Plus au sud jusqu’à la Vesle le front tint.

En Champagne et sur la rive gauche de la Meuse, une grande bataille avait commencé le 26 septembre. Français et Américains avaient attaqué avec des objectifs très éloignés. À l’Ouest de l’Argonne, nous étions restés maîtres de la situation, et nous avions fait une défense brillante. Entre l’Argonne et la Meuse les Américains avaient percé. Ils avaient concentré, sur ce point une armée puissante, dont l’intervention dans les événements militaires était devenue de plus en plus décisive. Le coup fut paré, Le 27, nous fûmes, en général, victorieux. Le 28, nous tenions nos lignes, à l’exception de quelques rectifications de terrain effectuées conformément à nos plans.

Nous étions de nouveau engagés, sur tout le front occidental dans une grande lutte.

Le 29 septembre et les jours suivants, il y eut d’autres combats qui n’amenèrent que la tension habituelle. Rien n’exigeait des décisions subites. J’attache, pour ce qui va suivre, à cette constatation, autant de prix qu’au fait que, depuis le milieu du mois d’août, le gouvernement n’avait obtenu aucun résultat dans ses démarches pour amener la paix. Il n’y avait là rien qui pût me surprendre. Le commandement suprême devait-il attendre une démarche de l’Autriche-Hongrie et de la Turquie, touchées en premier lieu ? C’eût été commode, mais n’aurait pas répondu au sentiment que j’avais de ma responsabilité. Le commandement suprême devait-il espérer, après tant de notes et d’insistances, que le gouvernement fît une levée en masse ou une démarche pour la paix par l’intermédiaire de la Hollande ?

Y avait-il des perspectives de succès ? Le devoir commandait de ne plus perdre de temps à rester inactifs et à prononcer des mots vides de sens. Il fallait demander à l’ennemi la paix et l’armistice. Voilà ce qu’exigeait la situation, et il n’était que trop probable qu’elle empirerait encore. Il n’était pas encore nécessaire de nous rendre à merci. L’ennemi devait être amené à causer. Serait-ce parole de conciliation ou de violence ? Ma façon de juger Clemenceau et Lloyd George me faisait craindre le pire. Cependant Wilson avait souvent formulé ses conditions en observant des formes particulièrement solennelles. Lui et l’Amérique qu’il représentait devaient se sentir liés par leur honneur. Au reste l’intervention militaire décisive de l’Amérique en France, sans laquelle l’Entente aurait été depuis longtemps abattue, laissait entrevoir la possibilité que Wilson pût arriver à faire accepter par l’Angleterre et par la France les intentions qu’il avait proclamées en leur donnant la valeur d’un véritable engagement. Il fallait éclaircir ce point. Si notre opinion sur Wilson était confirmée, nous pouvions accepter comme base de négociations ses quatorze points qui étaient très durs, mais du moins exactement délimités ; mais si nous nous faisions illusion, si l’ennemi voulait trop tendre l’arc, si les chefs militaires ennemis nous refusaient l’Estime que méritait notre vaillance au combat, alors il faudrait poursuivre la lutte, si difficile qu’elle pût être ; alors on pourrait peut-être amener le gouvernement et les peuples à des décisions héroïques, quand ils verraient enfin ce qui était en jeu pour l’Allemagne dans cette lutte.

C’est à ce point de vue que je ne pouvais pas abandonner l’espérance de voir le pays reprendre une nouvelle vigueur. Si l’ennemi répondait comme en janvier 1917, alors, en dirigeant à peu près convenablement la nation, on pourrait lui rendre une unité et une décision qui ne seraient pas sans exercer une action morale favorable à notre force militaire. Il n’y a pas de doute, cela se serait fait sentir de façon décisive dans l’armée et dans toute l’organisation de la guerre ; l’action aurait été d’autant plus efficace qu’on l’aurait exercée plus tôt. Nous aurions alors recouvré un instrument de guerre qui nous aurait permis de tenir un langage très expressif au cas où l’adversaire n’en aurait pas voulu entendre d’autre. Il n’y avait là rien d’utopique. La France, la Serbie et la Bulgarie avaient beaucoup plus souffert que nous et elles tenaient. Si la guerre se rapprochait de notre frontière, tous les hommes sur le front n’auraient eu immédiatement qu’un sentiment, celui de protéger tout ce qui leur était cher, tout ce que nous appelons notre pays ; car ils savaient ce qu’étaient le théâtre de la guerre, les champs de bataille et même les secteurs d’étapes ; si la guerre, pensais-je, vient à menacer le sol de l’Allemagne dans toute la grandeur de sa force dévastatrice, notre peuple de 70 millions d’âmes s’unira comme un seul homme, prêt à développer la puissance de sa force gigantesque et toujours présente. La France qui avait perdu tout son sang et souffert plus que nous, aurait-elle pu tenir longtemps encore après l’évacuation de son territoire ? C’était encore une question. En aucun cas, la situation n’était telle qu’elle pût justifier la capitulation aux yeux du peuple et de nos enfants ; mais en tout cas, il fallait, si une possibilité quelconque se présentait, entrer dans la voie de la paix.

De longues luttes intérieures m’avaient amené à cette grave résolution et je sentis que mon devoir était d’agir selon mon sentiment intime, indifférent aux paroles de ceux qui étaient moins renseignés sur la situation militaire. Pour toutes les résolutions importantes qu’il a fallu prendre pendant cette guerre, j’ai toujours suivi mon sentiment, pleinement conscient de toute ma responsabilité. Je savais que la calomnie ne m’épargnerait pas plus qu’avant et qu’on me rendrait responsable de tous les malheurs qui surviendraient. Cette amertume personnelle ne pouvait influencer en rien ma décision.

Le 28 septembre, à 18 heures, je me rendis chez le général feld-maréchal, à son bureau qui était à l’étage en dessous. Je lui exposais ce que je pensais d’une offre de paix et d’armistice. Les événements des Balkans ne pouvaient que faire empirer la situation, même si nous pouvions tenir sur le front occidental. Nous avions maintenant un devoir : agir sans hésiter avec clarté et promptitude. Le général feld-maréchal m’écouta avec émotion. Il répondit qu’il avait voulu me dire le soir même précisément la même chose, qu’il avait constamment pensé à la situation et qu’il tenait cette démarche pour indispensable. Nous étions aussi d’accord sur les conditions de l’armistice : elles devaient permettre une évacuation en règle et bien ordonnée des territoires occupés et nous donner la possibilité de reprendre les hostilités sur les frontières de notre pays. La première condition était une concession d’une immense portée au point de vue militaire. Nous ne pensions pas à abandonner le front à l’Est. Je pensais que l’Entente reconnaîtrait le danger qui la menaçait aussi du côté du bolchevisme.

Nous nous séparâmes, le général feld-maréchal et moi, avec une poignée de main ferme, comme des hommes qui viennent d’accompagner au tombeau des êtres chers, et veulent rester unis non seulement dans les bons, mais aussi dans les plus mauvais jours. Nos noms étaient attachés aux plus grandes victoires de la guerre mondiale. Maintenant encore nous étions d’accord : il était de notre devoir de prêter notre nom à cette démarche que nous avions tant fait pour éviter.

### VI

La base de la discussion avec le secrétaire d’État von Hintze avait été fixée par mon entretien le 28 septembre avec le général feld-maréchal. La conférence eut lieu le 29, à 10 heures du matin, à l’hôtel Britannique. Le colonel Heye était présent.

Après les premières salutations, le secrétaire d’État von Hintze commença à exposer la situation intérieure, sans tenir compte des événements de l’extérieur. Il tenait la position du comte von Hertling pour si ébranlée qu’il ne pensait pas le voir rester longtemps encore à son poste ; sa position personnelle non plus n’était pas assurée. La situation intérieure devait provoquer à Berlin un changement de système complet et on serait amené à former un ministère parlementaire. Il parla aussi de la possibilité d’une révolution. J’avais cru, jusqu’à cette minute, que le haut commandement aurait à discuter les démarches ultérieures qu’il tenait pour nécessaires avec le chancelier de l’Empire et le secrétaire d’État aux Affaires étrangères alors en fonctions. Un changement de personnes en ce moment serait fatalement désavantageux à tous les points de vue et augmenterait la confusion et l’indécision. Lors de transformations si profondes, il y a toujours, pendant quelque temps, une absence de cohésion. Mais, quelles que pussent être les décisions de Sa Majesté pour le commandement suprême, le gouvernement, même sous une forme nouvelle et avec un personnel nouveau, restait le gouvernement. Les hommes qui viendraient auraient conscience de leur responsabilité, prenant le pouvoir en de telles circonstances. Le haut commandement avait à défendre ses idées devant le nouveau gouvernement comme devant l’ancien et devait prendre soin que l’armée ne souffrît pas du changement de régime, au cas où l’on pourrait réellement obtenir un armistice honorable.

Le secrétaire d’État von Hintze, malgré mes objections, tenait une transformation de tout notre système de gouvernement pour indispensable. Il ne jugeait d’ailleurs pas qu’elle fût difficile à effectuer. Je ne pouvais le contrôler, ignorant ce qui se passait à Berlin.

Le secrétaire d’État exposa de plus que la démarche près de la reine de Hollande n’avait pas eu lieu et qu’aucune autre démarche en vue de la paix n’avait été entreprise. On n’avait donc rien fait de positif.

C’est seulement alors que nous exposâmes, le général feld-maréchal et moi, nos idées sur les conditions d’un armistice. Le secrétaire d’État von Hintze fut d’avis que le mieux était de s’adresser au président Wilson pour lui demander l’armistice et la paix. L’ambassadeur de Suisse à Washington venait encore de parler à notre gouvernement du haut idéal de Wilson. Il était clair que le détour par Washington pour parvenir à Paris et à Londres retarderait tout et que nous ne pourrions pas, par cette voie, obtenir l’armistice du jour au lendemain, mais seulement après un assez long délai. Mais ceci n’était pas en contradiction avec notre conception de la situation. Nous approuvâmes la proposition du secrétaire d’État von Hintze, tout en préconisant l’idée d’envoyer, en même temps qu’à Wilson, la même note à l’Angleterre et à la France pour qu’elles en prissent connaissance.

Après la conférence, nous nous rendîmes aussitôt chez Sa Majesté qui était venue de Cassel à Spa. Le secrétaire d’État fit le même rapport sur les conditions de la politique intérieure et le compléta en indiquant les démarches à faire, en vue de l’armistice et de la paix, auprès du Président Wilson. Le feld-maréchal traça alors un tableau de la situation militaire, que je ne fis que confirmer brièvement. Sa Majesté gardait un calme extraordinaire. Elle déclara approuver la démarche auprès de Wilson. L’après-midi, sur les instances du secrétaire d’État von Hintze, un rescrit impérial portant introduction du système parlementaire en Allemagne était remis au chancelier de l’Empire qui était arrivé sur ces entrefaites. Le commandement suprême n’en eut connaissance qu’après sa publication ; le comte Hertling ne crut pas pouvoir le réaliser et se retira. On commença alors, à Berlin, à chercher le nouveau chancelier de l’Empire parlementaire. C’était une étrange aventure, où la couronne se dessaisit de toute initiative.

Le secrétaire d’État von Hintze m’avait indiqué, sur ma demande, le 1er octobre comme la date à laquelle le nouveau gouvernement serait constitué ; on se serait auparavant mis d’accord avec nos alliés au sujet de la note et on pourrait alors l’expédier.

Je m’en tins d’abord à cette date.

À la demande du secrétaire d’État, comte von Rœdern, qui était aussi venu à Spa et devait, comme le vice-chancelier, négocier avec les chefs parlementaires, le commandement suprême envoya le commandant baron von dem Bussche à Berlin, dès le 29 au soir. Il avait à donner au Reichstag des informations sur la situation militaire, si le gouvernement le jugeait nécessaire.

Le général feld-maréchal se décida plus tard, sur ma prière, à accompagner Sa Majesté, le 30 au soir, à Berlin, pour y représenter personnellement le haut commandement. La situation militaire exigeait malheureusement ma présence à Spa.

Le commandant baron von dem Bussche eut, dès le 1er octobre au soir, en présence du vice-chancelier von Payer, un bref entretien avec le prince Max de Bade qui était arrivé à Berlin sur ces entrefaites. Il s’exprima dans les termes mêmes dont il devait se servir le lendemain matin en présence des chefs de partis du Reichstag. Il fit également, en tête-à-tête avec le vice-chancelier von Paver, des déclarations analogues.

Le commandant suprême refusa la proposition du comte von Rœdern qui voulait également faire prendre la parole au commandant baron von dem Bussche à la Chambre des Seigneurs. Il me sembla qu’on cherchait par-là à agir sur la politique intérieure de la Prusse. On voulait exercer une pression directe sur la Chambre des Seigneurs pour l’amener à abandonner l’attitude qu’elle avait prise jusque-là sur la question de la constitution prussienne.

Le vice-chancelier von Payer présenta, le 2 octobre, à 9 heures du matin, le commandant baron von dem Bussche à la réunion des chefs de parti du Reichstag. Il resta présent pendant l’entretien qui suivit. Le commandant connaissait mes idées et mes intentions. Il les avait mises par écrit avant de faire son rapport qui fut absolument objectif, il décrivait la situation dans les Balkans telle qu’elle résultait de la défection de la Bulgarie ; peut-être sa peinture fut-elle trop favorable. Il présenta les conditions du front occidental avec confiance et fit l’éloge des troupes. Il dépeignit, comme il le devait, l’état de nos réserves comme très grave et signala que nous n’étions plus en mesure de compenser nos pertes. Les effectifs des bataillons étaient réduits à 240 hommes et l’on ne pouvait maintenir ce chiffre qu’en dissolvant 22 divisions, c’est-à-dire 66 régiments d’infanterie. L’esprit des renforts était mauvais.

Le commandant baron von dem Bussche conclut :

« Nous pouvons encore continuer la guerre pendant un certain temps, infliger à nos adversaires de lourdes pertes, laisser derrière nous un pays dévasté ; nous ne pouvons plus gagner la guerre.

« Cette constatation et les événements ont amené le général feld-maréchal et le général Ludendorff à proposer à Sa Majesté de mettre fin à la guerre pour épargner au peuple allemand et à ses alliés d’autres sacrifices.

« De même que nous avons interrompu notre grande offensive du 15 juillet, aussitôt que sa continuation n’était plus en rapport avec les sacrifices à consentir, de même il fallait maintenant prendre la décision de mettre un terme à une guerre qui n’offrait plus de chances de succès. Il est encore temps. L’armée allemande est encore assez forte pour contenir l’ennemi pendant des mois, obtenir des succès locaux et exiger de l’Entente de nouveaux sacrifices. Mais chaque jour rapproche l’ennemi de son but et le rendra moins disposé à conclure avec nous une paix que nous puissions supporter.

« Aussi il n’y a pas de temps à perdre. Chaque jour la situation peut empirer et donner à l’adversaire l’occasion d’apercevoir plus clairement notre faiblesse actuelle.

« Les suites les plus funestes pourraient en résulter pour les perspectives de paix et la situation militaire.

« Ni l’armée, ni l’intérieur ne doivent montrer de faiblesse. En même temps que nous proposons la paix, il faut élever dans le pays un front intérieur bien uni, qui montre notre volonté inébranlable de continuer la guerre, si l’ennemi refusait de nous donner la paix ou ne nous accordait qu’une paix d’humiliation.

« Si ce cas se produit, la ferme résistance de l’armée dépendra de l’attitude énergique du pays et de l’esprit qui, de l’intérieur, pénétrera les soldats. »

Dans son exposé, le commandant baron von dem Bussche avait exprimé mon programme et mes pensées, non seulement pour les députés, mais aussi pour le nouveau gouvernement qui devait sortir de leurs rangs. Le soldat qui depuis quatre ans a dirigé la lutte la plus dure avec des moyens insuffisants est insensible aux dangers. Il n’en est pas de même de l’homme qui voit tout à coup en pleine lumière des difficultés insurmontables comme celles-là.

Deux ans durant, j’avais écrit au gouvernement pour me plaindre du manque de réserves. La loi sur le service civil auxiliaire, mes efforts pour la faire modifier, pour faire appel de plus en plus au travail des femmes, les conseils que j’avais donnés pour qu’on recherchât les embusqués et les déserteurs à l’intérieur, tout cela était profondément motivé, non seulement par le programme Hindenburg, mais par les besoins en hommes du front. Tous les moyens que j’avais indiqués pour relever le moral et la capacité militaire du peuple allemand étaient pour la conduite de la guerre d’une importance infinie ; le chancelier de l’Empire était responsable devant le peuple de leur application. Dans cet ordre d’idées, tout se tenait. Si l’état d’esprit était fort, les embusqués et les déserteurs seraient retenus au front ; on aurait moins de peine, à l’intérieur, à supprimer les sursis ; le manque de réserves serait moins pressant ; les impressions morales de la lutte seraient plus vite effacées. Les divers chanceliers de l’Empire n’ont pas exposé ces idées à la représentation du peuple allemand, au Reichstag, bien que le commandement suprême les en eût expressément priés. En fait, tout ceci ne doit pas avoir été porté à la connaissance du Reichstag, de même que mon opinion sur la situation militaire et la conclusion de la paix à partir du 8 août. On ne peut comprendre autrement la fausse conception qu’on avait à Berlin de la situation.

Je fus si surpris de l’effet de l’exposé du commandant baron von dem Bussche que je lui demandai, encore une fois, après son retour, s’il avait dit autre chose que ce dont nous étions convenus. Il me donna la copie de ses déclarations : il s’y était tenu à la lettre. J’ai ces notes devant en écrivant ces lignes. Je ne sais si la façon dont parlait le commandant ou l’impression de gravité qui émanait constamment de sa personne avait rendu l’effet de ses paroles plus profond chez les auditeurs ; ce serait explicable du point de vue humain. D’ailleurs le commandant aussi remarqua chez les députés une nervosité excessive.

Sa conclusion, grave et digne, sur ce dont nous avions besoin n’eut pas d’écho. Je crois même que la forte nervosité empêcha de la comprendre comme il le fallait. Mais une chose est inexcusable : les paroles du commandant baron von dem Bussche furent répandues immédiatement dans le public, d’une façon qui devait nous nuire au plus haut point. On ne pouvait manifester notre faiblesse, vis-à-vis de l’ennemi, plus clairement qu’on ne le fit alors.

Il est extrêmement grave que le gouvernement n’ait pas attiré l’attention du commandant sur le fait que, parmi ses auditeurs, il se trouvait un Polonais. Le gouvernement devait bien savoir qu’il répandrait immédiatement dans le pays et à l’étranger tout ce qu’il aurait entendu dire.

Pensant que le gouvernement pourrait être formé au 1er octobre et pénétré de mon devoir vis-à-vis de l’armée, j’eus encore à Spa, le 30 septembre et le 1er octobre, des conférences avec des représentants du chancelier de l’Empire et des Affaires étrangères ; de même, d’accord avec le général feld-maréchal, je priai le commandant baron von dem Bussche d’insister expressément pour qu’on envoyât la note le 1er octobre et au plus tard le 2.

J’étais surtout poussé par la pensée de conserver des vies humaines et je jugeais que, plus tôt on commencerait, meilleure serait notre situation au début des négociations. Au moment présent, elle n’avait rien de menaçant ; mais deux ou trois semaines après, il pouvait être d’une importance considérable que l’armée allemande eût un armistice, vingt-quatre heures plus tôt ou plus tard, ou, s’il fallait continuer la lutte, qu’elle reçût une impulsion morale du pays. Dans ces conditions, il était inexcusable de retarder la formation du cabinet au-delà du temps jugé nécessaire par le secrétaire d’État von Hintze. J’en ai souvent parlé avec mes officiers et c’est avec cette idée que nous avions agi. Au reste je m’en tenais à ce que j’avais dit au secrétaire d’État von Hintze et à l’exposé du commandant baron von dem Bussche. Ces déclarations formaient un ensemble bien net. Je ne puis m’imaginer comment la pensée a pu venir à quelqu’un que j’aie dit : « Il faut conclure un armistice dans les vingt-quatre heures, sinon le front s’écroulera. » Entre l’entretien du 29 septembre et l’exposé du commandant von dem Bussche le 2 octobre, dont le sens est identique, il n’y a pas eu d’événements militaires qui aient pu me faire changer d’idée dans l’intervalle.

J’avais prié, maintes fois, le secrétaire d’État von Hintze de conserver son poste, si toutefois cela était conforme à la volonté du nouveau chancelier, pour assurer une certaine continuité dans le travail. Mais ce fut en vain. L’État-Major avait aussi facilité les communications entre Sa Majesté et le grand-duc de Bade, dans la nuit du 1er au 2 octobre, en installant une ligne téléphonique spéciale en vue d’accélérer la nomination du prince Max. J’agissais constamment dans le même ordre d’idées : la résolution difficile une fois prise, il n’y avait plus qu’à agir. Il ne fallait pas perdre des jours, encore moins laisser les choses suivre leur cours. Il ne s’agissait pas, je le fais remarquer encore une fois, d’obtenir un armistice du jour au lendemain, mais de prendre enfin contact avec l’ennemi. Cela ne suffisait pas pour que l’armistice fût conclu, je le sais mieux que personne, car j’appréciais plus justement la façon de penser de l’ennemi que le nouveau gouvernement. Dans le calme et l’intensité de ma pensée, les événements de Berlin m’apparaissaient sous un jour singulier et je ne trouvais qu’une explication les députés, qu’on n’avait pas prévenus à temps, avaient, dans leur émotion et dans leur douleur qu’augmentait encore la surprise, mal interprété les paroles du commandant baron von dem Bussche ; le prince Max et le nouveau gouvernement n’étaient pas assez au courant pour bien comprendre l’enchaînement des faits.

Le 1er octobre, tard dans la nuit, et dans le cours du 2, le colonel von Haeften me téléphona plumeurs fois pour me dépeindre les difficultés que rencontrait la formation du nouveau gouvernement et par conséquent l’envoi de la note. Je l’avais instruit, le 30 septembre des événements de Spa et lui avais donné des instructions pour qu’il amenât le gouvernement à une action rapide et énergique ; ses instances ne devaient pas être importunes, mais il lui fallait signaler les graves désavantages que risquait de provoquer chaque journée d’hésitation et d’inactivité. Dans l’après-midi du 30 septembre, le secrétaire d’État von Hintze avait déclaré de façon ferme au colonel von Haeften que le nouveau gouvernement serait formé, au -plus tard, le 1er octobre, dans l’après-midi, et que l’offre de paix pourrait être expédiée le soir même.

Après un entretien avec le colonel von Haeften le 1er au soir, je vis clairement et reconnus que la prévision du secrétaire d’État von Hintze n’était pas juste. Je priai le colonel d’avoir soin qu’il ne se produisît aucun retard sans nécessité et, étant donnée la situation à Berlin, je pris mon parti de l’ajournement de l’expédition de la note.

Le 3 octobre eut lieu un conseil du nouveau cabinet ; le général feld-maréchal y assistait comme représentant du G. Q. G. ; il se prononça dans le même sens que nous l’avions fait le 29 vis-à-vis du secrétaire d’État von Hintze et fixa, pour le chancelier de l’Empire, l’opinion du commandement suprême, dans une note écrite dont j’approuvai les termes. Elle est ainsi conçue :

« Le commandement suprême s’en tient à la demande, qu’il a faite le lundi 29 septembre, d’expédier immédiatement à nos ennemis une offre de paix.

« Par suite de l’écroulement du front de Macédoine, de l’affaiblissement consécutif de nos réserves sur le front occidental, et de l’impossibilité de compenser les pertes considérables que nous avons faites dans les batailles des jours derniers, il n’y a plus d’espoir, autant que l’homme peut en juger, d’imposer la paix à l’ennemi.

« Nos adversaires, de leur côté, mènent constamment à bataille de nouvelles réserves de troupes fraîches.

« L’armée allemande tient encore solidement organisée et repousse victorieusement toutes les attaques. Mais la situation devient de jour en jour plus tendue et peut obliger le haut commandement à prendre des résolutions lourdes de conséquences.

« Dans ces conditions, il est souhaitable de mettre fin à la lutte pour épargner au peuple allemand et à ses alliés des sacrifices inutiles. Chaque jour perdu coûte la vie à des milliers de braves soldats.

« Signé : Von Hindenburg. »

Le général feld-maréchal a, de sa main, noté, en regard de la mention, au début de la note, de l’offre de paix proposée le 29 septembre, qu’il ne pouvait être question que de la préparation d’une paix honorable.

Le 4 octobre, le général feld-maréchal revint à Spa. Le 5, fut envoyée la première note à Wilson.

Le commandement suprême n’a pas eu d’influence sur la rédaction de la note et le cours de l’action politique. Je n’en trouvais pas les termes assez fermes et je proposai de parler une langue plus virile, mais sans succès. Hélas ! nous étions forcés de trouver naturelle nous placer sur le terrain des quatorze points de Wilson. Ils se rapprochaient des conceptions social-démocrates qui venaient de se faire jour en Allemagne, et correspondaient, par le nombre, aux quatorze points de la note austro-hongroise à la Serbie, à la fin de juillet 1914.

Dans un télégramme du 26 octobre, je soulignai « que les quatorze points de la note de Wilson devaient servir de base aux négociations de paix, mais non pas être considérés comme des conditions qui pourraient nous être imposées par l’ennemi ». Le général feld-maréchal s’était placé, à Berlin, au même point de vue, mais n’avait pas rencontré chez les sous-secrétaires d’État présents, toute la compréhension désirable. Seul, le vice-chancelier von Payer approuva le général feld-maréchal. Plus tard, on me donna l’explication suivante : tous les secrétaires d’État étaient d’avis que les questions d’Alsace-Lorraine et de Pologne étaient devenues internationales, mais que cela n’impliquait pas, sans plus, la cession de l’Alsace-Lorraine et de parties importantes de territoire à l’Est.

Une commission fut réunie à Spa pour traiter les questions relatives à l’armistice. Le général von Gündell la présidait ; le secrétaire d’État von Hintze y était délégué par le chancelier de l’Empire. Les autres membres de la commission étaient le général von Winterfeldt, le commandant Brinckmann et le capitaine de vaisseau Vanselow.

Dans l’armée, on fit des instructions spéciales, pour lutter contre l’effet déprimant que produirait l’offre de l’armistice et de la paix.

Après le 29 septembre, je me suis entretenu avec bien des chefs sur cette proposition. Les officiers, qui se rendaient compte de la situation générale, la trouvaient juste ; ceux qui se trouvaient dans des conditions plus calmes n’arrivaient pas à en voir la nécessité. J’ai eu la satisfaction de constater que la confiance qu’on avait en moi ne s’était pas démentie.

### VII

Dans son premier grand discours au Reichstag, le 5 octobre, sur la nécessité de continuer la lutte si l’on nous faisait des conditions inacceptables, le prince Max exprima le même point de vue que le général feld-maréchal et moi.

Le prince Max dit : « Le cœur ferme, et plein de confiance et de foi en notre force, nous sommes résolus à supporter encore de plus lourds sacrifices, s’il n’en peut être autrement, pour notre honneur et pour la liberté, comme pour le bonheur de nos descendants. »

« Quel que soit le résultat de notre offre de paix, je sais qu’il trouvera l’Allemagne unie et décidée fermement soit à une paix honorable, soit à un combat final à la vie et à la mort ; notre peuple est prêt pour cette lutte si on l’y force. Je n’ai pas d’hésitation à la pensée que cette seconde alternative peut se produire, car je connais l’esprit qui anime les forces puissantes encore présentes actuellement dans notre peuple, et je sais que chacun est convaincu qu’il se bat pour la vie de tous et que cette conviction inébranlable redoublerait ces forces. »

Le président du Reichstag s’exprima dans le même sens :

« Comme chaque soldat sur le front, tout Allemand à l’intérieur est prêt à supporter tous les sacrifices qu’exigerait la patrie. »

C’étaient des mots nobles et sublimes. Ils renforçaient ma conviction que le chancelier de l’Empire, le Reichstag et le commandement suprême étaient pleinement d’accord sur la continuation de la lutte si l’on en arrivait à cette extrémité. Mais le chancelier de l’Empire et le Reichstag n’avaient pas comme moi la conviction que, dès 1914, tout Allemand combattait pour sa vie et que cette lutte pour l’existence exigeait de nous tous les sacrifices. La perception vigoureuse de ce fait était submergée par les milliers de phrases toutes faites qui empoisonnaient l’âme de notre peuple, du dedans et du dehors.

Ce n’est qu’en mai 1919, lorsque furent proclamées les conditions de paix inouïes, que cette notion pénétra dans le peuple et dans rassemblée nationale. Le même président prononça encore des mots émouvants et de belles paroles, faisant un appel immédiat à l’énergie ; le fil officiel n’osa même pas les transmettre. Cette fois là encore les mots ne furent que des mots. L’occasion était passée.

Pendant ces jours je continuai mon chemin sur la route pénible où j’étais engagé. Plus tard, à l’arrivée de la seconde note de Wilson, lorsqu’il m’apparut clairement qu’il ne parvenait pas à faire triompher ses idées et que Clemenceau et Lloyd George étaient les plus forts, que nous allions devenir des esclaves, la question se posa en effet pour moi de transformer en acte la pensée de continuer la lutte et de ne pas me contenter de paroles creuses. J’attendais du prince Max et de son gouvernement qu’ils tinssent leur parole après avoir reconnu avec toute l’Allemagne que c’en était fait des espérances d’une paix de conciliation.

Peut-être aurais-je mieux fait de poser, dès le début d’octobre, une question précise au gouvernement ; c’eût été plus prudent et il lui eût bien fallu aussi la résoudre : le peuple allemand veut-il continuer à combattre pour son honneur, le gouvernement veut-il appeler jusqu’au dernier homme et remplir encore le peuple d’un enthousiasme sacré ? Mais je crois encore aujourd’hui qu’à cette époque un appel au pays n’eût pas eu d’écho. Malgré quatre ans de guerre, la clarté ne s’était pas encore faite sur la nature de cette guerre ; les discours du 5 Octobre le prouvaient ; le gouvernement et le peuple n’avaient pas encore compris la terrible gravité de la situation. L’ennemi n’avait pas encore dévoilé ses intentions de nous anéantir, comme il le fit plus tard dans la seconde note de Wilson, ce qui apparut alors clairement à tous les yeux.

Le prince Max pensait qu’il eût été préférable d’expédier la note environ une semaine plus tard, après qu’il aurait établi un programme détaillé de nos buts de guerre, qui aurait montré clairement au monde notre accord avec les principes du président Wilson et notre bonne volonté d’imposer à la nation de lourds sacrifices pour les réaliser.

Dès le 5 octobre, nous nous étions placés au point de vue de Wilson. Que fallait-il faire de plus ultérieurement ?

Le fait que, sans en rien manifester publiquement, j’avais pressé le chancelier de l’Empire d’agir avec rapidité et énergie puisque nous n’étions arrivés à rien depuis le milieu d’août n’a pas rendu la situation générale plus mauvaise ; mais on disait maintenant, ouvertement, que le commandement suprême avait voulu l’armistice et poussait à la paix et ce fait-là a nui tout autant, sinon plus, que les indications déformées sur les déclarations du commandant baron von dem Bussche.

Le prince Max croit-il que la même démarche en vue de la paix, faite au milieu du mois d’octobre, aurait été considérée comme partant de nobles sentiments d’humanité ? Admet-il, avec ceux qui pensent comme lui, qu’elle aurait trouvé chez l’Entente une bienveillance particulièrement amicale ? Pour cela, nos ennemis se plaçaient sur un terrain national et réaliste trop solide. Ils étaient aussi bien trop avisés. Ils voyaient l’ensemble de la situation militaire aussi bien que le haut commandement allemand. Ils connaissaient les conditions qui régnaient dans l’armée allemande, de même que la faiblesse de l’armée austro-hongroise en Italie et les événements d’Autriche-Hongrie. D’après les nombreux témoignages de prisonniers, souvent trop complets, malheureusement, ils pouvaient se rendre clairement compte de la faiblesse des effectifs de nos bataillons et du nombre des divisions que le commandement suprême avait dû dissoudre. Le déclin du moral dans le peuple et à l’armée ne pouvait non plus leur rester caché. Ils apprenaient tout par Berlin. Ils attendaient chez nous la débâcle intérieure comme ils l’avaient fait en son temps pour la Bulgarie. Sans aucun doute, ils ont reconnu, avec beaucoup plus de précision que nous, que la façon dont on exécutait le rescrit du 29 septembre de Sa Majesté au comte Hertling menait à la révolution du 9 novembre.

De même, une offre de paix sans offre d’armistice n’aurait fait aucune impression sur la volonté d’anéantissement de l’ennemi. Nos offres précédentes, que l’Entente a représentées comme déloyales et insincères, en sont la preuve aussi bien que la démarche du comte Burian. Seule l’offre d’un armistice pouvait, étant donnée la manière de penser de l’ennemi, lui prouver clairement notre résolution de faire la paix. Une offre de paix seule ne pouvait s’adresser qu’à un ennemi prêt à nous bâtir un pont d’or et eût impliqué la possibilité de s’entendre avec lui au bout d’un certain temps. Avait-on oublié la durée des négociations à Brest et à Bucarest ? Maintenant, il y avait encore beaucoup plus de belligérants. On pouvait s’attendre à des discussions interminables. Fallait-il que l’armée souffrît inutilement, pendant ce long espace de temps, sans recevoir aucune assistance de l’intérieur ? Et si, pendant ces longues et pénibles négociations, la situation militaire allait en empirant ;’ N’en résulterait-il pas encore un effet certain sur la paix à conclure ?

Seule une offre d’armistice permettait de voir rapidement si ceux-là avaient raison qui tenaient pour possible une paix encore honorable, ce que j’aurais été heureux de constater, ou si nous étions menacés d’une paix de violence qui nous exciterait à renouer l’action. Nous n’avions pas de temps à perdre, l’armée attendait anxieusement un afflux de forces venant de l’intérieur.

L’Entente devait montrer son jeu et nous avions à agir en conséquence. Maintenant, il n’y a plus aucun doute sur les véritables intentions de nos ennemis. Ceux qui se sont entêtés à parler de réconciliation de l’humanité et de paix de conciliation finiront-ils au moins aujourd’hui par avouer honnête ment qu’ils n’avaient su apprécier, à leur juste valeur, ni l’ennemi, ni d’après le cours suivi par la révolution, les hommes en général, et que le monde n’est pas encore mûr pour leurs doctrines ?

Croirons-nous encore que les ouvriers des États de l’Entente s’accordent avec les hommes qui représentent l’idée de la -réconciliation de l’humanité par une paix de conciliation ?

Depuis longtemps le peuple allemand s’en rendait vaguement compte. Le *Vorwaerts* écrivait, le 5 février 1919, après la victoire des troupes gouvernementales à Brème :

« En tant que socialistes nous regrettons absolument qu’on ait dû employer la force. Nous sommes les ennemis naturels de toute violence. Mais être adversaire de la violence ne signifie point qu’il faille accepter sans résistance tout acte de violence de la partie adverse. L’amour de la paix ne peut s’affirmer qu’en présence d’un sentiment analogue. Celui qui, réprouvant par principe l’emploi de la force, ne peut se résoudre à opposer la violence à la violence d’autrui finit par renforcer le règne de la violence chez les autres. »

Le *Vorwaerts* retrouvait là son point de vue de 1914. Il soutenait ce que j’ai soutenu toute ma vie. Employer la force à l’extérieur ou à l’intérieur ne fait plaisir à personne. En 1914, nous avons dû appeler le peuple aux armes pour combattre le régime de violence auquel nous succombons aujourd’hui.

La théorie est différente de la pratique.

### VIII

La réponse du président Wilson à notre offre du 5 octobre arriva d’abord par sans-fil à Berlin, le 9 octobre. Au point de vue militaire, elle exigeait comme condition préalable à la conclusion d’un armistice l’évacuation des territoires occupés à l’Ouest. Nous y étions préparés. La note laissait la voie ouverte à des négociations ultérieures.

Sur le désir du prince Max, je me rendis à Berlin. J’eus avec lui un assez long entretien en tête à tête. Je connaissais déjà le prince. Il avait été deux fois au G. Q. G. Nous nous étions entretenus longuement et nous étions écoutés mutuellement avec intérêt. Nous n’avions pas beaucoup de points communs. Le vice-chancelier von Payer l’avait désigné comme le seul chancelier possible à l’heure actuelle. Je pouvais m’en accommoder. Je tenais le prince Max pour apte, en sa qualité de prince et d’officier, à inaugurer la nouvelle époque. Je crus qu’il lâcherait les rênes, mais freinerait en même temps. Il appartenait à une vieille famille princière qui avait un sentiment très vif de la grandeur de l’Allemagne. Il pouvait donc être utile à la patrie allemande dans cette époque très pénible. Cette espérance n’a pas été remplie.

Le prince m’avait fait présenter, à la suite de notre entretien, un questionnaire que sa précision rendait difficile à remplir, mais il était caractéristique de l’ignorance où l’on se trouvait à Berlin de la nature même de la guerre. Je répondis de mon mieux. Mes indications correspondaient à la direction d’idées que j’ai suivie jusqu’alors. Je n’avais aucune raison pour me dérober. La réponse de Wilson nous autorisait encore à attendre une paix qui ne serait pas notre anéantissement.

En tête à tête, le prince Max me pria de me séparer du général von Bartenwerffer, du colonel Bauer et du lieutenant-colonel Nicolai. Je demandai de quoi l’on accusait ces officiers. Le prince Max répondit qu’il ne le savait pas exactement ; il ne faisait que répéter ce qu’on lui avait dit. Je le priai là-dessus de me faire parvenir des indications précises : je les examinerais consciencieusement, dans l’intérêt de ces officiers. Le commandement suprême ne reçut rien. J’aurais examiné des accusations précises, car c’était mon devoir, mais je ne pouvais pas disgracier des hommes fidèles et consciencieux sur la foi de bavardages malveillants et sans fondement. Cette prière m’a laissé une impression pénible. Voilà une partie des soucis du gouvernement de Berlin à une telle époque !

Le prince voulait également entendre les rapports d’autres officiers supérieurs sur la situation. Mais seul le haut commandement en voyait l’ensemble. Les conclusions tirées d’une armée ne pouvaient pas s’appliquer à tout le front. Je refusai. Le général feld-maréchal et moi avions d’ailleurs, à nous seuls, toute la responsabilité. Sa Majesté pouvait, à tout moment, réclamer des explications, mais non le chancelier de l’Empire. L’armée était toujours soumise à son impérial chef. Au début de novembre, après mon départ, deux commandants d’armée, dont les idées sur la situation étaient identiques aux miennes pour l’essentiel, s’expliquèrent devant ce cabinet de guerre. Les divergences tenaient au fait qu’un commandant d’armée n’a qu’une vue limitée de la situation générale.

Comme après toute défaite, on prononcera oralement ou par écrit des jugements qui pourront être justes dans le cas où celui qui les porte s’abstiendra de toutes les conclusions dont il ne pourrait mesurer la portée. Les conditions étaient trop différentes dans la totalité de l’armée et sur nos larges fronts pour que des généralisations fussent possibles ; des expériences personnelles, faites en un lieu donné, ne conduisent que trop facilement à généraliser. Or, ces généralisations sont aussi nuisibles que les grands mots creux dont notre vie politique était empoisonnée. Elles passent, dans les sciences, pour les signes caractéristiques de la demi-culture.

Les officiers qui croient avoir tout prévu d’avance auraient mieux fait de s’adresser loyalement au commandement suprême en qui ils avaient toujours confiance, pour lui dire ce qu’ils avaient sur le cœur. Je ne reçus que peu de lettres de tels hommes ; quand ils m’apprenaient du nouveau, je les faisais appeler pour discuter la question avec eux. C’est ainsi que je vis, par exemple, le capitaine Bakhaus du 78e régiment d’artillerie de campagne qui me donna des renseignements d’un réel intérêt.

Il était temps maintenant de voir clairement et définitivement si le peuple allemand voulait continuer la lutte au cas où les négociations avec l’ennemi n’aboutiraient pas à une paix acceptable pour nous. Il fallait faire des préparatifs. La presse avait fourni au commandement suprême un tableau favorable à ce point de vue. Depuis son discours du 5 octobre, le prince Max n’avait encore rien fait pour réaliser les idées qu’il avait émises à propos de cette éventualité. Je lui posai donc la question. Il me fallait aussi connaître l’attitude du nouveau gouvernement vis-à-vis des questions orientales pour pouvoir juger des mesures militaires que le commandement suprême devait prendre.

Le nouveau cabinet ne connaissait pas les événements de Russie dans leur ensemble ; seul le vice-chancelier von Payer en avait une vue complète. Je ne savais pas si les idées dominantes étaient les mêmes qu’en février. Étant donné l’importance extraordinaire de la question, je tenais un entretien pour nécessaire. Je demandai au prince comment le gouvernement appréciait le danger bolcheviste et si l’Ukraine serait dans un avenir plus lointain nécessaire à notre ravitaillement. Pour l’établir, il fallait recueillir des informations détaillées et conférer avec l’Autriche-Hongrie.

Le même jour, je pris part à une séance du cabinet de guerre.

On discuta le questionnaire. Puis, moi aussi, je posai des questions. Tout fut discuté comme je l’ai dit plus haut. On ne prit pas de décisions particulières. On parla aussi de l’article de M. Walter Rathenau paru dans la *Vossische Zeitung* sur la « levée en masse » ([[1]](#footnote-1)). De tels mots représentent peu de chose pour moi. Les conditions étaient tout autres qu’en 1870-71. Mais, à en juger par cet article, il y avait encore de la force et de l’énergie dans le peuple ; il fallait les aider à se manifester. Il y avait donc des hommes qui pensaient avec moi que le peuple allemand, malgré tout ce qu’il avait fait, pouvait encore donner davantage. C’est dommage qu’ils n’aient pas lancé ces idées plus tôt. C’était pour moi particulièrement caractéristique et nie remplissait d’un espoir nouveau de voir des hommes, dont les sentiments n’étaient pas les miens, se déclarer pour la continuation de la lutte.

À la fin du conseil de cabinet, le prince Max me remercia d’être venu. Avec l’assentiment du général feld-maréchal, je lui répondis brièvement en déclarant expressément que nous soutiendrions loyalement le nouveau gouvernement.

Le cabinet avait trop de têtes. Sans doute, il s’appelait cabinet de guerre, mais il n’avait rien de commun avec ceux de nos ennemis.

Le soir, différentes personnalités dirigeantes de la vie publique vinrent passer quelques instants avec moi. On me demanda si vraiment l’offre d’armistice et de paix partait du commandement suprême. Je soulignai avec une insistance particulière l’exactitude du fait, comme je l’avais communiqué à la conférence de presse du 9 octobre lorsqu’aucun dommage n’en pouvait plus résulter au point de vue militaire. J’étais tenu à faire cette déclaration vis-à-vis du gouvernement du prince Max. Donner plus de précisions à ces Messieurs sur mes pensées et mes sentiments ne rentrait pas dans mes fonctions.

La réponse à la première note de Wilson fut rédigée par le gouvernement, d’accord avec le haut commandement. Je réussis à introduire dans la note la question suivante : l’Angleterre et la France acceptaient-elles aussi les quatorze points ? Le commandement suprême ne prit aucune part aux offres concernant la politique intérieure. Encore une fois, le haut commandement ne pouvait en approuver le ton. Notre façon d’agir montrait de plus une hâte, peu digne, à jeter par-dessus bord tout ce qui nous avait été sacré jusque-là. L’ennemi devait nous voir avec satisfaction marcher de plus en plus vers un bouleversement.

Tout à coup, dans le monde entier, on cessa d’entendre parler, en termes pleins d’idéal, de la paix de conciliation. Ce n’était pas étonnant outre mesure. La presse du monde entier obéissait au doigt et à l’œil à la propagande ennemie et cessa d’employer ce mot. L’Entente s’en était servi pour atteindre son but ; maintenant, elle pouvait jeter le masque et chercher à conclure une paix de violence. Mais même chez nous, on n’entendait plus prononcer que timidement le mot de paix de conciliation. Les hommes qui avaient proclamé jusque-là ces idées et présenté comme absolument possible et facile à atteindre la réalisation d’une paix de conciliation ; d’une paix du droit, n’avaient plus le courage moral de dire clairement qu’ils s’étaient trompés sur les intentions de l’ennemi, qu’ils avaient jeté la confusion dans le peuple et l’avaient plongé dans l’infortune. Une partie d’entre eux ne craignit même pas, tant leur pensée était peu allemande, de parler de paix du droit à propos d’une paix fondée sur les quatorze points de Wilson. Telle était déjà notre indignité. Ils faisaient contre moi de violentes campagnes : mon offre prématurée d’armistice avait provoqué un nouveau malheur, après que mon manque de mesure avait eu pour effet d’empêcher de conclure la paix. Ils dirigeaient ainsi contre moi la colère du peuple et de l’armée. Si tous ceux qui ne s’occupaient autrefois que d’une paix de conciliation avaient parlé de la guerre et de l’horreur de la défaite, s’ils m’avaient soutenu dans mes efforts pour stimuler les dernières forces du peuple et lui conserver le pouvoir moral de continuer la lutte, je n’aurais pas été forcé d’en venir à proposer un armistice. La clarté se fera aussi là-dessus.

Le 12 octobre, la seconde note fut expédiée en Amérique.

### IX

La bataille commencée fin septembre sur le front occidental s’était poursuivie. Il s’agissait d’un puissant effort de l’ennemi pour rompre le front des groupes d’armées du Kronprinz Rupprecht et von Bœhn en direction de Gand et Maubeuge et d’enfoncer les ailes intérieures des groupes d’armées du Kronprinz allemand et von Gallwitz des deux côtés de l’Argonne, en direction de Charleville-Sedan. Toutes les offensives de l’Entente depuis l’automne 1915 avaient eu pour base cette idée fondamentale. Elles avaient échoué jusque-là par suite de la lassitude de l’ennemi et de notre propre force de résistance. Maintenant, nous étions affaiblis et de plus en plus nos divisions lâchaient pied. Le nombre des fuyards augmentait effroyablement à l’arrière. Les postes de renseignements qui devaient montrer le chemin aux isolés ne suffisaient plus à la besogne. Ceux qui combattaient à l’avant étaient des héros. Mais ils étaient trop peu nombreux pour le grand espace qu’ils devaient couvrir. Ils se sentaient isolés. C’est sur les officiers que se fixaient les yeux des hommes, c’est sur eux que reposait tout le poids du combats. Avec leurs fidèles, ils faisaient des miracles de bravoure. Les commandants de régiment, de brigade, de division même avec les officiers et quelques soldats, souvent avec leurs secrétaires et leurs ordonnances, rétablissaient personnellement la situation. Ils empêchaient de percer un ennemi très supérieur en nombre, mais qui souvent manquait aussi d’enthousiasme au combat. Nous pouvons être fiers de ces hommes dont les exploits furent héroïques. Mais l’usure était grande. Les meilleurs restaient sur le sanglant champ de bataille. Une partie de nos bataillons ne put bientôt plus former que deux compagnies. Le commandement suprême supprima les permissions. Par suite de la difficulté des transports, les permissionnaires qui se trouvaient à l’intérieur durent d’abord y rester. Ils y restèrent plus qu’il n’était souhaitable. Dans les jours critiques de novembre, il n’aurait dû y avoir que peu de permissionnaires en Allemagne. Malheureusement, il n’en était pas ainsi.

Les délais qu’on accordait aux divisions pour le repos et la mise en ordre du matériel et des vêtements devinrent de plus on plus courts. Les bonnes troupes étaient mises davantage à contribution que celles auxquelles on ne pouvait se fier. Cela aussi eut des suites funestes. Elles ne pouvaient plus comprendre pourquoi il leur fallait si souvent combler des vides. Leur volonté de combattre s’affaiblit. Les efforts devinrent de plus en plus violents, les forces s’épuisaient. Il était extrêmement difficile de maintenir l’équilibre et de soutenir les points faibles. Le nombre de cas où il fallut mettre en ligne, à la hâte, des divisions de seconde ligne et où la confusion se mit dans les unités augmenta.

Les nerfs des officiers, sur le front, furent soumis à des épreuves de plus en plus rudes ; ils supportaient une lourde charge, mais voyaient d’un œil clairvoyant la détresse de la patrie et conservèrent un fier courage. Rien n’a pu le briser.

Maintenant son aile droite sur l’Yser, en aval de Dixmude et son aile gauche près d’Armentières, la 4e Armée, au début d’octobre, fut repoussée dans des combats incessants, sur Rolliers et Menin. Il y eut ensuite une série de combats locaux. Le 14 octobre, l’ennemi renouvela ses attaques. En direction de

Roule, il gagna encore du terrain, dépassant la ville. Nous perdîmes aussi Kortemark. Par contre, il ne réussissait plus à avancer beaucoup en direction de Menin. À Wervick, il fut repoussé. Le 15 rapporta aussi à l’ennemi des succès locaux qui provoquèrent un recul de l’armée sur la ligne Dixmude-Tourhout-Ingelmunster-Courtrai. Les divisions de la 4e Armée n’avaient que de faibles effectifs. Si l’ennemi ne remporta pas un plus grand succès, le motif en est, outre la conduite exemplaire de la 4° Armée, que l’ennemi commençait lui aussi à manquer d’allant. La 4e Armée était toujours sous le commandement du général Sixte von Arnim. Son chef d’État-Major était maintenant le commandant Humser, une belle nature de soldat.

La situation de la 4e Armée était devenue si tendue que le haut commandement dut se résoudre à la soustraire provisoirement au contact de l’ennemi et à raccourcir son front. Elle reçut l’ordre de se replier sur la ligne Hermann derrière le canal de Cecloo et la Lys. C’était l’abandon de la côte des Flandres. La base sous-marine avait, entre temps, été changée de position. Le 17 octobre, jour où je repartis pour Berlin afin d’assister à la conférence sur la seconde note de Wilson qui venait d’être remise, les mouvements de la 4e Armée étaient en cours d’exécution.

Entre temps, la 17e Armée, après l’irruption ennemie près de Cambrai, le 27 septembre, avait eu à supporter des jours pénibles. Jusqu’au 8 octobre, on combattit violemment des deux côtés de Cambrai avec des alternatives diverses ; nous gardions la ville. Les combats de la 2e Armée n’étaient pas aussi heureux ; pendant les premiers jours d’octobre, elle se vit repousser de plus en plus sur le Catelet. L’ennemi gagna du terrain du côté de Bohain. L’armée fit intervenir l’aile droite de la 18e Armée qui avait aussi à lutter durement. Le 8, un nouveau coup violent vint la frapper dans la région du Catelet et plus au sud ; elle recula encore. Le commandement suprême se vit obligé, dans la nuit du 8 au 9 octobre, de ramener la 2e Armée sur la ligne Hermann, car elle manquait de réserves. Ce mouvement fut suivi par l’aile gauche et le centre de la 17e Armée jusqu’à mi-chemin entre Cambrai et Valenciennes, tandis que son aile droite, d’abord à l’ouest de Douai, était rapprochée de la ville. La 18e Armée eut à se replier comme la 2e sur la ligne Hermann. Elle put laisser son aile gauche à La Fère.

La décision de faire occuper la ligne Hermann, dont la construction était très en retard, par les 2e et 18e Armées nous fut pénible. J’avais espéré que les armées tiendraient plus longtemps sur la ligne Siegfried. Dans les combats du début d’octobre au nord de Saint-Quentin, nous avions déjà été forcés de l’abandonner en plus d’un point, mais nous avions maintenu l’ensemble de la ligne. L’évacuation du glacis de la ligne Hermann n’était pas encore complètement achevée.

Les mouvements de retraite s’exécutèrent sans à-coups. Dès le 10, l’ennemi donna l’assaut aux nouvelles positions et fut repoussé. Le 11, il remporta au nord-est de Cambrai sur la 17e Armée un succès partiel qui fut localisé. Les jours suivants jusqu’au 17 amenèrent contre les 2e et 18e Armées de nouveaux combats dont le cours nous fut favorable dans l’ensemble.

Le repli de la 4e Armée derrière la Lys rendit nécessaire de ramener aussi la 6e et la 17e Armées derrière l’Escaut, sur la ligne Hermann. Le 17, la 6e Armée était encore à l’ouest de Lille et devait évacuer la ville dans la nuit du 17 au 18. Ce mouvement devait être suivi plus au sud par l’aile droite de la 17e Armée et plus tard par la 17e Armée tout entière.

On avait décidé de supprimer le groupe d’armées Boehn pour le cas où l’on occuperait la ligne Hermann. Il était trop peu important et ne pouvait plus compenser lui-même ses pertes en cas de nécessité. La 2e Armée fut donc rattachée au groupe d’armées Rupprecht, la 18e à celui du Kronprinz allemand. Dans ce dernier groupe, on rattacha la 9e Armée à la 7e. Ici non plus, il n’y avait pas de place pour une armée spéciale, surtout à cause des communications avec l’arrière. Le général von Carlowitz devint commandant en chef de la 2e Armée, tandis que le général von der Marwitz reçut le commandement de la 5e Armée devant Verdun. Comme chef d’État-Major,

on lui donna le lieutenant-colonel Wetzell qui était jusque-là un de mes collaborateurs. On forma, pour le général von Gallwitz, un État-major de groupe d’armées spécial. Encore une fois on s’était aperçu qu’il n’était pas pratique de charger un État-Major de groupe d’armées de la direction d’une armée particulière.

La nécessité d’économiser nos forces avait amené le groupe d’armées du Kronprinz allemand à abandonner, dès fin septembre, le saillant de Laffaux qui coûtait trop cher et à se retirer sur la position établie derrière le canal de l’Oise à l’Aisne que nous avions occupée après le combat malheureux du 22 octobre 1917.

Le 2 octobre, l’aile gauche de la 7e Armée et l’aile droite de la lre se replièrent méthodiquement sur la position de départ de l’attaque du 27 mai 1918. Malheureusement, avant l’exécution de ce mouvement, une division s’était, contre toute attente, laissé enfoncer sur les hauteurs au nord-est de Fismes. Le centre de la 7e Armée tenait le Chemin des Dames contre lequel l’ennemi dirigeait sans succès ses attaques.

La bataille défensive de Champagne et de la Meuse, des deux côtés de l’Argonne, avait pris un cours favorable malgré l’énorme supériorité de l’ennemi sur ces champs de bataille. Elle était plus considérable que devant les deux groupes d’armées du nord. La direction se distinguait par son calme et son allure réfléchie. L’ennemi ne gagnait du terrain que lentement.

Les violents assauts que subissaient continuellement l’aile gauche de la lre et la 3e Armée décidèrent dans les premiers jours d’octobre le groupe d’armées du Kronprinz allemand à rompre la bataille et à se retirer entièrement sur la position Hunding-Brunhild, donc à peu près sur la ligne Laon-Marle-Sissonne-Aisne, à mi-chemin de Rethel en remontant jusqu’à Grandpré. Le haut commandement ne pouvait donner de nouvelles forces à ses groupes d’armées qui, d’ailleurs, économisaient les hommes. Les deux groupes d’armées du nord en absorbaient trop. Il approuva le mouvement qui se déroula systématiquement à cette époque jusqu’au 13 octobre.

Le groupe d’armées du Kronprinz allemand commença dans les premiers jours d’octobre à ramener nos troupes de Reims derrière la Suippe. Dans la nuit du 10 au 11 tout le front, du Chemin des Dames à l’Argonne, fut abandonné, après que la 3e Armée eut encore repoussé de fortes attaques ennemies. Le 13 octobre au matin, les 7e, 3e et lre Armées, prêtes à la défensive, occupaient la nouvelle position bien préparée ; l’évacuation du terrain avancé était presque achevée. Les combats de ces deux dernières armées, de la fin de septembre au début d’octobre, représentaient un brillant succès défensif très complet dont le chef et les troupes pouvaient être fiers. Les commandants d’armée von Einem et Mudra et leurs chefs d’État-Major von Klewitz et Hasse, avaient, à nouveau et pour toujours, bien mérité de la patrie.

L’ennemi suivit de près le mouvement de repli du groupe d’armées du Kronprinz d’Allemagne entre Oise et Aisne ; on en vint bientôt à de nouveaux combats pour la nouvelle position. L’ennemi poussa assez prudemment dans la courbe de l’Aisne du côté de Rethel. Par contre il essaya bientôt de forcer le coude de l’Aisne, de Vouziers à Grandpré, ce qui ne lui réussit pas tout d’abord. La pression des Américains dans la vallée de l’Ardre, à l’ouest de la Meuse, vis-à-vis de la 5e Armée, était demeurée très forte. Le combat s’étendit aussi sur la rive est de la Meuse. Malgré leur supériorité numérique extraordinaire, les attaques des jeunes troupes américaines échouèrent et leur causèrent de très grosses pertes. Ils devaient leur succès du 26 septembre à la mauvaise tenue d’une division de réserve allemande et au fait que sur l’autre point leur coup avait porté contre une division vaillante, mais très affaiblie par le combat et qui tenait un front très large.

Une attaque contre la ligne Saint-Michel et le groupe d’armées du duc Albrecht était, pour le moment, peu vraisemblable.

Enfin, le 17, la situation était la suivante : sur tout le front à l’ouest de la Meuse nous nous étions établis sur une position de repli. À l’aile droite, le mouvement était en cours d’exécution. Circonstance particulièrement fâcheuse : l’armée, en se retirant sur les lignes Hermann et Hunding-Brunhild, abandonnait une foule d’installations qui rendaient plus grand le confort des troupes. Nous perdions, par exemple, plusieurs centres d’épouillage, ce qui était extrêmement gênant. Le haut commandement escomptait la continuation des attaques en direction de Gand et Maubeuge, entre Oise et Aisne et entre l’Aisne supérieure et la Meuse, avec débordement sur la rive droite de la Meuse. Je continuais à m’attendre à une grande dépense de forces et à une grande tension nerveuse de notre part. Sur beaucoup de points, nous avions combattu avec succès, sur d’autres l’ennemi avait dû, malgré sa grande supériorité, se contenter de succès partiels. L’issue des combats ultérieurs dépendait principalement du moral des troupes. Tous les hommes devaient être maintenus sur le front et animés d’une ferme volonté de vaincre. Mais les effets de l’offre de l’armistice n’avaient pas été favorables, on était encore plus fatigué de la guerre. Il manquait un contrepoids, une impression de force émanant de l’intérieur. On avait cessé de travailler à éclairer le peuple. J’entendis dans l’armée de nombreuses plaintes à ce sujet. Le pays et le gouvernement devaient finir par montrer leur jeu, dire s’ils voulaient lutter encore ; c’est seulement ainsi qu’on pouvait espérer fortifier le moral de l’année. Les ordres et les éclaircissements que les troupes recevaient de Spa ne suffisaient pas. La connexion entre l’année et le pays ne fut jamais plus sensible qu’à cette époque. L’armée voulait savoir clairement ce qu’elle avait à attendre du pays.

On continuait activement à évacuer le terrain à l’arrière de la nouvelle ligne. La situation des transports par chemin de fer continuait à être extrêmement tendue. Il fallait évacuer des masses énormes de matériel de guerre. Cela devait prendre des semaines et de mois. Je m’attachais à préparer à fond la destruction des voies et des ponts qui devait fatalement avoir une influence sur les opérations et à ramener tous nos stocks jusqu’en Allemagne. Je m’entretenais souvent avec les chefs d’État-Major des questions d’évacuation et de destruction. Nous procédions avec les plus grands ménagements vis-à-vis de la population comme nous l’avons toujours fait. Des témoignages d’habitants du pays le prouvent. Ils priaient, à est vrai, qu’on ne les fît pas témoigner publiquement en notre faveur. Ils craignaient l’état d’esprit qui régnait à Paris. Une commission neutre vint aussi de Bruxelles sur le front et dit les soins que nous prenions, mais dépeignit aussi les dévastations provoquées par l’artillerie et l’aviation ennemies. Ce que la population avait à supporter était la conséquence de la guerre et non de notre façon de la conduire, qui fut irréprochable. Mais l’Entente avait besoin de relever contre nous des accusations pour amener Wilson à pencher davantage dans son sens.

Plus en arrière, on travaillait activement à la ligne d’Anvers à la Meuse. Je fis préparer une nouvelle position le long de la frontière allemande.

Le front italien était calme. On parlait d’une offensive imminente de l’Entente. IL fallait y veiller avec une attention redoublée, car les troupes austro-hongroises avaient trop mal combattu en Serbie.

Dans la péninsule balkanique les événements avaient continué à se dérouler à notre désavantage. La Bulgarie s’était rendue à l’Entente.

La base sous-marine de Cattaro avait été abandonnée et transférée à Pola.

En Serbie, le général von Koevesc avait pris le commandement pour protéger la Hongrie. Il avait sous ses ordres les troupes qui, d’Albanie, s’étaient retirées au Monténégro sous le commandement du général von Pffanzer-Baltin et les troupes mixtes de la Moravie aux ordres du Q. G. 11, — général von Steuben. Le général von Koevesc allait avoir une lourde tâche. Les troupes austro-hongroises ne valaient rien, les troupes allemandes n’étaient composées que de vieilles classes et leurs effectifs étaient faibles. Le corps des Alpins était fatigué par la lutte.

Des troupes austro-hongroises devaient couvrir dans la vallée de la Morava, au sud de Nisch, la marche en montagne des divisions allemandes et autrichiennes. Elles combattaient mal. Le 12 octobre, on dut reculer le point de rassemblement jusqu’aux hauteurs au nord de la ville. Il fallait s’attendre à reculer encore. Le 16, nous nous trouvions déjà sur les hauteurs au nord d’Alecsinac, des deux côtés de la Morava. Les troupes allemandes qui s’étaient repliées par Mitrowitza avaient pris contact au nord de la Morava occidentale.

Les formations qui se repliaient par Sofia avaient continué à reculer sur Lom-Palanka pour y passer le Danube. Des divisions françaises suivaient. Elles atteignirent le Danube vers le 17. Le trouble augmentait en Roumanie.

L’État-Major Scholtz avait été transféré en Roumanie. Sur les instructions du général feld-maréchal von Mackensen il prit la direction de la défense du Danube. Les renforts du Caucase et de l’Ukraine arrivaient.

La situation en Serbie et sur le Danube n’était pas encore assurée, mais cc n’était pas encore la débâcle.

Les troupes anglaises se trouvaient déjà à Andrinople et en aval de la Maritza. La défense des frontières turques y était extrêmement faible. Les troupes et les autorités allemandes de Constantinople se préparaient, au cas d’une attaque de l’Entente, à quitter la ville par mer pour se rendre à Odessa.

J’avais à tenir compte de tout l’ensemble de cette situation militaire pour prendre position vis-à-vis de la seconde note de Wilson.

### X

Dans sa réponse à notre seconde note, Wilson ne nous faisait aucune concession ; il ne disait pas non plus si l’Entente se plaçait au point de vue de ses quatorze propositions. Par contre, il exigeait qu’on cessât la guerre sous-marine, représentait notre façon de faire la guerre à l’Ouest comme contraire au droit des gens et intervenait encore en termes obscurs dans notre politique intérieure. Il n’était plus possible d’avoir aucun doute sur les intentions de nos ennemis et sur l’influence prédominante de Clemenceau et Lloyd George. Wilson n’était pas résolu à s’opposer aux vastes exigences de la France et de l’Angleterre. Il nous fallait prendre de graves résolutions. Nous étions maintenant purement et simplement placés devant l’alternative suivante : voulions-nous nous rendre à merci, ou le gouvernement devait-il appeler le peuple aux armes pour une lutte finale désespérée ? Nous devions faire à cette note une réponse ferme et digne, insister encore une fois sur notre sincère volonté d’obtenir un armistice, mais aussi défendre ardemment l’honneur de notre vaillante armée. Nous ne devions pas nous laisser arracher l’arme des sous-marins. C’était prendre le chemin de la capitulation.

On discuta la note dans une séance du cabinet de guerre, le 17 octobre, à Berlin. Le colonel Heye et moi y assistions. J’avais aussi prié le général Hoffmann d’y venir. Ce jour-là, sur le front, la 18e Armée livra de durs combats.

Le chancelier de l’Empire posa de nouveau différentes questions et, tourné vers moi, déclara d’abord à peu près ce qui suit :

La nouvelle note de Wilson contenait une aggravation de ses exigences. Il était évident que des influences extérieures avaient placé Wilson dans une situation pénible. Il semblait espérer que nous offririons la possibilité de continuer les négociations et de surmonter la résistance de ceux qui poussaient à poursuivre la guerre. Avant de répondre à la note, il s’agissait d’établir clairement ce qu’exigeait la situation militaire de l’Allemagne.

J’avais une autre conception de la façon de penser de nos ennemis. J’étais alors seul à voir la menace de la volonté d’anéantissement de l’ennemi.

Vis-à-vis des nombreuses questions qui me furent posées, je pris position, en principe, comme suit :

« On m’avait déjà adressé une série de questions auxquelles il était impossible de répondre de façon précise. La guerre n’était pas un problème de mathématiques. Il y a dans la guerre une foule de conjectures plus ou moins vraisemblables. Personne ne peut prévoir ce qui se produira finalement. Lorsqu’en août 1914 nous étions arrivés en Prusse orientale et avions donné les ordres pour la bataille de Tannenberg, on ne savait pas non plus comment cela marcherait, si Rennenkampf manœuvrerait ou non. Il n’avait pas manœuvré et la bataille avait été gagnée.

À la guerre il y a la fortune. Peut-être se retournerait-elle en faveur de l’Allemagne.

« Je ne puis que vous dire ce dont je suis persuadé. Je prends la responsabilité de mes paroles comme je l’ai prise durant quatre années longues et pénibles. »

On discuta en détail la question de savoir si, en transférant tout ou partie de nos divisions de l’Est à l’Ouest, on pourrait renforcer le front suffisamment pour pouvoir tenir encore assez longtemps. Pour répondre à cette question, il me fallait nécessairement savoir ce que le commandement suprême pouvait emprunter à l’Est. Le gouvernement devait donc répondre à mes deux questions sur le danger du bolchevisme et la valeur de l’Ukraine pour nous. Si le point de vue du gouvernement avait changé depuis février, il devait le dire. Nous avions pour le moment sur le front oriental — en Russie et en Roumanie — 26 divisions ; elles étaient toutes composées de classes qui avaient dépassé la trente-cinquième année et les bataillons étaient à faibles effectifs. En Lithuanie, il y avait un soldat par 18 kilomètres carrés. Par contre, il y avait sur le front occidental 185 divisions. On avait dû en dissoudre un bon nombre. Les divisions venues récemment du front oriental à l’Ouest avaient mal combattu dans les conditions du front occidental. On portait sur elles des jugements très défavorables. On n’acceptait souvent que de mauvais gré des renforts composés de troupes du front oriental. Elles apportaient le mauvais esprit et avaient une influence néfaste sur leurs camarades. D’après les déclarations du général Hoffmann, les tentations présentées aux troupes par les essais de corruption de marchands juifs orientaux ou par la propagande bolcheviste, et celles aussi qui venaient de l’intérieur avaient été préjudiciables à leur moral. On ne reconnut qu’en novembre combien le terrain avait été préparé. Le général portait sur l’emploi à l’ouest des divisions du front oriental un jugement qui correspondait à Inexpérience que j’en avais. Nous ne pouvions compter sur ces divisions pour provoquer un renversement de la situation militaire et amener l’ennemi à s’asseoir à la table de la conférence de la paix. Leur valeur militaire n’était pas suffisante pour le front occidental ; par contre, elles semblaient aptes à remplir tous les devoirs qui pouvaient leur incomber à l’Est, fût-ce une attaque contre les troupes des Soviets.

La barrière qui nous séparait des bolchevistes était dès lors extrêmement mince et à peine suffisante. Le général Hoffmann et moi déclarâmes que le danger du bolchevisme était très grand et qu’il fallait conserver un cordon de troupes à la frontière.

Le gouvernement ne semblait prendre aucune position de principe vis-à-vis du bolchevisme. Maintenant encore ses déclarations ne furent ni claires ni précises. Il avait fait sortir Liebknecht de prison malgré l’opposition du président du tribunal militaire de l’Empire, le général von Lyncker, et continuait à assister sans s’émouvoir aux distributions d’argent et de tracts que M. Joffe, préparant la révolution, faisait à Berlin. Nos avertissements, comme ceux du commandant en chef des Marches, étaient partis à tous les vents. Le général Hoffmann sembla alors avoir fini par ouvrir les yeux à quelques membres du gouvernement, grâce à ses relations avec M. Solf. Les socialistes majoritaires reconnurent, en tant que parti, le grand danger du bolchevisme. Mais le *Vorwaerts* tout en donnant ces avertissements, lui prêtait constamment assistance par ses attaques contre l’autorité et en attisant la lutte des classes. À la fin d’octobre, Joffe finit par être expulsé. Par ce fait, l’état de guerre était rétabli avec la Russie, et la nécessité de prendre des mesures de protection contre le bolchevisme n’en était que plus motivée.

À la séance, je signalai encore une fois l’importance économique considérable qu’avaient, au point de vue de la guerre, les territoires placés sous l’autorité du commandant en chef de l’Est.

On ne put résoudre la question de savoir s’il fallait évacuer l’Ukraine ; on ne l’avait pas étudiée dans des conférences préparatoires. On ne pouvait en décider au pied levé. Le comte Roedern voulait abandonner l’Ukraine, qui rapportait trop peu d’avantages à la population civile.

Le secrétaire d’État Solf soulignait la grande valeur de l’Ukraine qu’il voulait continuer à occuper pour des raisons humanitaires. Pour moi, je ne pouvais me placer qu’à un seul point de vue : celui de l’utilité pour l’Allemagne.

Le secrétaire d’État von Waldow n’apporta pas grande lumière et il fallait cependant finir par voir clair. Je demandai au chancelier de l’Empire qu’on traitât la question à fond. Le commandement suprême, d’accord avec le gouvernement, est entré en Ukraine en février ; il était intimement persuadé que l’occupation de l’Ukraine était indispensable, non seulement à cause du danger bolcheviste, mais aussi pour le ravitaillement de la quadruple Alliance. C’est l’aide de l’Ukraine qui avait permis en été à l’Autriche-Hongrie de se maintenir à la surface. Pour nous, elle nous avait fourni du bétail et des chevaux, beaucoup de matières premières, sinon toutes les céréales promises. Il y avait encore la guerre. La récolte roumaine était fortement déficitaire. Par nos battages précoces, nous avions encore une fois escompté nos ressources à venir. Seule l’Ukraine pouvait nous fournir, ainsi qu’aux autres États de la quadruple Alliance, les suppléments de vivres que nous étaient nécessaires. Sans elle, nous irions au-devant d’une crise grave au début de l’été 1919. La question de la valeur de l’Ukraine a cessé d’être éclaircie par le gouvernement à l’automne 1918. Si nous avions évacué le pays, ce qui aurait pris beaucoup de temps, nous aurions pu en retirer peu à peu 10 divisions de peu de valeur. Les avantages n’auraient pas compensé les inconvénients qui en seraient résultés pour nous.

J’ai conscience qu’on n’a pas employé à l’Est un homme de trop.

La conférence se tourna alors vers la question décisive que veut et que peut donner le pays à l’armée ? De là dépendait tout le reste. J’avais espéré que le gouvernement voyait clair sur ce point. Il n’en était rien. Le nouveau ministre de la Guerre me montra pour les renforts des perspectives plus favorables qu’elles ne l’avaient été jusque-là. Il s’agissait d’environ 60 000 hommes. Je ne pouvais contrôler ce chiffre, mois cela me fit une grande Impression de savoir que de 60 000 à 70 000 hommes de l’armée de l’intérieur étaient disponibles immédiatement. Pourquoi ne les avait-on pas donnés plus tôt ? Je dis : « Si je reçois les renforts promis, je regarderai l’avenir avec confiance. Mais il faut faire vite. »Le ministre promit de ne pas perdre une journée.

Je m’occupai ensuite de l’état d’esprit et du moral de l’armée et du pays et je m’exprimai dans le même sens que je l’ai fait si souvent ici. J’insistai sur le fait que l’armée avait surtout maintenant besoin d’être soutenue.

Sur la demande du chancelier de l’Empire, les trois secrétaires d’État parlementaires présents eurent à s’expliquer sur l’état des esprits.

Le secrétaire d’État Groeber ne parla pas directement sur la question.

Le secrétaire d’État Scheidemann s’exprima très sérieusement. Il croyait fermement que nous pouvions encore mobiliser pour l’armée des centaines de milliers d’hommes, mais on se trompait en croyant qu’ils relèveraient le moral de l’armée, « Les ouvriers en arrivent de plus en plus à dire : mieux vaut une fin terrible qu’une terreur sans fin. » Le secrétaire d’État Scheidemann voyait la raison de cet état d’âme regrettable dans la détresse matérielle, qu’il attribuait au manque de wagons. Je promis immédiatement de prendre, autant qu’il était en mon pouvoir, toutes les mesures pour obvier à cette pénurie de matériel roulant. Au reste, sa déclaration impliquait une accusation grave contre notre gouvernement. Voilà comment s’était perdu l’esprit de 1914. Les paroles du secrétaire d’État Scheidemann signifiaient la banqueroute de la politique que le chancelier de l’Empire et les partis de la majorité avaient pratiquée à l’intérieur.

Le secrétaire d’État Haussmann croyait qu’un appel au peuple aurait grand effet.

Le secrétaire d’État Erzberger était absent. Il était sur le point de perdre son fils qui avait voulu lui aussi servir la patrie.

Le vice-chancelier von Payer ne considérait pas la situation comme aussi grave que le secrétaire d’État Scheidemann ; il se prononça tout à fait dans mon sens, à peu près comme suit :

« À l’arrivée de la seconde note Wilson, le moral s’est affaissé et l’on a vu qu’il y allait de la vie, mais cet état d’esprit a changé lui aussi. On reconnut que nous allions avant tout disparaître au point de vue économique. Maintenant chacun se demande s’il nous faut supporter cela? Si nous disons aux gens : « Il y a encore un espoir de salut si vous tenez. Mais si vous ne pouvez tenir encore quelques semaines, il faut vous attendre à voir l’Allemagne disparaître presque du cercle des nations. Vous devez compter sur un fardeau d’indemnités écrasantes », peut-être alors pourrait-on les remonter encore.

« Si l’on réussit à rédiger la note de telle sorte que la population en retire cette certitude : nous sommes dans une situation difficile, mais nous ne jetons pas le manche après la cognée — alors tout n’est pas encore perdu. »

Le secrétaire d’Etat Friedberg parla dans le même sens et ajouta : « En tout cas, il faut agir rapidement. »

Il y avait encore des renforts. De plus, le ressort moral n’était pas brisé et tout dépendait de lui ; pourquoi les gens qui le savaient n’ont\*ils pas fait plus tôt appel à lui ? C’est pour moi une énigme insoluble et fatale.

Je ne pouvais rien dire de nouveau sur la situation militaire en gros. Je répétai à propos du front occidental ce que j’avais dit le 10 octobre : « Je tiens une rupture pour possible, non pour vraisemblable. Si vous me demandez de vous répondre sur ma conscience, je ne puis que dire : Je ne la crains pas. »

La situation pouvait empirer à tout moment. Les derniers combats n’avaient en tout cas pas surpris. Le front ne tenait ni mieux, ni plus mal que jusqu’ici. Nos troupes exécutaient ce que le haut commandement attendait d’elles. La force offensive de l’ennemi me semblait faiblir.

Les négociations avec Wilson n’avaient encore donné aucun résultat. Nous étions, à tous les points de vue, maîtres de nos décisions et pouvions continuer ou rompre les négociations. Nous avions les mains libres dans les deux directions. Est-ce un crime de s’armer quand on veut sincèrement la paix et qu’on vous la refuse ? Est-ce un crime de renoncer à un compromis, qu’on recherche sincèrement, quand l’ennemi demande plus qu’on ne peut donner ? A-t-on reproché à Trotzki d’avoir agi déloyalement pour ne pas avoir signé le traité de paix au début de février ? Personne ne pouvait douter de notre réel amour de la paix. D’autre part, c’était notre droit de défendre notre vie et notre honneur jusqu’à la dernière extrémité. Le gouvernement devait au peuple allemand d’employer tous les moyens licites pour ne pas faire au moins une trop mauvaise affaire dans le compromis que nous cherchions loyalement à conclure avec l’Entente. La plus simple prudence l’exigeait ; nous pourrions négocier d’autant mieux que nous serions plus forts militairement.

Il s’ajoutait à cela que la poursuite de la lutte était un devoir si nous ne voulions pas nous rendre à merci à un ennemi dont on ne pouvait plus rien espérer. Agir pouvait améliorer notre situation sans risquer de la rendre pire. Les meilleurs éléments de l’armée et une partie considérable du peuple attendaient cela de nous.

Le peuple allemand pouvait et voulait, dans sa grande majorité, donner à l’armée jusqu’à ses dernières forces. Le devoir du gouvernement était de transformer cette volonté en acte. C’est dans ce sens que je me prononçai. Mes paroles furent analogues à celles du chancelier de l’Empire le 5 octobre et je proposai de confier au député Ébert, chef de la social-démocratie, des fonctions en vue pour relever ; par son entremise, la force de résistance du peuple et nous procurer de nouvelles ressources pour la guerre. D’accord avec l’amiral Scheer, j’étais absolument contre l’abandon de la guerre sous-marine qui usait constamment la force anglaise. Abandonner une arme, sur les ordres de l’ennemi, était un aveu de faiblesse te ! qu’on ne pouvait en imaginer un plus clair ; l’avidité des ennemis s’en trouverait accrue d’une manière incalculable.

Le secrétaire d’État Solf me reprocha alors de changer d’opinion. J’étais étonné : le gouvernement avait aussi été d’avis de combattre si l’on en était réduit à cette extrémité. Même si je m’étais exprimé avec plus de confiance qu’auparavant, le secrétaire d’État ne pouvait et ne devait que s’en réjouir, car un jugement plus favorable de la situation ne pourrait que lui faciliter les négociations. D’ailleurs, à cc moment, je ne pensais pas à une rupture, mais j’insistais pour qu’on vît clair dans ce que nous pensions et ce à quoi nous voulions en venir. Je résumai encore une fois mes déclarations de la façon suivante ;

« Je suis toujours d’avis qu’il faut entrer en négociations pour un armistice, s’il y a moyen. Mais nous ne devons accepter que des conditions qui permettent d’évacuer le pays en bon ordre. À cet effet, un délai d’au moins deux ou trois mois est nécessaire. Nous ne devons rien accepter qui rende impossible une reprise des hostilités. Or, c’est l’intention de l’ennemi, il faut l’admettre d’après la note. Les conditions doivent nous mettre hors de combat. Avant que nous allions plus loin, l’ennemi doit finir par dire quelles sont ses conditions. Nous ne voulons pas rompre de but en blanc avec Wilson. Nous devons au contraire poser la question : « Dites donc clairement ce que nous devons faire ! Mais si vous avez des exigences contraires à notre honneur national et que vous vouliez nous réduire à l’impuissance, alors ce sera non ! »

« Je ne quitte point par là le terrain sur lequel nous nous étions placés.

Puis je revins sur les destructions que l’Entente nous accusait d’avoir effectuées pendant notre retraite.

« Comme il était de notre devoir, nous avons tout fait pour limiter les destructions à un minimum défendable au point de vue militaire. On ne petit pas prendre la responsabilité de laisser des maisons intactes. Un abri est d’un grand secours à l’ennemi. Plus tard, les ennemis ont aussi détruit les maisons. À Lille l’électricité, les conduites d’eau et le tramway sont restés intacts, mais on a détruit le télégraphe, le téléphone et le chemin de fer. D’ailleurs les plus grands dommages provinrent des canons et des aviateurs anglais.

« L’armée n’est pas responsable des brutalités individuelles. Je les combats moi-même. Je prie de souligner ce point dans la note à Wilson, car l’armée y a droit. »

Là-dessus, on leva la séance. Les secrétaires d’État Croeber et Haussmann, près de qui j’étais assis, m’exprimèrent, leur joie ; j’avais remonté leur moral. Je retournai à Spa en toute confiance.

On avait aussi parlé à la séance d’une catastrophe que le commandement suprême aurait dit être imminente à la fin de septembre ou au début d’octobre. Cette affirmation, rapprochée de l’opinion émise par le secrétaire d’État Solf, et d’après laquelle j’avais changé d’avis, me fit revenir encore une fois vis-à-vis du commandant baron von dem Bussche sur son exposé du début d’octobre. Il ne put encore mieux faire que de me montrer ses notes écrites. Le colonel von Haeften non plus n’avait jamais parlé dans un tel sens.

L’exaltation dura à Berlin jusqu’au 19 octobre à midi. Puis elle tomba. Je ne connais pas les événements dans le détail. Pourquoi les secrétaires d’État qui s’étaient exprimés le 17 avec tant de confiance ne poussèrent-ils pas aux actes ? Ils savaient pourtant bien de quoi il s’agissait ! Et je suis devant une énigme insoluble quand je pense aux paroles accueillies par un tonnerre d’applaudissements, et que prononça le 12 mai 1919 le secrétaire d’État Konrad Haussmann : « Si notre armée, si nos ouvriers avaient su le 5 et le 9 novembre que la paix serait telle, l’armée n’aurait pas déposé les armes, elle aurait tenu. » Ce qui est arrivé, on pouvait s’y attendre dès le 17 octobre. Cela est établi indiscutablement par l’histoire. Nous avions déconseillé une capitulation. Il n’y avait qu’à se placer une bonne fois au point de vue de la réalité, à cesser de tromper le peuple et soi-même, à prendre la décision d’agir comme l’avait, fait le commandement suprême.

Le 20, le nouveau projet de réponse nous fut envoyé à Spa. On abandonnait la guerre sous-marine et l’on prenait le chemin de la capitulation avec toutes ses suites funestes. Le général feld-maréchal et moi le signalâmes encore et élevâmes encore la voix pour un avertissement. Nous proposions un appel au peuple. Nous déclinâmes toute participation au projet de réponse. Le cabinet de guerre en fut irrité, je ne sais pourquoi. Nous étions des hommes qui avions des idées à nous ; nous suivions la voie que nous tenions pour la bonne et que nous avions toujours suivie.

La réponse à Wilson partit le 20 octobre. La guerre sous-marine fut sacrifiée. Cette concession à Wilson toucha profondément l’armée et surtout la marine. L’affaissement moral dut être considérable dans cette dernière. Le cabinet avait jeté le manche après la cognée.

Le chancelier de l’Empire n’y changea rien en déclarant le 22 octobre : « Celui qui loyalement se place au point de vue de la paix du droit accepte en même temps le devoir de ne pas se courber sans combat sous une paix de violence. Un gouvernement qui n’aurait pas ce sentiment serait livré au mépris du peuple qui se bat et qui travaille. » Ces mots ne furent suivis d’aucun acte. On ne fit rien pour exalter l’esprit du pays et de l’armée. Le prince Max a prononcé sa propre condamnation et celle de ses collaborateurs.

Seul le ministre de la Guerre travaillait à préparer les renforts. Mais on n’arriva à rien : une partie des renforts ne voulait plus aller sur le front. Le gouvernement céda !

### XI

Le 23 ou le 24 arriva la réponse de Wilson. C’était une excellente réponse à notre manque de virilité. Il déclarait clairement que les conditions d’armistice ne pourraient être que des conditions qui rendraient impossible une reprise des hostilités par les Allemands et donneraient aux puissances alliées le pouvoir illimité d’établir en toute sécurité, eux-mêmes, les détails de la paix acceptée par le gouvernement allemand. À mon avis, personne ne pouvait plus en douter : il fallait combattre. Je croyais fermement, en me fondant sur mes impressions à la séance du 17 octobre, qu’on pourrait encore compter sur le peuple, bien qu’un temps précieux eût été perdu.

Depuis ce jour, le cours des événements sur le front occidental fut le suivant :

La 4e Armée acheva son mouvement de repli sur la ligne Herrmann, en contact étroit et en combattant continuellement avec l’ennemi qui la poursuivait. Bruges, Thielt, Courtrai, furent évacués le 19. Le 20, on combattit sur la Lys, l’ennemi gagna la rive est â Deinze. Sa forte pression entre la Lys et l’Escaut cherchait à nous éloigner de la Lys. Le 25, les combats reprirent le caractère d’une bataille par laquelle l’ennemi gagna lentement du terrain vers l’Escaut en direction de Gand-Audenarde.

La lutte s’étendit aussi à la 6e Armée entre la Lys et l’Escaut.

Le 17, la 6e et la 7e Armées avaient abandonné Lille et Douai et s’étaient repliées en contact avec la 4e Armée derrière le canal de la Deûle, en direction Avelghem-Tournai et Valenciennes. L’ennemi s’approcha le 20 de ces dernières villes. Des habitants du pays prirent encore une fois part aux combats.

L’aile sud de la 17e Armée et les 2e et 18e Armées avaient à lutter durement. L’adversaire attaqua les 17 et 18 violemment, entre Le Cateau et l’Oise. Nous fûmes forcés de ramener le front du sud-ouest de Landrecies à l’Oise derrière le canal de la Sambre à l’Oise. Après un arrêt le 19, les attaques ennemies s’étendirent vers le nord à partir du 20. L’ennemi poussa au-delà de Solesmes et Le Cateau en direction de Landrecies. Les combats nous coûtaient cher. Les troupes ne combattaient pas bien partout. D’autres, par contre, faisaient des prodiges. C’était toujours la même chose.

Le groupe d’armées du kronprinz allemand avait d’abord laissé l’aile gauche de la 18e Armée en aval de l’Oise jusqu’à La Fère. Les tentatives de l’adversaire pour passer l’Oise furent arrêtées. Le 20 la ligne Hermann fut occupée entre Oise et Serre. La pression ennemie était ici très forte. De violents combats se déroulèrent là aussi.

La 7e et la lre Armée furent attaquées entre Serre et Aisne, dans l’ensemble, elles maintinrent leurs positions. Le 25, elles repoussèrent un grand assaut ennemi avec des pertes sanglantes.

Une forte pression ennemie continuait à se faire sentir sur l’Aisne jusqu’à Vouzicrs-Grandpré, dans la vallée de l’Aisne et contre les hauteurs de la rive gauche de la Meuse. Les combats étaient durs et épuisants, mais n’amenaient pas un changement essentiel de notre front. Ils se prolongèrent comme auparavant sur la rive est de la Meuse sans amener sur ce point non plus un changement dans la situation. Plus loin, du sud-est à la frontière suisse, le calme régnait.

Le 15 au soir, la tension était forte sur le front occidental. On se battait de la frontière hollandaise à Verdun. L’armée ne recevait plus rien de l’intérieur. Toute impulsion manquait. C’était un miracle qu’elle combattit avec un tel héroïsme.

Les travaux d’évacuation continuaient, bien que l’exploitation des chemins de fer fût extraordinairement difficile.

La préparation de la ligne d’Anvers à la Meuse continuait lentement. On commençait à l’équiper. Le haut commandement devait s’attendre à y ramener le front au début de novembre pour le raccourcir encore davantage. Naturellement l’ennemi en tirerait avantage. L’attaque ennemie au nord commençait à perdre de sa force par suite des destructions de chemins de fer. On pouvait maintenant s’attendre à la voir commencer en Lorraine.

En Italie, le 24, commença l’offensive italienne. Elle était dirigée, en premier lieu, contre le front montagneux ; ce n’est qu’à partir du 26 qu’elle s’attaqua, de toutes ses forces, contre le front de la Piave. Le 25 au soir, il ne s’était pas produit d’événements d’importance particulière. Le front Austro-hongrois tenait encore. Cependant je m’attendais à voir l’Autriche-Hongrie conclure rapidement la paix. Les premières mesures de sûreté furent prises à la frontière tyrolienne, d’accord avec le ministère de la guerre bavarois.

En Serbie, le général von Koevesc se voyait obligé de donner l’ordre de se replier derrière le Danube. À la frontière danubienne de la Roumanie et en face de l’armée roumaine, de l’autre côté du Suret, aucun changement. Là, tout était encore en suspens.

Si le peuple s’était levé, notre situation aurait été améliorée. On ne petit dire combien de temps nous aurions pu combattre. Nous ne pouvions connaître clairement l’état d’âme ennemi. Un grand peuple n’est pas facile à abattre quand la volonté est là. Les Français en 1870-1871. et les Boërs dans leur lutte contre l’Angleterre l’avaient bien montré ! Dans le *Sunday Pictorial* du 12 janvier Winston Churchill porte sur la situation militaire de l’Entente le jugement suivant :

« Un peu plus et la guerre commerciale sous-marine, au lieu de mettre l’Amérique à nos côtés, nous aurait forcés, par la faim, à nous rendre à merci...

« Jusqu’à la fin, ce fut une course à chances égales. Mais à la fin, nous avons eu la victoire parce que la nation tout entière fut invariablement unie...

« Plus on a de nouvelles sur la lutte, plus on reconnaît la dangereuse ténuité des fils auxquels était suspendu notre succès. »

Le 25 octobre, à Berlin, où nous nous étions de nouveau rendus, le général feld-maréchal et moi exposâmes nos conceptions à Sa Majesté. Il fallait continuer à combattre. Le nouveau chef du cabinet civil, son Excellence von Delbrück, était présent. Il se plaçait entièrement au point de vue du prince Max, tout en réservant son opinion personnelle. À notre grande surprise, il ne savait pas non plus que nous avions parlé de la paix avec le chancelier de l’Empire dès le milieu du mois d’août. Sa Majesté ne prit pas de décision, mais me témoigna une entière confiance. Il nous renvoya, le général feld-maréchal et moi, au chancelier de l’Empire. Ce dernier étant malade, nous fûmes reçus, ainsi que l’amiral Scheer, à 9 heures du soir, par S. E. von Payer. Son attitude personnelle, tout autre qu’à nos précédentes entrevues, fut très distante. Il devait savoir que le cabinet voulait mon départ à cause de mon point de vue qui était la poursuite de la lutte. On consulta aussi le ministre de la Guerre, qui n’avait pas soutenu au Reichstag et dans le gouvernement l’Empereur et l’armée ; car autrement, il aurait dû abandonner son poste. Line heure très triste vint, il était clair que le gouvernement ne voulait plus combattre.

Il croyait devoir tout abandonner. Entendait-il déjà les grondements de la révolution du 9 novembre ? Espérait-il sauver la patrie au-dedans en capitulant au-dehors ? Mes paroles furent graves et émues. Je dis de prendre garde à la volonté d’anéantissement de l’ennemi, de ne pas compter sur Wilson.

Je dis de prendre garde au bolchevisme en Allemagne et à la campagne contre les officiers qui commençait à s’accentuer nettement. En Russie également cette campagne avait marqué le tournant décisif.

Je dis de ne pas ébranler la position de Sa Majesté vis-à-vis de l’armée. Sa Majesté était notre chef suprême ; toute l’armée voyait en lui sa tête. Nous lui avions juré fidélité. Il ne fallait pas négliger ces impondérables. Nous les avions dans le sang et c’était là le lien qui nous rattachait à l’Empereur. Tout ce qui le touchait, touchait aussi à la cohésion de l’armée.

Ébranler la position du corps des officiers et du chef suprême, à un moment où l’armée était soumise à une rude épreuve, était d’un aveuglement infini. C’était le coup le plus dur qui pût frapper l’ordre dans l’armée et dans l’État, à une époque où l’armée était appelée à sauvegarder l’ordre social. C’est cela qui devait miner plus tard la discipline dans l’armée bien plus que l’évacuation précipitée de la rive gauche du Rhin, que nous nous étions laissé imposer.

C’est en ce sens que je m’exprimai aussi au début de novembre devant quelques chefs socialistes. Ils ne pouvaient pas comprendre non plus ce qu’était l’Empereur pour l’armée, non pas seulement pour nous, les vieux officiers, mais aussi pour les hommes sur les rangs. Bien des exemples, après le 9 novembre, ont confirmé mes idées.

Vis-à-vis du vice-chancelier von Payer, je ne m’occupai pas des événements qui s’étaient produits dans la matinée au Reichstag, relativement au commandement suprême. Je n’avais encore reçu à ce sujet qu’une note que je ne comprenais pas. Le 24 au soir, peu de temps avant notre départ de Spa, on m’avait soumis la proclamation suivante à l’armée à propos de la troisième note Wilson ; elle était déjà signée par le feld-maréchal et correspondait aux conceptions qui régnaient au Grand Quartier Général. Il semblait nécessaire que le commandement suprême, d’accord avec Berlin, prît position vis-à-vis de cette note pour l’empêcher d’avoir une influence dissolvante sur l’armée. Le télégramme à l’armée était ainsi conçu :

« À porter à la connaissance de toutes les troupes. »

« Wilson dit dans sa réponse qu’il va proposer à ses Alliés d’entrer en négociations en vue d’un armistice. Mais cet armistice doit réduire l’Allemagne à l’impuissance au point de vue militaire pour la rendre incapable de reprendre les armes.

Il ne négocierait avec l’Allemagne en vue de la paix que si elle se pliait entièrement aux exigences des Alliés relativement à sa constitution intérieure ; autrement il ne lui resterait qu’à se soumettre sans conditions.

« La réponse de Wilson exige la capitulation militaire. Par là même, elle est inacceptable pour nous, soldats. C’est la preuve que la volonté d’anéantissement de nos ennemis, qui a déchaîné la guerre en 1914, persiste sans restriction aucune. Elle prouve de plus que nos ennemis n’emploient le terme de « paix du droit » que pour nous tromper et pour briser notre force de résistance. La réponse de Wilson ne peut donc être, pour nous autres soldats, qu’une invitation à continuer la résistance jusqu’à l’extrême limite de nos forces. Quand les ennemis auront reconnu que malgré tous les sacrifices ils ne peuvent briser notre front, ils seront prêts à conclure une paix qui assure, dans l’intérêt même des classes les plus nombreuses de la population, l’avenir de l’Allemagne.

« En campagne, le 24 octobre, 10 heures du soir.

« Signé : von Hindenburg. »

J’avais été si occupé que le commandant chargé de la rédaction du télégramme, comme nous devions partir, l’avait porté d’abord au général feld-maréchal, puis était venu chez moi. Autrement, c’est à moi qu’on soumettait d’abord pour les contresigner les documents que signait le feld-maréchal. Cet ordre n’étant pas conforme à la réponse faite à Wilson le 20 octobre, j’hésitai, tout surpris, et demandai au commandant si sa tendance était bien conforme aux idées du gouvernement. Il me répondit par l’affirmative. Cet ordre était conforme aux déclarations faites, aux Affaires Étrangères, aux représentants de la presse par le colonel von Haeften et le conseiller intime von Stumm. Je redevins plein d’espoir et donnai aussi ma signature. Plus tard on s’aperçut qu’il n’était pas exact que la teneur du télégramme fût en conformité avec les conceptions du gouvernement. Par conséquent, le colonel Heye arrêta cet ordre du jour. Mais de Kovno, où des organisations révolutionnaires contrôlaient déjà les téléphones, l’ordre parvint à la connaissance des socialistes indépendants, et par suite au Reichstag. En outre, comme on le faisait d’ordinaire, le télégramme avait été communiqué confidentiellement à la conférence de la presse. Le 25, à midi, une tempête d’indignation fit rage, au Reichstag, contre le commandement suprême. Le gouvernement ne fit pas le moindre geste pour le défendre, bien que le commandement suprême représentât encore, pour une armée puissante, l’autorité. Ce n’est que tard, dans la soirée du 25, que j’eus connaissance de cet incident. Sinon j’en aurais parlé avec le vice-chancelier von Payer. Plus tard l’histoire de cet ordre du jour fut communiqué avec toutes les circonstances au gouvernement. Entre temps, la déformation des faits avait atteint son but : j’étais relevé de mes fonctions.

L’entretien du 25, au ministère de l’Intérieur, se termina au bout d’une heure et demie ou de deux heures. Dans le vestibule m’attendaient le général von Winterfeldt et le colonel von Haetten. Je ne pus que leur dire, avec une émotion profonde : « Il n’y a plus rien à espérer, l’Allemagne est perdue ! » Ils en furent aussi tout remués.

Dans la note allemande du 27 octobre, nous nous décidions pour la capitulation.

Le 20, à 8 heures du matin, dans le même état d’âme que la veille au soir, j’écrivis mon offre de démission. Je partais de l’idée que la veille, dans mon entretien avec le vice-chancelier von Paver, j’avais acquis la conviction que le gouvernement n’aurait pas l’énergie d’agir. La situation serait alors intolérable pour Sa Majesté, la patrie et l’armée. Je passais pour prolonger la guerre et en ce qui concernait la position du gouvernement vis-à-vis de M. Wilson, mon départ serait peut-être un soulagement pour l’Allemagne. C’est pourquoi je priais Sa Majesté de bien vouloir me relever de mes fonctions.

Le général feld-maréchal vint me voir le 26, comme d’habitude, à 9 heures du matin. J’avais mis ma demande de côté, étant résolu à ne lui annoncer ma démarche que lorsque ma demande serait entre les mains de Sa Majesté. Le général feld-maréchal était le maître de sa décision, je ne voulais pas l’influencer. Mais il vit la lettre. La forme attira son attention. Il me pria de ne pas l’expédier. Je devais rester. Je n’avais pas le droit d’abandonner maintenant l’Empereur et l’armée. Après un assez long combat intérieur, j’acquiesçai. J’acquis la conviction que je devais conserver mon poste et je proposai au général feld-maréchal de tenter encore une fois de parler au prince Max.

Il ne nous reçut pas. Il était encore malade. Tandis que j’attendais cette réponse, le colonel von Haeften m’annonça que le gouvernement avait obtenu de Sa Majesté mon renvoi ; la raison extérieure qu’on prétexterait serait l’ordre du jour à l’armée, cité plus haut. Sa Majesté devait me convoquer immédiatement au château de Bellevue. Je ne m’étonnais plus de rien et n’avais aucun doute en ce qui me concernait. Je m’entretenais encore avec le colonel von Haeften quand, tout à coup, on nous convoqua chez Sa Majesté, à une heure où il ne donnait pas audience habituellement.

Pendant le trajet de l’État-Major au château de Bellevue, je dis au général feld-maréchal ce que je venais d’entendre. J’appris plus tard que le prince Max aurait posé à Sa Majesté la question de cabinet, au cas où je serais resté en fonctions.

L’Empereur était comme transformé en comparaison de la veille ; s’adressant à moi seul, il se prononça, en particulier, contre l’ordre du jour à l’armée du 24 au soir. Je vécus ensuite quelques-unes des minutes les plus amères de toute ma vie. Je dis respectueusement à Sa Majesté que j’avais l’impression douloureuse de ne plus posséder sa confiance et que je le priais donc très humblement de me relever de mes fonctions. Sa Majesté accepta.

Je rentrai seul. Je n’ai plus jamais revu Sa Majesté. Après mon retour à l’État-Major, profondément soucieux, je dis à mes officiers, au colonel von Haeften entre autres, que dans quinze jours nous n’aurions plus d’Empereur. Ils s’en rendaient compte aussi. Le 9 novembre, l’Allemagne et la Prusse étaient en République.

Le général feld-maréchal vint encore me voir un moment à mon bureau. Je ne pus que lui montrer la demande qu’il m’avait empêché d’envoyer trois heures auparavant. Là-dessus, nous nous séparâmes.

Je quittai immédiatement mes fonctions. J’expédiai l’offre de démission que j’avais écrite le matin, à vrai dire j’aurais dû maintenant la rédiger autrement.

Le 26 au soir, je retournai à Spa pour dire adieu aux officiers avec qui j’avais partagé, pendant de longues années, joie et douleur, et mettre en ordre mes affaires personnelles.

Le 27 à midi, j’étais au G. Q. G., l’après-midi je pris congé. J’étais ému. J’avais le cœur serré d’avoir à quitter mes officiers et l’armée en un si dur moment. Mais la conception que j’avais de ma position, en tant qu’officier, vis-à-vis de mon chef militaire suprême me forçait à agir comme je le faisais, si dur que cela me parût.

Dans ma vie militaire, je n’ai suivi qu’un seul chemin, la voie du devoir. Je n’ai été poussé que par une grande pensée : l’amour de la patrie, de l’armée et de la dynastie. Je n’avais vécu que pour eux, ces dernières années mêmes. Tout mon désir n’était que de briser la volonté d’anéantissement de l’ennemi et d’assurer l’avenir de l’Allemagne contre de nouvelles attaques ennemies.

Le 27 octobre, à Spa, en pleine vigueur, je finissais ma carrière militaire, elle avait ouvert un énorme champ à mon activité, mais elle m’avait imposé une responsabilité que peu d’hommes ont connue.

Le soir, je quittai Spa. À Aix-la-Chapelle je visitai mon premier quartier-général de la guerre. Je pensais à Liège. J’y avais payé de ma personne et je n’avais pas varié depuis lors. Mes muscles se raidirent. Je retournai dans mon pays.

# ÉPILOGUE

À partir de la fin d’octobre, les événements se précipitèrent. À l’Ouest, sous la pression de l’ennemi venant de Verdun, l’armée allemande recula en bon ordre, le 4 novembre, sur la ligne d’Anvers à la Meuse. Le front d’Alsace-Lorraine tenait ferme, dans l’attente d’un assaut ennemi.

L’armée austro-hongroise fut complètement mise en déroute à la bataille de Haute-Italie, du 24 octobre au 4 novembre.

Des troupes ennemies poussèrent dans la direction d’Innsbrück. Le commandement suprême prit des mesures complètes en vue de la sécurité de la frontière sud de la Bavière. Du côté des Balkans on tint la ligne du Danube.

Nous étions isolés dans le monde.

Au début de novembre, la révolution que préparait la social-démocratie indépendante éclata d’abord dans la marine. Le gouvernement du prince Max ne trouva pas la force nécessaire pour étouffer en germe les mouvements révolutionnaires à la manière russe qui ne furent d’abord que purement locaux. Toute direction lui échappait : il laissait les choses aller leur cours.

Le 9 novembre, à midi, le chancelier de l’Empire prince Max proclamait de sa propre autorité l’abdication de l’Empereur. L’ancien gouvernement donna aux troupes des ordres qui équivalaient à une interdiction de se servir de leurs armes. Immédiatement après, il disparut.

L’Empereur se voyait placé devant le fait accompli. Sur le conseil qu’on lui donna à Spa au Grand Quartier Général, il passa en Hollande. Le Kronprinz le suivit après que Berlin eût refusé son offre de continuer purement et simplement à servir. Les princes confédérés abdiquèrent.

Le 9 novembre, l’Allemagne, privée de toute main ferme et de toute volonté, ayant perdu son prince, s’écroula comme un château de cartes. Ce pour quoi nous avions vécu et versé notre sang, pendant quatre longues années, disparut. Nous n’avions plus une patrie dont nous puissions être fiers. L’ordre public et l’ordre social furent anéantis. Toute autorité cessa. Le chaos, le bolchevisme et le terrorisme, toutes choses étrangères à l’Allemagne de nom et de fait, firent leur entrée dans la patrie allemande. Un long travail souterrain avait systématiquement préparé et créé les conseils d’ouvriers et de soldats dans le pays. À cet effet on trouva des hommes qui, s’ils avaient été sur le front, eussent assuré au peuple allemand une autre issue de la guerre, mais qui, aptes au service de place, avaient jusque-là été déclarés « indispensables » ou qui n’étaient même que des déserteurs.

La majorité des unités de dépôts, chez qui la pensée révolutionnaire avait depuis longtemps gagné du terrain, se rangea du côté des révolutionnaires.

Les formations d’étapes et les troupes des territoires occupés à l’Est et à l’Ouest, parmi lesquelles le bouleversement était également bien préparé, oublièrent l’ordre et la discipline ; affolés et perdant la tête ils voulaient rentrer chez eux en pillant. Les troupes de Roumanie et du front danubien se retirèrent en Hongrie où elles furent arrêtées.

Parmi les combattants du front occidental, on mettait une hâte extrême à créer, avec l’autorisation supérieure, des conseils de soldats.

Les nouveaux chefs et leurs adjoints civils renoncèrent à toute résistance et signèrent, sans aucun droit, notre capitulation sans condition devant un ennemi impitoyable.

L’armée de l’Ouest passa encore la frontière en bon ordre et le retira derrière le Rhin pour y devenir à son tour victime de la désorganisation, par suite d’une démobilisation hâtive et en contact immédiat avec les foyers révolutionnaires de l’intérieur.

Des hommes qui avaient été sans reproches devant l’ennemi livrèrent ces jours-là, dans la déroute de leurs nerfs, l’armée et la patrie. Il y avait parmi eux des officiers qui répudièrent les devoirs de leur état et leur mission historique. Nous fûmes témoins de scènes qu’aucun Prussien depuis 1806 ne croyait plus possibles. Il en faut d’autant mieux apprécier la fidélité des officiers, sous-officiers et soldats qui, même dans ces nouvelles conditions, se tinrent, fidèles à leurs anciens sentiments, à la disposition de la patrie.

Partout on gaspilla les approvisionnements de l’armée et on détruisit les moyens de défense du pays. Tout ce qui fut perdu à cette occasion représente une valeur incalculable.

La fière armée allemande, qui avait, pendant quatre ans, résisté victorieusement à la supériorité de l’ennemi, accompli des exploits encore inconnus dans l’histoire et sauvegardé les frontières du pays, disparut. La flotte victorieuse fut livrée à l’ennemi. Les pouvoirs publics, dont les représentants n’avaient jamais combattu face à l’ennemi, n’eurent de cesse qu’ils eussent gracié les déserteurs et autres criminels militaires, au rang desquels ils se trouvaient parfois eux-mêmes, avec leurs plus proches amis.

Avec les conseils de soldats, ils travaillaient, avec zèle et une intention bien arrêtée, à anéantir toute vie militaire. C’était la récompense de la patrie, sous sa nouvelle forme, aux soldats allemands qui, par millions, avaient versé leur sang et perdu leur vie pour elle. La ruine, par les Allemands mêmes, de la puissance militaire allemande fut un crime d’un tragique tel que le monde n’en avait jamais vu de pareil. L’Allemagne avait été submergée, non par l’effet de forces naturelles, mais par suite de la faiblesse de son gouvernement, représenté par le chancelier de l’Empire, et de la paralysie qui avait atteint le peuple privé de guide.

Ceux qui, depuis des dizaines d’années, avaient troublé la vue du peuple et lui avaient fait des promesses insensées, qui avaient fait campagne contre l’autorité dans l’État et dans l’armée et qui venaient de la détruire, se virent bientôt obligés d’abandonner les principes qu’ils propageaient jusque-là. Il fallait créer une autorité nouvelle, former une armée nouvelle pour opposer à l’intérieur la force à la force, ce qui n’avait encore jamais été nécessaire. Ce ne sont pas les troupes créées par la révolution, mais les formations volontaires qui, ayant gardé l’esprit et la discipline de l’armée de 1914, sauvent la patrie — rayon de lumière dans ces temps d’épreuves ; — Inhumanité n’était donc pas mûre pour les prétendus bienfaits de la révolution. Ce qu’elle pense avoir acquis, on eût pu l’obtenir par les voies légales, sans s’anéantir soi-même. C’est un jeu criminel sans égal qu’on joua avec le peuple allemand dans son heure la plus grave. Il paie cette faute énorme de sa vie et de son idéal.

Le monde regardait tout cela avec étonnement ; il ne pouvait comprendre cette monstruosité, cette débâcle du fier et puissant Empire d’Allemagne, effroi de ses ennemis. L’Entente, qui nous craignait encore dans l’anéantissement de notre force, ne laissait pas de mettre à profit le moment favorable pour continuer à nous affaiblir par sa propagande dans le pays, et nous imposer une paix d’Ilotes.

L’Allemagne est profondément humiliée par sa propre faute. Ce n’est plus une grande puissance, un état indépendant. Sa stabilité et son existence sont en danger.

Amoindrie et affaiblie en tout, elle sort de cette lutte mondiale privée même de territoires et de populations qui lui appartenaient depuis de nombreuses générations.

Elle perd ses colonies.

On lui a pris son armée. L’Allemand a perdu le droit de servir sa patrie les armes à la main.

La flotte de commerce allemande disparaît de l’Océan. Sa force économique est brisée et ce qui en reste est placé sous le contrôle du vainqueur. La vie de 70 millions d’Allemands est sur un terrain mouvant.

Les contributions que nous avons à payer sont exorbitantes.

La responsabilité dont la révolution s’est chargée n’est pas limitée à cette paix. Elle a rendu absolument écrasant le joug pesant du servage sous lequel plie le peuple allemand.

Elle favorise la paresse et anéantit le sentim*e*nt qu*e* le gain matériel n’est pas la seule joie que procure le travail. Elle entrave l’activité des forces créatrices et efface toute personnalité. Ell*e* met à leur place la domination d*e*s masses et la médiocrité. Le ressort de toute la vie publique et économique est mis en question, s’il n’est pas brisé pour longtemps.

En Allemagne, le sang coule dans une lutte fratricide. On détruit des biens allemands. On gaspille les fonds de l’État et on les fait servir à des buts égoïstes ; les finances de l’Empire, des différents États et des communes sont de plus en plus ébranlées. Rabaissée, la morale du peuple vogue sans direction dans la « liberté » de la révolution ; les bas instincts de l’homme cherchent à se satisfaire sans restriction ni considération. Partout règnent le désordre, la peur du travail, la fausseté et la tromperie, et en bien des lieux une ruée au plaisir, qui est des plus choquantes — au bord des tombeaux des millions de morts pour la patrie et à la face de tous les mutilés sur qui se pose notre regard. L’Allemagne offre un spectacle horrible et sans dignité, provoquant une tristesse indicible chez tout homme de cœur allemand, et le mépris des ennemis et des neutres.

Des hommes, des Allemands se présentent qui accusent l’Allemagne devant l’ennemi de prétendus forfaits, pour lui plaire et mendier sa mansuétude. Son gouvernement livre à l’ennemi, pour servir à son triomphe, des Allemands qui ont servi fidèlement leur patrie. Voilà jusqu’où nous allions dans l’abaissement qui remplit les hommes de honte et de dégoût pour le peuple allemand.

La révolution a fait, des Allemands, des parias parmi les peuples, incapables de conclure des alliances au dehors, des Ilotes au service d’étrangers et du capital étranger, dépourvus de toute estime pour eux-mêmes.

« Dans vingt ans, le peuple allemand maudira les partis qui se glorifient d’avoir fait la révolution. » Paroles véridiques de portée énorme, prononcées à Berlin, au second congrès des Conseils, en avril 1919, par un social-démocrate parlant à ses camarades de parti.

\*

\* \*

La paix a scellé le destin du peuple allemand pour le présent. L’avenir est sombre devant nous ; seul Pacte des hommes de Scapa Flow y projette un rayon de lumière.

Tous les mirages sont évanouis, la suggestion des masses commence à disparaître. Nous voyons le néant. Il ne sert de rien de se tromper soi-même, de palier, de mettre son espoir en d’autres ou en des fantômes ; le courage purement verbal, comme consolation pour l’avenir, et la faiblesse présente n’ont jamais servi et ne serviront jamais à rien.

Autre chose est nécessaire :

La pensée hardie, l’action virile de chacun et, en même temps, la subordination et l’effacement du moi dans une discipline nationale : voilà ce qu’il faut. Cela seul peut nous rendre la dignité nationale, condition préalable du relèvement de l’Allemagne. Voilà, le premier commandement !

L’amour de la glèbe et du métier, l’amour du travail et une joie infatigable de créer, une assiduité rigoureuse ; une activité libre dans la vie économique jointe aux égards pour autrui ; une coopération confiante de la pauvreté et de la richesse, des bras et des cerveaux, incarnée dans le sentiment du devoir au travail ; la liberté du travail loyal : voilà la base de la richesse de l’Allemagne et les prémisses d’un nouvel essor. Voilà notre second commandement !

Les Allemands doivent redevenir fidèles au devoir, honnêtes et véridiques, courageux ; une certaine gravité morale doit les régir, voilà le troisième commandement. Le mot de Fichte doit redevenir vrai, qui veut que sans aucun doute être Allemand et avoir du caractère soient des termes identiques. Cela seul nous rendra l’estime de nous-mêmes, qui forcera à son tour celle des autres.

Dans la méditation et l’éducation nationale, dans l’activité allemande, le dur labeur et la dignité humaine, jetant un regard clair sur la réalité brutale de notre avenir désolé et chargé de privations, les Allemands et tout Allemand doivent se retrouver eux-mêmes. Agir ainsi nous aidera à nous refaire une patrie, à nous pénétrer du vieil esprit d’un patriotisme plein d’abnégation qui nous rend capables de vivre pour notre idéal, pour ce qui est allemand, pour la prospérité et la sécurité de la patrie allemande et pour la rendre plus forte et, si le destin l’exige, d’aller à la mort comme Pont fait les héros de cette lutte gigantesque !

Ce qu’a fait notre peuple pendant les quatre années de guerre fut considérable et offre un témoignage éloquent des forces qui étaient en nous et que la révolution a ensevelies. Un peuple qui a tant fait a droit à la vie. Puisse-t-il avoir maintenant la force d’écarter les scories amoncelées sur lui ; puisse-t-il trouver les hommes qui, dans la joie de la responsabilité, comme les chefs à la guerre, le dirigent d’un vouloir fort, d’une volonté dure et donnent à la vie nationale abattue un souffle frais et puissant, des hommes qui, suivis de la confiance des meilleurs du peuple, unissent de leur activité créatrice les forces nationales dans le travail.

Apprenons, après être tombés si bas, en souvenir de nos héros morts dans leur foi à la grandeur de l’Allemagne et qui manquent tant actuellement à notre pays, à redevenir Allemands, et à être fiers de l’être !

Dieu le veuille !

INDEX DES NOMS PROPRES

|  |  |
| --- | --- |
| Albrecht (général \* feld-maréchal duc), li, 82, 94, 95, 208, 259, 295, 312, 334, 369.  Alexandre de Serbie, II, 112. Alexeïeff (général), II, 239, 275. Altmann (commandant), I, 222. Ambassadeur japonais, II, 124. Arnim (général Sixte von), II, 17,  366.  Arz (général von), I, 306, 311, 356, 357. — II, 47, 48, 94, 95, 110, 111, 120, 176, 182, 235, 254, 255, 308, 309, 327, 339, 340.  Asquith, II, 125, 271.  Bade (grand-duc de), II, 351. Bakhaus (capitaine), II, 361. Bardofï (général), I, 253. Bartenwerffer (général von), I, 35,  36,    74. — II, 310, 360.  Batocki (von), I, 217, 386.  Bauer (colonel), I, 34, 141, 371,  382, 424. — II, 270, 360. Beaverbrook (lord), I, 403. Beckmann (général), I, 163, 167. Beerfelde (capitaine von), II, 260. Below (général Fritz von), I, 246, 291, 303, 425, 433. — II, 30,  37,    109.  Below (général Otto von), I, 150, 163, 182, 184, 200, 304. — II, 95, 206. | Benoît XV, II, 123, 124, 134 :  Bergmann (général von), I, 392.  Bernhard (professeur Ludwig),11,74.  Bernhardi, I, 10, 402.  Bernhardi (général von), I, 252.  Bernstorfï (comte), I, 337, 338, 349, 351. — II, 23.  Berlkau (capitaine), I, 224.  Beseler (général von), I, 123, 173-176, 436, 437.  Bethmann-HoUweg(chancclier von),  I, 37, 263, 267, 337, 338, 341-353.. 356, 359, 361, 384, 405, 409, 410, 434-437. — II, 39, 46-48, 51, 54, 57-62, 78, 79, 131, 133, 161.  Betzner, II, 222.  Bismarck, I, 63, 289. — II, 55, 224.  Bissing (général baron von), I, 268, 301, 369. — II, 37.  Blücher, I, 7.  Bockelberg, I, 119.  Bockmann (général von), I, 183, 304,  Bode (colonel), I, 273, 312.  Bœhm-Ermolli (général von), I, 127, 246, 247, 253, 306, 307.  Boehn (général von), II, 29, 298,  310, 316, 317, 322, 330, 364, 367.  Boris (prince), I, 278. — ,11, 236.  Borœvic (général), 1.129. 133, 158 » I — II, 109, 110. |

|  |  |
| --- | --- |
| Bothmer (général comte von), 241-244, 248, 249, 257, 306, 307.  — II, 42, 208.  Brandenstein (colonel von), II, 245. Bratiano, II, 184.  Bredow (général comte von), I, 81,  94, 99, 101, 114, 119. Breitenbach (von), I, 376.  Breugel (von), I, 376.  Breugel (von), I, 168.  Brinckmann (commandant), I, 51,  — II, 355.  Brockhusen (capitaine von), I, 215. Bronsart von Schellendorff (général), I, 283, 292, 303.  BroussilofF, I, 242.  Bruchmüller (colonel), II, 222, 248,  282.  Buerckner (lieutenant-colonel), II,  314.  Bülow (général prinee von), I, 48, 51. — II, 59, 64, 140.  Burian (comte), I, 338. — II, 282, 308, 324-326, 341,358.  Bussche (commandant baron von dem), I, 34. — II, 43, 348-352, 357, 381.  Caillaux, li, 123.  Carlowitz (général von), II, 318, 367.  Charles (l’Empereur), I, 249, 253, 257, 271, 272, 284, 306, 307,  315,    323, 326, 329, 330, 354, 356.  — II, 42, 44, 47, 48, 51, 96, 176, 281, 282, 306, 308, 309, 325-327.  Chef de l’Amirauté, I, 342, 344.  345, 348, 349, 351. — II, 51,169, Choate (ambassadeur), II, 23. Churchill (Winston), II, 384. Clemenceau, I. 23, 406, 408. — II, 122, 123,141, 165, 209 219, 250,  261, 271, 272, 323, 329, 343, 356, 372.  Commandant en chef de l’Est, I, 178, 206, 218, 226, 232, 241, 272,  308, 317, 321. — II, 40, 42, 43, 76 80, 86, 92, 120, 121, 143, 144, 146,176,178,185, 241, 244, 245, 263, 281, 375. | Conrad (général von), I, 80, 86, 95-98, 105, 108, 109, 115, 120, 122, 127, 129, 133-135,157, 158, 271, 274, 284, 291, 306, 309, 329, 352, 356, 357, 436, 438. — II,  110.  Constantin (le roi), II, 112.  Conta (général von), I, 258. Cramon (général von), I, 282. — II, 227, 306, 325.  Crantz (commandant), I, 36. — II,  244.  Czernin (comte), I, 29, 352, 355. —  II,    46-50, 52, 5«, 56, 63, 142, 156-159, 162, 165-168, 180-183,  243, 282.  Damaschke, II, 73.  Deimling (général von), I, 47. Delbrück (S. Em. von), II, 385. Dellmcnsingen (général Krafft von),  I, 301, 324-328. — II, 17, 94, 95,  III,    206.  Deutelmoser(lieutenaat-colonel), I, 410.  Dickhuth (général von), 1,119,168. Domizlaf ? (dir. des postes), I, 205. DankI (général von), I, 99. Drechsel (commandant), I, 103. Duisberg, I, 301.  Ebefi (générai von), I, 257.  Ebert, I, 309, 379.  Eichhorn (général von), 1,5142, 146, 149, 178, 180, 250. — II,  241, 242.  EilsKcrger (commandant), I 218, Einem (général von), II, 30, 369. Eisenhart-Rothe (général von) I,  209.  Emmich (général von), 1,48,51-57. Enver Pacha, I, 274, 279, 281, 283.  — II, 19, 112, 114,198, 238, 239,  270, 338.  Erzberger, I, 417. — II, 58, 65, 149, 174, 341, 377.  Eschcrïch (commandant), I, 220. |

|  |  |
| --- | --- |
| Eulitz (général von), I, 285.  Évêque de Kovno, II, 81.  Fabeck (général von), I, 123, 200. Falkenhausen (général baron von), II, 28, 37, 146, 147.  Falkenhayn (général von), I, 25,  91, 115, 116, 135, 174, 273, 306, 311, 316. — II, 19, 112, 238. Faupel (lieutenant-colonel), II, 318. Ferdinand 1er de Roumanie, II, 180, 181.  Ferdinand Ier, tsar de Bulgarie, I, 277, 278. — II, 76, 306, 336, 337, 340.  Fichte, II, 396.  Filene (Edward A.), II, 220. Fisher-Treuenfeld (capitaine von),  I,    36.  Foch (général), II, 225, 249, 256, 288, 290, 295, 305.  Frahnert (commandant), I, 34. François (général von), I, 70, 71, 76.  François-Ferdinand (archiduc), I, 354.  François-Joseph (empereur), I.  109, 353, 354.  Frédéric (archiduc), I, 95.  Frédéric le Grand, II, 141. Friedberg (Secrétaire d’État), II, 378.  Friedrich (Eitel), II, 318.  Frommel (général), I, 106, 114, 119, 121, 126.  Gabriel (capitaine), I, 36.  Gallwitz (général von), I, 143, 149-153, 161, 163, 166-169, 173, 181, 200, 281, 303. — II, 37, 207, 208, 259, 312, 319, 331, 334, 364, 368. Gambetta, I, 23.  Gantschew (général), I, 282, 304. —  II,    306.  Gayl (capitaine baron von), I, 215. Gehrok (général von), I, 123. Geyer (capitaine), I, 36, 424. Gilgenburg, I, 70.  Gneisenau, I, 7. | Goiginger (général), II, 254.  Goltz (feld-maréchal von det), I, 71-74, 81-86, 94, 99, 228, 239. — II, 245, 246, 321.  Gontschew (général), II, 151. Gossler (commandant von) I, 36, 211. — II, 143.  Graevenitz (général von), I, 285. Grammlich, I, 204.  Greiff (commandant von), I, 52.  Grey (comte), II, 23.  Groeber, II, 174, 309, 377, 380. Gronau, I, 252, 257.  Grünert (général), I, 66.  Guillaume Ier (empereur), I, 7. — II, 75.  Guillaume II (empereur), Ia 7, 32,  37, 62, 66, 109, 167, 175, 182, 233, 259, 263, 270, 283, 284, 288, 337, 338, 346, 368, 381, 397. —  II, 12, 22, 47, 48, 51, 54, 56-59, 61, 62, 64, 78, 141-143, 146, 157-  162,168, 169,172,181, 202, 203, 211, 222, 242, 260-262, 270, 305,  306, 308-310, 325, 326, 341, 346, 347, 349, 351, 358, 361, 385, 388,  389, 391.  Gündel (général von), II, 354.  Haase, I, 8.  Haeften (colonel von), I, 290, 417-419. — II, 12,125, 209, 210, 271, 323, 352, 353, 381, 387-389. Hahndorfî (général), II, 74, 78. Haig (maréchal Douglas), II, 317. Halbach, I, 301.  Hamman, I, 410.  Harbou (commandant von), I, 36g  51, 54, 208, 382.  Harz (général von), I, 285.  Hasse, II, 369.  Haussmann (Conrad), II, 210, 377, 380, 381.  Heckel (commandant), I, 217. Heinrich, II, 73.  Helfferich (docteur), II, 62, 63,  277.  Hell (général), I, 69, 142, 178, 251.  — II, 182, 183. |

|  |  |
| --- | --- |
| Hellingrath (von), II, 64.  Hemmer (colonel von), II, 208. Hentsch (colonel), I, 392. — II, 182.  Hertling (chancelier, comte von), I, 27, 381. — II, 64, 71, 137 ; 140f 142, 143, 145-147, 158, 161, 162,169, 171,172,182, 202, 209,  210, 239, 242, 259, 264, 26^-274,  278, 282, 298, 306-310, 322-324, 326, 327, 341, 342, 346, 347, 351, 358.  Hesse (général), I, 32.  Heye (colonel), I, 34, 100. — II,  95, 326, 329, 345, 373, 387. Hielt (ambassadeur), II, 171. Hindenburg (feld-maréchal, von),  I, 7-11, 17, 19, 30, 62, 66, 70, 74-77, 91, 93, 94, 98-101, 110, 115,116, 135,160,169, 175,182, 197, 205, 233, 248, 249, 259, 263-267, 270, 274, 283, 290, 297, 315,  336, 341, 342, 346, 351, 353, 371.  ......11,12,47,48,50, 51,57-59, 62,  64-66, 75, 78,137, 139, 142,158-  162,165,168, 169, 202, 207, 211,  242, 270 272 282, 288, 305, 306,  309, 310, 325, 345-347, 349-351, 353-355, 361, 362, 381, 385-389. Hintze (von), II, 273, 307-309, 324-327, 341, 342 345-347, 351-354.  Hochheimer (docteur), II, 74. Hoffmann (général), I, 33, 36, 66, 112,147,163, 176, 197, 232, 255,  271. — II, 86, 121, 156-160, 164-166, 373-375.  Hohenlohe (prined, II, 168. Holland [lieutenant-colonel], I, 285. Hollen [général von], I, 123. HoltzendorfT [amiral von], II, 328. Hoppe [pasteur], 1, 205.  Hurnser [commandant], II, 366. Huiler [général von], I, 180. — II,  92, 206, 314.  Hue [général], I, 291.  Henburg [liruteiiAot-colonel, prince von], I, 212. - II, 144, 145, | Jaffé, II, 126.  Jagow [von], II, 77.  Jegow [général], I, 278. — II, 237,  337.  Joachim de Prusse [prince], I, 230.  Joffe, II, 263, 264, 273, 278, 375.  Joseph [archiduc], II, 44, 45.  Kathen [général von], II, 116.  Kerinsky, II, 39.  Kern, I, 204,  Kessel, I. 220.  Kipling I, 403.  Kirschner, I, 220.  Kitchener [lord], I, 159, 196.  Klepsch [général von], I, 282.  Klewitz [von], II, 369.  Kiüber [lieutenant-colonel von], IIf 30.  Koberle [général], I, 285.  Koenigs [capitaine], I, 220.  Koeth [colonel], I, 375.  Koevesc [général von], II, 371, 384.  Kosch [général von], I, 119, 326,  Krafft, voi Dellmensingen.  Krasnow [général], II, 275.  Kratzenberg, I, 214, 222.  Krauss [général von], II, 108.  Kress [général von], II, 19, 112, 113, 278, 279.  Kriege, II, 276.  Kronprinz, I, 38, 39, 47, 269-291, 397, 426. — II, 17, 18, 26, 29, 33, 37, 59, 62, 84, 89, 106, 207, 208, 232, 233, 250, 253. 257-259,  262, 269, 282-284, 286, 287, 290, 294 295, 312, 330, 331, 364, 367-369, 383, 392.  Krup l'von Bohlen, I, 301.  Krylenko, II, 121,  Kuhl [général von], I, 39, 292, 301, 303. — II, 12, 97, 106, 300, 317.  Kühlmann (vonL I, 9. — II, 69, 124-126, 142, 146, 156-160, 166-169, 172, 180-182, 209, 263, 26j, 271, 273, 282.  Kuhne générai], I, 325 328.  Kurt von l uger ^générai], 1, 391. |

|  |  |
| --- | --- |
| Lambsd*o*rff [colonel von], I, 48.  Lancken [von der], II, 126.  Landwehr [général], II, 167.  Lauenstein [général von], I, 48 161.  Ledebour, II, 67.  Legris [général], II, 221.  Lehmann [général], I, 32.  Lén*i*ne, II, 119.  Lenz [lieutenant-colonel], II, 221.  Léopold de Bavière, *I,* 160, 172, 173, 176,177, 181,199, 211, 240, 241,245-247, 250, 271.  Lequis [général], II, 108.  Lettow-Vorbeck [général von], I, 288.  Lichnowsky [prince], *I*I, 260, 26.1,  307, 308.  Liebnecht, IL 375.  Liman Pacha [maréchal], I, 279-281, 434. — II, 238.  Limburg-Stirum [comte], I, 289. —  II, 324f 342.  Linsingen [général von], I, 123, 134, 135,157, 241, 244, 246, 249, 251-258, 271. — II, 39.  Litzmann [général], I, 127, 142-149, 180, 254.  Lloyd George, I, 23, 43, 340, 353, 403, 406, 408. — II, 58,101,123, 125, 141,165, 209, 219, 272, 329, 343, 356, 372.  Loebcl [von], I, 437.  Locliow [général von], I, 159, 160.  Lossberg [général von], I, 39, 292, 303. — II, 28, 87, 97, 98, 294, 298, 310.  Lossow [général von], I, 283. —  II, 238-240.  Lukow [général], I, 278. — II, 336.  Lynker [général von], I, 259,  263. — II, 62, 159, 375.  Mackensen [feld-maréchal von], I, 105-107, 110-112, 116, 125, 159, 161,164,173, 177,178,190, 273, 274, 308, 312-316, 32:2-331,  390, 392, 433. — II, 44, 45, 179, 182, 183, 186. | Mad*l*ung [général], I, 208.  Malinow, II, 306.  Mannerheim [général von], I, 244.  245.  Marcafrd [commandan*t* von], II  52, 54.  Markau [capitaine], I, 218.  Marquard [cap*i*ta*i*ne], I, 119, 176.  Marwitz [général von der], I, 48, 158, 254. — II, 107, 119, 367.  Massow [général von], I, 126t 283.  Max [prince], I, 216. — II, 266, 267, 305, 323, 348, 351, 353-357, 359-363, 373, 376, 377, 379, 382, 385, 389, 391.  Melior [général], I, 256, 257.  Merz [colonel von], I, 36.  Michaël*i*s [chancelier], I, 27. — li, 64-66, 69, 74, 80, 123-126, 132, 134, 136, 137, 139, 143, 260.  Milioukow, II, 38.  Ministre de la Guerre, II, 59, 62, 69, 76, 135, 137-139, 229, 242,  264, 270, 323, 376, 377, 382, 385.  Mo*l*tke, I, 7, 265. — II, 91.  Moltke [général von], I, 25, 61, 63, 91, 118.  Morgen [général von], I, 85, 86, 125, 126, 151.  Mudrà [commandant], II, 369.  Mühlmann [général von], I, 71  Mfi*l*lcr [Richard], II, 65, 67.  Mumm [von], II, 241.  Muths [commandant], I, 36.  Napoléon, II, 141.  Nasse, I, 302.  Nicolaï [lieutenant-colonel], I, 35, 36, 415. — II, 12, 68, 360.  Nicolas II [t ;ar], I, 190, 402, 434.  — II, 19, 20.  Nicolas Nicolaïevith [grand-duc], I, 86, 88, 106,123,131,139, 153 155,190, 434. — II, 130.  Nivelle [général], il, 29, 32, 33, 88.  Northc*l*ifte [lord], I, 403-420.  Nouri, II, 233, 279. |

|  |  |
| --- | --- |
| Oldershausen [général von], I*,* 377, 394. — II, 30.  Oscar de Prusse [prince], I, 259. Oven [général von], I, 55, 387.  Pappritz [général von], I, 153. Parme [prince de], II, 282, 325. Payer [vice-chancelier von], II, 142*,*169, 171, 210, 271, 309, 310, 347, 348, 354, 359, 362, 377, 385, 386, 388.  Pétain *[*général], II, 33.  Peters [Rudolph], I, 56. Pflanzer-Ballin [général von], I,  244, 249. — II, 371.  Pless [prince de], I, 302.  Pollio [général], I, 79.  Poseck [capitaine von], I, 36. Président du Reichstag, II, 355, 356.  Pulkowski [cap*i*taine], II, 192. Quast [général von], II, 92, 221,  Rados*l*awow, I, 277, 278. — II,  76,    77, 152, 183, 255, 306. Randa [comte], II 181.  Rathenau [Walte*r*], II, 362.  Rauch [capitai*n*e von], I*,* 36. Rausenberger, II, 220.  Reine de Hollande, II, 308, 325, 326, 341, 346.  Reinhardt [colonel], II, 30. Rennenkampf, I, 63, 67, 68, 74-  77,    80 88, 99. — II, 373. Reuter, I, 402.  Ribot, II, 57.  Richthofen von, I, 123-127. Rochow [*c*apitaine von], I, 61, 62. Roedern comte von), II, 168, 347, 348, 375.  Rohr (von), I, 290.  Roi d*e* Finlande, II, 327.  Roon, II, 224.  Rostel (Erica), I, 154.  Rostock (lieutenant-colonel), I, 179. Rothermere (lord), I, 403.  R*u*mker (ca*p*itaine von), I, 217.  R ipprecht d*e* Bavière (kronprinz, | I, 39, 290, 291, 294, 301. — II,  12, 14, 17, 18, 26, 102, 106, 207, 208, 215, 221, 225, 233, 257, 259,  283, 287, 291, 294, 295, 297, 302,  311, 312, 316, 322, 330, 364,  367.  Samsonow (général), I, 64, 76.  Sarrail (général), I, 275.  Sauberzweig (général von), I, 174.  — II, 92, 206.  Schaffer Boyadel (général von), I, 126.  Scheer (am*i*ral), I, 235. — II, 328, 379, 385.  Scheidemann, I, 352. — II, 67*,* 305,  377.  Scheir*n*ing (von), II, 74.  Scheuch (général), II, 137, 138.  Schlieffen (général comte von), I, 42, 43, 63, 64, 77, 79, 89, 288.  Schmauss (doct*e*ur), II, 213.  Schmettow (général von), I, 325.  Schmetzer (lieutenant), II, 71.  Schmidt (docteur), II, 75.  Schmidt (colonel Rochus), I, 214.  Schmidt-Reder (lieutenant-colonel), I, 375.  S*c*holtz (général von), I, 64, 65, 69, 70, 73, 150, 168, 181, 200, 201, 231, 250. — II, 37, 111, 235, 255, 336, 337, 372.  Schubert (général vo*u*), I, 88, 94, 291.  Schu*l*en*b*urg (colonel comteU I, 39, 163, — II, 29.  Schutte, I, 219.  Schwo*r*in {commandant comte\*, l, 176.  Scott [amiral sir Percy I, 236.  Seeckt [général v*o*n], I, 160, 250*,* 253, 283.  Seckendort ! fgénéral *b*aron von], I, 208, 212.  Shorlemer [baron *v*on], I, 389.  Siegert [lie*u*t*e*nant-colonel], I, 422.  Sim  [amiral], II, 23.  Sixte prince), I, 355.  Skoro*p*adski, II, 117, 242. |

|  |  |
| --- | --- |
| Soif, II, -310, 323, 375, 379, 381-Sperr (capitaine), I, 103, 115. Staals (général von), I, 150. Stadlaender (commandant), I, 373. Stapff (lieutenant-colonel), II, 187. Stein (géné*r*al von), ;I, 61.  Stein (secrétaire -d’Ëtat von),71, 289- — II, 168/  Steuben (général von), II, 371. Stiele*r* von Heydeka*m*pf (commandant), I, 286.  Stinnes (Hugo), II, 124. Stockhausen (commandant von),  I, 377.  St*r*esemann, II, 309.  Stroebel, I, 404.  Stülpnagel (commandant von), I, 34.  Stumm (von), II, 387.  Stürmer, I, 440, — II, 20.  Stut*z*, I, 378.  Sudekum, II, 64.  Sydenham (lord), I, 237.  Talaat, I, 281. — II, 338. Talley*r*and, II, 265. N Tappen (général), I, 322. Tertzczanski (colonel von), I, 252, 253.  Thomsen (colonel), I, 422. Tieschowitz (colonel von), 36. Tieseler (capitaine), I, 220, 221. Tillmann, I, 197.  Tirpitz (grand-amiral von), I, 235, 236. — II, 141.  Trotzki, II, 162-168, 172, 173,175,  378.  Tscheuschner (Mue Emma), XII, 72. Tschischwitz (colonel von), II, 116.  V*a*ldivia (commandant), I, 67. Valentini (von),^11, 64.  Vanselow (capitaine de vaisseau),  II, 355.  V*a*ter, II, 264.  Venizeloa, II, 112. | Wahnschaffe, hI, 437. — II, 62, 64. Waldersee (général comte von),  II, 146, 147.  Waldow, II, 167, 376.  Waîdsttatten {général von), I, 357,  — II, 95.  Walldow (commandant von), I,  36, 103, 386.  Warburg (Max), II, 210. Wartenbu*r*g (commandant comte von), I*,* 217.  WTernitz (général von), I, 168. Wessel, I, 199.  Westar l'(comte), II, 309. Westernhafen (général von), I, 119, 120, 124.  Wetzell (lieutenant-colonel), I, 33, 34, 424. — II, 93, 368.  Wever (capitaine), I, 36.  Wiemer, li, 309.  Willisen (major baron von), II, 94, 95.  Wilson, I, 24, 337-340, 343, 346-352, 406. — II, 22 25, 47, 61, 126,132, 134, 210, 219, 272, 343, 347, 354, 356, 357, 359, 360, 363, 364, 366, 371-373, 377, 378, 380*-*382, 385-388.  Winterfeldt (général von), I, 289.  — II 355, 388.  Witte (comte), I, 439.  Woyrsch (général von), I, 96*,* 100, 101, 121, 122, 125-128, 140, 161, 167-170, 172, 245, 246, 271. —  II, 95, 206.  Wu*l*fïen (capit*a*ine von), I, 127, Wurte*m*berg (feld-*m*aréchal, duc Albe*r*t de), I, 291, 301. — II, 17. Wurtzbacher (colonel), I, 373. Wussow (général von), I, 50, 51.  Zastrow (général), I, 117, 120, 123, 124,128.  Zeki Pacha (général), I, 283. Zimmermann, I, 349, 350. — II, 80.  Zita (impératrice), I, 355. |

TABLE DES CARTES

TOME I

  N°    Page ».

[1.    — Situation au 6 août au soir.....................53](#bookmark28)

[2.    — Tannenberg. Situation au 23 août 1914...........65](#bookmark29)

[3.    — Tannenberg. Situation au 29 août..................75](#bookmark30)

4.    — La campagne de Pologne. Situation fin octobre 1914 après

[la retraite de Varsovie.....................111](#bookmark31)

[5.    — Campagne de Serbie de 1915...............193](#bookmark32)

6.    — Zone d’administration du commandant en chef des Armées de

[l’Est........................213](#bookmark33)

[7.    — Combats du lac Narotsch en mars 1916 ,.......231](#bookmark34)

[8.    — Offensive russe de 1916.................243](#bookmark35)

[9.    — Verdun, 1916......................370](#bookmark36)

[10.    — Bataille de la Somme en 1916..............3o5](#bookmark37)

[11.    — Hermannstabt, 1916 ..................31o](#bookmark38)

[12. — Combats de la Dobroudja en automne 1916........313](#bookmark39)

[13. — Combats devant Verdun en automne 1916.........317](#bookmark40)

[14- — Combats de Macédoine en automne 1916..........319](#bookmark41)

TOME II

1.    — Le mouvement « Albérich » entre Arras et Soissons bn

[mars 1917............................................13](#bookmark42)

[2.    — Bataille de printemps près d’Arras en 1917....... .    28](#bookmark43)

[3.    — Double bataille sur l’Aisne et en Champagne au printemps 1917...................31](#bookmark44)

Pages.

Double bataille sur l’Aisne et en Champagne es février

[1917.............................3](#bookmark45)2

[Combats dans l’arc de Wytschaete en 1917................36](#bookmark46)

[Combats en Galicie orientale en été 1917.................4](#bookmark47)1

[La bataille des Flandres ex 1917........................85](#bookmark48)

[Combats devant Verdun eh août 1917....................88](#bookmark49)

[La 11e bataille de lTsonzo eh août et septembre 1917 . . .    89](#bookmark50)

[Riga en 1917...................................93](#bookmark51)

[La bataille du saillant de Laffaux le 32 octobre.....101](#bookmark52)

[Cambrai, en 1917.......................1o3](#bookmark53)

Campagne d’Italie en 1917............1o4 et 1o5

[Palestine.......................113](#bookmark54)

[Dagô-Oesel en 1917...................115](#bookmark55)

[La marche en avant a l’Est en 1918...........177](#bookmark56)

[La grande bataille de 1918 en France..........213](#bookmark57)

[La bataille d’Armentières et du Kemmel (1918) ......    223](#bookmark58)

[L’avance turque en Arménie (1918)............237](#bookmark59)

[La campagne de Finlande en 1918............245](#bookmark60)

[Les batailles de Soissons et de Reims (1918).......249](#bookmark61)

[Bataille de Noton (mai 1918)..............25](#bookmark62)2

[L'offensive autrichienne en Italie............253](#bookmark63)

[La bataille offensive sur la Marne et en Champagne (1918).    284](#bookmark64)

[La BATAILLE DÉFENSIVE ENTRE SOISSONS ET REIMS (JUILLET I918).    289](#bookmark65)

[La BATAILLE DEFENSIVE ESTRE SOISSONS ET REIMS (1918). . . .    29](#bookmark66)3

[La BATAILLE DÉFENSIVES ENTRE SOMME ET OlSE ( 1918).....3o](#bookmark67)1

[La BATAILLE DÉFENSIVE ENTRE ScaRPE ET SOMME (1918) ....    3l3](#bookmark68)

[La BATAILLE DÉFENSIVE ENTRE OlSE ET AlSNE (aOUT 1918). . .    315](#bookmark69)

[Evacuation de la poche de la Lys (1918).........    319](#bookmark70)

[Les combats dans la poche de Saint-Mihiel (1918.....33](#bookmark71)2

[La débâcle bulgare.................335](#bookmark72)

TABLE DES MATIÈRES

PREMIER QUARTIER-MAITRE GÉNÉRAL

du 29 août 1916 au a 6 octobre 1918 (fuite)

P

L'offensive de l'Entente DU PREMIER SEMESTRE DE I917.......

La retraite sur la position Siegfried. — Les bases de la guerre défensive à l'Ouest. — La révolution russe. — La déclaration de guerre de l'Amérique. — Bataille d’Arras et double bataille de l'Aisne et de la Champagne. —Combats du saillant de Wytschaete et attaques locales allemandes. — Combats dans l'Est. — Chancelier von Bethmann et Comte Czernin. — Changement de chancelier et résolution de paix.

—    Enseignement patriotique et assistance aux mutités. — La question de la Lithuanie, de la Grande-Pologne et de l'Alsace-Lorraine.

La BATAILLE DES FLANDRES ET L’EFFONDREMENT DE LA RUSSIE EN ÉTÉ ET EN automne 1917 ........ ...............

Combats des Flandres, de Verdun, la 11e bataille de l'Isonzo, la prise de Riga. — La préparation de l'offensive d'Italie. — La troisième bataille des Flandres. — La bataille du saillant de Laüaux et celle de Cambrai. — La campagne d’Italie de 1917. — Front macédonien et front turc. — L’entreprise contre les îles Baïtiques et l'armistice à l’Est» — Problèmes de paix. — La situation intérieure de l'Allemagne. — Bases des négociations de paix à l'Est.

La préparation de l’offensive de 1918 a l’Ouest..........

L'offensive décidée. — Les négociations de paix de Brest-Litowsk.

—    Bolchevisme. — Paix avec l'Ukraine et ultimatum à Trotzki. —

Page.

Conférences de Hombourg. — Reprise des hostilités à l'Est. — La paix de Brest-Litowsk et les préliminaires de Buftea. — Equipement et entraînement des troupes en vue de l'offensive. — Appui de nos alliés. —\* La situation de nos effectifs. — Le moral de l'armée.

L'OPFENSrVB DE 1918 A l'OUEST..................ao4

Le plan de l'offensive. — La grande bataille de France. — La bataille d’Armentières et du Kemmel. —Nouvelles décisions à prendre.

— La situation sur les autres fronts ; La campagne de Finlande. — La bataille de Soissons et de Reims et l'offensive austro-hongroise en Italie. — Fléchissement du moral. — Notre politique à l'Est. — L’offensive de la Marne et de Champagne. — Contre-offensive de Foch au sud-ouest de Soissons.

Les DERNIERS COMBATS DE l’ÉTÉ ET DE t AUTOMNE I918......... 300

Le 8 août et ses conséquences. — La situation aggravée. — Retraite sur la position Siegfried. — L’offre de paix du comte Burian. — Extension des attaques ennemies à l'Ouest et l'effondrement de la Bulgarie. — Le G. Q. G. décide d’offrir l'armistice. — L’introduction du système parlementaire en Allemagne. — La première note à Wilson. — Le gouvernement et l'offre d’armistice. — La réponse du président Wilson.— Continuation de la bataille, l'occupation de la position Herrmann et Hunding-Brunhild. — La séance du cabinet de guerre du 17 octobre. — La fin de ma carrière militaire.

[Épilogue ...........................3g 1](#bookmark23)

[INDEX DES NOMS PROPRES.....................399](#bookmark24)

[Table des Cartes . ......................407](#bookmark26)

[Table des MATIERES. .....................kog](#bookmark73)

PARIS — TYp. rue des Saints-Pères

**PAYOT & Cle, 106, Boulevar***d* **Saint-Germain, PARIS**

GÉNÉRAL DU MOR1EZ

LA PAIX FRANÇAISE DANS L’EUROPE ORIENTALE Grand in-8 avec planches hors texte et une carte. 12 fr.

Il n’y a guère de meilleur ouvrage sur la Pologne, ni de plus complet, qu« celui du Général du Moriez. C’est une étude excellente de la question au point de vue politique, psychologique et moral; étude qui, de plus, se fonde sur les meilleures traditions diplomatiques françaises.

Orion (L'Action Jrançaise).

Le Général du Moriez démontre, dans ce gros volume, la nécessité de l'existence politique de la nation polonaise pour isoler la Russie de l'Allemagne. Exposant les divers aspects du problème polonais en Europe, il fournit à l'appui toute une série de documents explicatifs très importants,

Antoine Albalat (Journal des Débats).

LA POLOGNE

SON HISTOIRE, SON ORGANISATION, SA VIE

Publié sous la direction du Professeur

JOSEF SIEMIENSKI In-4....................... 30 fr.

Cette oeuvre scientifique et patriotique représente une précieuse eontribution à l'histoire si peu connue de la Pologne, qui après avoir été si éprouvée pendant le XIX\* siècle renaît aujourd’hui à une vie nouvelle rayonnante et pieiike des plus splendides promesses.

(Suisse-Orient).

1. En français dans le texte. [↑](#footnote-ref-1)